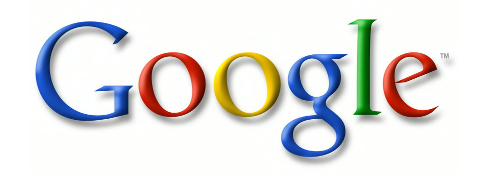
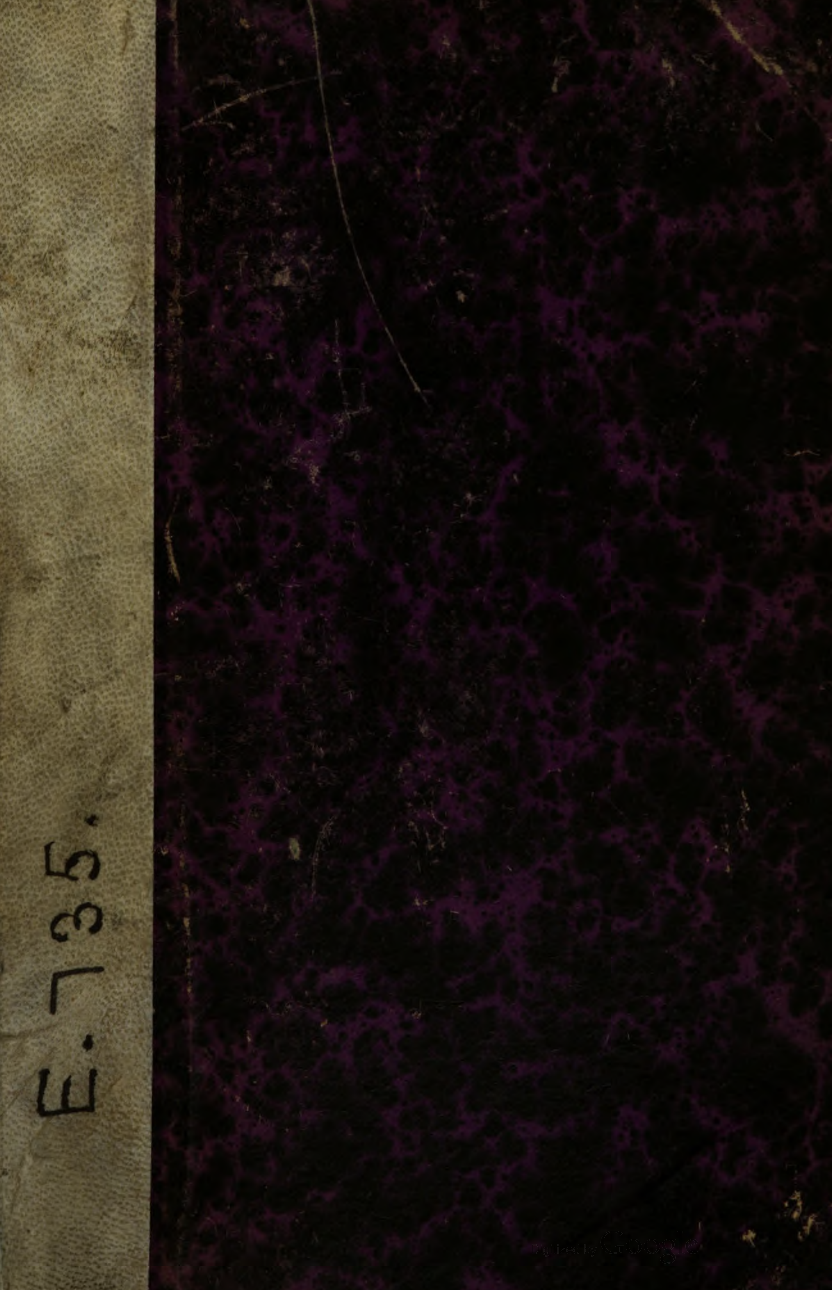
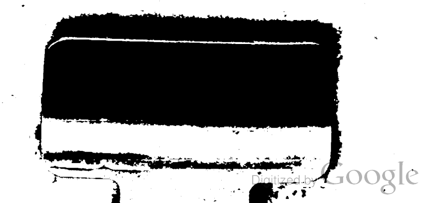



E.735.
Digitized by Google





NOUVELLES ÉTUDES

SUR LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE.

Paris. — Typographie de Firmin Didot frères, rue Jacob, 56.

NOUVELLES ÉTUDES

SUR LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE,

PAR A. ERNOUF.

ANNÉE 1799.

DIX-HUIT BRUMAIRE.

PARIS,
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES,
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT,
RUE JACOB, 56.

1854.



AVANT-PROPOS.

Nous avons suivi pour ce volume la même méthode que pour celui de 1798. Sans omettre aucun événement important, nous avons exposé avec plus de développements les faits sur lesquels nous avons pu nous procurer des renseignements contemporains, ou des documents inédits. On trouvera dans ce livre des détails authentiques et tout à fait nouveaux sur la république cisalpine, sur l'assassinat trop fameux de Rastadt, sur les

mémorables campagnes d'Italie, d'Allemagne, de Suisse et de Hollande.

Des événements récents ont rendu à la célèbre journée du dix-huit brumaire un intérêt d'actualité tout spécial. Les similitudes étaient frappantes, les allusions inévitables. Toutefois, en traitant ce sujet important et délicat, nous avons cru devoir garder des ménagements dont peut-être on nous saura gré. Dans ces grandes luttes sociales et politiques, la modération sied au vainqueur, et à tous ceux qui profitent de sa victoire.

On jugera, par la liste suivante, de l'importance des matériaux inédits qui ont été employés dans cet ouvrage.

A. E.

DOCUMENTS INÉDITS

Employés dans ce volume.

NOTES de M. Bignon sur la république cisalpine et sur la campagne d'Italie.

RAPPORT confidentiel de M. de Gravenreuth sur la cause véritable du meurtre de Rastadt.

MÉMOIRE du général Ernouf sur la retraite de l'armée du Danube.

MÉMOIRE du général Beurnonville sur la république batave.

CORRESPONDANCE des plénipotentiaires de Rastadt, des généraux Masséna, Joubert, Championnet, Soult, Jourdan, Lefebvre, Mortier, Vandamme, etc.

NOUVEAUX DÉTAILS sur la visite des pestiférés de Jaffa, sur la mort de Lavater, etc.

NOUVELLES ÉTUDES

SUR LA

RÉVOLUTION FRANÇAISE.

ANNÉE 1799.—18 BRUMAIRE.

LIVRE I.

RÉPUBLIQUE CISALPINE. — CONQUÊTE DE NAPLES.

Esquisse des événements de l'année 1799. — République cisalpine; ses relations avec le gouvernement français. — Torts réciproques de ces deux gouvernements. — Intervention violente du Directoire français dans les affaires intérieures de la Cisalpine. — Nouvelle constitution imposée militairement par l'ambassadeur Trouvé. — Cette même constitution détruite par Brune et Fouché, au mépris des ordres du Directoire, est rétablie par le commissaire extraordinaire Rivaud. — Intrigues des exaltés; sociétés secrètes. — Abus de la conquête; dilapidations des agents civils et militaires. — Affaires de Naples; campagne de Championnet. — Envahissement du royaume. — Démoralisation des troupes napolitaines. — Insurrections. — Communications secrètes des patriotes napolitains avec le général en chef français. — Fuite du roi Ferdinand. — Anarchie à Naples; cruautés des lazzaroni. — Attaque de Naples par Championnet. — Trahison des révolution-

naires. — Occupation de Naples par les Français. — République parthénopéenne. — Championnet destitué, et traduit devant un conseil de guerre. — La France perd les îles Ioniennes.

I.

Les jours de tranquillité apparente qui s'écoulèrent entre la conclusion du traité de Campo-Formio et la reprise des hostilités, ressemblaient à ces moments de calme menaçant qui séparent deux orages. Dès la fin de l'année 1798, on voyait de nouveaux nuages s'amonceler à l'horizon ; on tressaillait aux premiers souffles de la tempête. Jamais le monde politique n'aura éprouvé une commotion semblable. La France, déchirée au dedans, assaillie de toute part au dehors, semble toucher aux conséquences suprêmes de l'anarchie révolutionnaire. Aux États qui avaient pris part à la dernière coalition dirigée contre elle, viennent se joindre deux puissants empires essentiellement hostiles l'un à l'autre, mais que l'Angleterre a su distraire de leurs longues inimitiés. Les Turcs nous combattent dans l'Adriatique et dans la Méditerranée ; les Moscovites, sur les bords du Tésin, parmi les rocs et les précipices de l'Helvétie, et jusque sur les dunes du Hel-

der. L'Angleterre elle-même, qui depuis 1796 tenait la valeur de ses soldats captive dans leur île ou sur ses vaisseaux, les lance de nouveau sur le continent. Aucun effort si complet ne fut encore tenté contre un seul État. Ni la Russie, ni la Porte Ottomane ne figuraient dans les coalitions contre Louis XIV.

Cette campagne sera désastreuse pour nos armes. L'Italie, envahie par des forces supérieures; l'Italie, où le Directoire n'a su ni se faire des amis ni organiser la défense, va nous échapper en moins de temps que Bonaparte n'en mit à la conquérir. Néanmoins la gloire ne désertera pas nos drapeaux avec la fortune. Malgré l'absence du premier de nos généraux, malgré les fautes du gouvernement, nos soldats déploieront dans la lutte une persévérance, une énergie admirables. Si les conquêtes leur échappent, ils réussiront au moins à sauvegarder l'inviolabilité du sol natal; et Masséna, Villars de la France républicaine, aura sous les murs de Zurich sa bataille de Denain. Les bouleversements de la guerre atteignent à la fois les peuples et les gouvernements. Au commencement de la campagne, les souverains du Piémont, de Toscane, de Naples, s'enfuient de leurs capitales; le pape est transporté

en France. Que de leçons pour les princes !... Le Piémont, le royaume de Naples, Rome, la Toscane s'organisent en républiques ! Et après cette métamorphose si prompte, une réaction inévitable s'accomplit, éternel châtiment des triomphes toujours éphémères de la démagogie. Naples est rendue aux vengeances de la royauté outragée... Rome, Florence, Turin, sont livrées à des commissions provisoires formées au nom de leurs princes, ou plutôt sont traitées, comme la Lombardie; en provinces conquises. Que de leçons pour les peuples !

La cause principale de tous ces bouleversements, c'est l'absence d'un homme. Cet homme manque à la France, et la France a cessé de dominer l'Europe. On dirait que celle-ci, pressentant l'avenir, a voulu détourner l'ascendant qui la menace, et par là même elle fait regretter davantage celui dont elle met si bien l'absence à profit; elle commande son retour, elle prépare le trône sur lequel il doit monter.

Au milieu de nos désastres militaires, les fluctuations incessantes du gouvernement français ajoutent encore aux angoisses de la nation: épuisée et frémissante, elle se débat convulsivement dans les serres

de ce pouvoir, fils bâtard de l'anarchie. Mais, dans sa course à travers l'Orient, qu'il éblouit comme un lumineux météore, Bonaparte n'a pas perdu de vue les complications, les désastres qui se succèdent pendant son absence. Il voit les misères de la France; il a compris enfin l'origine du mal qui la dévore. Il part, et son apparition soudaine semble une révélation de la Providence. La France, qui depuis sept années a bu jusqu'à la lie la coupe amère des révolutions, « se remet, ou plutôt se précipite dans ces mains capables de maintenir l'ordre, et au besoin de l'imposer (1). » La légalité révolutionnaire, légalité menteuse et odieuse à tous les cœurs honnêtes, tombe sous l'effort de ces mains puissantes. Au 18 brumaire, l'armée, trop longtemps complice des démagogues, se retourne enfin contre eux, et cette année de tempête et de deuil brille à ses derniers jours d'un rayon d'espérance. Voilà 1799 !

Quelle infinité de lieux appelle en même temps nos regards ! Les cimes neigeuses des Alpes, les coteaux du Rhin, les prairies noyées de la Hollande, la Suisse et l'Italie, la Syrie et l'Égypte ! Quelle masse d'événements, quelles péripéties étran-

(1) Mignet.

ges et soudaines ! La Trebbia et Zurich, Jaffa et Aboukir, le 30 prairial et le 18 brumaire ! Dans cette mêlée prodigieuse, chaque nation, je dirais presque chaque race humaine, a ses représentants illustres. Sur la cime des Alpes, Masséna, vainqueur de l'archiduc Charles, et domptant le terrible effort de Suwarow ; plus loin, Championnet, dont cette seule année verra la gloire, la captivité et la mort ; Moreau, plus grand dans l'adversité que d'autres dans la victoire ; Nelson, Ruffo, Ali-Pacha ; Desaix et Kléber, Sidney-Smith et Djezzar : et toujours, planant sur ce pêle-mêle étrange, la pâle figure de Bonaparte !

Année à jamais mémorable, où il n'est pas un mois, pas une semaine, pas un jour, qui ne réclame un souvenir !

II.

L'Italie devant la première fixer nos regards, nous allons d'abord rechercher pourquoi la république cisalpine, ce nouvel État dont on attendait tant de merveilles, offrit si peu d'appui à la France, et s'écroula si facilement de lui-même, lors de l'invasion austro-russe. Après l'événement, on en a imputé exclusivement la faute au Directoire français ;

mais les questions politiques ne peuvent être décidées équitablement par des solutions tranchantes et absolues. L'accusation a toujours beau jeu contre un pouvoir tombé. Il importe de ne condamner le système suivi par le Directoire à l'égard de la Cisalpine qu'en connaissance de cause; et cette question, qui a son importance, mérite d'autant plus d'être examinée, qu'elle a été jusqu'ici fort négligée par les historiens de la révolution.

Depuis que le général Bonaparte avait quitté l'Italie, le parti des démocrates exagérés et des unitaires avait pris beaucoup de consistance. Ce parti avait son quartier général à Milan. Il s'y trouvait des représentants de Naples et de Rome, de Parme et de Florence. Parmi eux se distinguaient surtout des réfugiés de Venise, auxquels Bonaparte avait accordé, outre le droit légitime de protection et d'asile, le droit de cité. L'Italie révolutionnaire avait ainsi son congrès secret, promoteur infatigable de bouleversements. Le gouvernement français, dominé par sa situation politique, ne pouvait se prêter à toutes les fantaisies de ces imaginations aventureuses. Il n'en fallut pas plus pour les exaspérer contre lui. Le fameux axiome, *Italia sarà da se*, mis en pratique avec tant d'habileté et de sagesse par les

démagogues italiens de 1848, n'était pas moins familier à leurs devanciers; cet esprit de défiance orgueilleuse et jalouse avait même passé dans les conseils de la république cisalpine. A peine reconnue comme État indépendant, cette république croyait pouvoir se passer des Français, et semblait ne voir que des ennemis de son indépendance dans ceux qui l'avaient fondée, et qui seuls pouvaient la maintenir.

Le 29 mars 1798, un traité avait été conclu entre les deux républiques. La France promettait de fournir, pour le compte de son alliée, vingt-deux mille hommes d'infanterie, deux mille cinq cents de cavalerie, et cinq cents d'artillerie. En retour, la république cisalpine s'engageait à lui payer un subside annuel de dix-huit millions. Ce traité, dicté par la force, fut très-mal accueilli par les conseils législatifs italiens, qui refusèrent même d'abord de le ratifier. Outre que l'exagération du subside imposé à la nouvelle république accusait la pénurie toujours renaissante du gouvernement révolutionnaire français, aucune bienveillance dans les formes ne venait adoucir l'amertume de ses exigences. Berthier, successeur de Bonaparte, n'avait pas, comme lui, pour les autorités civiles, cette considération,

ces ménagements nécessaires pour les associer pleinement à la cause française, et leur donner en même temps une consistance propre à nous servir. Berthier traita le gouvernement cisalpin en ennemi conquis, plutôt qu'en allié. Après avoir obtenu la sanction du traité par des instances d'une vivacité menaçante, il destitua, de son autorité privée, quelques membres des conseils qui avaient été d'un avis contraire, et frappa tout le pays d'une contribution extraordinaire de 600 mille francs.

Il est devenu de mode, depuis quelque temps, d'exalter outre mesure et sans distinction les vertus républicaines : certaines gens ne voient de louable, d'admirable que cette époque dans nos annales militaires. On dirait, en vérité, que la France a commencé et fini là ! Dernièrement encore, un écrivain célèbre (1) ne craignait pas d'établir un parallèle outrageant entre nos armées d'alors et nos armées d'aujourd'hui ; il parlait, avec son emphase ordinaire, des généraux républicains *payés quatre francs par jour*. Eh oui sans doute, dans les moments de crise et de revers, quand on subsistait aux dépens de la France, quand on se défendait au

(1) V. Hugo.

lieu de conquérir, il y eut, chez les chefs comme chez les soldats, d'admirables exemples d'abnégation et de dévouement. Mais quand le succès eut couronné leurs efforts, quand les vainqueurs eurent à leur disposition les ressources des pays envahis, plusieurs oublièrent bien vite, dans l'enivrement de la conquête, ces vertus antiques de patience, de sobriété, de désintéressement, qui avaient honoré leur misère et mérité peut-être leur victoire. Des âmes héroïques, dans les jours de lutte et de souffrances, cédèrent aux tentations décevantes de la prospérité. On avait vaincu l'ennemi, on se laissait vaincre par l'attrait et la facilité du butin, par cette transition si soudaine de l'excès des privations à celui de l'abondance et des plaisirs.

Les plus avides, les moins scrupuleux furent précisément ceux qui faisaient parade du jacobinisme le plus exalté. Dès les premiers temps de la conquête d'Italie, Augereau avait terni par sa rapacité l'éclat des plus brillants exploits, et son fameux *fourgon* était l'objet habituel des plaisanteries des soldats. Ce fut bien pis encore après le départ de Bonaparte. « Nos officiers, dit M. Thiers lui-même, se comportaient dans la Cisalpine comme en pays conquis. Ils maltraitaient les habitants, exigeaient

des logements qui, d'après les traités, ne leur étaient pas dus; dévastaient les lieux qu'ils habitaient; se permettaient souvent des réquisitions comme en temps de guerre; extorquaient de l'argent des administrations locales; puisaient dans les caisses des villes, sans alléguer aucune espèce de prétexte que leur bon plaisir. Les commandants de place exerçaient surtout des exactions intolérables. Le commandant de Mantoue s'était permis, par exemple, d'affermer à son profit la pêche du lac (1). Indépendamment de ce qu'ils extorquaient, ils faisaient avec les compagnies des profits scandaleux. Celle qui était chargée d'approvisionner l'armée en Italie abandonnait aux états-majors *quarante pour cent* de bénéfice. Par l'effet des désertions, il n'y avait pas dans les rangs la moitié des hommes portés sur les états. Malgré toutes ces malversations, les soldats étaient mal payés, et avaient presque tous plusieurs mois de solde arriérée. Ainsi, le pays que nous occupions était horriblement foulé, sans que nos soldats s'en trouvassent mieux. *Les patriotes cisalpins toléraient ces désordres, parce que l'état-major leur*

(1) C'était ce même général Foissac-Latour qui rendit, quelques mois après, cette place importante presque sans coup férir.

prêtait son appui. » Cette connivence des démocrates exaltés avec les déprédateurs cessa, quand le Directoire modifia violemment la constitution de la république cisalpine. Jusque-là, beaucoup de patriotes occupant des fonctions largement rétribuées, étrangers pour la plupart au territoire cisalpin, faisaient bon marché des souffrances du peuple. Ils n'y pensèrent que quand ils se virent froissés dans leurs intérêts.

M. Bignon, alors secrétaire de la légation française à Milan, écrivait sous l'impression récente de ces scandales et de leurs fatales conséquences. Ici, c'est un témoin oculaire qui parle, et son langage respire une vive et honorable indignation : « On a crié souvent, dit-il, et jamais avec trop de force, contre les abus énormes qui existaient dans les divers services ; contre la négligence volontaire des entrepreneurs qui en étaient chargés, et les réquisitions qui en étaient la suite. Après des réclamations inutiles, le directoire cisalpin fit des sacrifices considérables, à condition que ces réquisitions cesseraient de peser sur les habitants. La compagnie *Bodin* fournissait avec assez d'exactitude les denrées, qui étaient très-communes. Le pain, par exemple, ne manquait pas. Mais le service des fourrages,

mais celui du chauffage éprouvaient de perpétuelles interruptions, et il fallait que les habitants y suppléassent. La compagnie voulait même exiger que le gouvernement cisalpin se chargeât entièrement du service des fourrages. Pour s'en dispenser, le gouvernement consentit aux arrangements les plus avantageux pour cette compagnie, et cependant les réquisitions n'en continuèrent pas moins. Pour faciliter à cette compagnie ses approvisionnements, on défendit l'exportation du blé, du riz, et même du fourrage, quoiqu'il en existât des quantités énormes au delà de ce qui pouvait être consommé, et malgré les réclamations sans cesse renouvelées du gouvernement, qui représentait avec justice que le peuple, n'ayant pas de débouché pour ses productions, serait dans l'impossibilité de payer les impôts. Ces défenses d'exportation avaient été présentées au général Brune comme des mesures indispensables pour assurer la subsistance de l'armée. *En vain on exposait qu'elles n'avaient d'autre but que de favoriser les spéculations de la compagnie Bodin,* à laquelle les propriétaires étaient forcés de livrer leurs denrées au plus vil prix : toutes ces réclamations restaient sans réponse. Dans le même temps, la république romaine, beaucoup mieux ad-

ministrée, il faut le dire, que la cisalpine (1), était en proie à la disette la plus affreuse ; et l'excédant dont était surchargée la Cisalpine eût été pour Rome un véritable bienfait, un secours aussi juste que nécessaire. On est tenté de croire qu'il existe des maux sans remède, quand on voit des compagnies mille fois dénoncées, et toujours justement, triompher de toutes les accusations dirigées contre elles, et continuer leurs extorsions avec impunité (2). »

« Nous devions être équitables, désintéressés, observateurs de notre parole ; nous fûmes injustes, avares, et sans foi ! Les réquisitions de tout genre qui pesaient sur les habitants par suite de l'irrégularité des services militaires, avaient rendu odieux un changement de régime dans lequel on ne trouvait qu'un changement d'esclavage. On ne voyait en nous que des brigands qui avaient un moment prêché l'humanité pour mieux séduire, et s'enrichir ensuite de la dépouille des peuples trompés. Ce n'étaient plus ces Français, guidés par Bonaparte, accoutumés aux privations et aux fatigues, grands

(1) Voy. Thiers, X, 182 et suiv.

(2) *Du Système suivi par le Directoire à l'égard de la Cisalpine*, p. 38. Le directeur Barras et plusieurs officiers supérieurs avaient des intérêts considérables dans cette compagnie.

par leurs exploits, grands par leur discipline, recevant avec reconnaissance le pain offert par l'hospitalité, et faisant chérir la liberté qu'ils apportaient à l'Italie, par l'exemple des vertus privées, unies aux vertus guerrières. C'étaient des maîtres insolents, endormis dans la mollesse et les plaisirs, saturés de l'or d'un peuple qu'ils devaient protéger, et, même en dévorant sa substance, l'écrasant encore du poids de leur orgueil, le rassasiant de mépris et d'outrages! Le soldat, le simple officier, seuls, voyaient dans les Cisalpins des amis et des frères; mais la haine et les malédictions publiques poursuivaient sur leurs chars brillants et jusque dans leurs palais tous les chefs principaux, militaires ou civils, et, pour parler le langage populaire, tous les hommes *à broderie*, fléaux tout à la fois de l'Italie et de l'armée française (1)! »

Ce sont des écrivains français, et très-bons Français, qui ont si vivement rappelé les torts de l'occupation française. Le courage nous manque, nous l'avouons, pour blâmer si sévèrement les coupables. Au milieu de cette subversion générale de toute règle, de toute moralité, portés aux premiers rangs

(1) Page 45.

par cette tourmente sociale qui, depuis dix ans, bouleversait la France sans trêve ni merci, quels principes, quelles réflexions salutaires auraient pu les préserver des entraînements de la victoire? L'exemple de la corruption la plus scandaleuse, des dilapidations les plus éhontées ne leur venait-il pas du gouvernement révolutionnaire lui-même? Pourquoi les panégyriques imprudents de la démagogie nous forcent-ils à évoquer ces fâcheux souvenirs, à rappeler que les armées républicaines, si elles eurent leurs Épaminondas, eurent aussi leurs Verrès? Tristes égarements que, du moins, plusieurs expièrent à force de gloire, et que l'histoire voudrait oublier!

III.

Nous avons fait largement la part aux torts du gouvernement français et de ses agents civils et militaires. Il est raisonnable d'ajouter que, dans une pareille crise, quand à tout moment une guerre nouvelle pouvait éclater, et faire retomber cet État naissant au pouvoir de l'Autriche, le gouvernement cisalpin aurait fait acte de bonne politique en dissimulant mieux ses ressentiments et ses répugnances.

Tout en réclamant contre les abus, on pouvait éviter de paraître blessé de la seule présence des troupes auxiliaires françaises, et de qualifier d'acte d'oppression et de tyrannie la contribution demandée pour leur entretien. Dans l'hypothèse d'une guerre, ce n'étaient plus vingt-cinq mille Français, mais cent mille qui devenaient nécessaires à l'Italie. L'association de la république cisalpine à une portion de cette dépense était donc, en principe, de toute justice. Cette manifestation d'hostilité intempestive aggrava le mal, en entraînant le Directoire dans une série de mesures illégales et violentes contre les institutions de cette république naissante. Ces époques de bouleversement sont fatales à la moralité des gouvernements comme à celle des individus. Chacun dévie et s'égare dans l'orage, et la justice impartiale de l'histoire ne trouve de toutes parts que des sujets de blâme et de pitié.

De l'aveu d'un écrivain peu suspect de partialité pour la France, « les démocrates ardents (sans doute ceux qui n'avaient pas de places) donnaient chaque jour un nouveau degré d'intensité à la haine populaire contre les Français. Le Directoire jugea que, pour sa propre sûreté, il devait se ménager un appui dans la Cisalpine, en y introduisant un ré-

gime plus calme, plus agréable aux principaux citoyens (1). »

La constitution donnée par Bonaparte à cette république, rédigée à la hâte entre deux marches militaires, présentait des imperfections peut-être inévitables. On avait voulu ménager de petits intérêts de territoire, des ambitions de localité ; pour y parvenir, on avait multiplié outre mesure le nombre des départements et celui des membres du corps législatif (2). Le Directoire français prétendit réduire le nombre des départements, réduction qui entraînait virtuellement celle du nombre des tribunaux, des administrations et des députés. L'idée de cette réforme était sage en elle-même ; mais il faut bien reconnaître que depuis la cessation de l'état de conquête, depuis la ratification du traité d'alliance, les populations cisalpines avaient seules le droit de modifier leur constitution. La France n'aurait dû concourir à cette réforme qu'indirectement et par voie d'insinuation. Le Directoire, pressé d'obtenir

(1) Botta, III, 207.

(2) La Cisalpine était divisée en 21 départements, et nommait 224 députés. Il suffit de jeter un regard sur la carte pour voir que ces divisions, empruntées au système français, avaient été multipliées outre mesure.

un résultat, ne s'arrêta pas à ces scrupules, et donna l'injonction à Trouvé, son ambassadeur, d'agir de lui-même, directement, et sans retard. Le projet fut éventé par une des personnes admises à le discuter, et consterna les patriotes, qui dominaient alors le gouvernement cisalpin. Plusieurs députés, entre autres le général Lahoz, l'un des principaux chefs des unitaires, se rendirent à Paris pour conjurer l'orage; le général Brune lui-même, fidèle à ses idées de démocratie avancée, joignit ses instances aux leurs: mais le Directoire fut inflexible. Dans la nuit du 30 août, cent dix députés, réunis chez l'ambassadeur français, acceptèrent la nouvelle constitution. Pour lui donner une sorte de sanction nationale, on résolut de la soumettre à l'acceptation des assemblées primaires. Ce mode de réformation, ainsi imposé, était assurément peu régulier; mais les gouvernements révolutionnaires ne sont pas généralement fort scrupuleux dans leurs moyens d'action et de défense; et d'ailleurs il eût été difficile, peut-être impossible alors, d'atteindre le même but par d'autres moyens. « Cette modification, dit M. Botta, était bonne par le fond, si elle était mauvaise par la forme. » Quoi qu'il en soit, il eût été de l'intérêt des deux pays qu'une fois exécutée, elle fût maintenue:

elle ne le fut pas. C'est ici l'un des résultats les plus bizarres et les plus significatifs de ce fatal esprit révolutionnaire, longtemps encouragé par tant de révoltes heureuses. L'œuvre consommée au nom du Directoire allait être renversée par l'initiative de deux de ses agents.

Le général Brune avait déjà montré un penchant décidé à intervenir dans le gouvernement civil des pays occupés par nos troupes. L'année précédente, il avait perdu son commandement en Suisse, pour s'être mêlé d'y improviser de son chef une constitution et des délimitations nouvelles (1). Il avait été visiblement séduit par l'exemple de Bonaparte en 1796 ; mais il faut être un Bonaparte pour affecter une telle indépendance, même vis-à-vis d'un gouvernement faible et désordonné. Le Directoire, sachant que Brune ne se gênait pas pour désapprouver hautement la réforme opérée par l'ambassadeur, et que les patriotes exaltés se réfugiaient et s'agitaient autour de lui, venait de donner presque en même temps une nouvelle destination au général et à l'ambassadeur. Brune ne restait que pour remettre le commandement à son successeur, quand, emporté

(1) Voyez à ce sujet notre volume d'*Études sur* 1798.

soudain par les plaintes des démocrates, il se décide brusquement à détruire le nouvel ordre de choses imposé à la Cisalpine par l'ordre exprès du gouvernement français. Le 20 octobre, les portes de Milan sont fermées, la force armée se déploie; cinquante-deux députés et trois membres du Directoire cisalpin sont obligés de donner leur démission. Grâce à l'excessive faiblesse des gens auxquels on a affaire, ce coup d'État ne sera pas du moins entaché de meurtres. L'un des directeurs, qui hésitait à obéir, est seulement *empoigné* et jeté à la porte par des soldats français. Enfin, pour comble de dérision, les assemblées primaires ont été convoquées pour sanctionner l'ordre de choses établi par l'ambassadeur, et ce qu'on va soumettre à leur sanction, c'est précisément l'œuvre inverse, la constitution amendée révolutionnairement par le général. Fouché, successeur de Trouvé, arriva à Milan au milieu de ce nouveau coup d'État, et prend ouvertement parti pour Brune et pour les patriotes ses amis. Le Directoire français s'indigne de ces transgressions audacieuses. De la part d'une autorité régulière et respectée, Brune aurait mérité tout autre châtiment qu'un rappel; mais le Directoire, dominé par la fatalité de son origine, ne pouvait sévir bien rigou-

reusement contre des actes inspirés par l'exaltation révolutionnaire. Il se contenta donc d'annuler ce qu'avait fait Brune, et de le faire passer à un autre commandement. Le départ de Brune ne suffit pas pour mettre fin à cette situation étrange. Son successeur Joubert n'était guère moins favorable aux idées de démocratie avancée ; et Fouché, voyant qu'il pouvait toujours compter sur l'appui de l'autorité militaire, voulut encore maintenir les mesures révolutionnaires auxquelles il avait participé, se fondant principalement sur la sanction qu'elles venaient d'obtenir dans les assemblées primaires, où les exaltés avaient fait la loi. En vain le Directoire transmet plusieurs arrêtés itératifs au général et à l'ambassadeur ; tous deux refusent de les exécuter. Cette obstination lasse enfin la patience des directeurs ; Fouché est rappelé, et un commissaire extraordinaire, M. Rivaud, est envoyé pour faire définitivement prévaloir la volonté du gouvernement sur celle de ses agents. Ce gouvernement se sentait néanmoins si faible à l'égard des généraux, qu'il n'osait sévir contre Joubert, et s'attendait encore à être contrarié par lui. Les instructions données à Rivaud prévoyaient même le cas où Joubert *refuserait absolument* de souffrir l'exécution des ordres

du Directoire ! Rivaud, accrédité comme ambassadeur auprès de la république cisalpine, fut réduit à son tour à employer la violence pour défaire l'ouvrage de son prédécesseur. Ce nouvel agent, investi d'un pouvoir discrétionnaire absolu, était heureusement un homme d'un caractère aussi débonnaire qu'intègre ; il mit dans ses procédés toute la modération possible. Une seule personne fut arrêtée ; les autres, menacées un moment, reparurent bientôt, sans être inquiétées en aucune manière. L'accord le plus parfait sembla régner dès lors entre les Français et les autorités cisalpines ; mais c'était le calme passif de la servitude, et ce pouvoir avait perdu, dans ces remaniements successifs, son peu de force et de dignité. Si la France n'avait plus rien à craindre d'un esprit d'indépendance trop ombrageux, elle ne pouvait plus espérer un concours énergique et efficace de la part de ce fantôme de gouvernement. L'immixtion violente et continuelle du Directoire français avait détruit toute confiance dans la stabilité du nouvel État. Les membres du gouvernement de cette république se considéraient comme placés sous une sorte de régime transitoire, devant aboutir, au gré des événements qui se préparaient, soit au retour de la domination autrichienne, soit à

une réunion complète avec la France. Proie assurée du plus fort, ils attendaient leur destin avec une indifférence apathique ; et la France ne pouvait désormais compter que sur ses propres forces pour défendre sa conquête.

IV.

En temps de révolution, la politique est un sable mouvant, où les conditions de perte et de salut des États varient presque d'heure en heure. Différées seulement d'un jour, les mesures les plus raisonnables en apparence peuvent devenir funestes, sous la pression impétueuse et constante des crises qui se succèdent sans interruption. Des témoins désintéressés et dignes de foi ont jugé que cette réflexion pouvait s'appliquer au système suivi par le Directoire français à l'égard de la Cisalpine. Ils ont cru que, tout en frappant d'un juste châtiment l'insubordination de Brune et de Fouché, il eût peut-être été plus sage de respecter au moins momentanément leur œuvre, et de ne pas réduire intempestivement au désespoir les patriotes italiens. Ils ont pensé que cette politique calmante, qui avait pu être raisonnable et même de devoir dix mois auparavant, quand le maintien de la paix européenne était encore ré-

puté possible, n'avait plus la même excuse dès la fin de 1798, au moment où le Piémont était déjà envahi, où nos troupes marchaient sur Naples, où la guerre prête à éclater contre l'Autriche allait infailliblement s'étendre à la Toscane, où tout s'apprêtait enfin pour une lutte générale et décisive. En présence des désastres qui suivirent, on jugera peut-être comme eux qu'en voulant frapper l'exagération, on avait détruit la force; que c'était là un moment suprême, dans lequel il aurait fallu laisser la démocratie italienne développer toute la puissance de ses moyens, toute la violence de ses passions; s'en faire en un mot une force auxiliaire contre les masses russes et autrichiennes, qui allaient commencer l'attaque contre la France par l'envahissement de l'Italie. Ces arguments ont quelque chose de spécieux, et la conduite et les conseils de Fouché lui donnent un nouveau poids (1). Toutefois, nous devons dire que depuis cette époque la démagogie italienne a fait ses preuves, et de si tristes preuves qu'elle nous paraît peu digne même de cette confiance rétros-

(1) Fouché, on ne saurait le nier, avait un sens très-remarquable pour éclaircir et définir les situations politiques les plus compliquées. C'était la perspicacité de l'oiseau de nuit dans les ténèbres.

pective. Pour nous, il est plus que douteux qu'une impulsion révolutionnaire donnée à l'Italie eût ajouté beaucoup à nos forces. L'induction qu'on voudrait tirer du peu de succès de la première invasion des alliés en France serait fausse de tout point. Les alliés n'avaient point alors à leur tête un homme tel que Suwarow, et la politique tempérait la vivacité des hostilités. D'autre part, l'élan de la nation française, combattant seule et sans auxiliaire suspect, devait être et fut en effet bien autrement énergique que ne l'eût été celui des révolutionnaires italiens, qui, divisés entre eux de moyens comme de but, ne s'accordaient que dans un sentiment commun de méfiance et de haine à l'égard de la France. Les uns voulaient, en effet, une seule république italienne, *une et indivisible;* les autres, un peu plus raisonnables du moins dans leurs utopies, conservaient certaines divisions territoriales, formant autant de républiques. Les uns prenaient le nom d'*unitaires,* les autres celui de *fédéralistes*. Moins sensés, les unitaires étaient aussi les plus ardents; mais les deux partis s'accordaient sur un point, la nécessité de donner à la liberté italienne une garantie telle, qu'elle fût pour toujours à l'abri des usurpations françaises. Singulière disposition pour aider les

Français à les défendre contre un ennemi commun!

Nous avons déjà observé que la Cisalpine était devenue, dès les premiers moments de son existence, le foyer principal des intrigues de ces deux factions, par suite de l'affluence des réfugiés, qui avaient obtenu le titre de citoyens de la nouvelle république. Quelques-uns de ces proscrits étaient des hommes parfaitement honorables, mais ils avaient avec eux un trop grand nombre de ces esprits ambitieux et remuants qui, dans les agitations politiques, ne recherchent que la satisfaction de leurs instincts de domination et de leurs intérêts personnels. Il était naturel que tous ces fugitifs napolitains, toscans, vénitiens et romains désirassent le renversement de tous les anciens gouvernements de l'Italie; que, pour atteindre ce but commun, ils s'entendissent pour appuyer dans la Cisalpine les mesures les plus violentes; que l'agitation fût pour eux un élément nécessaire; et qu'enfin, privés de fortune, ils cherchassent à s'assurer des emplois dans le gouvernement et ses administrations. Ils y avaient si bien réussi, qu'avant les mutations opérées par Trouvé et Rivaud, la majorité des conseils de la Cisalpine se trouvait composée de ces réfugiés. Ce

fait, qu'on a vu se reproduire à Rome en 1848, suffirait pour démontrer combien ce nouvel ordre de choses était peu approprié aux vrais intérêts des populations. Enfin, plusieurs Français, par philanthropie ou par calcul, affectaient de faire aussi cause commune avec les plus fougueux démocrates italiens. Le Directoire n'épargnait rien pour surveiller et entraver les démarches de ces Français, qui semblaient vouloir se créer un rôle indépendant dans le mouvement révolutionnaire italien. De là ces arrêtés qui faisaient passer tels ou tels généraux à d'autres armées ; de là, pour les Français non militaires, d'autres arrêtés qui privaient du titre de citoyen ceux qui auraient accepté des fonctions offertes par des gouvernements étrangers (1). Le Directoire alla même jusqu'à décréter d'arrestation quelques-uns d'entre eux. Ceux-là, alors, se présentaient aux généraux comme des patriotes opprimés, et trouvaient auprès d'eux une protection qui devenait un nouveau sujet de mésintelligence entre les agents civils chargés de l'exécution des ordres du Directoire, et les chefs militaires qui croyaient

(1) Rappel des généraux Suchet, chef d'état major-général de l'armée d'Italie, et Pouget, commandant de Milan. — Arrêtés dirigés contre les citoyens Bassal, Gayvernon, etc.

défendre contre une injuste oppression le civisme persécuté (1).

Ce n'était là, au surplus, qu'une des causes accessoires de cette inimitié permanente, dont les généraux et les commissaires civils français donnaient le déplorable spectacle à nos ennemis.

V.

La création des commissions civiles avait eu tout à la fois pour but de diminuer l'autorité des généraux, et d'établir dans les recettes et les dépenses des armées un ordre et une responsabilité qui n'y existaient pas. Dans les premiers temps qui suivirent la campagne de 1796, les contributions frappées sur le pays conquis suffisaient aux besoins de l'armée et aux exigences faméliques du gouvernement français. C'était une mine vierge qui ne semblait pas devoir s'épuiser de sitôt. Non-seulement l'armée jouissait de l'abondance promise par Bonaparte, mais certains administrateurs, certains généraux purent s'enrichir impunément. Bonaparte avait vu ces désordres, et en gémissait ; mais il ne pouvait remédier à tout, parce que le gouverne-

(1) Nous en citerons tout à l'heure un exemple mémorable, à propos de la conquête de Naples.

ment révolutionnaire qu'il servait alors ne pouvait se soutenir que par des contributions forcées, levées sur les peuples mêmes auxquels on annonçait la liberté, parce que le scandale de ces déprédations publiques autorisait celui des déprédations privées; et qu'enfin, pour punir tous les coupables, il lui eût fallu en chercher parmi ses compagnons les plus dévoués. La situation s'empira encore après le départ de Bonaparte, quand les ressources de la conquête commencèrent à se tarir. Le Directoire reconnut la nécessité de porter quelque économie dans l'emploi de cette branche des finances, et d'en distraire la gestion des attributions de l'autorité militaire. Cette pensée, il faut le dire, était bonne et juste en elle-même. Outre qu'il n'est pas commun de voir un seul homme réunir au même degré les connaissances militaires et administratives, un général maître absolu des finances de son armée se trouvait, par le fait, investi d'une sorte de dictature, comme le gouvernement français l'avait éprouvé avec Bonaparte. Les gens de guerre ont rarement l'aptitude d'une comptabilité financière. Un général ne pouvait donc faire autrement que de laisser ce travail particulier à un homme de confiance, et alors tous les fonds de l'armée auraient été à la discrétion

de cet agent. On avait eu l'exemple d'une négociation de cinq cent mille francs faite à Lucques au nom d'un général, dont l'agent s'était modestement fait allouer *cinquante mille francs* de commission. Toute responsabilité était d'ailleurs anéantie avec un agent financier qui était l'homme du général, et non celui du gouvernement. Comment demander des comptes à un général victorieux ? Comment le récompenser à la fois pour sa valeur, et le punir pour des imprudences ou des malversations ? Ce raisonnement était juste ; et cependant, par une de ces anomalies communes dans les époques de bouleversement social, le scandale qu'on avait voulu éviter éclata précisément par les moyens employés pour le prévenir. Ce furent les démêlés entre un commissaire civil et le général Championnet qui, après tant d'autres exactions impunies, donnèrent à la France le triste spectacle de la captivité du conquérant de Naples. Il faut bien dire aussi que le choix des commissaires n'avait pas été irréprochable, et les généraux n'en avaient souffert que plus impatiemment cette restriction apportée à leur pouvoir dictatorial. Ils les accueillirent avec hauteur, les maltraitèrent même parfois. Cette tentative du Directoire, qui aurait pu être utile, ne fit

ainsi qu'augmenter la haine des militaires pour toute autorité civile. La discorde qui régnait ouvertement entre les pouvoirs affaiblissait à la fois nos moyens matériels et notre considération morale.

C'est ainsi que l'orgueil et l'avidité, deux vices d'origine éminemment révolutionnaire, avaient déjà compromis notre conquête avant les nouvelles attaques de l'ennemi.

Le système de défiance et d'affaiblissement suivi par le gouvernement français à l'égard de l'Italie, l'entraîna à prescrire au Directoire cisalpin le désarmement des gardes nationales; précaution outrageante qui contribua beaucoup à nous aliéner tous les cœurs, et à détruire l'esprit public. La seule ville de Bologne obtint une exception à cette mesure; et sa garde nationale, organisée militairement, montra un courage malheureusement inutile lors de l'irruption de l'ennemi sur la rive gauche du Pô. D'autres milices, armées avec le discernement convenable, et exercées de même aux manœuvres, auraient pu rendre de grands services dans cette campagne. On leur ôtait leurs armes, quand il aurait fallu leur apprendre à s'en servir!..

VI.

Tel était l'état de la Cisalpine quand Schérer vint prendre le commandement en chef. Ce général, dont nous raconterons les fautes et les malheurs, n'était nullement propre à mettre un terme aux exactions qui rendaient notre domination odieuse. On lui imputa à lui-même de graves malversations; et, bien qu'aucun témoignage positif ne soit venu justifier cette accusation, il n'avait pas, à coup sûr, l'autorité morale nécessaire pour prêcher les vertus républicaines.

Le parti exalté, dompté à Milan par l'ambassadeur Rivaud, n'en devenait que plus actif dans le reste de l'Italie. Il forma des sociétés secrètes, dont le centre principal était à Bologne; sociétés où dominait la haine de la France, et où l'on discutait sur les moyens les plus propres et l'occasion la plus favorable de s'armer contre les nouveaux tyrans. Ces patriotes, irrités des souffrances du peuple, et un peu aussi de la perte de leurs emplois, choisissaient bien mal leur temps, et prenaient un singulier moyen pour préparer l'indépendance absolue de l'Italie, en conspirant contre les Français, au moment où l'Autriche se préparait à fondre de

nouveau sur ses anciennes provinces. Après tout, en admettant même que l'occupation française aggravât le sort des populations, l'existence d'un État indépendant, sinon encore en fait, du moins en droit, était un principe de liberté, d'avenir, auquel il eût fallu sacrifier généreusement tous les ressentiments, toutes les répugnances du présent. Si les patriotes italiens avaient eu une ombre de logique et de bon sens, tout aurait dû leur sembler préférable au retour de la domination allemande; et pourtant ils se réjouirent de nos revers. Quelques-uns firent plus, et firent trop pour leur honneur. L'un des plus fougueux, le général Lahoz, alla jusqu'à prendre du service dans les rangs autrichiens, en prétendant que là il combattait encore pour l'indépendance italienne. Cette attitude hostile des unitaires serait presque une justification pour le Directoire français. Ces hommes, si prompts à se jeter dans les rangs ennemis, auraient-ils jamais été des alliés bien sûrs?

En résumé, le Directoire, menacé d'une prochaine reprise d'hostilités en Italie, aurait pu chercher un auxiliaire dans l'esprit révolutionnaire, auquel il avait donné lui-même la première impulsion par l'établissement de la forme républicaine. Il préféra

réprimer cet esprit révolutionnaire, au risque de le voir se retourner contre la France elle-même. Deux considérations principales lui firent préférer ce système, contraire aux tendances et aux vues de ses principaux agents, tant militaires que civils : d'abord la crainte d'irriter prématurément l'Europe, et de hâter le renouvellement de la guerre ; puis l'envie de se passer d'un appui peut-être peu efficace, et embarrassant pour l'avenir. Le Directoire voulut placer toute sa force dans la puissance de ses armées régulières. Il aurait eu raison, si ses armées eussent toujours été victorieuses. Son véritable crime est d'avoir préparé leur défaite par la mauvaise administration des pays conquis.

On verra, dans le livre suivant, la chute du gouvernement cisalpin, emporté bientôt après dans la retraite de notre armée, sans avoir anobli sa courte existence par un seul acte d'énergie et de patriotisme. Il nous reste une dernière remarque à faire sur cet épisode historique, dans lequel il n'y a guère, pour tout le monde, que des sujets d'humiliation et de regrets. L'Italie entière avait salué d'une immense acclamation Bonaparte et son héroïque armée ; tout était joie, espoir, confiance autour de celui en qui la France semblait s'être incarnée.

Pourquoi donc ce rapide et triste changement, cette nuit si lugubre après un si beau jour? Dans cet inextricable chaos, l'histoire n'aperçoit plus que confusion et folie. Pour elle, il n'y a ici ni préférence ni sympathies possibles; elle se voit contrainte de tout blâmer, de tout flétrir à la fois, et les exactions cupides du gouvernement français et de ses agents, qui forcent les peuples affranchis à regretter leurs anciens tyrans, et la faiblesse des modérés, et l'extravagance des patriotes. Et pourquoi, encore une fois, tant de généreuses espérances déçues? pourquoi ce déluge de maux inattendus? C'est que le fléau révolutionnaire dont Dieu nous châtiait s'était communiqué à l'Italie. Bonaparte s'était éloigné, et les ténèbres se faisaient là où il n'était plus!

VII.

Quelques succès éphémères, mais brillants, vont pourtant couronner encore nos armes en Italie. Hâtons-nous d'en jouir, avant que cette contrée se change pour nous en un champ de ruines et de deuil!

La révolution de Naples, révolution prématurée, fatale en définitive et aux Napolitains et à la France

même, eut du moins dans son principe une excuse qui manque à la révolution française, le caractère et l'entourage du souverain qu'elle précipita momentanément du trône, ou plutôt qui s'en jeta à bas lui-même à son aspect. Les écrivains libéraux ont épuisé tout le mal qu'il y avait à dire de ce prince ignorant, faible et cruel, méprisé de ses ennemis comme de ses amis, et sur la reine son épouse, qui avait pris sur lui un empire absolu. Cette femme, si différente au physique et au moral de son illustre et malheureuse sœur, était accusée comme elle d'immoralité, et d'une immixtion malfaisante dans les affaires du gouvernement. La révolution française avait calomnié Marie-Antoinette; la révolution de Naples, il faut le dire, ne calomniait pas Caroline.

La conquête de Naples ayant été la conséquence de l'agression de Ferdinand, et de l'invasion des États romains par son armée, il est nécessaire de rappeler en peu de mots ces premiers événements.

L'Autriche entraînait le roi de Naples dans cette guerre, sans être en mesure d'appuyer en temps utile son entreprise sur Rome par une diversion dans l'Italie septentrionale. Elle lui envoyait seulement, pour commander son armée, le fameux gé-

néral Mack, qui ne soutint pas sa réputation. L'armée napolitaine était forte de soixante-cinq mille hommes, mais les deux tiers étaient des conscrits obtenus par des réquisitions forcées, et plus disposés à fuir qu'à se battre. La guerre fut déclarée le 22 novembre 1798. Les premiers progrès des Napolitains furent rapides, grâce à l'insuffisance momentanée des forces françaises. Au bout de huit jours, Ferdinand et Mack faisaient leur entrée à Rome, triomphants sans avoir combattu. Tandis que Ferdinand rétablissait les emblèmes pontificaux, et invitait officiellement le pape à revenir dans sa capitale, déjà l'une de ses divisions essuyait un grave échec dans les Abruzzes. Une autre, envoyée par mer sur Livourne pour soulever la Toscane, y demeurait immobile, attendant des ordres du général en chef, qui n'arrivèrent pas. Mack, après avoir perdu cinq jours à faire des sommations inutiles à la garnison du château Saint-Ange, quitta enfin Rome pour marcher contre Macdonald, déjà vainqueur. Les Napolitains étaient encore deux fois plus nombreux que les Français; et pourtant Mack, grâce à la dissémination imprudente de ses forces et à la lâcheté des conscrits napolitains, trouva moyen de se faire battre sept fois

en huit jours. Cette série non interrompue de revers porta au comble la confusion et l'indiscipline dans l'armée napolitaine. Ferdinand, maître de Rome huit jours auparavant, rentrait en fugitif, le 11 décembre, dans ses États. Les Napolitains, poursuivis dans leur fuite, s'échappaient par une des portes de Rome, tandis que Championnet et Macdonald rentraient par la porte opposée. Une division oubliée par Mack dans cette retraite précipitée, mais commandée par un brave émigré français (M. de Damas), fut coupée de Rome par l'avant-garde républicaine, fit une très-belle défense, et obtint une capitulation honorable.

Cette campagne de quinze jours avait complétement changé la face des choses. Les Français devenaient à leur tour agresseurs, et Ferdinand, pour prix de son offensive imprudente, en était réduit à ne savoir comment se défendre. Cédant aux emportements de sa femme et à l'influence anglaise et autrichienne, il s'était jeté prématurément dans une lutte inégale, et en quinze jours il se voyait à bout de ses ressources militaires, hors de portée de tout secours. Il avait cru que les Français, même vainqueurs, n'oseraient s'aventurer dans l'Italie méridionale, sous le coup d'une menace d'invasion

autrichienne. Il avait compté sans l'audace de Championnet, et sans les trahisons de ses propres sujets.

Nelson avait été pour beaucoup dans cette imprudente levée de boucliers. Son arrivée à Naples, après la victoire d'Aboukir, avait exalté au plus haut point les passions antifrançaises. Nous avons peine à nous défendre d'une amertume secrète en mettant en scène cet homme célèbre, justement honoré dans sa patrie, cet homme si grand par nos malheurs. Émerveillé comme Mack de la prestance et de la belle tenue des nouvelles levées du roi de Naples, il avait beaucoup trop présumé de ses ressources; mais il ne garda pas longtemps cette illusion. Quand il sut la manière dont l'aile droite s'était comportée devant Macdonald, il écrivit au comte de Saint-Vincent : « Si Mack est battu maintenant, ce pays-ci est perdu en moins de quinze jours. » Cédant à l'enivrement de sa victoire navale, et peut-être à celui d'une passion moins honorable, Nelson avait eu le tort très-grave d'entraîner la cour de Naples à commencer immédiatement les hostilités, quand l'Autriche, tout en poussant de même à la guerre, ne s'engageait pas à agir en même temps que l'armée napolitaine. Dans une lettre du 4 novembre

1798, c'est-à-dire au dernier moment, M. de Thugut semblait engager le roi à attendre l'invasion des Français. Nelson se prononça avec emportement contre cette attitude défensive, et la guerre fut résolue. Ces détails peu connus expliquent jusqu'à un certain point les violences ultérieures de Nelson.

VII.

Dès le 20 décembre, le royaume était envahi de toutes parts. Le seul aspect des uniformes français semblait faire tomber les armes des mains de nos adversaires. Dans les Abruzzes, les deux citadelles de Civitella et de Pescara, toutes deux bien armées et de difficile accès, capitulent à la première sommation; les Napolitains, attaqués à Popoli, se dispersent en criant à la trahison. Le roi, montrant d'abord une fermeté qui ne se soutiendra pas, appelle ses peuples aux armes. Sa voix est entendue, les paysans des provinces envahies se lèvent en masse; ces bandes indisciplinées, qui semblent sortir de terre, interceptent nos communications et retardent la marche de nos colonnes. Tous les Français isolés et les détachements faibles sont exterminés avec des raffinements de barbarie inouïs.

4.

Mais, d'un autre côté, la démoralisation de l'armée allait croissant chaque jour. La citadelle si forte de Gaëte venait de tomber comme Civitella et Pescara. Championnet et Macdonald n'étaient plus séparés de Naples que par une seule place forte, Capoue, où Mack essayait de se rallier. Cependant, malgré la promptitude et l'audace de nos premiers mouvements, le succès devenait problématique devant la véhémence du soulèvement populaire. Il fut décidé par la pitoyable attitude du parti de la cour, et aussi par la connivence des révolutionnaires napolitains avec Championnet. Réduits au désespoir par les rigueurs intempestives du gouvernement royal, ils envoyèrent des émissaires au camp français pour informer ce général de l'état de la ville et de la cour, et l'engager à poursuivre son entreprise, lui promettant qu'il trouverait dans leur parti de puissants secours (1). Que Championnet hésitât ou non à poursuivre son entreprise, c'est ce qu'il est assez difficile de savoir aujourd'hui ; mais une semblable démarche était de nature à ranimer toutes

(1) Colletta, II, 71. Cet ouvrage, bien que trop favorable en général aux révolutionnaires, est écrit avec assez d'impartialité, et contient un grand nombre de faits ignorés ou mal connus jusqu'ici.

ses espérances. Nous ne qualifierons pas trop sévèrement la conduite de ces patriotes napolitains, qui expièrent si cruellement et si courageusement leurs folles illusions quelques mois plus tard; mais pouvons-nous ne pas remarquer, en passant, l'inconséquence de l'esprit de parti? Des gens qui n'ont pas assez de fiel et d'outrages pour les transfuges français de 1814 et de 1815, excuseront, loueront même volontiers les transfuges napolitains de 1799, parce que ceux-là sont des royalistes, et ceux-ci des républicains!

Au milieu de la désorganisation des pouvoirs publics, cette partie du peuple que les démocrates appellent si dédaigneusement la populace quand elle n'est pas pour eux, était devenue à peu près maîtresse absolue à Naples. Le patriotisme des lazzaroni tournait insensiblement au pillage et au meurtre, et la cour finissait par craindre encore plus ses auxiliaires que ses ennemis. La situation était, si j'ose m'exprimer ainsi, notre terreur de 93 *retournée*, le jacobinisme étant cette fois en haut de l'échelle sociale, et le royalisme en bas. Résultat étrange, mais incontestable, de la différence des mœurs et des races, dont les révolutionnaires s'obstinent à ne pas tenir compte!

La question du départ avait déjà été agitée plusieurs fois dans les conseils du roi ; elle fut résolue affirmativement à la suite du meurtre d'un malheureux courrier de cabinet, mis en pièces comme espion des Français sous les yeux mêmes du roi, qui n'*osa* pas intercéder en sa faveur. On a imputé ce crime à des partisans secrets de la révolution, dont l'intérêt était de pousser la multitude à de tels excès pour faire partir le roi et livrer Naples à Championnet. Ces graves inculpations ne justifient pas, mais expliquent la conduite ultérieure de la cour de Naples à l'égard des amis de la révolution.

Tandis qu'on démentait encore officiellement le bruit déjà répandu de cette fuite, on transportait à bord de l'escadre anglaise, par un passage secret conduisant du palais à la mer, les bijoux de la couronne ; le trésor de Saint-Janvier, renfermant plus de vingt millions en espèces ; une grande quantité de lingots d'or et d'argent, le mobilier le plus précieux des palais de Naples et de Caserte. Le roi avait promis formellement à son peuple qu'il ne l'abandonnerait pas : il s'enfuit dans la soirée même qui suivit le meurtre dont nous avons parlé. On pouvait craindre que le peuple ne voulût s'opposer de vive force à ce départ ; aussi toutes les précautions

étaient prises. Nelson vint lui-même à terre chercher la famille royale. Les canots de l'escadre s'étaient rapprochés du quai, pour prêter main-forte au besoin contre l'émeute. Le mystère le plus profond était recommandé. Les équipages anglais n'avaient pas reçu d'armes à feu ; ils ne devaient frapper, au besoin, que de coutelas le peuple armé pour défendre et retenir son roi ! A huit heures et demie du soir, par un temps orageux et sombre, Nelson parut, conduisant le roi et la famille royale. Ils étaient accompagnés des deux inséparables de l'amiral anglais, de l'ambassadeur Hamilton et de sa trop fameuse épouse, portant dans ses bras le plus jeune enfant de Caroline, celui qui mourut dans la traversée (1).

(1) On sait trop quelle influence avait su prendre sur Nelson cette femme étrange, dont nous aurons malheureusement occasion de reparler. A en juger par ses actes, Emma Lionna fut une des créatures les plus séduisantes et les plus profondément vicieuses de son sexe ; et pourtant celle qui inspira une semblable passion à Nelson ne devait pas être une femme ordinaire. Cet amour, qui fut la grande joie de sa vie, est une tache ineffaçable sur sa mémoire.

Le nom de lady Hamilton revient à chaque instant dans la correspondance politique et militaire de Nelson, sans qu'il paraisse même s'en apercevoir, tant la passion est aveugle ! En parlant d'elle et de son mari, il écrivait naïvement à lord Spencer : « *A nous trois nous ne faisons qu'un.* » Il est vrai que lady Hamilton avait rendu de grands services à l'Angleterre par son in-

Nelson fit de lugubres adieux à la cité qui l'avait si triomphalement accueilli au retour d'Aboukir. Pour ne laisser à l'armée française que ce qu'il était impossible de lui enlever, il fit mettre le feu à tous les bâtiments qui n'étaient pas en état de tenir la mer. On vida les arsenaux, on brûla les magasins de la guerre et de la marine. L'alliance anglaise servait les intérêts des Bourbons de Naples, comme elle avait servi ceux des Bourbons de France à Quiberon et à Toulon. Ce fut au milieu de cet incendie, qui dévorait une partie de sa puissance, que Ferdinand s'éloigna en fugitif de cette cité dont il devait être chassé plus d'une fois, et que devait plus d'une fois ensanglanter son retour. Nous n'ajouterons pas de nouveaux outrages à ceux qui chargent déjà sa mémoire; nous dirons seulement qu'un prince ayant dans les veines du sang de Henri IV n'aurait pas dû abandonner si facilement la partie.

Malgré la consternation causée par la fuite du roi, rien n'était encore désespéré, s'il avait laissé à sa place un homme à la hauteur des circonstances. On avait encore près de trente mille hommes sous

fluence particulière sur la reine; mais il faut qu'un homme soit bien grand, bien nécessaire à son pays, pour qu'on lui passe de tels emportements.

les drapeaux : les Abruzzes, la terre de Molise, la terre de Labour étaient en armes, les autres provinces prêtes à se soulever. Nous admettons volontiers qu'avec toutes ces ressources on ne pût encore vaincre les Français; mais n'était-on pas du moins assez fort, soit pour obtenir la paix, soit pour traîner la guerre en longueur jusqu'à l'invasion prochaine de la Lombardie par l'armée austro-russe? « Il suffisait, dit judicieusement Colletta, de faire mouvoir toutes ces forces par un ressort commun, de réveiller en elles le sentiment de leur bon droit et l'idée respectée des institutions de la patrie, pour créer une puissance supérieure à celle de vingt-quatre mille Français, *et de quelques novateurs sans expérience des révolutions ni de la guerre*. Mais Pignatelli, né au sein d'une noblesse ignorante, n'avait ni l'énergie ni les talents nécessaires pour sauver le royaume. Funeste destinée du despotisme inintelligent, qui, à force de façonner les sujets à l'obéissance mécanique, absolue, n'en trouve plus qui soient dignes de commander dans les moments difficiles! »

VIII.

Après le départ de Ferdinand, l'anarchie la plus

complète régna à Naples. Le roi était aimé de la multitude; mais elle était exaspérée de ce départ et de l'incendie des vaisseaux, qu'elle imputait, non sans raison, à la reine et à l'influence anglaise. Les magistrats de la cité contestaient les pouvoirs du vicaire général du royaume, et discutaient déjà tout bas entre eux sur la forme d'un autre gouvernement. Ceux-ci tenaient pour un nouveau roi, ceux-là pour la république. Les uns faisaient depuis longtemps des vœux pour une révolution; les autres croyaient pouvoir déserter sans scrupule et sans danger la cause d'un prince qui les abandonnait, et semblait s'abandonner lui-même.

Cependant Championnet, dignement secondé par ses lieutenants (Macdonald, qui peut-être s'étonnait d'être sous ses ordres, Maurice Mathieu, Duhesme, Lemoine, Kellermann, et plusieurs autres dont le nom rappelle de glorieux souvenirs), avait concentré toutes ses forces devant Capoue, et se préparait à une attaque générale, quand des commissaires napolitains, envoyés par le vicaire général, se présentèrent, autorisés à souscrire à toutes les conditions, sauf la reddition de Naples; et cela pour obtenir, *sinon la paix, au moins une longue trêve*. Pignatelli, placé entre la défection des classes aisées et

l'effervescence royaliste du peuple, pensant d'ailleurs que l'armée française allait être rappelée en Lombardie, avait imaginé ce bel expédient pour gagner du temps. Pour prix d'une trêve de deux mois, il nous abandonnait Capoue, et nous promettait le payement d'une somme de dix millions ! Cet acte de déraison et de lâcheté mit le feu aux poudres. Les lazzaroni se lèvent en masse, criant : *Mort aux Français ! mort aux ennemis du roi et de saint Janvier !* Le vicaire général épouvanté leur livre les forts ; sommé d'un autre côté par le sénat municipal de renoncer à ses pouvoirs, il se sauve pendant la nuit, et va chercher en Sicile une captivité bien méritée. La ville demeure au pouvoir d'une populace en délire ; les républicains tremblants ne s'agitent que dans l'ombre, et n'oseront lever la tête que quand ils se sentiront appuyés par la présence des baïonnettes françaises. Le peuple, toujours furieux, voit des traîtres partout, et surtout parmi les grands, les riches, les principaux chefs de l'armée. Mack lui-même est contraint de chercher un refuge au quartier général français, contre la rage d'une troupe de ces fanatiques (1). Cependant cette multitude

(1) Mack, généreusement accueilli par Championnet, fut ensuite déloyalement retenu à Milan, par les ordres du Directoire.

soulevée sent elle-même le besoin d'être commandée : elle se donne pour chefs deux nobles, tous deux officiers supérieurs, mais dont la fidélité à la bonne cause semble garantie par des blessures récentes, reçues en combattant les Français. C'étaient le prince de Moliterno et le duc de Roccaromana. Le sénat municipal, toujours tremblant, se hâta d'approuver ces choix ; et Moliterno, dont l'influence était la plus grande, essaya un moment de faire de l'ordre avec le désordre. Pendant ce temps, les révolutionnaires, dont le parti s'était grossi d'un grand nombre de personnes aisées qui aimaient mieux voir arriver les Français que de rester à la merci de la multitude, entretenaient des intelligences secrètes avec Championnet : « Ils promettaient de l'aider puissamment dans la guerre, disant que le succès serait à la fois profitable et glorieux pour la république française ; *ils l'engageaient à refuser toutes propositions de paix, exagéraient leur puissance et leur nombre*, rabaissaient la force de leurs adversaires, et assuraient que les provinces s'apaiseraient dès qu'elles verraient la capitale prise, et le peuple en possession de la liberté (1). » Ces assu-

(1) Colletta, II, 84.

rances décidèrent Championnet à renvoyer brusquement une nouvelle députation royaliste qui venait lui offrir la paix, et à marcher sur Naples. Cette nouvelle, rapportée par les députés, excita de nouvelles fureurs, et mit le comble à l'anarchie. Tandis que les plus braves cherchaient des armes et couraient au-devant des Français, des misérables, échappés des prisons et des galères, commettaient impunément mille horreurs. Deux illustres et savants personnages, le duc de la Torre et son frère Clément Filomarino, signalés comme traîtres par un de leurs domestiques, furent brûlés vifs dans la rue neuve *della Marina*, au milieu d'horribles cris de joie. Les magistrats, toujours de plus en plus épouvantés, n'osaient ni se réunir, ni même paraître en public. Le vénérable archevêque de Naples et le prince de Moliterno firent seuls bonne contenance; ils firent sortir processionnellement les reliques de saint Janvier, et parvinrent à calmer momentanément la fureur des lazzaroni.

Les hostilités avaient commencé le même jour entre les troupes de Championnet et cette armée des lazzaroni, beaucoup plus redoutable que les forces régulières auxquelles nous avions eu affaire jusque-là. Bien que le bon droit soit peut-être du

côté de ces hordes indisciplinées, abandonnées par le prince auquel elles se dévouent, trahies par leurs concitoyens, pourrions-nous refuser nos sympathies à l'indomptable énergie de cette armée républicaine, qui vient renouveler, au bout de trois siècles, l'éphémère mais brillante conquête de Charles VIII ?

Parmi les engagements qui précédèrent la prise de Naples, et dans lesquels la folle audace d'un ennemi trois fois supérieur en nombre céda partout le terrain à l'intrépidité plus calme et mieux dirigée des troupes françaises, nous distinguons un heureux stratagème, remarquable et par lui-même et par le lieu où il fut mis en usage. Le général Broussier, dans sa marche avec quelques bataillons pour rejoindre Championnet, étant arrivé au défilé des Fourches Caudines occupé par une bande nombreuse d'ennemis, parvint, en feignant de reculer devant eux, à les attirer dans la plaine, où il en extermina la plus grande partie, et franchit sans obstacle ce passage fameux, où l'orgueil des têtes romaines s'était courbé jadis sous le joug des Samnites.

Dans la matinée du 20 janvier, les républicains de Naples, accomplissant la promesse secrète qu'ils avaient faite au général en chef français, s'empare-

rent par surprise du château Saint-Elme, qu'une troupe de lazzaroni gardait au nom du roi. Ce grave événement passa inaperçu au milieu de la confusion générale, grâce à la précaution qu'ils prirent de laisser flotter le drapeau royal sur le fort jusqu'au moment décisif.

IX.

Championnet, ayant enfin concentré toutes ses forces, commença l'attaque le même jour ; mais il rencontra sur tous les points une résistance aussi vive qu'imprévue. L'avant-garde de Duhesme, ayant pénétré jusque sur la place Capuana, fut criblée de coups de feu par le peuple embusqué dans les maisons, et obligée de rétrograder avec perte. Pour reprendre cette position, il fallut conquérir le terrain pas à pas, en mettant le feu aux maisons d'où partaient les coups de fusil. Aucun effort décisif ne fut tenté pendant les deux jours suivants. Championnet, effrayé de ce que pouvait lui coûter l'occupation d'une ville ainsi défendue, regrettant peut-être de s'être engagé si témérairement sur la foi des révolutionnaires, qui ne paraissaient nulle part, employa vainement tour à tour les menaces et la douceur. Enfin il tenta un dernier effort le 23. Les lazzaroni continuaient la

lutte avec tout l'emportement du désespoir, quand soudain les révolutionnaires, maîtres du fort Saint-Elme, arborèrent le drapeau français et dirigèrent le feu de l'artillerie sur leurs compatriotes; d'autres, déguisés en lazzaroni, se glissèrent parmi les défenseurs de la ville, et CONDUISIRENT SOUS LES COUPS DES FRANÇAIS LE PEUPLE QU'ILS TRAHISSAIENT (1)! C'est dans le récit du général Colletta, d'un témoin oculaire, d'un libéral mort dans l'exil, que nous relevons ces aveux, si précieux pour l'histoire.

Malgré la terreur et le désordre que ces défections jetaient dans le peuple, il résistait toujours; et le combat aurait pu durer longtemps encore, sans les généreux efforts de Championnet, qui, agitant une bannière en signe de conciliation, parvint à se faire entendre des lazzaroni. Il leur représenta qu'ils ne pouvaient plus vaincre, se trouvant pris entre deux feux. Il promit au peuple le repos, l'abondance, un meilleur gouvernement, surtout le respect de la religion et de saint Janvier. Il fallait, cette fois, transiger avec ces superstitions qu'on méprisait ailleurs! Championnet avait une figure heureuse, et parlait l'italien avec facilité; il fut compris et ap-

(1) Colletta, II, 94.

plaudi. Parmi ceux qui l'écoutaient se trouvait un garçon marchand de vin, l'un des derniers chefs que s'était donné l'insurrection ; car depuis plusieurs jours il n'était plus question de Moliterno et de son collègue : poursuivis comme traîtres, ils avaient fui, pour se dérober aux couteaux. Cet homme, nommé Michel le Fou (*el Pazzo*), demanda et obtint de Championnet une *garde d'honneur* française pour saint Janvier. Deux compagnies de grenadiers se dirigèrent aussitôt vers la cathédrale, en criant : *Respect à saint Janvier!* La foule qui se pressait autour d'eux répondit à ce cri sympathique par celui de *Vivent les Français!* Cette nouvelle parcourut toute la ville avec la vélocité de l'éclair, et fit partout cesser le bruit des armes. En même temps toutes les cloches des églises, s'ébranlant à la fois, appelaient le peuple au *Te Deum*. En moins d'une heure, ces imaginations ardentes et mobiles avaient passé d'un excès à l'autre. Dans ce délire d'enthousiasme et de fête, on oubliait les traces récentes du carnage, et les décombres fumants, et quatre mille cadavres jonchant encore les pavés de la ville, déjà illuminée. La nuit était venue, nuit de janvier, mais janvier à Naples c'est le printemps ; et l'apaisement soudain des fureurs de la guerre rendait tous les

cœurs accessibles aux enchantements de cette nature tiède et parfumée. Le Vésuve lui-même, arborant cette nuit-là une splendide aigrette de flammes, semblait s'associer à l'allégresse de cette ville, qu'il pare et qu'il menace toujours.....

X.

Le lendemain, une proclamation du conquérant créa *la république parthénopéenne*. Les républicains, qui, grâce à nous, grâce à nous seuls, osaient lever la tête, furent naturellement appelés à composer le gouvernement. Il y avait parmi eux des hommes doués de qualités brillantes, animés d'un amour sincère de la patrie, d'un vif désir de faire le bien; mais les meilleurs manquaient absolument de bon sens et d'instinct gouvernemental, et ils traînaient avec eux une arrière-garde d'ambitieux cupides, cent fois pires que les lazzaroni. On s'est trop pressé, selon nous, d'exalter, de diviniser presque ces chefs d'une révolution éphémère, si promptement abattue quand nous ne fûmes plus là pour la soutenir. La fuite du roi Ferdinand, déserteur de sa propre cause, est sans doute une puissante excuse, mais ne suffit pas pour justifier ni ces corres-

pondances secrètes qui décidèrent Championnet à refuser la paix, ni les châteaux occupés par surprise, ni surtout ces hommes du peuple amenés traîtreusement sous le feu de l'ennemi. Il n'est pas de fin qui justifie l'emploi de tels moyens; et si parfois la sagesse des lois et le bonheur des peuples peuvent consolider l'établissement d'un pouvoir nouveau, et excuser le vice de son établissement, cette excuse a manqué tout à fait aux chefs de la république parthénopéenne. Nous serons appelés trop tôt à faire connaître leurs noms, quand une vengeance sévère, implacable, viendra se repaître de leurs supplices; nous les plaindrons, mais sans rien dissimuler de leurs fautes, et sans les ériger en vertus (1).

Une fois le premier enivrement passé, les autorités de la nouvelle république ne tardèrent pas à subir, comme celles de l'Italie septentrionale, les exigences pécuniaires du gouvernement français.

(1) Mais, nous dira-t-on, c'était en faveur de la France qu'ils trahissaient leurs compatriotes. Nous ne nous faisons pas plus impartial que nous ne sommes, et nous serions fort disposé à excuser presque tout, si cette occupation de Naples avait profité à la France, et même s'ils avaient eu la capacité pratique nécessaire pour fonder un bon gouvernement, et la force de le défendre sans notre appui.

Une ordonnance de Championnet établit une taxe de guerre de *dix-sept millions et demi de ducats :* c'était faire payer un peu cher la liberté. Une députation du gouvernement étant allée faire quelques représentations au général pour obtenir au moins un délai, Championnet laissa, dit-on, échapper ce mot cruel : « *Malheur aux vaincus !* » Le mot était juste, mais cruel peut-être, adressé aux transfuges qui l'avaient aidé à vaincre (1).

Tandis que ce général s'occupait ainsi d'organisation, des préparatifs d'une descente en Sicile, et surtout de contributions, un arrêté du Directoire (du 25 février) ordonna qu'il serait traduit devant un conseil de guerre. On lui reprochait d'avoir entravé l'action du pouvoir du commissaire civil près l'armée, d'avoir même expulsé de Naples ce commissaire. Championnet avait de plus encouru l'animadversion du gouvernement français en protégeant ouvertement, et faisant même comprendre dans l'organisation du gouvernement provisoire de Naples, des hommes notés défavorablement, placés même sous

(1) Colletta, II, 115. La harangue que cet historien met à ce sujet dans la bouche du capitaine d'artillerie Manthoné (depuis ministre de la guerre), nous paraît suspecte. Championnet n'était pas homme à souffrir un langage si hautain.

le coup de mandats d'amener, mais qui avaient eu l'adresse de s'imposer en quelque sorte à lui comme des patriotes persécutés (1). On n'a pas manqué de présenter Championnet comme victime de la protection qu'il accordait aux Napolitains contre les concussions des agents français à la suite de l'armée. Cette donnée historique, généralement adoptée, n'en est pas plus exacte pour cela. Nous avons déjà dit que la plupart de nos généraux se laissaient alors facilement entraîner à imiter l'indépendance dictatoriale de Bonaparte. Deux fois nous avons vu Brune désobéir au Directoire. Engagé dans les mêmes voies, Championnet crut que ce qui avait été permis au vainqueur d'Arcole le serait également au conquérant de Naples. Il entendait connaître seul des questions de finances comme des questions militaires. Cette prétention ne pouvait convenir au Directoire, qui s'efforçait d'établir dans chaque armée, selon l'ancienne méthode romaine, une sorte de *questure*, ou de commission chargée des recettes, avec obligation de pourvoir aux besoins de l'armée conquérante, mais en même temps de réserver l'excédant des fonds disponibles

(1) L'un de ces hommes, Carlo Laubert, longtemps réfugié en France, avait été l'un des premiers apôtres du républicanisme à Naples.

pour le trésor général de la république, qui n'en avait que trop besoin. Les intentions de Championnet, l'un des plus beaux caractères de cette époque, étaient sans doute très-pures; mais son insubordination n'avait pas même d'excuse dans la personne du commissaire civil qu'il avait repoussé. Ce commissaire était M. Faypoult, homme d'une probité au-dessus de tout soupçon, et qui a joué un rôle important et honorable sous le règne de Napoléon.

Il n'est toutefois pas impossible que Championnet, après avoir, comme nous l'avons vu, fort mal reçu la députation qui réclamait quelque adoucissement à la taxe de guerre, eût reconnu lui-même que l'énormité de cette taxe pouvait dépopulariser la France, et qu'il eût adressé au Directoire des représentations dans ce sens. Son départ fut, dit-on, regretté à Naples. Quoi qu'il en soit, ce fut un pénible spectacle donné à l'armée française, que celui de ce jeune général, déjà si justement célèbre, subissant pendant plusieurs mois les rigueurs d'une détention préventive; et le Directoire, si rigoureux pour Championnet, avait toléré des torts beaucoup plus graves de la part d'autres agents. « Quand la tyrannie exerce ses vengeances, écrivait Champion-

net de sa prison, elle ne le fait jamais à demi! Aussi, depuis près de cinq mois que je suis sous le poids de cette accusation, je n'ai reçu aucune lettre par la poste venant directement à mon adresse. Tu vois, cher ami, la conduite des infâmes! » On semblait prendre plaisir à faire traîner son affaire en longueur; ainsi, la liste des juges préparée par le ministre comprenait un officier supérieur tué depuis trois semaines, et deux autres grièvement blessés (1). La révolution de prairial délivra Championnet; mais il avait contracté dans cette fatale prison les germes d'une maladie qui nous enleva bientôt après un de nos plus vaillants défenseurs (2).

(1) Lettre (inédite) de Championnet au général Ernouf, datée de Grenoble, 8 messidor an VII.

(2) Suivant M. Botta, qui se plaît à imaginer pour les faits les plus naturels des causes curieuses et singulières, l'un des torts de Championnet, aux yeux du Directoire, était de préparer une descente en Sicile. Le Directoire lui-même n'était dans cette affaire que l'instrument « de M. de Talleyrand, qui voulait que l'on ménageât les Bourbons, et qui peut-être nourrissait l'espoir de les voir rétablis sur le trône de France. » Il faut convenir que c'est prophétiser d'un peu loin, après l'événement. Si Championnet s'était avisé d'entreprendre sans ordre une expédition en Sicile, la prudence du Directoire n'aurait été que trop justifiée par nos revers ultérieurs, qui ne nous permirent pas même de conserver Naples.

XI.

Si tout semblait nous réussir encore dans l'Italie méridionale, déjà la fortune commençait à nous trahir dans les îles Ioniennes. A peine étions-nous depuis un an en possession de ces îles, que nous y fûmes attaqués par les forces navales des Turcs et des Russes, soutenues par une armée turco-albanaise. Le général Chabot, qui occupait avec trois mille hommes ces îles et les autres possessions vénitiennes de la côte d'Épire, acquises à la France par le traité de Campo-Formio, fut en butte à de vifs reproches pour n'avoir pas tout sacrifié, îles et terre ferme, à la conservation de Corfou. Cette sévérité, après l'événement, est habituelle, mais n'en est pas plus juste. Ce général devait-il s'attendre à ne recevoir aucun renfort?

Quoi qu'il en soit, dès la fin de 1798, nous avions déjà perdu Butrinta et Prevesa, après une série de combats acharnés contre les troupes sanguinaires d'Ali-Pacha et de Mouktar, son fils. La liste de nos ennemis n'eût pas été complète, si ce farouche et dernier représentant de la féodalité musulmane n'eût figuré parmi eux. Quelques centaines d'hom-

mes, luttant un contre vingt, résistèrent jusqu'à la dernière extrémité dans le camp retranché de Nicopolis, lieu toujours fatal aux Français. Les plus heureux de ceux-ci moururent glorieusement, les armes à la main ; quelques-uns, parmi lesquels se trouva le général la Salcette, subirent une captivité pire que la mort (1). Parga et Vanizza avaient été abandonnées; les autres îles tombèrent au pouvoir de l'ennemi, après une résistance plus ou moins vive. Corfou soutint glorieusement un siége de quatre mois, à la fin duquel la garnison se trouva réduite à huit cents hommes valides. Le résultat inévitable d'une plus longue défense eût été l'extermination de cette poignée de braves, dont l'ennemi n'eût pas cru payer trop cher la défaite par le sacrifice de six mille Albanais.

(1) Notre plume se refuse à retracer le détail des horribles traitements infligés aux insulaires et aux Français, qui furent conduits ou plutôt traînés à Constantinople. On força les prisonniers à porter les têtes de leurs compagnons tués sur le champ de bataille jusqu'à Janina, où elles furent clouées à la porte du palais d'Ali. Ceux qui s'abattaient de lassitude sur la route étaient également décapités. Les Albanais avaient attaché à la queue d'un cheval le Prévezan Caravella, le faisaient courir jusqu'à ce qu'il tombât hors d'haleine, s'arrêtaient pour retarder son agonie, puis recommençaient cette course infernale, supplice plus atroce que celui de Mazeppa.

Le général Chabot se détermina donc à capituler, sous la condition que la garnison serait reconduite en France; ce qui lui fut accordé (1). On n'était qu'au commencement de mars; les hostilités n'étaient pas encore commencées entre la France et l'Autriche, et déjà d'autres ennemis nous enlevaient une partie de nos acquisitions de Campo-Formio.

On vit plus tard cette même flotte turco-russe, qui nous avait repris les îles Ioniennes, contribuer puissamment à la prise d'Ancône.

(1) 3 mars.

LIVRE II.

ALLEMAGNE ET ITALIE.

Déclaration du gouvernement français, relativement à la marche des Russes. — Jourdan annonce la reprise des hostilités. — Opérations de Masséna. — Jourdan est défait à Stokach. — Détails inédits sur la retraite de l'armée française. — Catéchisme de Suwarow. — Fautes du Directoire. — Schérer. — Dissémination des troupes françaises. — Bataille de Vérone. — Aspect de Milan pendant l'hiver de 1799. — Retraite des Français et du gouvernement cisalpin. — Assassinat des plénipotentiaires français à Rastadt. — Détails nouveaux sur cet événement. — M. de Gravenreuth et le duc de Bassano. — Retraite de Moreau derrière le Tésin. — Arrivée de Macdonald. — Il est défait à la Trebbia par Suwarow. — Places fortes réduites à capituler. — Bataille de Novi; mort de Joubert. — Réflexions.

I.

Presque tous les historiens de la révolution française ont méconnu l'imposant et sévère enseignement que nous offre cette campagne désastreuse de 1799. C'est plus que l'expiation des erreurs de la veille, des fautes accumulées en peu de mois par le dernier gouvernement révolutionnaire ; c'est un

6.

châtiment providentiel infligé à l'esprit révolutionnaire lui-même. Les crimes des factions qui ont tour à tour déchiré et tyrannisé la France retombent sur la France elle-même, la frappent dans l'objet de son plus légitime orgueil, sa gloire militaire. Ce n'est pas sans une secrète amertume que nous rappelons de tels événements : la patrie, même en butte au juste courroux du ciel, est toujours la patrie. Oui certes, il nous est pénible d'évoquer le souvenir, cher à nos ennemis, de tant de combats où la fortune sembla s'acharner à trahir la bravoure de nos soldats et l'habileté de leurs chefs. L'Italie surtout va nous offrir un douloureux spectacle, la disparition foudroyante de toutes nos conquêtes, les triomphes de Suwarow sur les traces mêmes de Bonaparte. L'amour-propre national trouve du moins quelque soulagement dans la certitude que ce fatal entassement de revers fut moins dû aux fautes de nos généraux, qu'à l'absurdité des plans que leur imposait le Directoire. La victoire, d'ailleurs, ne déserta pas long-temps nos drapeaux. Il semble que, pareilles au géant fils de la Terre, nos armées, repoussées de toutes parts, reprirent soudain leur énergie victorieuse en touchant le sol de la France. Zurich, Hohenlinden, et surtout

Marengo, ont fait oublier à nos pères les désastres de Stokach et de la Trebbia; mais nous, qui nous consolera de Waterloo?

Bien avant les premiers jours de l'année 1799, et quoique nos plénipotentiaires fussent encore à Rastadt, le renouvellement prochain des hostilités n'était plus douteux pour personne (1). Depuis le milieu de l'année précédente, époque où l'Autriche donna formellement son adhésion au plan d'une coalition nouvelle, toutes les notes émanées de cette puissance n'avaient été de sa part qu'un moyen de gagner du temps pour se préparer à la guerre et laisser arriver les Russes. De son côté, le Directoire, occupé de l'envahissement du Piémont et de Naples, s'était prêté à ce commerce de mensonges; mais à la fin de janvier 1799 il commençait à s'apercevoir que les délais lui devenaient désavantageux, et il jugea nécessaire de se hâter, pour n'avoir pas à la fois deux ennemis sur les bras. En conséquence, le 31 janvier, les plénipotentiaires français demandèrent formellement au ministre impérial que les troupes russes fussent sommées d'évacuer le territoire de S. M. l'empereur d'Autriche, déclarant que

(1) Voy., sur les négociations de Rastadt, notre volume de 1798.

tout progrès ultérieur de ces troupes serait considéré comme une accession aux projets de la Russie, et par conséquent comme un acte d'hostilité.

Le délai de quinze jours fixé par les plénipotentiaires français s'écoula sans qu'aucune explication fût donnée par la cour de Vienne. Cependant l'archiduc Charles était entré en Bavière, et les troupes russes, poursuivant leur marche, traversaient déjà la Styrie. Le 2 mars, une proclamation du général Jourdan à son armée, annonça que l'Autriche ayant la première franchi la ligne de démarcation qui avait été convenue, et ayant appelé au sein de l'Allemagne des étrangers armés, le gouvernement français était contraint d'user de représailles. Cependant les plénipotentiaires français Roberjot, Bonnier et Jean Debry ne quittèrent pas Rastadt, où les retenait l'espoir de détacher les princes allemands de la cause impériale. Ils continuèrent d'avoir, avec les envoyés de quelques-uns de ces princes, des conférences secrètes dont le ministre autrichien eut connaissance; et ce fut là, ainsi que nous le verrons bientôt, l'occasion et le prétexte de l'horrible attentat dont les ministres français furent victimes quelques semaines après.

Le Directoire n'avait plus Carnot pour envoyer de

Paris des plans militaires aux généraux de nos armées d'Allemagne et d'Italie, mais il n'avait pas renoncé à cette funeste manie. Ce fut le futur complice de Mallet, Lahorie, officier obscur et parfaitement digne de l'être, qui fut chargé cette fois de régler les mouvements d'armées qui comptaient parmi leurs chefs Jourdan, Moreau, et Masséna.

II.

Pour reprendre l'offensive contre les Autrichiens avant l'arrivée des Russes, le Directoire ne pouvait disposer que de cent vingt mille hommes, divisés en trois masses à peu près égales : l'armée du Danube, sous Jourdan; celle d'Helvétie, sous Masséna; enfin, celle d'Italie, dont le commandement venait d'être confié à Schérer. Ces trois corps allaient avoir affaire, il est vrai, à deux cent mille ennemis, la plupart très-favorablement postés pour la défensive; mais les succès de Bonaparte avaient inspiré au Directoire une confiance aveugle, et, comme l'a très-bien fait observer un écrivain à propos de cette même campagne, on ne tenait pas assez compte de cette fermeté d'âme, de cette constance dans les revers, l'une des plus précieuses qualités du soldat allemand (1).

(1) Las-Cases.

Cependant Masséna ouvrit la campagne par un brillant fait d'armes contre le corps autrichien qui avait occupé les Grisons. Dignement secondé par ses lieutenants Lecourbe et Dessoles, il battit et fit prisonnier dans Coire le général Auffenberg, et détruisit le corps de Laudon, qui s'était jeté sur ses derrières. Mais il échoua dans deux attaques successives contre le général Hotze, retranché à Feldkirch. Ce double échec rendit impossible la jonction des deux armées d'Helvétie et du Danube, et laissa Jourdan aux prises avec des forces doubles des siennes, et commandées par l'archiduc Charles. Dès lors tout sembla tourner contre nous, non par la faute des chefs ni des soldats, mais par suite des vices du plan de campagne qui leur avait été imposé, et aussi de l'infériorité numérique. Jourdan, qui, sur la foi des premiers succès de Masséna, avait débouché de la forêt Noire entre le lac de Constance et le Danube, eut son avant-garde forcée à Ostrach le 21 mars, et fut contraint de reculer (1).

(1) Lefebvre, qui commandait cette avant-garde, fut grièvement blessé, et remplacé par Soult.

Jourdan avait pour chef d'état-major dans cette campagne, comme dans celles de 1793 et de 1796, le général de division Ernouf, mon aïeul. J'ai sous les yeux les ordres de marche et la correspondance des généraux pendant cette malheureuse campagne.

Reprenant presque aussitôt l'offensive avec une audace remarquable, il vint assaillir à l'improviste l'armée autrichienne, en position sur la Stokach. La bataille fut meurtrière, longtemps indécise ; et l'archiduc, beaucoup plus fort sur ce point que ne l'avait cru Jourdan, eut besoin de tout son sang-froid et de toute sa fermeté pour n'être pas forcé par sa droite. Lui-même a rendu noblement hommage à la bravoure que montrèrent les Français dans cette journée malheureuse. Nous avions conservé le champ de bataille ; mais, comme on l'a dit, n'avoir pas vaincu dans une telle situation, c'était être battu. L'armée du Danube dut se replier sur la forêt Noire. Jourdan, qui avait fait des prodiges de valeur sur le champ de bataille, fut attaqué soudain d'une grave indisposition, et contraint de laisser le commandement *par interim* à son chef d'état-major Ernouf, qui avait sa confiance et celle de toute l'armée. Ernouf avait pris à Brentz-Eben une position très-forte, qui fut compromise par la faiblesse ou l'incapacité d'un de ses généraux de brigade (Decaen). La situation était des plus fâcheuses. Il eût été souverainement imprudent de risquer un nouvel engagement avec une armée réduite à vingt-deux mille hommes, sous l'impression récente d'un

échec, et dans un pays manifestement hostile (1). Le général Ernouf fit tout ce que la situation comportait ; il ramena en bon ordre et sans perte l'armée sur le Rhin. Jourdan était à Paris, où il venait de donner sa démission. Éclairé enfin par l'événement, le Directoire se décida à réunir les deux armées du Rhin et d'Helvétie sous le commandement d'un seul chef.

(1) Voici un échantillon des mesures un peu expéditives que les généraux divisionnaires étaient obligés de prendre pour assurer la subsistance de leurs soldats :

ARMÉE DU DANUBE. — ÉGALITÉ. LIBERTÉ.

Au quartier-général à Schittach, le 14 germinal, l'an VII de la république française une et indivisible.

Le général de division VANDAMME requiert le baillif d'Alpirsbach de fournir dans le plus court délai et sous sa responsabilité personnelle, pour la subsistance des troupes de la division, *quinze bœufs, cinquante sacs de farine, cinquante d'avoine,* et *deux mille quintaux de foin.* Les besoins pressants de la division commandent la plus grande célérité dans cette fourniture, et les plus promptes mesures seront prises pour opérer cette rentrée.

Dans le cas où elle éprouverait le moindre retard, le bourg d'Alpirsbach sera mis à exécution. (C'est-à-dire au pillage.)

Signé VANDAMME.

Pour copie conforme : SCUBERT, baillif d'Alpirsbach.

Tel est, si j'ose m'exprimer ainsi, l'envers de la gloire militaire. Il est bon de considérer parfois la guerre à ce point de vue, généralement négligé par les historiens.

L'échec inévitable de Stokach, dû principalement aux mauvaises dispositions prescrites par le Directoire, donna lieu à d'indignes attaques contre Jourdan et son chef d'état-major. Le Directoire vit avec une joie secrète le blâme qu'il avait seul mérité se porter sur de braves officiers malheureux par sa faute; mais les calomnies des journaux et les déclamations des ignorants n'excitèrent que le mépris des généraux qui avaient vu les faits et pris part aux opérations. Nous ne parlerions même pas de ces bruits calomnieux, s'ils n'avaient été re produits un peu légèrement par quelques historiens modernes (1).

(1) M. Thiers dit (p. 276, t. X, de son *Histoire de la Révolution*) « que le chef d'état-major de Jourdan, dont il défigure même le nom, *prit peur* en apprenant une *incursion* de quelques troupes légères sur ses flancs, et *se retira en désordre* sur le Rhin. » Nous possédons des documents inédits, et d'un grand intérêt, qui prouvent jusqu'à l'évidence que le général Ernouf, loin de mériter quelque blâme, rendit, au contraire, de grands services dans cette retraite indispensable. Voici, au surplus, deux témoignagnes contemporains d'une haute gravité, qui suffiraient seuls pour la justification de Jourdan et de son chef d'état-major :

LE GÉNÉRAL LEFEBVRE AU DIRECTEUR MERLIN.

Paris, le 14 germinal an VII.

Je suis *enfin blessé*, mon cher Directeur. Les tourments que j'endure ne sont rien; mais les mensonges que les journalistes

L'archiduc, dont les troupes avaient beaucoup souffert, n'inquiéta que faiblement notre retraite. L'armée du Danube se replia sur Kehl et Neu-Brisach, repassa le Rhin, et s'établit dans tous les postes avantageux de la rive gauche. Masséna disposa de même les troupes d'Helvétie, se tint strictement sur la défensive ; et tout le mois d'avril se passa sans engagement important. Pendant ce temps,

débitent contre notre brave et estimable Jourdan me tuent. Ah ! lâches Français, vous payez bien mal les hommes qui vous servent de rempart !... Je ne puis vous en dire davantage ; j'espère vous voir sous peu, quand la suppuration sera établie... Frappez, punissez les fournisseurs des chevaux de remonte et d'habillement ; ce sont eux qui sont nos plus implacables ennemis, ce sont les éclaireurs des Russes.

Salut et respect. LEFEBVRE.

ARMÉE DE DANUBE ET D'HELVÉTIE.

Bâle, 28 germinal an VII.

Masséna, général en chef, au général Ernouf.

Vous quittez l'armée du Danube, général. Je m'empresse de vous annoncer que, depuis que j'en ai pris le commandement, je n'ai recueilli sur vos services que des renseignements satisfaisants, qui sont un témoignage certain que les regrets de vos camarades vous suivent, et que vous avez mérité leur estime. Tels sont aussi mes sentiments pour vous, général ; je vous en offre avec franchise l'expression, ainsi que l'assurance de mon attachement sincère.

Je vous embrasse et vous regrette. MASSÉNA.

une campagne de quelques semaines nous enlevait l'Italie.

III.

Suwarow est le héros de cette campagne si funeste à nos armes. Avant de le voir à l'œuvre, cet ennemi redoutable, arrêtons-nous un moment à le considérer.

Suwarow, déjà célèbre par ses campagnes de Pologne et de Turquie, était sans contredit l'homme le plus merveilleusement approprié par la nature au rôle de commandant en chef d'une armée à demi barbare, ne touchant à la civilisation que par un point, la discipline militaire. Mais il faut le dire, un patriotisme mal entendu a longtemps accrédité parmi nous des préjugés injustes et puérils contre le vainqueur de la Trebbia. Ceux qui le représentent comme une sorte de bête brute, à face tout au plus humaine, en imposent ou s'abusent. La physionomie de Suwarow présentait le type kalmouk dans toute son énergie sauvage; mais la puissance d'un courage à toute épreuve et d'une volonté de fer éclatait en traits de flamme sur cette figure farouche. Il exerçait sur ses troupes une influence prodi-

gieuse, étrangement formée de crainte et d'amour. Terrible pour l'observation de la discipline, il montrait en même temps une sollicitude paternelle pour le bien-être du soldat. Tour à tour pathétique, emporté, puis railleur et bouffon, il faisait vibrer toutes les cordes sensibles de ces natures primitives. Il leur parlait de Dieu, de la Vierge Marie, de saint Nicolas ; puis, descendant du ciel en terre, il invoquait l'amour de la gloire, la soif du butin et des récompenses militaires ; il les subjuguait, les fascinait, leur communiquait toute son âme dans ces allocutions fougueuses que nulle plume n'a recueillies, mais dont le souvenir est consacré par des victoires.

Il existe sur Suwarow un document historique peu connu en France, bien qu'il y ait été traduit et publié il y a déjà bien longtemps (1). C'est une sorte de proclamation ou d'instruction militaire publiée par Suwarow lui-même, après sa fameuse campagne de Pologne, et bien connue en Russie sous le nom de *Catéchisme de Suwarow*. Nous transcrivons quelques passages de cet écrit vraiment curieux. Suwarow semble y revivre tout entier : on l'y voit mieux

(1) *Revue de Paris*, 1829, t. XIII, p. 229.

à l'œuvre en quelque sorte que dans nos monotones relations de batailles.

« Joignez les talons. Tendez le jarret. Un soldat doit être droit comme une flèche. En marchant à deux rangs, le premier à trois pas du second...

« En avant avec la baïonnette. La balle s'égare, la baïonnette jamais ; la balle est une folle, la baïonnette est un héros.

« Si vous voyez la mèche sur un canon, précipitez-vous dessus ; le boulet passera par-dessus votre tête. Les canons sont à vous, les canonniers sont à vous ; renversez-les, poursuivez-les, percez-les. *Faites quartier au reste. C'est un péché de tuer sans raison des hommes comme nous* (1).

« Mourez pour l'honneur de la Vierge Marie, pour votre mère, pour la famille royale. L'Église prie pour ceux qui meurent ; et l'honneur et la récompense sont pour ceux qui survivent. *Les Français sont des têtes légères, qui ne songent pas à Dieu.*

« *N'offensez pas l'habitant paisible ; il vous donne à boire et à manger. Le soldat n'est pas un voleur.*

« Le butin est une chose sacrée. Si vous prenez

(1) On voit, par ce passage et quelques autres, que Suwarow ne méritait pas complétement la réputation de férocité qu'on lui a faite.

un camp, une forteresse, tout est à vous; mais, sans ordre, ne touchez pas au butin. »

Après ces avis généraux, viennent des instructions spéciales sur les divers modes d'attaque en rase campagne, sur celle des retranchements, sur l'assaut des places fortes. Nous ne pouvons nous empêcher de citer en entier ce dernier article, dans lequel l'impétuosité juvénile du vieux guerrier semble revivre.

« Rompez les clôtures. Étendez des claies sur les trous. Courez aussi vite que vous le pouvez. Sautez par-dessus les palissades. Jetez vos fagots dans le fossé! Placez vos échelles. Étendez les colonnes. Feu à leur tête. Franchissez les murailles. Égorgez l'ennemi sur le rempart. Étendez votre ligne. Mettez une garde au magasin à poudre. Retournez les canons contre l'ennemi. Faites feu dans les rues; un feu vif et soutenu. Ce n'est pas le moment de courir sur l'ennemi. Quand l'ordre est donné, entrez dans la ville. Tuez l'ennemi dans les rues. N'entrez point dans les maisons. Attaquez l'ennemi dans les lieux découverts, où il se rassemble. Prenez-en possession. Établissez une grand'garde. *Quand l'ennemi s'est rendu, faites-lui quartier:* lorsque le mur intérieur est occupé, allez au pillage.

« Il y a trois qualités militaires : le coup d'œil, la rapidité, l'énergie. » Suwarow insiste principalement sur la seconde, à laquelle il a dû en effet ses plus beaux succès. « L'artillerie de campagne doit marcher un werste ou un demi-werste en front quand le terrain s'élève, afin de ne pas embarrasser la marche. Quand la colonne arrive, elle trouve ainsi où se placer. Ne ralentissez jamais votre pas. Allez ! chantez vos chansons ! battez le tambour ! »

Il gradue avec une habileté remarquable ses dispositions pour activer la marche des troupes, sans fatigue et sans désordre. « En marchant ainsi, les soldats ne souffrent pas. L'ennemi nous croit au moins à cent werstes, et nous tombons sur lui comme la neige. Voyez ! la tête lui tourne ! Attaquez sur-le-champ avec ce qui est arrivé, avec ce que Dieu envoie (1). A l'ouvrage, la cavalerie ! hachez et sabrez ! Attaquez à l'instant avec les *armes froides* (l'arme blanche). Les Cosaques passeront partout ! »

Parmi ce chaos étrange, où l'antique barbarie des

(1) C'était en effet un principe invariable chez Suwarow, de commencer immédiatement l'attaque avec les premières troupes rendues à destination. Il pensait que l'avantage de la surprise suppléait tout d'abord au nombre, qui d'ailleurs ne tardait pas à s'accroître par l'arrivée successive des autres détachements.

hordes scythes et tartares se mêle aux préceptes de la guerre moderne, Suwarow laisse éclater sa sollicitude pour le bien-être et la subsistance régulière des soldats, de ceux qu'il nomme *ses enfants* ou *ses frères* (1). « Les chariots qui portent les marmites et les tentes vont en avant. Quand *les enfants* arrivent, la marmite est prête, et le maître du plat sert aussitôt. Quatre heures de repos à déjeuner ; sept ou huit pour la nuit, suivant l'état des chemins. Quand vous approchez l'ennemi, les chariots qui portent les marmites et les tentes s'arrêtent, et le bois doit être prêt d'avance. »

Nous retrouvons enfin cette sollicitude, un peu brutalement exprimée, il est vrai, dans la dernière partie de son Catéchisme, sorte de manuel sanitaire à l'usage du soldat.

« *Un soldat est sans prix*. Prenez donc soin de votre santé. Celui qui néglige les hommes, aux arrêts, s'il est officier ; s'il est sous-officier, des coups de verge : des coups de verge aussi au soldat qui se néglige lui-même. »

(1) Cette sollicitude est un trait caractéristique de plusieurs grands généraux. Les Anglais la signalent avec un juste orgueil dans la carrière militaire de Wellington ; nous l'avons retrouvée récemment dans celle du duc d'Isly.

Suwarow donne de judicieux conseils aux soldats russes contre l'intempérance, ce grand vice national. La diète est pour lui le principal et presque l'unique remède, remède d'autant plus salutaire qu'il peut être pratiqué sous la tente, où la jouissance d'un air pur hâtera la guérison. « Craignez l'hôpital; la médecine allemande sent mauvais de loin; elle n'est bonne à rien. Craignez l'hôpital! Le premier jour de lit paraît doux; le second jour, arrive la *soupe française* (le bouillon); le troisième, le frère est mis dans la bière, et dix de ses camarades autour de lui ont avalé son dernier soupir.

« Mais il y a un ennemi plus grand que l'hôpital, le détestable *Je ne sais pas* (1). Pour un *Je ne sais pas*, à la garde un officier; aux arrêts un officier d'état-major.

« Un soldat doit être sain, brave, ferme, décidé, vrai, honorable. Prière à Dieu! De lui viennent les victoires et les miracles. Dieu, conduisez-nous! Dieu est notre général! »

Un écrivain ordinaire finirait complaisamment sur

(1) Ces transitions brusques et bizarres étaient familières à Suwarow. Il avait tellement en horreur cette réponse, *Je ne sais pas*, que les officiers et les soldats pris au dépourvu préféraient répondre au hasard, plutôt que d'avouer leur ignorance.

ce ton lyrique : Suwarow ne procède point ainsi. Fidèle à son allure ordinaire, il retombe, et finit par une bouffonnerie, à laquelle il mêle pourtant un conseil utile :

« Instruction et lumière ! Point d'instruction, c'est ténèbres. L'ouvrage craint son maître (1). Si le paysan ne sait comment labourer, le blé ne viendra pas. Un sage vaut trois fous. Trois seulement ? Allons donc ! Mettez-le aux prises avec dix, le gaillard vous les étrillera d'importance. »

Tel est ce singulier document, le souvenir le plus vrai, le plus vivant d'un des plus terribles adversaires de la France républicaine, de ce Suwarow dont nous allons maintenant suivre la trace sanglante, mais glorieuse même dans les revers.

IV.

Nous pouvons toutefois le dire avec un juste orgueil, Suwarow lui-même n'eût pas reconquis l'Italie, sans les fautes énormes du gouvernement révolutionnaire français. Nous avons déjà montré, dans le livre précédent, les abus de la conquête, tuant l'esprit public et préparant les voies à l'invasion.

(1) Proverbe russe.

Les fautes immédiates ne furent pas moins graves. La première, ce fut de donner le commandement à un général impopulaire : non que le vainqueur de Loano manquât d'une certaine habileté, mais parce qu'il sortait du ministère de la guerre, et que, par conséquent, c'était à lui qu'officiers et soldats imputaient toutes les privations dont ils avaient eu à souffrir. Joubert, qui n'avait pas encore commandé en chef pendant la guerre, avait eu la modestie de donner sa démission. Bernadotte, à qui le commandement fut offert, eut l'adresse de le décliner. Moreau était là ; mais le Directoire lui en voulait encore pour ses tardives révélations dans l'affaire de Pichegru. Hériter du commandement de Bonaparte, dans des circonstances aussi difficiles, était d'ailleurs un périlleux honneur, dont nul ne se souciait. C'était ainsi que l'on en fut réduit à Schérer.

Nous avons déjà indiqué l'autre faute du Directoire : c'était d'avoir donné trop peu de monde à Schérer, comme aux autres, pour la reprise des hostilités. Gâté par Bonaparte, le Directoire exigeait trop de ses généraux, et leur supposait à tous le don des miracles. Le nombre de nos troupes n'était pas en rapport avec l'étendue du terrain qu'elles occu-

paient; vouloir tout garder, c'était tout compromettre. Il fallait faire, et promptement, et avant la guerre, un sacrifice analogue à celui qu'avait fait Bonaparte au premier siége de Mantoue. Si, au lieu de laisser sur le territoire de la *république parthénopéenne* Macdonald, qui avait succédé à Championnet, le Directoire l'avait rappelé à temps sur l'Adige; si on avait eu de plus la division Gauthier, envoyée fort inutilement en Toscane, les Français, égaux en nombre aux Autrichiens, auraient pu illustrer par de nouveaux triomphes ces mêmes lieux, déjà tant de fois témoins de leur gloire. Les Autrichiens eussent été battus avant l'arrivée des Russes, et ceux-ci dès lors cessaient d'être redoutables. Le meilleur moyen de conserver Naples, c'était de nous mettre en état de marcher sur Vienne.

Schérer fit preuve d'un bon esprit en s'adjoignant Moreau, qui était à Milan en disgrâce, sans commandement, avec le simple titre d'inspecteur de l'infanterie. Toutefois, Schérer eut le tort de ne pas s'aider assez des avis de ce général illustre. Il partagea son armée en deux corps, composés chacun de trois divisions; confia l'un de ces corps à Moreau, et prit lui-même la direction du second. Les hostilités ne commencèrent qu'au moment de

la retraite de l'armée du Danube. Des tentatives si décousues, si mal combinées, devaient aboutir à des revers.

Le début de Schérer fut pourtant heureux. Kray, son adversaire, officier habile et circonspect, gardait Vérone et les défilés du Tyrol, en attendant l'arrivée de Mélas et de Suwarow. Le 26 mars, Schérer, avec ses trois divisions, attaque vigoureusement les retranchements autrichiens, enlève leur camp de Pastrengo, s'empare du fameux plateau de Rivoli, et du pont de Polo, sur l'Adige. Moreau se porte sur Vérone; mais la division Montrichard, prolongée outre mesure vers le bas Adige, est ramenée avec perte par Kray, qui débouche de Legnago. Moreau serre de près l'ennemi à Vérone, mais sans résultat. Il semble que le général en chef français ait épuisé, dans cette première journée, tout ce qu'il avait de prudence et d'audace. Au lieu de profiter de l'enthousiasme de ses troupes, fières d'avoir vaincu encore une fois à Rivoli, et de renouveler l'attaque sur Vérone, comme le lui conseillait Moreau, il perd deux jours précieux en tâtonnements, et finit par prendre le plus mauvais parti. Se rappelant sans doute la fameuse manœuvre de Bonaparte contre Alvinzi, il s'avise de vouloir la recommencer, en

concentrant le gros de ses forces à Ronco. Pour masquer ce mouvement, qui le force à reporter, par d'affreux chemins de traverse, ses divisions de gauche à droite, il fait faire une fausse attaque sur Vérone par la division Serrurier, débouchant du pont de Polo. Le résultat de cette manœuvre inconcevable était aisé à prévoir. Serrurier, attaqué par des forces triples des siennes, fut enfoncé, et rejeté en désordre sur l'Adige, avec perte de deux mille hommes. Kray, vainqueur, se retourne contre Schérer, et débouche en masse de Vérone. Ce mouvement offensif contraint le général français à renoncer à son mouvement sur Ronco, qui l'exposait à une entière destruction (1).

Les deux armées se rencontrèrent le 5 avril, dans les environs de Magnano. A notre droite, les divisions Grenier et Victor renversèrent d'abord tout ce qui leur faisait face, et menaçaient de couper l'armée ennemie de Vérone; mais, assaillies bientôt avec

(1) En 1796, Bonaparte était maître de Vérone et de Legnago, et en passant à Ronco, il jetait Alvinzi dans un cul-de-sac. En 1799, Kray était maître de ces deux places, ce qui renversait de fond en comble les conditions du problème. Se jeter à Ronco avec trente mille hommes, au milieu de soixante-dix mille ennemis ainsi postés, c'était vouloir faire passer son armée sous les fourches Caudines. (Jomini, I, 340.)

vigueur par les réserves autrichiennes, elles furent mises en déroute, et leur défaite décida du sort de la journée. Les Autrichiens durent surtout la victoire à leur supériorité numérique, qui permit à Kray d'employer au moment décisif des troupes fraîches contre des soldats fatigués par plusieurs heures de combat, et par les marches pénibles des jours précédents. Le malheureux Schérer précipita sa retraite, ou plutôt sa fuite, dès le soir même de la bataille, malgré l'avis de Moreau, dont les divisions n'avaient pas été entamées, et comme s'il eût craint de ne pas décourager assez son armée. Il se replia sur le Mincio, jeta sept mille hommes dans Mantoue, et fila précipitamment derrière l'Oglio, puis encore derrière l'Adda. Ce général, rudement châtié de ses fautes par la fortune, transporta son quartier général à Milan, dont le sort était à la merci d'un dernier engagement.

V.

Peu d'États ont subi des péripéties plus inattendues, plus multipliées que cette république cisalpine, éphémère création de la fantaisie révolutionnaire. Bien que les essais législatifs et administratifs

faits aux dépens des Milanais par le Directoire et ses généraux eussent produit la plus fâcheuse impression, les événements du midi de l'Italie, la conquête de Naples par Championnet, avaient réveillé, sinon l'enthousiasme, du moins la curiosité. Grâce à cette heureuse diversion, on ne s'occupait plus guère que des événements militaires. Beaucoup d'habitants de la Cisalpine, persistant à voir l'avenir sous de riantes couleurs, se considéraient comme étant toujours dans un état de guerre, où l'ordre civil ne pouvait pas être définitivement constitué. Ils allaient même jusqu'à se réjouir de la création d'une république parthénopéenne. Les hommes modérés se persuadaient que l'accroissement du nombre des États républicains en Italie forcerait, à la longue, le gouvernement français à respecter davantage leur indépendance. Les exaltés voyaient, dans ces républicains nouveaux, de futurs auxiliaires pour chasser les Français d'Italie. Malgré les tracasseries politiques du Directoire, ce fut là, pour les classes aisées de la Lombardie, un moment d'heureuses et folles illusions. Le prestige encore intact de nos armes semblait protégé par le grand souvenir de Bonaparte absent. Tandis que nos soldats se battaient contre le vrai peuple pour les bourgeois républicains de Naples,

les jours se passaient à Milan dans des fêtes continuelles. Chacun des combats de Championnet était un prétexte à des réjouissances nouvelles. L'horizon apparaissait pourtant chargé de tempêtes. L'imminence d'une guerre générale frappait les yeux des moins clairvoyants ; mais, à Milan comme à Paris, on était par-dessus tout las de ces inquiétudes incessantes; on ne songeait qu'à vivre, qu'à s'étourdir à l'envi, qu'à oublier ou narguer, dans la folle ivresse du plaisir, l'orage qui déjà grondait au loin. Les Français se livraient à tous les genres de dissipation avec une avidité qui semblait craindre de laisser quelque chose au lendemain. Les Milanais, peuple gai et confiant, partageaient cette fièvre de folie. Ce conflit permanent des sympathies et des animosités nationales; ces rêveries lacédémoniennes importées de France, s'exaltant parmi les fêtes et les amours; cette alternative perpétuelle de politique et de volupté, donnèrent à Milan, pendant les trois premiers mois de 1799, le caractère le plus étrange, par le développement compliqué des passions les plus généreuses, des inimitiés les plus actives, et de l'ardeur du plaisir la plus effrénée.

Un écrivain célèbre a parfaitement décrit, dans

un livre trop peu connu (1), le contraste étrange et saisissant de Milan ville française, et de Milan retombant sous le joug autrichien. C'est la nuit succédant brusquement au jour, comme sous les tropiques; c'est le délire de l'ivresse et du plaisir, frappé soudain de léthargie.

L'ivresse fut courte, le réveil lugubre. Aux nouvelles de nos triomphes dans le midi de l'Italie, succéda le bruit de nos revers autour de Vérone. Ces revers augmentèrent l'assurance des exaltés, que l'ambassadeur Rivaud avait expulsés du gouvernement (2); ils recommencèrent à se montrer, et à déclamer tout haut. Tandis que le sentiment des vrais dangers de la patrie aurait dû suffire pour les rallier à la France, ils gardaient toutes leurs rancunes personnelles, et se réjouissaient puérilement de nos malheurs, comme s'ils n'allaient pas en être aussi les victimes. Ils cherchaient à diviser le directoire cisalpin, et à gagner quelques-uns de ses membres.

Les actes de ce gouvernement portèrent jusqu'au dernier moment le même caractère de mollesse et

(1) *La Chartreuse et Parme.*
(2) Voy. le chapitre précédent.

d'inertie. Au moment de notre retraite sur l'Oglio, le corps législatif épouvanté se hâta d'investir les directeurs d'une autorité dictatoriale sur la police, les finances et l'armée. Le directoire, soit pour s'éclairer davantage, soit pour partager à son tour le poids d'une responsabilité qui l'effrayait aussi, créa autour de lui des commissions consultatives, chargées de lui présenter leurs vues et de préparer son travail. On avait complétement perdu la tête; on prenait tout ce qui se présentait. Ces commissions se trouvèrent ainsi composées d'hommes dont l'exaltation aveugle n'était pas moins nuisible que la lâcheté des grands pouvoirs. La commission de police, décorée du nom malencontreux de *Comité de salut public*, commença par s'occuper de la confection d'une liste d'hommes suspects, dont on s'assurerait en cas de retraite. Cette mesure intempestive et odieuse fut ébruitée avant d'avoir été arrêtée définitivement, répandit l'alarme dans toutes les familles, et suspendit brusquement la rentrée des contributions. Son moindre défaut était d'ailleurs d'être à peu près inexécutable : il n'y avait presque plus de troupes à Milan, et la moindre résistance de a part des otages pouvait devenir le signal d'un soulèvement général et du massacre des Français ;

car les classes inférieures, exaspérées par les exactions des agents du gouvernement français, ne nous étaient rien moins que favorables. Le directoire cisalpin se hâta de conjurer ce péril en démentant, par une proclamation, les projets qu'on lui imputait. Cette démarche raisonnable redonna un moment de confiance, et facilita la recette d'une partie de l'emprunt forcé.

La commission de finances présenta des arrêtés qui, pris plus tôt, auraient pu produire d'importants résultats. On établit une capitation progressive, dont on espérait tirer quatorze ou quinze millions. On ordonna le payement par anticipation de la seconde moitié de la contribution foncière. On arrêta enfin que tous les fonds, au fur et à mesure de leur rentrée, seraient versés à la caisse militaire, à l'exception d'une somme modique, réservée pour le service le plus pressant des administrations cisalpines. Au moment où l'on arrêtait ces mesures énergiques, mais beaucoup trop tardives, la moitié des départements de la Cisalpine étaient déjà au pouvoir de l'ennemi, et peu de jours après il entra à Milan.

La commission militaire prenait également des arrêtés *in extremis* pour la mise en mouvement des colonnes mobiles; il fut aussi question de former

un corps de mille patriotes. Ceux qui parlaient de s'armer exigeaient qu'on leur donnât pour commandant Lahoz, destitué précédemment par le général Montrichard. Lahoz s'adressa à Schérer, et fut désigné par lui pour se mettre à la tête des patriotes de la rive droite du Pô. A peine en possession de ce commandement, Lahoz tourna ses armes contre les Français.

Au surplus, il était déjà trop tard, même dès l'époque de la reprise des hostilités, pour organiser un corps auxiliaire italien, capable de rendre quelques services dans la campagne. Grâce à l'inertie des autorités, à l'aveuglement des patriotes, mais aussi à nos procédés, aussi injustes qu'impolitiques, l'esprit public était totalement anéanti dans la Cisalpine. Les populations des campagnes faisaient ouvertement des vœux et s'insurgeaient déjà en faveur de nos ennemis; celles des villes, à l'exception de Bologne, avaient été désarmées!

VI.

Il nous reste à raconter le triste dénoûment de cette campagne. Schérer, reconnaissant enfin les difficultés de sa position, et cédant, après tout, à un

sentiment honorable, remit le commandement en chef à Moreau, que l'opinion désignait hautement comme le seul général capable de rétablir les affaires, ou du moins de sauver l'armée. La retraite de Schérer produisit un heureux effet sur le moral des troupes. Mais il ne fut pas possible à Moreau lui-même de se maintenir sur l'Adda : il y fut immédiatement assailli par des forces doubles des siennes, sans avoir le temps de concentrer ses divisions, éparpillées sur une ligne de vingt lieues par une dernière imprudence de son prédécesseur. L'armée autrichienne victorieuse était renforcée du double par l'arrivée des Russes si longtemps attendus, et Suwarow venait de prendre le commandement en chef. Moreau dut lui abandonner la ligne de l'Adda, après une suite d'engagements partiels auxquels on a donné le nom de bataille de Cassano. Les nouveaux ennemis qui venaient nous disputer l'Italie trouvèrent partout des adversaires dignes d'eux, ils furent même repoussés avec perte au pont de Lecco; mais l'infériorité numérique, et surtout la dissémination de nos forces, ne nous permettaient qu'une défaite honorable. La division Serrurier, déjà si maltraitée sur l'Adige, fut coupée et forcée de se rendre; et Moreau, après une lutte digne de sa haute réputa-

tion, dut céder à la fortune, et ramener derrière le Tésin les débris de l'armée, réduite à vingt mille hommes. Cette journée ouvrit à Suwarow les portes de Milan. C'était un début brillant pour le général russe ; mais, à vrai dire, il n'avait fait encore que recueillir les résultats des premiers avantages obtenus par Kray sur l'Adige.

« Dès l'ouverture de la campagne, dit un contemporain, témoin oculaire des événements, nous en avions trop bien pressenti l'issue. Je connaissais les préventions du soldat contre Schérer, j'avais entendu même plusieurs généraux se livrer contre lui à des sorties plus ou moins méritées. A la nouvelle du premier mouvement rétrograde, nous jugeâmes que notre retraite serait bientôt inévitable. On fit, selon l'usage, tous les efforts nécessaires pour tranquilliser l'opinion. On atténua les revers, on grossit les plus petits succès ; mais l'ambassadeur Rivaud invita le directoire cisalpin à rassembler de grands moyens de transport, sous prétexte du service des subsistances militaires, mais en réalité pour aider les membres du corps législatif et les autres citoyens qui voudraient se retirer avec nous.

« Les membres de ce directoire étaient MM. Marescalchi, Sopransi, Luosi, Franchi, et Adelasio. Les

quatre premiers étaient des hommes estimables, mais nullement à la hauteur des circonstances. Nous parlerons tout à l'heure du cinquième. La précaution qui leur avait été recommandée ne fut pas prise, et ce fut une faute très-grave. Des représentants et une foule d'autres ne purent se procurer ni chevaux ni voitures au moment fatal, et se virent condamnés à rester sous le coup des vengeances de l'Autriche, ou à errer en vagabonds sur la route de France. Les directeurs en rejetèrent la faute sur une commission nommée pour concerter avec eux ces dispositions de départ. Ils prétendirent que les membres de cette commission avaient tout entravé, et *que pas un seul n'avait bougé de chez lui à l'arrivée des alliés*. Cette trahison n'excusait nullement la faiblesse déplorable des chefs du gouvernement, qui, dans une pareille crise, ne savaient rien faire par eux-mêmes.

« Le 7 floréal, Schérer se rendit à Milan... On ne savait pas que, dans ce moment-là même, l'action était engagée sur plusieurs points de l'Adda. On apprit dans la nuit que l'armée se retirait précipitamment, et qu'il fallait quitter Milan.

« M. Rivaud en fut informé à cinq heures du matin; il en instruisit le directoire. Deux heures après,

les directeurs étaient partis, sans prendre aucune mesure, sans se concerter même avec l'ambassadeur ! Ils ne songèrent qu'à leur salut personnel, et se contentèrent d'écrire aux conseils qu'il était temps de se mettre en sûreté!! Tel fut le dernier acte de ce gouvernement, dont la faiblesse mériterait peut-être un autre nom.

« Les alliés n'étant plus qu'à une journée de marche de Milan, l'ambassade française achevait précipitamment ses préparatifs de départ. Il fut convenu que nous profiterions de l'escorte de Schérer, et que nous voyagerions avec lui. Le 27 avril, les membres du directoire, qui partaient également avec nous, étaient déjà réunis à l'ambassade. Je me rendis chez le général, pour lui dire que nous n'attendions plus que son signal. Notre départ étant encore retardé de quelques heures, j'en profitai pour aller renouveler mes adieux dans une des maisons les plus distinguées de Milan, l'une de celles où nous avions été le mieux accueillis. Je demande pardon ici de la futilité des détails; mais tout ce qui peint les mœurs a toujours un degré quelconque d'intérêt, et le petit trait que je vais citer est de ce genre. Veut-on savoir de quels soins la maîtresse de cette maison était occupée? Elle se composait à

la hâte une autre toilette, conforme au goût des nouveaux vainqueurs qui allaient nous remplacer. Naguère, esclave de nos modes, elle avait sacrifié les plus beaux cheveux pour se faire coiffer à la Titus. Auprès d'elle était sa femme de chambre, armée, non plus d'huile antique, mais d'une boîte à poudre et de mèches artificielles de cheveux, pour rebâtir sur sa tête un de ces édifices galants que notre révolution avait renversés comme tant d'autres, mais qui redevenaient de rigueur à l'arrivée des Russes et des Autrichiens. Je cite sans trop d'amertume ce trait caractéristique de souplesse et de frivolité italiennes. Sans doute la même métamorphose se reproduisait en même temps dans la plupart des grandes maisons de la ville; et, après tout, mettre de l'affectation à conserver nos modes en présence des Cosaques de Suwarow eût été une imprudence gratuite, dont les suites pouvaient devenir fort désagréables. Seulement on pouvait remarquer la diligence de la dame, car pour elle il n'y avait pas eu de temps perdu.

« Peu de jours auparavant, l'âme navrée de nos revers, j'avais encore été au spectacle, parce que c'est, comme on sait, en Italie, et surtout à Milan, l'occasion de rencontrer la meilleure société. Je de-

mandai à une jolie dame, femme d'un fonctionnaire public, si elle partirait avec nous : « Pourquoi donc, me dit-elle ? De quoi aurais-je peur ? *Auriez-vous peur, vous, d'une armée de femmes* (1) ? » Je fus quelque peu abasourdi de cette franchise ; mais malheureusement j'ai vu, quinze ans après, des Parisiennes prendre aussi lestement leur parti que les Milanaises (2).

VII.

« L'ambassade française quitta Milan le 27 avril. Le directoire cisalpin, un grand nombre de membres des conseils, et beaucoup d'autres citoyens, partirent avec elle. » Les passions politiques, réveillées par l'apparition des Français en Italie, survivaient à nos revers, et suivaient jusque dans leur exil ces républicains d'un jour, fugitifs sans avoir combattu. « Nous fîmes une petite halte à Novarre, dit encore M. Bignon. Là, en nous réunissant, nous nous aperçûmes qu'il manquait une des voitures de notre petit convoi, celle du directeur Adelasio. A

(1) *Avrebbe lei paura, se fossero battaglioni di donne ?*

(2) Notes et souvenirs de M. Bignon (manuscrits). M. Bignon avait quitté la légation de Suisse pour celle de Milan, depuis le mois d'octobre 1798.

très-peu de distance de Novarre, il avait fait volte-face vers Milan. Il alla dénoncer aux Autrichiens le dépôt des archives et d'une partie des fonds du gouvernement cisalpin, et trouva grâce devant eux pour prix de cette lâcheté. Quand les Français reparurent vainqueurs l'année suivante, Adelasio se jeta dans un cloître, soit par frayeur, soit par repentir. Le général Lahoz suivit l'exemple peu honorable d'Adelasio. Cet officier était, ainsi que le général Pino, un des chefs du parti des unitaires. Le général français Montrichard, trouvant leur conduite suspecte, les avait destitués. Le soupçon était juste à l'égard de Lahoz. Il se livra aux Autrichiens, se fit chef d'insurrection, et mourut en nous combattant. Pino, en homme d'honneur, alla rejoindre le général Monnier dans Ancône, et lui offrit ses services, qui furent acceptés. La conduite de ces deux hommes peint les deux fractions du parti des unitaires. Lahoz prétendait qu'en se liant avec l'Autriche il ne faisait que combattre pour l'indépendance de l'Italie; que, s'il s'était séparé des Français, c'était par la conviction qu'ils ne voulaient pas cette indépendance; et qu'il se réservait de combattre encore une fois l'Autriche, si elle revenait à son ancien système d'oppression. Le patriotisme ainsi compris

ressemble fort, il faut l'avouer, à un esprit de trahison systématique. Le gouvernement français était dans la ligne de ses devoirs et même de la justice, lorsqu'il se mettait en garde contre des unitaires d'une telle trempe; mais il nuisait à sa propre cause en persécutant des unitaires tel que Pino, surtout au moment d'une invasion (1).

« Je me dirigeais sur Chambéry, où l'ambassadeur Rivaud, qui me devançait, m'avait donné rendez-vous. Nous traversâmes, non sans inquiétude, un pays où la nouvelle de nos revers avait déjà fait éclater quelques insurrections, et nous nous trouvâmes à la Novalaise au milieu d'une effroyable confusion. Sur les traces de nos armées victorieuses, les Français s'étaient répandus partout en Italie, depuis le Piémont jusqu'à Naples, et de partout il fallait fuir. C'était toute une émigration qui se pressait au pied du mont Cenis; c'était une confusion, une déroute immense. Je me suis toujours demandé, surtout depuis que j'ai vu les longues excursions que hasardent les Cosaques, comment quelques escadrons de ces troupes, qui déjà nous

(1) Pino, brave et habile tacticien, fut amplement dédommagé, par Napoléon, des rigueurs du gouvernement directorial.

suivaient de près, ne s'étaient pas lancés à travers champs pour venir se jeter sur une proie si facile...

« Un cruel rapprochement se présente malgré moi à ma pensée. Au début de ma carrière, entraîné dans les revers de nos armées, je parcourais ainsi en fugitif la Lombardie et le Piémont. Treize ans plus tard, après avoir vu l'Europe entière aux pieds de la France et du grand homme auquel elle s'était donnée, après avoir habité, plus en maître qu'en étranger, presque toutes les grandes cités allemandes et slaves, une nouvelle et plus terrible tempête me rejettera pour toujours en France, à travers les flots d'une population soulevée contre nous. Double châtiment, mérité à ces deux époques par l'abus de la victoire!

« Chambéry fut, pour le moment, le terme de mon voyage. Parmi les Cisalpins réfugiés avec nous, se trouvaient des hommes d'un mérite réel. Ceux que je voyais le plus habituellement étaient les directeurs Marescalchi, Luosi, et le célèbre poëte Monti, que ses fonctions de secrétaire du directoire cisalpin avaient entraîné dans notre fuite. Malgré la versatilité politique bien connue du poëte, qui avait tour à tour célébré l'assassinat de Basseville et les bienfaits de la liberté révolutionnaire, il n'en exer-

çait pas moins une véritable fascination sur des âmes jeunes et enthousiastes comme j'étais alors. Que de fois m'a-t-il répété, avec une émotion profonde et communicative, ce fameux sonnet si bien adapté à notre position du moment, où Pétrarque, lugubre prophète, peint l'Italie comme dévouée à d'éternels désastres, et condamnée à ne trouver, dans la victoire comme dans les revers, que la misère et l'esclavage (1) !

« Pour comble d'infortune, les Italiens, suivant la fidèle et déplorable habitude des réfugiés politiques, formaient encore deux partis, même en France. M. Botta, dont nous devons croire les renseignements exacts, nous apprend que ceux qui s'étaient enrichis dans les derniers troubles refusaient impitoyablement les moindres secours à leurs compagnons d'exil malheureux. Ils s'accusaient réciproquement des malheurs de leur pays ; mais, comme dans cet intervalle l'esprit du gouvernement français avait changé par suite du renouvellement de plusieurs des membres du Directoire, le parti des

(1) Hélas ! les années s'écoulent, les révolutions s'accumulent, et aucune n'a démenti la triste prophétie. La même fatalité pèse sur ce beau pays, où de longues années de servitude ne cessent d'alterner avec quelques jours d'orageuse liberté !

unitaires se trouvait en faveur. Au reste, tous ces réfugiés furent accueillis, sans distinction d'opinion, avec l'intérêt dû au malheur. Indépendamment des secours du gouvernement, ils trouvèrent l'hospitalité la plus généreuse dans les départements du Mont-Blanc, de l'Isère, et du Rhône. »

C'est à son retour d'Italie que M. Bignon publia son mémoire sur *le système suivi par le Directoire à l'égard de la république cisalpine*. Cet écrit, à part quelques exagérations de forme, quelques déclamations qui tiennent à l'esprit du temps, expose les faits avec beaucoup de lucidité et d'impartialité, et fait la part de chacun dans cette catastrophe, aussi équitablement qu'on pouvait le faire alors en France. Nous avons emprunté précédemment à ce mémoire des renseignements précieux sur l'état de l'Italie pendant notre première occupation.

« On a dû saisir dans cet exposé, disait M. Bignon en finissant, les diverses causes qui, séparées ou réunies, ont contribué à affaiblir la république cisalpine, et ont rendu son envahissement plus facile. Ces causes sont tout à la fois dans la fausse politique du Directoire, dans les abus d'autorité de ses agents tant civils que militaires, dans les écarts difficiles à réprimer des Français de tout

emploi, de tout grade, qui ont inondé l'Italie.

« On a vu que le plan d'*unité italienne*, dont s'effrayait le Directoire exécutif, n'était pas idéal et chimérique. Le Directoire ne se trompait pas sur son existence; il ne se trompait que sur les suites qu'il croyait en devoir craindre. L'intention de comprimer toute tendance vers ce but avait aussi entraîné la compression de tout sentiment de liberté, et la peur de l'exagération avait presque étouffé le patriotisme même. Les mesures prises contre les Français ou Italiens qu'on supposait partisans de ce système, avaient semé dans les cœurs des ressentiments qui avaient amorti l'esprit public, et qui par conséquent ont enlevé aux Français les ressources que l'esprit public, autrement dirigé, eût pu leur fournir pour prévenir l'invasion ennemie ou pour la repousser.

« Sans doute le Directoire actuel, instruit par les erreurs de celui qui l'a précédé, et surtout par les malheurs aussi étonnants qu'affreux qui en ont été la suite, saura substituer, à un système d'attiédissement et de mort, un système de mouvement et de vigueur qui ne créera point des États pour ne leur donner qu'un souffle d'existence, mais qui, mettant sa propre force dans celle de ses alliés, travaillera

pour la France en travaillant à leur grandeur, les rendra respectables aux yeux des nations étrangères, et respectera surtout lui-même leurs droits, leur indépendance, leur souveraineté. »

Bien que M. Bignon semble avoir pris trop au sérieux le régime transitoire et bâtard auquel la France était alors assujettie, on ne saurait méconnaître dans cette conclusion un véritable et sage patriotisme, et une modération d'idées et de sentiments bien rare à cette époque. M. Bignon méritait l'honneur qu'il a obtenu depuis, de servir la France mieux gouvernée. Toutefois, sans vouloir insulter au malheur persévérant de ces peuples d'Italie que nous plaignons autant que personne, nous ne pouvons nous empêcher d'observer qu'en 1799 on pouvait raisonnablement présumer, beaucoup plus qu'aujourd'hui, des forces révolutionnaires de ce beau pays (1).

(1) Sous le règne de Napoléon, la Lombardie, devenue tout à fait française, résista deux fois à l'invasion autrichienne; mais Napoléon, dignement secondé par Eugène et Grenier, avait pu organiser administrativement et militairement le pays. Le Directoire n'avait eu ni le temps ni la sagesse nécessaires. Pendant qu'on frappait des coups d'État à Milan, aucune mesure utile n'avait été prise. On n'avait pu faire de soldats italiens; les campagnes demeuraient hostiles à la cause des Français,

VIII.

L'ordre des événements nous rappelle maintenant en Allemagne, dans le voisinage du Rhin, sur les bords de la Murg. Cette petite rivière, formée par les cascades de la forêt Noire, s'élance, avec une folle et rieuse impétuosité, des hauteurs couronnées de sapins qui bornent de ce côté la vallée du Rhin. A travers les fertiles campagnes du grand-duché de Bade, elle court vers le grand fleuve, vivifiant sur son passage de nombreuses usines, auxquelles ses ondes claires et rapides charrient incessamment les grands arbres de la forêt. Les touristes nombreux qui visitent chaque été les sites ravissants de Baden-Baden, Eberstein, Gernsbach, la Favorite, ne

toujours traités d'ennemis de Dieu et de la Madone, etc.

En 1848, les Italiens ont combattu avec leurs seules forces, et on sait ce qui en est advenu. Ce prompt retour de la démagogie à la servitude était aisé à prévoir dès le premier jour. Il faut que les utopistes en prennent leur parti : sans l'appui de la France, l'Italie ne peut rien pour l'amélioration de sa destinée, et cet appui qu'elle a rejeté dans d'autres temps pourrait bien lui manquer plus tard. Si les habitants des provinces autrichiennes ont encore à subir de longues années d'un assujettissement qui ne cessera pas sans doute de leur être odieux, puisse du moins la Providence inspirer quelques idées de modération et de justice à leurs dominateurs !

songent guère à l'horrible attentat qui donna aux rives de la Murg une première et lugubre célébrité.

C'est là que, dans une nuit à jamais fatale, furent assassinés les plénipotentiaires français expulsés de Rastadt. L'événement n'est que trop connu. Deux d'entre eux périrent, Bonnier et Roberjot; Jean de Bry, laissé pour mort comme ses collègues, reparut le lendemain, tout couvert de blessures. Les assassins n'étaient pas, hélas! de ces traînards, bandits par occasion, l'opprobre de toutes les armées, mais bien des soldats réguliers, obéissant à des ordres supérieurs, à une consigne qu'ils outrèrent exécrablement, il est vrai, mais qui, telle qu'elle fut donnée par le ministre d'une grande puissance, constituait déjà une violation flagrante du droit des gens. Expliquons-nous.

Il existe sur ce meurtre un document d'une authenticité irrécusable, le procès-verbal des onze plénipotentiaires qui se trouvaient encore à Rastadt dans ce moment. Nous suivrons pas à pas ce procès-verbal, en y ajoutant des renseignements inédits, qui l'éclaircissent et le complètent (1).

Au moment de la reprise des hostilités, Jourdan

(1) Ce procès-verbal a été imprimé dans l'ouvrage de Toulongeon, t. VII, p. 169 et suiv.

avait déclaré Rastadt ville neutre. Malgré la rupture avec l'Autriche, ou plutôt à cause même de cette rupture, la prolongation des conférences entre les négociateurs français et ceux des États d'Allemagne ne pouvait qu'être avantageuse au Directoire. Par la même raison, l'Autriche dut rompre ces conférences aussitôt que ses progrès militaires le lui permirent.

Le ministre autrichien, M. de Lehrbach, avait quitté Rastadt le 23 avril. Mais il s'était arrêté à Munich, au lieu de retourner à Vienne; nous dirons bientôt pourquoi.

Après la bataille de Stokach et la retraite de l'armée française, la position de nos plénipotentiaires devenait chaque jour plus difficile dans ce pays, envahi par un ennemi fier de succès qu'il exagérait encore. Ils entretenaient à cette époque une correspondance suivie avec le général Ernouf, chef d'état-major et successeur de Jourdan, qui les instruisait du véritable état des choses. Voici leur dernière lettre, écrite moins de huit jours avant l'assassinat :

« **Rastadt, le 30 germinal an VII.**

« *Les ministres plénipotentiaires de la république française au congrès de Rastadt, au citoyen Ernouf, général de division, chef de l'état-major général.*

« Citoyen général, nous avons reçu hier au soir, par notre courrier de Strasbourg, la lettre que vous avez bien voulu nous écrire le 26 de ce mois. Nous vous remercions des détails qu'elle renferme ; elle nous rassure sur la frontière de l'Helvétie, et détruit la nouvelle que l'on avait répandue que les Autrichiens étaient maîtres de Schafhouse, et s'avançaient de ce côté dans l'Helvétie. Nous vous serons très-sincèrement obligés de nous tenir au courant des événements ; nous avons besoin d'être instruits de la vérité des faits, d'autant plus que là où nous sommes on répand souvent de fausses nouvelles.

« Salut et fraternité.

« BONNIER, ROBERJOT, JEAN DEBRY. »

Nous avons sous les yeux l'original de cette lettre, écrite entièrement de la main de l'infortuné Roberjot, dont huit jours plus tard il restait à peine un cadavre.

Arrivons au récit du fatal événement.

IX.

Le 29 avril, les ministres français reçoivent l'ordre de quitter Rastadt dans les vingt-quatre heures. C'est le colonel des hussards de Szeckler qui leur donne cet ordre. Quand ils veulent sortir, le passage leur est fermé un moment par un poste de ces mêmes hussards. Grâce à l'intervention du ministre de Mayence, la difficulté est levée; mais, dans la crainte d'en rencontrer de nouvelles, nos ministres demandent une escorte. Le capitaine qui commande le poste la leur refuse, et leur assure qu'*ils ne trouveront aucun obstacle sur la route.* Ils s'éloignent... Un quart d'heure après, la nouvelle fatale arrive, apportée par un témoin oculaire, le ministre de Gênes Boccardi, qui a pu s'échapper. Les autres plénipotentiaires, qui n'ont pas encore quitté la ville, courent chez l'officier autrichien. Ils ne peuvent l'aborder qu'avec une difficulté extrême; et quand il paraît enfin, son attitude est embarrassée, ses réponses confuses. « Il a déjà, dit-il, envoyé un officier et deux hussards. C'est un *déplorable malentendu.* Sans contredit, les patrouilles rôdaient pendant la nuit; un pareil malheur pouvait arriver. »

L'envoyé de Danemark insiste avec quelque vivacité : « Voulez-vous, par hasard, dit brusquement l'officier autrichien, faire ici une enquête contre nous ? » Cependant quelques domestiques fugitifs arrivent, et confirment ce qu'avait déjà dit le ministre de Gênes; les trois ministres français ont été assassinés par des gens portant l'uniforme autrichien. Enfin l'officier se décide à envoyer sur le théâtre du meurtre un major badois, avec deux hussards de Bade et six hussards autrichiens. Cet officier voit les cadavres de Roberjot et de Bonnier hachés de coups de sabre. Les voitures avaient été dételées et abandonnées. Il y retrouve, à demi mortes d'effroi et de douleur, la femme de Roberjot, qui avait vu égorger son mari sous ses yeux, la femme et les filles de Jean Debry, qui l'avaient vu rouler de son côté, frappé de plusieurs coups, dans le fossé de la route, mais qui ne l'avaient pas vu se relever à demi, et se glisser dans le bois, où il resta caché toute la nuit.

On sut tous les détails du meurtre de Roberjot par son valet de chambre. La nuit était sombre et pluvieuse. Des hussards brisèrent les glaces des portières, et demandèrent : *Ministre Roberjot !* Celui-ci répondit en français : *Oui !* et tendit son passe-

port, qui fut déchiré. Les assassins arrachèrent le malheureux ministre de la voiture, lui portèrent plusieurs coups, et l'avaient déjà laissé pour mort; mais ils revinrent sur lui à un mouvement qu'il fit comme pour se relever, et l'achevèrent sous les yeux de sa femme, qui tenta vainement de le couvrir de son corps. Bonnier fut également déchiqueté à coups de sabre; car les meurtriers, évidemment ivres, frappaient à coups redoublés dans l'ombre, et presque au hasard. La lueur vacillante d'une torche éclairait à peine cette horrible scène.

Quand le major badois Harrant ordonna aux hussards de son escorte de l'aider à ramener les voitures à la ville, ils refusèrent d'abord de s'y prêter, soutenant que c'était *leur butin*. Il fallut de violentes menaces pour les forcer à obéir; mais il ne put se faire aider par eux pour retrouver le corps de Jean Debry. Ce ne fut que le lendemain matin, après avoir reconduit les voitures à Rastadt, qu'il obtint une nouvelle escorte pour faire cette recherche; et, peu de moments après son départ, Jean Debry rentrait dans la ville.

Nous ne pouvons passer ici sous silence un fait atroce, mentionné dans le procès-verbal des plénipotentiaires. Pendant cette nouvelle recherche, le

major s'adressa au bailli d'un village voisin pour lui donner des renseignements. Ce bailli lui apprit que déjà des hussards autrichiens étaient venus s'informer d'un Français blessé et fuyant, *dont la découverte leur importait infiniment* ; qu'ils avaient bien recommandé, si l'on venait à le retrouver, de bien se donner de garde de le conduire à Rastadt, mais de le faire passer en dehors de la ville, et de le leur amener à Muckensturm par un chemin qu'ils désignèrent ; ou bien encore de le garder soigneusement, et de les prévenir. Voulaient-ils donc l'achever, et faire perdre ainsi toute trace des meurtriers ? Une pareille combinaison eût été plus infâme encore que le premier assassinat !

Tout en écoutant d'un air sombre les doléances des plénipotentiaires sur cet abominable attentat, l'officier autrichien laissa encore échapper quelques expressions trop significatives : « C'était un malheur ; mais à qui la faute ? On ne l'avait pas commandé. Après tout, on nous a tué aussi des généraux. »

Les voitures avaient été pillées en partie ; *les papiers de la légation française avaient disparu*. L'archiduc Charles parut vivement affligé de cet événement ; il ordonna une enquête, dont les résultats

furent tenus secrets. Malgré les soupçons trop légitimes qui s'élevaient contre l'Autriche, le mystère qui couvrait cette œuvre de ténèbres ne devait pas se dissiper de longtemps. Peu de crimes ont été plus diversement exploités par les passions politiques. Les uns l'ont attribué à des émigrés français, les autres à des assassins soudoyés par le Directoire lui-même, qui aurait eu besoin d'une pareille atrocité pour stimuler le zèle de la défense nationale ! Ces deux suppositions sont également odieuses et absurdes. Une version beaucoup moins invraisemblable s'abstenait de faire remonter jusqu'à l'archiduc Charles la moindre part de responsabilité d'un crime commis pourtant par quelques-uns de ses soldats, et dans un intérêt purement autrichien. On ne voulait y voir que l'œuvre de quelque agent secondaire, qui, excité par un zèle infâme, aurait conçu et exécuté cet attentat de son propre mouvement, en se disant qu'on ne serait peut-être pas fâché d'en recueillir le fruit. Malheureusement il y avait eu *plus que cela*, et l'agent secondaire n'avait agi qu'en vertu d'un ordre supérieur.

X.

Le duc de Bassano est le premier Français qui ait su toute la vérité sur l'affaire de Rastadt. Voici ce que lui raconta, sept ans après, M. de Gravenreuth, alors commissaire bavarois au quartier général de l'empereur Napoléon en Prusse. M. de Gravenreuth se trouvait, dans les derniers jours d'avril 1799, dans une auberge de Munich, et y occupait un appartement d'où il entendait tout ce qui se disait chez le ministre autrichien, M. de Lehrbach, qui, comme nous l'avons dit précédemment, s'était arrêté à Munich en venant de Rastadt.

« Les premiers jours, M. de Lehrbach manifestait de vives inquiétudes de ne recevoir aucunes nouvelles. Néanmoins il espérait toujours QUE L'ARCHIDUC N'AVAIT PAS CHANGÉ. » Puis les *nouvelles* arrivèrent, et le Bavarois comprit, en frémissant, le mystère de cette odieuse attente.

Hâtons-nous toutefois de justifier, en partie du moins, l'archiduc, et même le ministre autrichien.

« On ne voulait pas assassiner les plénipotentiaires français. Le premier ministre de l'Empereur, M. de Thugut, avait *seulement* envoyé l'ordre de

faire enlever les papiers de la légation. Son but était de connaître les relations des Français avec les princes allemands. L'archiduc Charles s'était d'abord refusé à prêter la main *même à de simples voies de fait* contre les ministres français pour leur arracher leurs papiers; *mais il s'y était décidé sur la présentation de l'ordre de M. de Thugut, que lui avait montré le plénipotentiaire autrichien.*

« Quand M. de Lehrbach apprit enfin ce qui s'était passé, il se récria sur l'*extension* donnée à l'ordre de M. de Thugut. *On avait dû dire aux hussards de les* HOUSPILLER *seulement, non de les égorger*. Dans les accès de son étrange humanité, M. de Lehrbach paraissait fâché que Roberjot eût péri, et que Jean Debry eût échappé: « *Encore*, disait-il, *s'il n'y avait eu que Bonnier et Jean Debry, je m'en moquerais; mais Roberjot!!*

« M. de Gravenreuth ayant rendu compte immédiatement de ce qu'il avait entendu au premier ministre de Bavière (M. de Montgelas), en rédigea, d'après son ordre, une note détaillée, qui fut déposée aux archives bavaroises. »

Ces renseignements si tristes, mais si vrais, viennent directement du commissaire bavarois à M. de Bassano, et de celui-ci à M. Bignon, dont nous

avons reproduit textuellement les expressions (1). Pour achever de démontrer que c'est bien là l'explication véritable de ce mystère d'iniquité, il nous reste à signaler l'exacte concordance de ces renseignements, inédits jusqu'ici, avec le récit du général Jomini, que ses relations intimes avec de hauts personnages avaient mis à même de connaître parfaitement la vérité.

« Le cabinet de Vienne, dit Jomini, désirant connaître jusqu'à quel point les princes de l'Empire s'étaient avancés vis-à-vis du Directoire, chargea le comte de Lehrbach d'aviser aux moyens de se procurer leur correspondance avec les négociateurs républicains. Celui-ci n'en trouva pas de plus sûr que de faire enlever le caisson de la légation française au moment de la rupture du congrès, et fut autorisé par sa cour à requérir du prince Charles les troupes nécessaires à ce coup de main. L'archiduc le refusa d'abord, objectant que ses soldats ne devaient pas se mêler d'*affaires diplomatiques*; mais le comte de Lehrbach ayant exhibé *de nou-*

(1) Conversations avec le duc de Bassano (manuscrit). Déjà, dans le quatorzième volume de l'*Histoire de France sous Napoléon*, nous avons eu l'occasion de citer une de ces *conversations*, à propos du dernier retour de Napoléon à Paris.

veaux ordres, l'archiduc fut obligé de mettre à sa disposition un détachement des hussards de Szcec-kler. Le colonel de ce corps fut mis dans la confidence. L'officier chargé de l'*expédition* devait *seulement* enlever le caisson de la chancellerie, en extraire les papiers, et, *par occasion*, *administrer quelques coups de plat de sabre à Jean Debry et à Bonnier*, en punition de la hauteur qu'ils avaient mise dans leurs relations diplomatiques. Roberjot, ancien condisciple du ministre autrichien et lié d'amitié avec lui, avait été nominativement excepté de cette mesure...

« A peine étaient-ils sortis de Rastadt, que les hussards, à l'affût de leur proie, enveloppèrent les voitures; *mais, oubliant leur consigne, ces soldats, ivres pour la plupart, frappèrent les envoyés, sans distinction de personnes, du tranchant de leurs sabres* (1). »

Cette relation, comme on voit, corrobore et complète la déposition de M. de Gravenreuth, et l'histoire est fixée désormais sur ce lugubre épisode de la dernière année du dix-huitième siècle. Vienne, qui, au mépris de toutes les lois, avait fait gémir

(1) Jomini, *Vie de Napoléon*, I, 342.

dans ses cachots Maret et Sémonville, Beurnonville et la Fayette, Vienne avait déjà contre elle, plus que Paris, la fatalité des présomptions et des apparences. Cette fois, pour châtiment d'une violation non moins flagrante du droit des gens, d'un acte d'odieuse déloyauté tramé dans l'ombre, la Providence inflige à cette cour la responsabilité d'un crime plus odieux encore. Oui, nous l'affirmons, aux yeux de tout homme honnête, c'est aux auteurs des premiers ordres qu'incombe la responsabilité de tout ce qu'ont fait leurs complices subalternes, de cette combinaison de vol *diplomatique,* qui tourne à l'assassinat; de ces ministres inviolables qu'on devait seulement *houspiller,* et qu'on massacre! En flétrissant comme elle le mérite l'odieuse politique qui descendit à de telles bassesses et aboutit à un tel crime, nous regrettons profondément que l'archiduc Charles n'ait pas persisté dans une répugnance qui l'honorait. En s'exagérant les devoirs de l'obéissance passive, en prêtant ses soldats pour une œuvre violente et inique, il est devenu fatalement le complice d'un crime dont le souvenir a dû peser sur toute sa vie.

La politique s'empara de cet événement en France pour ranimer l'enthousiasme guerrier pres-

que éteint. Si l'on n'avait pas d'autres torts à reprocher au Directoire que celui d'avoir exploité une indignation si légitime, sa justification ne serait pas difficile. L'armée surtout en frémit de rage, et jura l'extermination des hussards de Szceckler. Bientôt l'archiduc fut forcé de les éloigner du théâtre de la guerre, où nos soldats ne leur faisaient pas de quartier, et encore sans qu'il eût le droit de s'en plaindre!

Mais c'est trop nous arrêter sur un fait qui semble emprunté aux annales des siècles de barbarie. Retournons sur un terrain où du moins le guerrier attaque en face le guerrier; où ceux qui succombent ont pu se défendre.

XI.

Nous avons laissé Moreau quittant la ligne de l'Adda pour celle du Tésin. On a dit que la direction de cette retraite fut une faute capitale qui décida de la perte de l'Italie; qu'en se jetant sur la rive droite du Pô par le pont de Plaisance, il aurait pu opérer plus avantageusement sa jonction avec Macdonald. Cette opinion est au moins sévère, et dictée peut-être par le ressentiment des torts ultérieurs de

Moreau. Avec des troupes affaiblies et démoralisées par un commencement de campagne si désastreux, en présence d'un ennemi formidable soutenu par des populations insurgées, peut-être Moreau ne pouvait-il pas agir autrement qu'il n'a fait, en couvrant Gênes et les passages de l'Apennin, dont la conservation était indispensable pour recueillir Macdonald. Celui-ci, rappelé beaucoup trop tard du royaume de Naples, où le fragile édifice de la république parthénopéenne allait s'écrouler derrière lui, avait quitté le 7 mai son camp de Caserte, laissant des garnisons dans les forts de Naples, à Capoue, à Gaëte : autant de soldats perdus pour la France ! Macdonald le savait, mais il obéissait en gémissant à des ordres formels. Nous ne l'accompagnerons pas dans sa marche à travers les populations insurgées. Se retirer en bon ordre et sans grande perte, c'était vaincre. Une retraite a toujours été dans ces pays plus difficile qu'une victoire. Moins vantée que la fameuse retraite du *val d'Enfer*, celle de Macdonald lui fit le plus grand honneur aux yeux des juges compétents en fait d'art militaire. La politique insensée du gouvernement français avait prodigué en pure perte les valeureux efforts de cette armée. Tout ce que pouvaient faire ses

chefs, dominés par une irrésistible fatalité, c'était de conserver une partie de ces braves pour défendre au moins l'ancien territoire français.

Moreau disputait encore la Sardaigne à Suwarow; mais, malgré tout son sang-froid et son habileté, il ne pouvait tenir tête longtemps, avec une armée réduite à moins de vingt mille hommes, à l'invasion d'un ennemi bien supérieur en forces, et soutenu par tout un peuple en armes. Le 27 mai, Suwarow faisait son entrée à Turin, et y était reçu en libérateur; tandis que Moreau, harcelé de toutes parts, n'avait pas trop de toutes les forces qui lui restaient pour garder Gênes et les communications avec la France.

Cependant Macdonald était arrivé en Toscane, et on prétend qu'il y eut alors un moment où, grâce à la dissémination imprudente de l'armée victorieuse, le sort de l'Italie pouvait dépendre encore de la jonction des deux généraux français. Les circonstances qui firent manquer cette réunion, et amenèrent le nouveau désastre de la Trebbia, ont été l'objet d'une controverse encore mal éclaircie de nos jours, et dont nous ne pouvons donner ici qu'une idée bien imparfaite. Les partisans de Macdonald ont dit qu'à peine arrivé à Florence, il avait proposé à Moreau

de se jeter tous deux sur la ligne d'opérations de Suwarow, entre les deux grands corps de l'armée alliée, dont l'un était dans le Mantouan, l'autre en Piémont, et qu'on pouvait ainsi atteindre et accabler successivement. Moreau, dit-on, fut frappé des chances heureuses que ce plan présentait, et fit quelques dispositions pour y coopérer; puis, dominé par l'excessive circonspection de son caractère, au lieu de se jeter avec toutes ses forces dans la brèche ouverte où l'appelait Macdonald, il se contenta d'envoyer dans cette direction un détachement peu considérable, et ne se décida à tenter une diversion d'un autre côté, contre le corps de Bellegarde, que quand il n'était plus temps; Suwarow ayant déjà pu réunir des forces suffisantes pour accabler Macdonald. De leur côté, les partisans de Moreau ont reproché à Macdonald d'avoir compromis lui-même, par la lenteur de sa marche en Toscane, le succès de la jonction. Ils font remarquer combien il importait, avant tout, de ne pas compromettre les communications avec la France, et affirment que la diversion opérée enfin par Moreau le 18 juin n'avait pu être opérée plus tôt, et aurait eu même de grands résultats sans les fautes de Macdonald, et le désastre qui en fut la conséquence.

Macdonald, renforcé de la division Victor qui l'avait rejoint en Toscane, obtint d'abord quelques succès sur les corps de Klenau et de Hohenzollern; mais déjà Suwarow s'avançait à grands pas, et concentrait ses forces. Le 17, l'avant-garde française attaqua vivement le corps autrichien de Ott sur le Tidone; repoussée par des forces supérieures, elle est rejetée sur la Trebbia. Le lendemain, Suwarow attaque brusquement à son tour, voulant empêcher l'armée française de se réunir et de se reconnaître. Une lutte acharnée et sans résultat se prolonge à notre gauche pendant cette seconde journée. Le troisième jour enfin, la bataille recommence plus terrible entre les deux armées. L'armée française passe la Trebbia sur plusieurs points, fait des efforts inutiles, mais héroïques, pour déborder l'ennemi. L'affaire est décidée par l'intervention inopinée des réserves autrichiennes, qui donnent à Suwarow une supériorité irrésistible. Nos soldats fatigués plient sous l'effort de ces troupes fraîches, et sont encore une fois rejetés sur la Trebbia. La perte était à peu près égale des deux côtés; mais Macdonald avait la moitié de son monde tué, ou hors de combat. Sa retraite, nécessaire et précipitée, fut protégée par la fatigue et l'épuisement des troupes de Suwarow, et

par un succès important que Moreau venait d'obtenir contre Bellegarde.

Macdonald avait montré dans cette journée sa valeur ordinaire; mais ses dispositions ont été sévèrement critiquées par les écrivains militaires les plus compétents. On lui a reproché d'avoir laissé d'abord un trop grand intervalle de marche entre le gros de ses forces et son avant-garde, qui eut deux jours de suite à soutenir le choc de toute l'armée ennemie. Dans la journée décisive du 19, on l'a blâmé encore d'avoir persisté à combattre sans avoir aucun renseignement sur la marche de Moreau; puis d'avoir donné une extension démesurée à son front de bataille, pour déborder à la fois l'ennemi par les deux ailes, tandis que tous ses efforts auraient dû se porter vers sa gauche, par où la jonction aurait pu s'opérer. Il est juste, toutefois, de faire également la part des circonstances difficiles dans lesquelles Macdonald était placé; et le blâme surtout d'avoir accepté la bataille nous paraît plus que contestable. Sa bravoure dans l'action, son sang-froid remarquable dans la retraite, furent dignes des plus grands éloges; et dans cette moderne bataille de la Trebbia, s'il y eut un Annibal dans les rangs ennemis, il n'y eut pas du moins un Sempronius dans les nôtres.

Au reste, si Macdonald a été vivement critiqué pour s'être laissé vaincre, Suwarow n'a guère été plus ménagé pour n'avoir pas su profiter de sa victoire, soit en accablant tout à fait Macdonald, soit en se rejetant sur Moreau pour le chasser de l'Italie. La plus grande partie des reproches encourus par les deux généraux doit être reportée au Directoire et au gouvernement autrichien. Le Directoire, en rappelant trop tard Macdonald de l'Italie méridionale, en le forçant d'y laisser des garnisons, en conservant surtout à ses deux généraux une autorité égale et distincte, avait préparé, autant qu'il était en lui, le désastre de la Trebbia. Le conseil aulique, en prétendant régler, même au fort des hostilités, la coopération des troupes autrichiennes aux manœuvres du général en chef russe; en exigeant, par exemple, que des détachements nombreux fussent constamment occupés à l'investissement des citadelles; irrita, découragea Suwarow, et l'empêcha de recueillir les fruits de sa victoire. Il laissa ainsi le temps à Moreau de réorganiser l'armée française, qui, toujours héroïque et toujours malheureuse, allait essuyer, deux mois après, un nouvel échec plus déplorable encore.

En suivant le mouvement rétrograde de nos ar-

mées, nous avons oublié derrière nous les places dont les garnisons avaient capitulé. Il faut avoir le courage de sonder la plaie dans toute sa profondeur; il faut reconnaître que le gouvernement révolutionnaire français avait trouvé le moyen de reperdre l'Italie plus vite que ne l'avait conquise Bonaparte. Dès les mois d'avril et de mai, Brescia, Peschiera, Pizzighitone, les châteaux de Bergame, de Ferrare et de Milan, étaient tombés au pouvoir de l'ennemi. En juin il s'emparait de la citadelle de Turin; et, au moment même où notre armée s'ébranlait pour rentrer en campagne, deux places encore plus importantes, Alexandrie et Mantoue, capitulaient à leur tour. Plusieurs de ces garnisons succombèrent trop vite pour l'honneur de leurs chefs; tandis que d'autres postes moins importants, Urbin, Ravenne, Ançône, Bologne, s'honoraient par une héroïque résistance. Enfin Tortone et Coni, vivement pressées par l'ennemi, étaient réduites à la dernière extrémité au moment de la bataille de Novi.

XII.

Pendant que l'Italie nous échappait, la révolution du 30 prairial venait donner en France quelque

satisfaction à l'opinion publique indignée, et l'on se reprenait à espérer une sorte d'amélioration dans nos affaires intérieures et extérieures. Cette espérance fut promptement et cruellement déçue en Italie. Les mesures du nouveau Directoire portèrent le même caractère d'incohérence et de précipitation. Le simple bon sens prescrivait de maintenir comme général en chef et de renforcer Moreau, qui, s'il n'avait pas pu accomplir la tâche impossible de conserver l'Italie, avait su du moins conserver et réorganiser l'armée, et seul n'avait pas été vaincu. Le Directoire suivit d'autres conseils; il remplaça Moreau, jugé trop timide et trop circonspect pour frapper un coup d'éclat. Son successeur fut Joubert, jeune général, connu par ses opinions avancées, mais auquel une part glorieuse dans la journée de Rivoli avait concilié la faveur publique. Ce choix n'avait rien de blâmable en lui-même; mais en même temps le Directoire, persévérant dans le fatal système de multiplier les commandants en chef indépendants, créait une *armée des Alpes*, distincte de l'armée d'Italie, dont elle n'aurait dû former que la réserve. Le commandement de cette armée, destinée exclusivement à la défense du territoire, fut donné, à titre d'indemnité sans doute, à

Championnet, qui venait de sortir de prison, et ne devait pas longtemps survivre à sa captivité (1). Joubert, qui, au moment même de sa nomination, venait d'épouser mademoiselle de Montholon, se rendit à son poste assez promptement pour un nouveau marié, mais déjà trop tard pour prévenir la concentration de l'armée austro-russe, qui avait eu lieu aussitôt après la capitulation de Mantoue et d'Alexandrie. Joubert, qui avait débouché de l'Apennin sur Novi, allait se retirer en apprenant cette fatale nouvelle, quand il fut attaqué par Suwarow.

Nous n'entrerons pas dans le détail de cette déplorable journée, si bien racontée par un historien célèbre (2). Le général en chef français, frappé mortellement dès la première heure, fut remplacé par Moreau, qu'il avait eu la sagesse de retenir auprès de lui. La bataille fut longtemps et chaudement disputée : deux fois les colonnes russes, entraînées par Suwarow lui-même à l'attaque de la forte position de Novi, furent repoussées avec une perte énorme. Mais, vers deux heures, l'arrivée de la réserve autrichienne donna aux alliés une supériorité accablante.

(1) Voy. le chapitre précédent.
(2) Thiers, X, 382.

Une manœuvre habile, vigoureusement exécutée par Mélas, décida la fortune, longtemps indécise. L'armée française, prise en flanc et presque à dos, fut forcée de se retirer par des traverses où la retraite devint bientôt une déroute. Jusque-là c'était l'armée des alliés qui avait le plus souffert; mais, victorieuse à son tour, elle vengea cruellement ses pertes. Pérignon et Grouchy, chargés de couvrir la retraite, tombèrent au pouvoir de l'ennemi, avec quatre ou cinq mille hommes et la plus grande partie de notre artillerie.

La nuit mit enfin un terme au carnage. Novi est une des batailles modernes les plus meurtrières; il y périt le quart des combattants de part et d'autre. Les alliés eurent dix mille hommes tués, sept mille blessés, et deux ou trois mille égarés ou pris. Notre perte fut au moins aussi considérable. La jeunesse de Joubert, son récent mariage, sa mort glorieuse, désarmèrent l'opinion publique; on fêta sa mémoire comme s'il eût vaincu: on célébra ce qu'il aurait pu devenir, plutôt que ce qu'il avait été (1).

(1) Voici une lettre assez curieuse de Joubert, écrite bien peu de temps avant sa mort, au commencement de la campagne. On y retrouve toutes les illusions de cette époque, mais en même temps cette ardeur de gloire et d'aventures, cette joyeuse

Les débris de l'armée française, rejetés dans l'Apennin, avaient repris à peu près la position d'où Bonaparte était descendu sur l'Italie en 1796. Grâce à la politique insensée du gouvernement révo-

insouciance du péril, qui ont caractérisé en tout temps l'esprit français.

JOUBERT AU GÉNÉRAL ERNOUF.

Paris, 10 ventôse an VII.

Il paraît, mon cher général, que le bal n'est pas encore ouvert; les violons sans doute sont prêts, mais peut-être le parquet n'est-il pas balayé. Nous attendons avec bien de l'impatience que la scène s'ouvre, et puisqu'il faut en découdre, nous trouvons qu'on nous fait bien languir. Nous espérons que cette fois vous irez boire du vin de Tokai, et installer le département du Danube-Inférieur. Je ne crois pas les Russes si méchants qu'on les fait; d'ailleurs, pourront-ils s'accorder avec les Allemands? Je suis persuadé que l'entrée de ces barbares dans l'Empire entraînera la chute de la maison d'Autriche, et qu'avant la fin de la campagne vous verrez une débâcle comme celle de Naples.

Schérer est parti pour prendre le commandement de l'armée d'Italie, et le nouveau ministre est installé. On vient de recevoir des nouvelles d'Égypte. L'armée est bien en subsistance et en argent. Les revenus se portent à 22 millions, et sont bien payés; peu ou point de maladies, mais un manque absolu d'habillements, et impossibilité de les renouveler. Il n'existe pas dans tout ce pays-là, qui produit beaucoup de lin, un seul métier à faire de la toile. Je voudrais bien voir la figure du général T.....!

Adieu, mon cher général. Au milieu de vos travaux, donnez quelques pensées à l'amitié...

Salut amical. JOUBERT.

lutionnaire, grâce à ces malencontreuses combinaisons qui, au moment décisif, avaient disséminé nos soldats et morcelé les commandements, nous revenions comme par un cercle fatal au point d'où nous étions partis. Voilà ce que la révolution avait fait de ce sublime élan dont l'Europe avait tressailli, de la confiance des peuples, des richesses de la conquête, du sang français, plus précieux que l'or! L'anarchie directoriale, digne auxiliaire des Cosaques, avait combattu et vaincu pour eux les soldats de la France. L'Italie si glorieusement conquise, si vaillamment défendue, nous échappait sans regret; encore quelques pas, et l'ancien territoire français était envahi à son tour! Bonaparte seul pouvait nous rendre ses propres conquêtes, et effacer, par de nouveaux exploits, le souvenir de cette revanche si terrible et si complète, prise en son absence sur la France révolutionnaire.

LIVRE III.

NAPLES.

Rigueurs de l'occupation autrichienne en Piémont et en Lombardie. — Révolution de Naples. — Fautes du gouvernement républicain. — Guerre civile. — Départ de l'armée française. — Fin de la république parthénopéenne. — Capitulation violée. — Nelson et Caracciolo. — Condamnations. — Évacuation de Rome et de la Toscane par les troupes françaises. — Réflexions. — Derniers événements militaires en Italie.

I.

Dans cette campagne si désastreuse pour nos armes, nous n'avons parlé que de la grande guerre; nous avons omis les insurrections locales, l'extermination des détachements et des soldats isolés. Le Piémont surtout, tandis que Moreau et Suwarow se le disputaient encore, fut le théâtre de scènes de meurtre et de pillage qui rappelaient les plus sombres époques du moyen âge. Le concours des paysans insurgés contribua même puissamment à nous enlever la citadelle de Turin (1). Le Directoire

(1) 20 juin.

avait semé en quelque sorte à pleines mains la désaffection et la haine dans les sillons de la victoire : il recueillait sa fatale moisson.

Le général autrichien Mélas, tristement célèbre depuis par sa défaite à Marengo, avait fait une entrée triomphale à Milan le 28 avril. Suwarow lui-même s'y montra peu de temps après. Il parla, suivant son habitude, de légitimité, du Dieu crucifié, du retour prochain de Pie VI dans ses États. « Le peuple, dit M. Botta, admirait tant d'amour pour le pape ; on ne lui disait pas que Suwarow était schismatique. » Malgré les démonstrations apparentes de la joie publique, le vieux général russe avait trop de finesse dans l'esprit pour croire qu'à Milan les classes aisées fussent bien sincèrement joyeuses du retour des Autrichiens. Aussi, quand les députés de cette ville lui adressèrent les compliments commandés par les circonstances, il se contenta de répondre qu'il souhaitait que leurs sentiments fussent conformes à leur langage.

Les vicissitudes de la guerre, comme celles des révolutions politiques, condamnent trop souvent les hommes qui n'y prennent aucune part à de pénibles palinodies. L'archevêque de Milan, celui de Turin et plusieurs autres prélats, après avoir prêché les

maximes républicaines comme de pure origine évangélique, se voyaient condamnés à des rétractations dans lesquelles il était difficile de garder une juste mesure. L'archevêque de Turin, après avoir fait l'éloge de la république dans des lettres pastorales écrites à l'instigation des commissaires français, se voyait contraint d'en faire de nouvelles, dans lesquelles Suwarow était qualifié d'envoyé du Seigneur et de nouveau Cyrus. On vendait sous ses yeux de pieuses images où la sainte Trinité prêtait ses emblèmes à trois puissances temporelles; et quelles puissances? La Russie, l'Autriche, et LA TURQUIE! Nous n'aurions pas rappelé ces tristes exemples de la faiblesse humaine, s'il n'en résultait un enseignement utile. La dignité et l'autorité du sacerdoce importent à la moralité et au repos des peuples. Cette précieuse garantie est gravement compromise, quand les ministres de Celui qui a dit « que son royaume n'est pas de ce monde » interviennent témérairement dans les crises politiques, ou quand leur intervention est abusivement exigée.

Les peuples du Piémont et de la Lombardie ne tardèrent pas à sentir ce que pesait le joug de leurs prétendus libérateurs. Nous n'avons pas dissimulé les maux de l'occupation française; nous ne serons

pas suspect en disant avec M. Botta que jamais l'Italie ne fut plus malheureuse que sous les Autrichiens et les Russes.

Le fameux Branda-Lucioni, chef de partisans dans le Canavez, demandait toujours, en arrivant dans un village, s'il y avait des jacobins; ceux qu'on lui désignait étaient toujours les plus riches, et ne manquaient jamais d'être rançonnés sans miséricorde. Les Russes et les Autrichiens, prenant d'autorité tout ce qui leur était nécessaire, vivaient dans l'abondance, pendant que les habitants du pays éprouvaient toutes les horreurs de la disette. Leurs chevaux consommaient le blé de Turquie, principale ressource des campagnes, et l'on voyait de toutes parts des gens affamés réduits à chercher les grains perdus dans la litière des chevaux. Les Croates qui faisaient partie de l'armée autrichienne détroussaient les passants en plein jour, dans les environs et jusque dans les rues de Turin, en criant *Jacob!* (jacobin). On était *jacob* pour peu qu'on eût une montre ou qu'on fût bien mis.

Des arrestations nombreuses eurent lieu à Turin, parmi les hommes suspectés à tort ou à raison d'être partisans des Français (1). A Milan, l'Autriche n'a-

(1) Il est vrai que les républicains, en se retirant avec l'ar-

vait pas de vengeance légitime à exercer; la reconnaissance de la république cisalpine à Campo-Formio devait interdire toute rigueur pour crime d'opinion. On fit des promesses rassurantes, à la suite desquelles beaucoup de citoyens furent enlevés à leurs familles, et transportés aux bouches de Cattaro. Étaient-ce des hommes violents et dangereux pour le repos public? Non ; ceux-là avaient disparu depuis longtemps : « c'étaient, dit M. Botta, des hommes savants, vertueux, et entourés de l'estime générale. » Toutes les classes gémissaient sous une oppression non moins lourde que celle des Français, mais plus brutale et surtout plus ignominieuse. Cependant il était une contrée de l'Italie plus misérable encore, c'était le royaume de Naples.

II.

Nous n'avons pas à écrire l'histoire de la république parthénopéenne, mais il est indispensable de rappeler, sans amertume comme sans réticence, les fautes des révolutionnaires de ce pays.

Fidèle à son système d'assimilation, le Directoire avait imposé à Naples ces mêmes institutions dont

mée française, avaient emmené avec eux un certain nombre d'otages royalistes.

la France fut débarrassée quelques mois plus tard. Sans tenir aucun compte des différences radicales de temps, de mœurs, de localités, on s'empressait de calquer les institutions de la nouvelle république sur celles de la république française. Les dépositaires du pouvoir, souvent animés d'excellentes intentions, mais imbus d'idées abstraites sur l'égalité et la haine des abus, n'avaient aucune notion pratique de gouvernement. N'ayant autre chose en tête que les souvenirs fort mal compris des républiques anciennes, ils n'avaient daigné prendre nul souci des événements historiques plus récents qui avaient formé l'état social moderne de leur pays. Pour réformer cet état social, il eût fallu du moins le connaître; et le gouvernement révolutionnaire napolitain montra dans tous ses actes une ignorance profonde de la situation vraie et des besoins des populations.

Et pourtant l'occasion était favorable pour ces réformateurs, si chez eux la science et le génie politique avaient été à la hauteur de leur confiance en eux-mêmes, et de leur mépris pour l'ancien ordre de choses. La défaite de l'armée, la fuite du roi, la prompte occupation de la capitale, avaient frappé le peuple d'une sorte de stupeur, à laquelle avait succédé, chez plusieurs, un enthousiasme factice pour

la liberté encore incomprise. Championnet s'était montré, dans les premiers moments, bienveillant et habile ; le miracle de saint Janvier, accompli comme d'habitude, semblait au peuple de Naples une garantie de la faveur divine pour des mutations dont la portée lui échappait d'ailleurs complétement. En un mot, les révolutionnaires napolitains de 1799 avaient la partie aussi belle que les révolutionnaires français de 1848, et n'étaient pas mieux préparés à l'importante et difficile mission de réformer et de sauver leur pays, en fondant un gouvernement durable.

Les bévues du gouvernement provisoire (celui de Naples) eussent été plaisantes parfois, s'il était permis de rire des malheurs d'un peuple. On voulait contrefaire la France, et l'on manquait des connaissances pratiques nécessaires pour opérer convenablement cette contrefaçon. Un décret, rendu précipitamment, divisait le territoire de la république en départements et en cantons. Chacun des membres du gouvernement avait mis ses souvenirs classiques à contribution pour trouver des noms de départements sonores, empruntés aux temps antiques ; mais on s'était beaucoup moins occupé de l'état réel des localités, des limites naturelles, des montagnes, des forêts, des cours d'eau. «Les noms étaient

défigurés; on avait pris des montagnes pour des villes. Le territoire de quelques communes était partagé en deux cantons. Certains fleuves étaient répétés deux fois, certaines localités oubliées (1). » Bref, le décret était inexécutable, et ne servit qu'à déconsidérer ses auteurs.

L'abolition de la féodalité et des justices seigneuriales fut une autre pierre d'achoppement. Là, du moins, ils avaient dans les travaux de la première assemblée française un exemple utile qu'ils ne surent pas imiter. Ils ne distinguèrent pas, comme les législateurs de 89, la féodalité *dominante* de la féodalité *contractante*. En abolissant tous les signes de servitude personnelle, ils négligèrent de définir nettement les droits acquis, auxquels on ne pouvait toucher sans porter atteinte au principe même de la propriété. Le gouvernement provisoire fut étourdi des réclamations qui lui parvinrent de toutes parts à ce sujet, alors qu'on prenait encore ses actes et son existence au sérieux. Il avait promis aux communes et aux barons une loi d'accommodement qui ne fut jamais terminée. Les mesures prises ou annoncées contre les biens du clergé et contre les couvents étaient encore une imitation intempes-

(1) Colletta, II, 111.

tive et maladroite. Ce qui avait été une faute même en France, devenait une souveraine imprudence et un immense péril dans un pays où le sentiment religieux avait conservé son empire.

Les lois de finances, dans le détail desquelles nous ne saurions entrer, portaient le même cachet de précipitation et d'ignorance. Certains impôts se trouvèrent à la fois formellement abrogés par une *loi*, formellement maintenus par une autre. Il fallait cependant pourvoir à la rentrée de la taxe de guerre exigée par l'armée *libératrice*. « On taxa (c'est un républicain qui parle) les départements, les personnes, les communes arbitrairement; et, l'esprit de parti se mêlant de ces décisions, les charges portèrent particulièrement *sur les provinces et sur les hommes les plus opiniâtres dans leur fidélité à la cause royale.* » On prenait non-seulement l'argent monnayé, mais les pierreries et les objets d'art. On forçait ainsi les femmes à sacrifier leurs bijoux, et jusqu'aux amulettes et aux croix d'or de leurs enfants.

Après avoir solennellement proclamé le peuple libre, on n'eut rien de plus pressé que de désarmer les citoyens, et de réorganiser la milice nationale avec un excès de précaution qui eût fait honneur

au despotisme le plus défiant et le plus farouche (1). Naples, ville de quatre cent mille âmes, eut *six cents hommes* de garde nationale. Quant à la réorganisation de l'armée régulière, les idéologues napolitains ne s'en souciaient guère. Ils envisageaient cette question à la manière de nos socialistes modernes. « Les armées mercenaires, disaient-ils, sont des instruments de tyrannie. *Dans une république, tout homme libre est soldat.* Rome, quand elle était véritablement libre, appelait aux armes les citoyens, suivant les circonstances. » Et, tandis qu'ils attendaient le jour du combat pour déclarer la patrie en danger et former des armées de volontaires, les soldats, encore vêtus de l'uniforme napolitain, mendiaient dans les villes ou volaient sur les routes ! ! !

On était menacé de la disette à Naples ; et, pour obvier au mécontentement du peuple, on lui envoyait des orateurs au marché, à défaut de grains. En même temps on dépêchait aux provinces des *commissaires extraordinaires*, dits *démocratisateurs* (2), chargés de prêcher aux habitants des cam-

(1) Il est juste d'observer que l'initiative de cette mesure appartenait à Championnet, qui la crut nécessaire à la sûreté de son armée. Cela ne prouvait pas du moins que le peuple fût bien infatué du régime républicain.

(2) Les révolutions se suiven· et se ressemblent, comme on voit.

pagnes les vertus républicaines, et, en première ligne, l'exactitude à payer les impôts.

Les gens honnêtes, qui avaient cru de bonne foi aux promesses de la révolution, demandaient l'abolition de la féodalité, le partage des terres féodales moyennant une juste indemnité, des améliorations dans la répartition des impôts, dans l'expédition des affaires administratives et judiciaires. On leur répondait par des phrases sur l'expulsion des Tarquins, sur les vertus des Brutus et des Scévola ; ou, si l'on s'abaissait à parler de réformes contemporaines, on mettait en avant les plus dangereuses et les plus intempestives, telles que l'établissement de la liberté des cultes et des croyances. On allait jusqu'à tourner en ridicule, non pas seulement la superstition, mais les dogmes les plus respectables, comme les peines de la vie future et l'immortalité de l'âme.

Aucun des excès de la liberté ne manqua à ce pays si peu mûr pour elle. Il se forma des clubs, dont le gouvernement eut bientôt à redouter l'influence. On y discutait non-seulement les grandes questions politiques et sociales, mais la vie publique et la vie privée des citoyens. Les utopistes de Naples, ne trouvant pas les idées de 89 à leur hauteur, avaient pris pour modèle la constitution de 93. Le Directoire

français, peu de temps avant le départ de nos troupes, avait envoyé un commissaire spécial pour refaire la constitution. On la discutait encore, quand le domaine de cette république éphémère ne dépassait plus l'enceinte de Naples.

III.

Tant de fautes accumulées ne tardèrent pas à décourager les hommes sensés, et rendirent de la consistance au parti royaliste, plongé dans la stupeur. Des soulèvements éclatèrent dans diverses provinces; et, sans la présence des Français, la lutte n'eût été ni longue ni douteuse. La guerre civile commença sur tous les points à la fois, d'autant plus violente qu'elle ravivait d'anciennes inimitiés entre des populations voisines, qui se jetaient indifféremment dans l'un ou l'autre parti, pour avoir l'occasion de se combattre.

Bientôt le royaume tout entier ne fut plus qu'un champ de carnage. Toute la province des Abruzzes se déclara pour le roi, sauf quelques places occupées par des garnisons françaises. Les chefs royalistes de ce pays étaient un gentilhomme nommé Rodio, et un certain Proni, ancien huissier, échappé

des galères, auxquelles il avait été condamné pour meurtre. Dans la Terre de Labour, le bandit Michele Pezza, devenu célèbre sous le nom de Fra-Diavolo, interceptait les communications entre Naples et Rome, égorgeant sans pitié les Français isolés. Un autre parti royaliste était commandé par le meunier Gaetano Mammonè, non moins fameux par sa férocité. Dans la province de Salerne, les soulèvements royalistes étaient dirigés par l'évêque Torrusio, vrai prélat guerrier du moyen âge, et par Sciarpa, ancien chef des troupes de la police royale, dont les républicains avaient maladroitement repoussé les services. La Basilicate était en feu; c'était là surtout que les questions de république et de monarchie n'étaient qu'un prétexte pour assouvir des haines plus anciennes; et ces guerres de ville à ville, ces embuscades, ces luttes acharnées, ces massacres journaliers, rappelaient les époques les plus sombres et les plus désespérées des âges de barbarie (1). La

(1) La petite ville de Picerno, qui s'était déclarée pour la république, fut attaquée avec fureur à diverses reprises, et résista courageusement jusqu'à la fin de la guerre. On fondit les tuyaux des orgues et le plomb des fenêtres, pour avoir des balles; le clergé, les vieillards, les femmes et les enfants s'associèrent à la défense. Une autre ville de cette province, Potenza, fut le théâtre d'une scène atroce, également déshonorante pour les

Pouille fut soulevée par quatre imposteurs, dont l'un se faisait passer pour le prince royal. Cette fraude, favorisée par des personnages importants, obtint un grand succès. Le faux prince fut tué peu de temps après par des pirates, au moment où il s'échappait avec son butin; mais la Pouille demeura soumise aux Bourbons, et armée pour leur cause. Enfin, la Calabre ne demandait qu'un peu d'aide, que l'appui d'une proclamation royale, d'un chef important, d'une poignée de soldats, pour s'insurger à son tour. Les républicains, plus nombreux qu'ailleurs dans cette province, n'étaient pourtant que dans la proportion de *dix* à mille contre leurs *adversaires* (1). Et l'on avait fait du royaume de Naples une république. Éternelle et incurable folie des révolutions!

La cour de Naples, jusque-là malheureuse en généraux, fut mieux inspirée cette fois en choisissant pour vicaire général du royaume le cardinal Fabrizio Ruffo, intendant du palais de Caserte, et qui ne

deux partis. Des forcenés assassinent l'évêque, soupçonné de républicanisme. Un des principaux habitants de la ville, républicain en secret, enivre les meurtriers, puis les égorge à sa table!...

(1) Coletta, II, 139.

s'était guère fait remarquer auparavant que par sa passion pour les fleurs et les arbres rares, et par d'autres goûts encore bien moins convenables à sa profession et même à son âge, car il touchait déjà à la vieillesse.

Parmi les acteurs de ce drame lugubre, Ruffo mérite une attention particulière. Il montra dans l'accomplissement de sa mission une habileté, une énergie inattendues. Sa seule présence en Calabre fut le signal d'une insurrection générale; en quelques jours, son cortége devint une armée : rassemblement étrange et confus, où marchaient pêle-mêle des paysans, des moines, des prêtres, d'anciens soldats, des bandits, des forçats, tous décorés du signe commun de la cocarde rouge et de la croix blanche. Avec une telle armée, la discipline était impossible; les moindres succès étaient déshonorés par des atrocités dont l'horreur a rejailli sur le nom même de Ruffo, digne de commander à de vrais soldats.

Les républicains de Naples, qui d'abord avaient cru que l'éloquence de leurs commissaires suffirait pour vaincre la réaction, sortirent enfin de leur léthargie en apprenant la dévastation des côtes par les vaisseaux anglais et siciliens, les progrès alarmants des chefs royalistes, et surtout ceux de Ruffo. Déjà

maître d'une grande partie de la Calabre, le cardinal pillait ou rançonnait impitoyablement les villes qui avaient momentanément reconnu la république. Les convois de grains pour Naples étaient interceptés par mer et par terre. Il n'y avait pas un moment à perdre pour agir énergiquement ; mais on ne pouvait rien sans les Français, ou plutôt les Français seuls pouvaient quelque chose, tant le nombre des républicains était restreint, même à Naples. Le général Duhesme marcha donc vers la Pouille avec six mille Français, et un corps auxiliaire de *mille* patriotes commandés par le comte Hector Caraffa, proscrit rentré à Naples avec l'armée française. C'était un républicain exalté, brave, mais impitoyable. Un pressentiment secret semblait l'avertir qu'il vengeait d'avance sa fin prochaine. Un autre corps de douze cents patriotes, détaché pour observer et contenir Ruffo, était sous les ordres de Schipani. Cet ex-lieutenant de l'armée royale, téméraire sans habileté, fut tout d'abord complétement battu par le chef royaliste Sciarpa, et rentra à Naples fort en désordre.

Duhesme, et, après lui, Broussier, soutinrent dignement l'honneur des armes françaises dans cette guerre atroce, insensée, où la bravoure de nos sol-

dats, qui eût été bien mieux employée contre Kray et Suwarow sur l'Adige, s'épuisait vainement à défendre une poignée d'hommes contre des masses fanatisées. Les villes royalistes de Sansevero, d'Adria, de Trani, succombèrent après une résistance désespérée, et les républicains s'y montrèrent plus rigoureux que les Français.

Mais cette lutte sanglante touchait à sa fin. Le départ des troupes françaises laissa la république de Naples livrée à ses seules forces. Après un dernier et brillant combat contre une expédition anglo-sicilienne débarquée à Castellamare, le général en chef Macdonald revint prendre congé des membres du gouvernement napolitain, et se dirigea vers la haute Italie, laissant des garnisons au château Saint-Elme, à Gaëte et à Capoue. Les républicains virent ce départ avec joie; ils crurent que l'éloignement de l'armée française allait suffire pour terminer la guerre. Cette prévision se réalisa en effet, mais non pas comme ils l'entendaient.

Ruffo, aussi politique que guerrier, s'avançait lentement, grossissant son armée, laissant partir Macdonald, et la république se détruire d'elle-même. Altamura, où les républicains résistèrent, fut traitée comme l'avaient été les villes royalistes. Partout les

partisans du roi regagnaient le terrain que la seule présence des Français leur avait fait perdre ; et quand Macdonald commença sa retraite, la domination de la république ne s'étendait plus guère au delà de Naples.

IV.

Le dénoûment de la crise approchait. Naples s'encombrait de fugitifs, surtout de proscrits calabrois ; et pourtant le parti royaliste s'agitait, et tramait des complots redoutables jusque dans ce dernier asile du républicanisme. Le plus dangereux de ces complots était celui des frères Bacher, dont l'exécution devait se combiner avec une attaque de la flottille anglaise, déjà maîtresse d'Ischia et de Procida. Trahis par l'imprudence d'une femme, les Bacher furent arrêtés et fusillés quelques jours après, au moment même où leur cause triomphait.

Il faut, après tout, qu'il y ait un attrait bien puissant dans ce mot de liberté, pour que les patriotes napolitains conservassent encore l'espoir de se maintenir. Nous n'avons pas dissimulé leurs fautes, nous leur refusons l'apothéose si complaisamment décer-

née à leur mémoire par les écrivains révolutionnaires; mais le barbare châtiment infligé à leur folie révoltera éternellement les cœurs honnêtes, et le blâme disparaît sous la pitié.

Les partisans de la révolution étaient généralement des nobles, des hommes instruits et riches. Les femmes même partageaient l'exaltation de leurs maris et de leurs frères; on en avait vu travailler aux fortifications, d'autres quêter pour les républicains blessés. Une partie du clergé s'était d'abord prononcée en faveur du nouveau gouvernement; des évêques avaient enseigné la démocratie comme consacrée par l'Évangile, et l'on avait vu même des moines prêcher la liberté et l'égalité, un crucifix à la main. L'archevêque de Naples et le cardinal Ruffo s'étaient excommuniés réciproquement; mais le cardinal appuyait ses anathèmes par des armes temporelles qui manquaient à l'archevêque, et les propos irréligieux de quelques révolutionnaires ardents avaient tout à fait discrédité la révolution dans la classe populaire.

Après quelques mois d'existence, la république parthénopéenne entendit sonner sa dernière heure. Naples, menacée du côté de la mer par les vaisseaux anglo-siciliens, était cernée du côté de la terre par

l'armée royaliste, renforcée de troupes auxiliaires russes et turques. Les faibles détachements qu'on tenta de leur opposer furent accablés facilement par le nombre, ou décimés par de nouvelles défections; et le 13 juin 1799, Ruffo à cheval, vêtu de pourpre et l'épée à la main, s'avança vers le pont de la Madeleine. Trois coups de canon annoncèrent aux républicains cette lutte suprême; ils y déployèrent un courage digne d'une meilleure cause. Ruffo fit attaquer le petit fort de Viviena, défendu par les réfugiés calabrois. Déjà les assaillants avaient pénétré dans l'enceinte du fort, dont les défenseurs étaient morts ou mourants, quand le commandant Toscano, recueillant un reste de vie, se traîne jusqu'au magasin à poudre, dont l'explosion réunit dans une destruction commune les vaincus et les vainqueurs. Cette affreuse détonation redouble encore la rage des deux partis, et jusqu'au soir la lutte se prolonge avec acharnement. Enfin le pont de la Madeleine est forcé; les royalistes de la ville, longtemps comprimés par la terreur, les lazzaroni, désarmés par le gouvernement populaire, viennent en aide aux assaillants; et les républicains, après une défense vraiment héroïque, sont refoulés dans les châteaux. La nuit suivante fut affreuse

pour tout le monde. Tandis que la populace déchaînée pillait déjà les maisons des révolutionnaires, et mêlait des cris de mort à ses chants de joie, les républicains désespérés, altérés de vengeance, redescendaient dans les rues à la lueur des illuminations et de l'incendie. Pareils à ces guerriers que Virgile nous montre suivant les pas d'Énée dans la dernière nuit d'Ilion, ils venaient porter une dernière fois l'épouvante et la mort parmi leurs vainqueurs.

Un écrivain déjà presque oublié dans cette France, où l'on oublie si vite, a bien éloquemment exprimé le navrant contraste de ces horribles scènes éclairées par un si beau ciel, des enchantements de la nature, et des horreurs de la guerre civile :

« Où sommes nous? Que l'air est pur et léger! que la vie est ici facile! Ce splendide soleil qui commence à tomber derrière la colline, il jette des lames de feu et de pourpre à travers une mer bleuâtre. Écoutez la brise : comme elle soupire mollement autour des blanches statues de ces jardins, et entre les pilastres de brique qui soutiennent ces treilles avec tant d'élégance! Terre de douceur et de caresses, de mélodie et de soleil, est-ce toi dont le proverbe a dit : « Voir Naples, et puis mourir? »

« Oui, j'entends des cris de mort du côté du pont de la Madeleine ; voici venir des hommes qui ont les mains rouges et les cheveux dressés : c'est bien Naples ! Les soldats de Ruffo se sont rués sur cette ville depuis hier comme les flots de la lave imprévue ; ou plutôt les bandits n'ont plus de chefs que ceux qui inventent des tortures ou allument des bûchers devant leurs pas. Deux bannières parthénopéennes, lisérées de rouge, de jaune et de blanc, flottent seules encore sur le château de l'Œuf et le môle ; et du haut des créneaux de Saint-Elme se déploie, comme un emblème de détresse, un dernier drapeau tricolore, honneur de la France républicaine (1). »

La révolution avait été insensée, la réaction fut hideuse. Pendant deux jours Naples resta à la merci de cette lie impure des grandes capitales, qui appartient à tous les désordres et à tous les crimes. Heureuses les victimes frappées d'une main robuste ! Être tué d'un seul coup était un bienfait, parmi ces infortunés déchirés vivants, jetés vivants dans des bûchers !

La colère des lazzaroni se porta aussi sur leur

(1) Latouche, *Fragoletta*.

saint favori. Saint Janvier était proclamé traître, pour avoir prêté aux Français l'appui de ses miracles. Son titre de protecteur de la cité était déféré à saint Antoine, déjà adopté par Ruffo pour patron de son armée. Ce ne fut qu'après deux jours de pillage et de massacres que Ruffo et les autres chefs royalistes parvinrent à rétablir quelque discipline parmi leurs troupes, et, dans les rues de Naples, la morne tranquillité d'une ville prise d'assaut.

Les républicains, qui par moments comptaient encore sur le secours d'une flotte française, se défendaient avec l'énergie du désespoir. Ils firent même une sortie nocturne qui répandit une telle terreur parmi leurs adversaires, que Ruffo, à l'issue d'un conseil de guerre, envoya un message pacifique au colonel Méjean, commandant la garnison du fort Saint-Elme. Des parlementaires napolitains et français annoncèrent aux assiégés qu'on était prêt à écouter leurs propositions.

Les républicains avaient atteint les dernières limites de la fermeté humaine; ils se voyaient seuls contre tout un peuple, aidé d'alliés puissants : ils durent céder à l'inexorable nécessité.

Alors fut conclue cette capitulation, devenue trop célèbre par le scandale de sa violation et les cruau-

tés exercées contre des hommes coupables sans doute, mais couverts par l'inviolabilité d'un serment. D'après les stipulations convenues, tout individu appartenant aux garnisons des forts encore occupés par les républicains devait être inviolable. La même garantie s'étendait à leurs familles et à leurs propriétés, aux personnes des deux sexes qui avaient cherché un asile dans les forts, et aux républicains faits prisonniers pendant la guerre. Cette convention fut signée : pour le roi, par le cardinal Ruffo, lieutenant général du royaume ; par les divers commandants des forces alliées, Foote pour l'Angleterre, Ballie pour la Russie ; enfin par Massa et Méjean, pour les républicains. Un tel acte n'était et ne pouvait être soumis à aucune réserve ou ratification supérieure, car l'exécution devait commencer à l'instant même. Elle commença en effet, et une amnistie générale fut publiée au nom du roi par le cardinal Ruffo. Les châteaux de Naples, ceux de Civitella et de Pescara, que tenait encore le comte Hector Caraffa, furent rendus aux troupes royales. Aux termes de la capitulation, les républicains pouvaient, à leur choix, rester librement à Naples, ou s'embarquer pour la France. Presque tous, cédant à un pressentiment sinistre, avaient préféré ce

dernier parti. Ruffo et les commandants alliés, fidèles à leur parole, exécutaient les engagements pris par la convention, et les bâtiments qui portaient les proscrits n'attendaient plus qu'une brise favorable, quand Nelson parut.

V.

Le véritable souverain, la reine Caroline, avait reçu à Palerme la nouvelle de la capitulation. Les motifs qui avaient dicté cette mesure; l'avantage de terminer d'un trait de plume une guerre civile sanglante, peut-être même de sauver Naples, que les châteaux auraient pu foudroyer; toutes ces considérations la touchèrent peu. Elle ne vit que sa vengeance trompée, que l'opprobre, pour la dignité royale, d'une transaction avec des rebelles, et jura que la capitulation ne s'exécuterait pas. On sait quelle infernale puissance rendit le héros d'Aboukir complice et ministre de ce parjure. Ce fut Emma Liona, ex-courtisane, d'abord la maîtresse, puis la femme de l'ambassadeur anglais, puis enfin maîtresse de Nelson, qui remporta sur l'honneur du célèbre amiral cette honteuse victoire. Quelle horrible complication! La cruauté d'une reine qui veut à tout

prix punir des sujets auxquels on a pardonné en son nom; cette cruauté ayant besoin d'un parjure pour se satisfaire, et ce parjure obtenu par les séductions d'une femme adultère!... Digne d'un pareil message, Emma n'a sans doute rien épargné pour remplir sa mission. Elle ne réussit que trop bien: Nelson, non content de s'avilir lui-même, déshonore sa nation en violant la foi jurée par les commandants militaires des quatre puissances, au nombre desquelles est l'Angleterre elle-même. Alléguer que la ratification du roi de Naples était nécessaire pour un acte dont les effets devaient être immédiats; rompre une capitulation quand on en a recueilli tous les avantages, quand la partie adverse en a exécuté toutes les clauses onéreuses, c'est appeler vainement le sophisme au secours de la plus noire perfidie. Du moins eût-il fallu, pour conserver quelque simulacre d'équité, replacer toutes choses dans l'état antérieur, rendre leurs armes et leurs positions à ces hommes qu'on s'empressa de charger de fers. Mais à quoi bon ces exécrations tant de fois répétées contre un fait qui révolte toute conscience honnête? Ruffo lui-même invoque en vain auprès de l'amiral anglais la justice et la sainteté de la foi jurée: Nelson, ou plutôt le digne amant d'Emma

Liona, reçoit avec un superbe dédain les remontrances de l'homme qui a peut-être à ses yeux le tort d'avoir pris Naples sans lui. Les proscrits déjà embarqués, et qu'un vent favorable eût sauvés quelques heures plus tôt; ceux qu'on dénonce à l'amoureux amiral, ceux qu'il soupçonne lui-même, sont traînés en plein jour, enchaînés deux à deux, à travers les rues de Naples, et renfermés dans ces mêmes châteaux qu'ils défendaient encore quelques jours auparavant. Ils y furent bientôt rejoints par Caraffa et ses compagnons, également prisonniers, au mépris de la capitulation.

Cette conduite de Nelson était plus criminelle encore qu'on ne peut le croire. Non-seulement il forçait l'Angleterre à se parjurer, mais il se parjurait lui-même. Quelques semaines auparavant, n'avait-il pas écrit à l'un des ministres anglais une lettre où se trouvent ces lignes accusatrices : « Le roi a fait connaître par une proclamation quels étaient les républicains qui seraient exceptés d'une amnistie générale; *mais tout individu, fût-ce le plus grand rebelle, à qui Troubridge aura dit, Ton crime t'est pardonné, sera sauvé par ces seules paroles* (1). » Troubridge, l'un des marins les plus bra-

(1) Troubridge, le meilleur ami de Nelson, son digne com-

ves et les plus loyaux de l'Angleterre, commandait alors la flottille ; depuis, il avait été chargé de poursuivre le siége de Malte, et Foote avait hérité de son commandement, et par conséquent de ses pouvoirs (1). Quelle force déplorable peut donc prêter aux hommes une passion insensée, pour briser ces liens sacrés d'honneur et d'humanité !

Nelson lui-même se sentit accablé par cette effroyable responsabilité. Il essaya de se disculper, et, faut-il le dire ? ce fut par un mensonge. Quand la voix éloquente de Fox dénonça au parlement ce crime commis contre la foi des serments, Nelson prétendit, pour se justifier, que la capitulation n'avait pas reçu de commencement d'exécution avant son arrivée dans la rade de Naples et sa première

pagnon de gloire, était navré des scandales des amours de son chef avec lady Hamilton. Nous regrettons de ne pouvoir citer la lettre remarquable qu'il osa lui écrire à ce sujet. On la trouvera dans l'ouvrage de M. de la Gravière, t. I, p. 318.

(1) Malte, position presque imprenable, avait été occupée par Bonaparte lors de son départ pour l'Égypte, sans résistance sérieuse de la part des chevaliers. On connaît le mot spirituel d'un grenadier français à ce sujet : « C'est bien heureux qu'il s'y soit trouvé quelqu'un pour nous ouvrir la porte, car nous n'étions pas f..... pour y entrer tout seuls. » Ces derniers chevaliers de Malte étaient à leurs glorieux devanciers ce que sont les soldats du pape, comparés aux anciens Romains.

conférence avec Ruffo; que les républicains n'étaient sortis des forts qu'après avoir reçu sa déclaration qu'il regardait leur convention comme non avenue, et qu'ils s'étaient ainsi rendus à discrétion. Ces assertions étaient matériellement fausses. La capitulation avait été signée le 22; les otages avaient été immédiatement échangés, les hostilités suspendues. Le 26, les républicains avaient quitté les forts, déposé leurs armes. Ce ne fut que *deux jours après* que Nelson signifia à Ruffo qu'il s'opposait à l'exécution de la capitulation. Les républicains n'étaient plus dans les forts, mais à bord des vaisseaux qui devaient les transporter à Marseille. C'est en voyant arriver les chaînes, les juges et les bourreaux, qu'ils apprirent que leur sort était remis à la clémence du souverain! Les amis de Nelson ne voulurent pas lui laisser ajouter au scandale d'une cruauté parjure le scandale du mensonge; ils supprimèrent sa protestation.

Les garnisons françaises capitulèrent à leur tour. Le nom du commandant de Saint-Elme, Méjean, est resté marqué d'une tache infamante. On lui a reproché une étrange et honteuse immobilité en présence des derniers efforts de ces patriotes, qui, après tout, avaient au moins bien mérité de la

France ; puis son silence sur la capitulation violée, silence qu'imitèrent, du reste, les officiers étrangers qui l'avaient signée. On lui a reproché surtout d'avoir consenti, par sa capitulation, à livrer aux vengeances royalistes les sujets napolitains qui avaient pris parti sous nos drapeaux. Quand la garnison sortit, on vit en effet les commissaires royaux parcourir les rangs français, pour reconnaître et saisir leurs compatriotes. On vit même, dit-on, le commandant français leur désigner ceux qui échappaient à cette recherche (1).

Les lazzaroni avaient repris leurs massacres, pendant que des actes plus affreux se préparaient sous le nom des lois. Au sabre des soldats, aux stylets, aux tortures, aux bûchers, hideux trophées de la vengeance populaire, il restait à joindre la hache des bourreaux. De fatales listes avaient été remises à Nelson, qui continuait à se distinguer par un effroyable courage à braver l'infamie. Le tribunal de la Vicaria prononçait déjà des arrêts de mort, et l'émeute en permanence frappait ses dernières victimes. La mer et la terre se disputaient les affreux plaisirs de la vengeance.

(1) Coletta, II, 207.

On connaît le dernier crime de Nelson, l'inique et infâme supplice infligé à Caracciolo. Ce vétéran de la marine napolitaine, couvert de blessures et chargé d'années, avait sans doute mal compris ses devoirs envers son pays en se jetant dans le parti de la révolution; mais cet entraînement était plus excusable peut-être chez lui que chez tout autre, en présence de cette flotte, l'orgueil, le travail de toute sa vie, détruite impitoyablement par les alliés du roi. Il était d'ailleurs protégé comme les autres par la capitulation: eût-il même été seulement prisonnier de guerre, il méritait encore d'être épargné pour ses services passés, et surtout il aurait dû trouver dans l'amiral anglais un protecteur, et non un bourreau. Et ce fut Nelson, complaisant organe de je ne sais quelle ignoble vengeance qui, réclama cette victime pour l'immoler en quelque sorte lui-même, qui fit assembler une commission militaire, et dicta aux lâches qui la composaient l'arrêt d'une mort immédiate, ignominieuse! Le malheureux vieillard sollicita vainement la grâce de mourir au moins de la mort d'un soldat; il implora même cette étrange faveur du véritable auteur de sa mort, de lady Hamilton! Mais cette furie se barricada dans sa cabine pour ne pas répondre, et n'en sortit que

pour voir les dernières convulsions de sa victime!! Et quatre jours après, du vaisseau même de Nelson, le roi Ferdinand vit se dresser devant lui, comme un spectre vengeur, le cadavre livide de Caracciolo, ayant encore à son cou la corde, instrument de son supplice! Ce cadavre enflé par la vague se relevait de sa tombe humide, malgré le poids des boulets attachés à ses pieds, et revenait demander au monarque épouvanté une sépulture chrétienne, qu'on n'osa pas lui refuser!...

Dès le 30 juin, Ferdinand et Caroline avaient reparu en triomphateurs dans la rade de Naples. Les édits qui réorganisaient l'État furent rendus à bord de ce même vaisseau amiral jadis glorifié par la victoire, maintenant déshonoré par l'adultère et le meurtre. Ces édits réitéraient l'annulation des capitulations, définissaient les crimes et délits révolutionnaires, établissaient les tribunaux chargés d'en connaître souverainement, abolissaient enfin les *sedili*, ou l'ancien pouvoir municipal de Naples, dont les droits et priviléges avaient été sanctionnés par la reconnaissance formelle des prédécesseurs de Ferdinand, et par ses propres serments. Pour ne pas sembler parjure, il disait avoir reconquis son royaume; et pour justifier sa conduite à l'égard des répu-

blicains, il prétendait n'avoir jamais cessé d'être roi de Naples !

VI.

Les crimes des princes donnent des armes aux révolutions futures, et mériteraient à ce seul titre les anathèmes les plus sévères de l'histoire. Nelson, Nelson lui-même, épouvanté de tant de proscriptions, écrivait, quelques mois plus tard : *Mais on ne peut pourtant pas couper la tête à tout un royaume !* Parmi ces déplorables victimes se trouvaient les hommes les plus instruits, les plus intelligents du pays. Comment ne pas citer parmi eux ce Mario Pagano, poëte, publiciste, et philanthrope peu éclairé peut-être, mais sincère ; Cirillo, botaniste et médecin célèbre, qui refusa de solliciter sa grâce, pour partager le sort de ses compagnons d'infortune ; le savant helléniste Pascal Baffi, traducteur des manuscrits grecs de Philodémus, trouvés à Herculanum ; le jurisconsulte Conforti, le plus habile défenseur des franchises de Naples contre les prétentions de Rome, et auquel on fit récrire ses Mémoires perdus avant d'exécuter sa sentence ; Manthoné, ministre de la guerre sous la république, homme d'un esprit médiocre, mais énergique, qui à toutes

les questions d'un juge barbare n'opposa que cette seule réponse : *J'ai capitulé !* Et Vincenzo Russo, ce séduisant orateur, qui attendrit par ses dernières paroles la horde sanguinaire accourue pour jouir de son supplice ! Les femmes même ne trouvèrent pas grâce : ainsi périrent la célèbre Éléonore Pimentel, *ce grand rebelle*, comme l'appelait Nelson, et qui semblait s'être proposé madame Roland pour modèle ; et Leonora Sanfelice, femme plus malheureuse que coupable, dont tout le crime était d'avoir fait découvrir le complot royaliste des frères Bacher, en découvrant ce secret à un amant qu'elle voulait sauver.

L'ordre ecclésiastique fournit aussi son contingent aux échafauds : des prêtres, des moines, expièrent par un supplice infâme leur adhésion à la république, adhésion commandée à plusieurs d'entre eux par la nécessité (1). Enfin l'immortel auteur du *Matrimonio segreto*, Cimarosa, coupable d'avoir composé par ordre un hymne républicain, avait vu

(1) Je vois par une lettre du capitaine Troubridge, du 7 mai 1799, que les prêtres condamnés à Ischia, où la réaction frappa ses premières victimes, devaient être envoyés à Palerme pour être dégradés sous les yeux du roi, avant d'être livrés au bras séculier. Je n'ai retrouvé nulle part la trace de l'exécution de cet ordre abominable.

sa demeure envahie, son humble mobilier d'artiste brisé par une populace furieuse. Traîné dans un cachot, il y passa quatre mois, et ne dut sa liberté qu'à l'intervention de la Russie.

Ferdinand craignit de débarquer à Naples tandis que fonctionnaient ces tribunaux impitoyables; il retourna à Palerme, moins en roi qu'en esclave de Nelson. Il y fut accueilli avec une joie insensée par la population sicilienne, dont la vieille haine nationale était flattée du malheur et du châtiment de Naples. La reine Caroline croyait tout devoir aux Anglais, parce qu'elle leur devait sa vengeance; plus tard, elle maudira vainement sa confiance dans leur perfide amitié.

Une nouvelle expédition napolitaine fut dirigée sur Rome, où la présence d'une garnison française protégeait encore un fantôme de république. D'abord battus par le général Garnier, les Napolitains furent bientôt soutenus par un débarquement d'Anglais à Civita-Vecchia; il fallut céder à l'ascendant du nombre et des événements. Garnier, en traitant de l'évacuation de Rome, stipula en faveur des républicains des garanties qui du moins ne furent pas complétement violées. A Rome, de même que dans la Toscane, rendue à l'autorité du

grand-duc, la réaction se contenta de peupler les prisons, sans élever des échafauds. Les lieutenants du roi de Naples avaient pris possession de Rome, et l'administraient au nom de leur maître. Ferdinand espérait en effet partager avec l'Autriche les dépouilles temporelles du saint-siége, et ce ne fut qu'au bout d'une année, après la mort du vénérable Pie VI et la bataille de Marengo, qu'il fut permis au nouveau pontife de revenir à Rome, et de reprendre l'administration de ses États.

VII.

Nous sommes loin d'avoir tout dit sur la révolution de Naples ; nous avons dû nous borner à rappeler sommairement et les fautes des républicains, trop négligées jusqu'ici, et la vengeance inique et terrible dont ils furent victimes. C'est à un écrivain assurément peu suspect d'hostilité contre le parti républicain, c'est au général Coletta, proscrit et mort en exil, que nous avons emprunté la plupart de ces détails sur la conquête de Naples par les Français, sur l'établissement et les fautes innombrables du gouvernement révolutionnaire.

En résumé, l'occupation de Naples, au point de

vue français, fut un avantage plus brillant que solide. Sans les excitations secrètes des révolutionnaires napolitains, sans leur odieuse coopération à la prise de Naples, sans la nécessité de défendre la nouvelle république, Championnet se serait contenté, à coup sûr, de repousser victorieusement l'agression napolitaine contre Rome, et de dicter la paix au monarque tremblant; il aurait pu revenir à temps pour prendre part à la défense de la haute Italie contre l'invasion austro-russe, et peut-être alors n'aurions-nous pas eu à regretter les désastres de Cassano, de la Trebbia, de Novi, la mort inutile de tant de braves soldats, la perte si rapide de toutes les conquêtes de Bonaparte. C'était là une gloire plus sérieuse, plus digne d'un général comme Championnet, que la création d'une république en désaccord flagrant avec les besoins, les mœurs et les idées du pays auquel on l'imposait, d'une de ces républiques comme nous en avons tant vu depuis, comprise et adoptée seulement par une poignée de proconsuls et de dictateurs, magistrats sans juridiction, officiers sans soldats, prêtres de la liberté sans fidèles. Nous les avons vus à l'œuvre, se débattant dans le vide : superbes contemp-

teurs de la royauté, quelques mois leur suffirent pour la faire presque regretter. Bien qu'ils comptassent parmi eux plusieurs hommes intelligents et honnêtes, tous montrèrent la plus déplorable inexpérience dans le maniement des affaires publiques; ils ne surent organiser ni la paix ni la guerre, ni pourvoir aux nécessités du présent, ni prévoir l'avenir. Le courage qu'ils montrèrent dans les derniers combats, les traitements barbares qui leur furent infligés au mépris de la foi jurée, ont dû désarmer toutefois la sévérité de l'histoire: de telles victimes demandent des larmes, mais non des apothéoses.

Après tout, Championnet et les patriotes de Naples n'avaient fait que céder à l'impulsion des idées révolutionnaires; et c'est à la révolution française que revient la dernière et terrible responsabilité de ces essais impuissants, de ces illusions généreuses et folles, de tant de sang et de tant de pleurs.

Mais à Dieu ne plaise que la mémoire de Ferdinand et de Caroline puisse être réhabilitée jamais par le revirement salutaire qui s'est opéré en faveur des idées d'ordre et d'autorité! Avec un peu plus de résolution et de véritable énergie, ils pouvaient étouffer le mal dans son germe, imposer aux mé-

contents, et obtenir la paix d'un ennemi redoutable, imprudemment provoqué. Plus que faibles dans cette première crise, ils donnaient par leur fuite le prétexte le plus spécieux aux partisans d'un nouvel ordre de choses; ils trahissaient la cause de la royauté et de l'indépendance nationale. Le souvenir de ce qu'ils avaient eux-mêmes à se reprocher aurait dû plus tard leur commander la clémence, même si leurs sujets égarés avaient été complétement à leur merci, non couverts par un serment solennel. Leur vengeance sacrilége et parjure atteignit non-seulement les chefs des complots républicains, mais des hommes qui avaient dû subir la loi du vainqueur; des hommes honnêtes, qui, comprenant mal leur devoir de citoyens, n'avaient pas décliné le périlleux honneur de prendre part aux affaires d'un État abandonné par son prince. En un mot, à force de rigueurs, ils firent presque oublier les fautes de leurs ennemis, et leur donnèrent le prestige du martyre.

L'histoire des révolutions du royaume des Deux-Siciles, depuis plus d'un demi-siècle, n'est que la conséquence et l'expiation des bouleversements de 1799. L'empereur Napoléon Ier n'eût pas sans doute jugé le maintien des Bourbons de Naples inconcilia-

ble avec sa politique, s'il n'eût retrouvé en eux les mêmes dispositions malveillantes pour la France, et s'ils avaient mieux gouverné. Ferdinand, esclave des Anglais en Sicile pendant les plus belles années de sa vie, revint pourtant de ce deuxième exil qu'il avait pu croire éternel; mais sa vieillesse même ne devait pas connaître le repos. Dans les dernières années de son règne, il se retrouva aux prises avec la tradition révolutionnaire, transformée et rajeunie. Il dut même pactiser momentanément avec elle, et subir l'opprobre solennel d'un serment bientôt violé comme tant d'autres. Il n'avait pu fuir cette fois, et pourtant le principe de la royauté absolue prévalut encore, grâce aux fautes de la révolution nouvelle, et à l'intervention étrangère. Les constitutionnels de 1823 ne furent ni plus habiles ni plus heureux que les républicains de 1799; et cette pénible expérience, qui ne devait pas être la dernière, fit voir que ce pays n'était pas mûr encore cette fois pour la liberté. Ferdinand mourut enfin, vainqueur de toutes les tentatives révolutionnaires, mais vainqueur par la force des choses, et non par lui-même. Monarque absolu comme Louis XIV, il avait régné presque aussi longtemps que lui, mais sans aucune des grandes qualités qui légitiment et excusent le despotisme.

N'ayant pas su prendre l'initiative des réformes dont la nécessité servait de prétexte aux agitateurs, il laissait à ses successeurs un présent sans honneur, un avenir chargé d'orages.

Mais Caroline, bien supérieure à lui par l'énergie et l'intelligence, était plus coupable, et devait subir un châtiment plus rigoureux. Reléguée une seconde fois en Sicile par l'invasion napoléonienne, elle y connut, mais trop tard, ce que pèse la protection de l'Angleterre. Elle mourut sur une terre barbare, en plein exil, en pleine infortune, sans prévoir des jours plus heureux, ayant au cœur toute l'amertume de la puissance déchue. Cette expiation terrible semble n'avoir pas fini avec sa vie. Ne dirait-on pas que les princesses de Naples apportent le malheur en dot? Victimes à leur tour, mais victimes innocentes des révolutions, épouses et mères désolées, elles ont suivi avec leurs enfants les rudes sentiers de l'exil. Les plus hautes vertus n'ont pu désarmer cette fatalité héréditaire qui a poursuivi jusqu'à la troisième génération les descendants de la reine de Naples. Les Bourbons d'Espagne ont subi, comme ceux de France, cette contagion d'infortune: Caroline semble le mauvais génie de toute la famille.

VIII.

Il nous tarde de quitter la malheureuse Italie; mais, pour ne plus y revenir dans cette année fatale, nous indiquerons rapidement les derniers événements militaires. Le général Gouvion Saint-Cyr se distingua particulièrement dans la défense du territoire ligurien; à force d'habileté, il parvint à se soutenir dans une position presque désespérée. Saint-Cyr eut encore la gloire de raffermir le moral de ses soldats, ébranlé par tant de désastres et de privations. Ces valeureux bataillons, qui depuis neuf mois ne passaient pas de jours sans combattre, se trouvaient réduits au même dénûment qu'en 1796, et Bonaparte n'était plus là pour raviver leur enthousiasme. Las de cette Italie qui ne leur avait offert que d'amères déceptions, ils tournèrent leurs regards vers la France. Des cris de découragement et de révolte se firent entendre dans quelques régiments : méconnaissant la voix de leurs officiers, ils abandonnèrent les retranchements de la Bocchetta, et se choisirent de nouveaux commandants. « *En France! En France!* » était leur cri de ralliement. Saint-Cyr accourt, il se jette au-devant des rebelles; et cet homme, ordinairement si calme et si froid,

s'exalte d'une patriotique indignation. Il parle avec la sévérité d'un chef qui commande, la douceur d'un ami qui conseille, l'attendrissement d'un frère qui supplie ; et l'ami, le frère, le chef est entendu. Les soldats, rougissant de leur égarement, ne demandent plus que l'occasion d'en effacer la honte. Cette occasion ne se fait pas attendre : ces mêmes retranchements de la Bocchetta sont attaqués par les Autrichiens. Dans cet engagement, les plus séditieux expient leur faute en se montrant les plus braves ; et Saint-Cyr leur rend leurs drapeaux, qu'ils ont rachetés en se montrant dignes d'eux-mêmes et de la patrie.

Après le départ de Suwarow pour la Suisse, Championnet, sorti enfin de prison, et nommé commandant en chef des armées d'Italie et des Alpes, fit successivement deux tentatives infructueuses pour dégager Coni, la seule forteresse qui nous restât en Piémont, et dont le général autrichien Mélas se préparait à faire le siége. Le dépérissement de Championnet paraît avoir influé sur la conduite de cette opération ; on attendait mieux du conquérant de Naples. Il fut deux fois battu, à Fossano et à Mondovi. Ce dernier avantage, remporté par Mélas sur un champ de bataille où nous avions été vain-

queurs trois ans auparavant, semblait une provocation directe adressée à Bonaparte. Il y répondra à Marengo.

D'un autre côté, nous prîmes une revanche sur le champ de bataille de Novi. Notre aile droite, commandée par Saint-Cyr, y défit le général Kray. Mais le but de Championnet n'en était pas moins manqué, et la forteresse de Coni, abandonnée à ses seules forces, capitula le 4 décembre. De toutes nos conquêtes d'Italie, Gênes seule nous restait encore. Ancône, attaquée à la fois par les Italiens, les Autrichiens, les Russes et les Turcs, avait succombé le 12 novembre. Après une résistance prolongée jusqu'aux dernières limites du possible, et que l'ennemi lui-même admira hautement, le brave général Monnier demanda et obtint une capitulation honorable. « Vous allez, dit-il à ses soldats, traverser l'Italie abandonnée, mais que les armées françaises mieux dirigées sauront reconquérir un jour ! » Admirable confiance d'un orgueil patriotique ! C'était le temps des miracles : avant huit mois la prédiction sera accomplie !

LIVRE IV.

Intérieur de la France. — Formation d'un nouveau Directoire. — Violentes accusations contre plusieurs membres de l'ancien gouvernement. — Triste situation de la France. — Opérations de l'armée d'Helvétie. — Combats dans les Grisons. — Combats entre Masséna et l'archiduc Charles. — Brusque départ de l'archiduc pour l'Allemagne ; vrais motifs de sa conduite. — Nouveau plan de campagne concerté entre l'Autriche et la Russie. — Vues politiques du cabinet de Vienne. — Opérations de Lecourbe dans le Saint-Gothard. — Arrivée et premières opérations de Suwarow. — Belle défense de Lecourbe et de Molitor. — Victoire complète de Masséna sur Korsakow, à Zurich. — Mort de Lavater. — Situation désespérée de Suwarow, ses derniers combats, sa retraite dans les Grisons. — Résultats importants de cette campagne. — Souvenirs et traditions locales.

I.

Tandis que nos soldats, souvent malheureux, héroïques toujours, soutenaient jusque dans les revers l'honneur de nos armes, la puissance directoriale avait passé en de nouvelles mains. La minorité violente qui avait applaudi au 18 fructidor, et qui seule donnait alors en France quelque signe de vie publique,

faisait toujours parade d'un républicanisme avancé. Les dernières élections du mois de mai avaient même été plus prononcées dans ce sens que ne l'aurait alors désiré le Directoire, qui, une fois affermi dans la domination par le concours des hommes exaltés, aurait voulu ensuite n'avoir affaire qu'à des conservateurs. L'indépendance du corps législatif s'était au contraire développée, et, au lieu de se laisser dominer par le Directoire, les conseils se sentirent assez forts pour en recomposer un nouveau selon leurs vues. L'ancien Directoire, celui qui régnait depuis le 18 fructidor, venait d'être affaibli par la sortie de Rewbell, qui, sans être un génie supérieur, avait du moins une certaine vigueur de caractère. Ce pouvoir caduc avait d'ailleurs perdu son unique appui, celui de la victoire. On sait comment il avait été servi par les triomphes, par la sagesse précoce, et jusque par l'heureuse insubordination de Bonaparte. On eût dit alors que les drapeaux conquis sur les ennemis de la France servaient de voile aux fautes du pouvoir révolutionnaire; mais ce voile une fois déchiré par nos défaites, des accusations s'élevèrent de toutes parts, d'autant plus violentes, suivant l'usage, qu'elles succédaient à une plus complète servilité. Ces accusations s'adressaient surtout

à l'ex-directeur Rewbell, et aux directeurs encore en fonction, qui étaient censés avoir été ses auxiliaires. L'attaque était devenue tellement vive, que Larevellière-Lépeaux et Merlin de Douai, après une résistance opiniâtre, furent contraints de donner leur démission. On reprochait à cette ancienne majorité du Directoire, et les erreurs de son système politique, et les déprédations qui avaient eu lieu à la suite de nos armées. Ces déprédations, dont nous avons vu les déplorables conséquences, étaient présentées comme leur ouvrage, ou celui d'agents forts de leur complicité.

Sous le rapport politique, une partie de ces griefs n'était que trop fondée. Au tort de l'occupation de la Suisse, le Directoire avait joint celui de violences odieuses. En Italie, il n'avait fait que des fautes depuis le départ de Bonaparte (1). Le fait de dilapidations honteuses commises par des agents civils et militaires était incontestable; mais était-il l'effet d'une connivence coupable du Directoire, ou la suite inévitable d'un grand bouleversement politique? Le général Bonaparte, avec des conseils de guerre presque en permanence, n'avait

(1) On peut consulter à ce sujet notre volume d'*Études* sur 1798, et le premier livre de celui-ci.

pu lui-même en préserver l'Italie. Ce n'est pas à quelques individus isolés que doit être imputée cette tendance pernicieuse, mais à l'affaiblissement du sens moral dans les masses, et surtout parmi ceux qui avaient pu voir de près les scandales et les caprices de la révolution. S'il était vrai qu'au sein même du Directoire une main criminelle eût favorisé des concussions dont elle recevait sa part, l'accusation cherchait le crime où il n'était pas, et s'éloignait des vrais coupables. Elle poursuivait plus particulièrement Rewbell, Schérer, et l'ambassadeur Rivaud. Quoique la défense de quelques individus depuis longtemps disparus de la scène du monde soit peu importante en elle-même, il est un intérêt plus grand que le leur, celui de la vérité; et la vérité ne doit jamais reculer devant les préventions qui semblent passées à l'état de certitude, parce qu'elles n'ont jamais été combattues. Nous avons consulté des documents irrécusables, interrogé les souvenirs d'hommes impartiaux mêlés à ces événements, et nous croyons pouvoir affirmer que, si la conduite des directeurs inculpés était effectivement très-blâmable au point de vue politique, les accusations de complicité dans le pillage des pays conquis étaient généralement peu fondées, ou même

absurdes. Larevellière-Lépeaux, ridicule pour sa théophilanthropie, mais non odieux, eut besoin, après sa sortie du Directoire, d'une place de professeur pour faire subsister sa famille. L'ambassadeur Rivaud revint de Milan aussi pauvre qu'il y était allé ; il n'avait pas même accepté les présents autorisés par l'usage. Restent deux hommes que, d'après le langage ou les écrits du temps, on devrait prendre pour des Lucullus ou des Verrès engraissés des dépouilles des peuples ; ce sont Rewbell et Schérer (1). Nous avons mentionné précédemment l'unique soupçon qui pèse sur la mémoire du vainqueur de Loano, si constamment malheureux dans sa dernière campagne. Après tout, cependant, où ces deux hommes auraient-ils enterré leurs trésors ? Qu'auraient-ils fait de tant de richesses ? L'un et l'autre n'étalèrent

(1) Ce fut surtout la conduite de Rapinat, beau-frère de Rewbell, pendant sa mission en Suisse, qui rendit ce directeur odieux. Nous en avons longuement parlé dans notre volume d'études sur l'année 1798. Ces pillages ne profitèrent du moins qu'au trésor de la république, et servirent notamment à faire les frais de l'expédition d'Égypte.

On disait à M. de Talleyrand que Rewbell était allé *prendre* les eaux : « *Il faut toujours*, répondit-il, *que cet homme-là prenne quelque chose.* » Cette repartie était conforme au sentiment public, mais Rewbell n'emporta rien de ce qu'il avait pris ou fait prendre.

jamais de faste; en mourant, ils ne laissèrent qu'une fortune des plus médiocres, même de cette médiocrité qui touche plutôt à la gêne qu'au superflu. Quand une grave responsabilité gouvernementale pèse sur des hommes qui n'ont pas su faire un usage convenable du pouvoir; si du moins, comme individus, ils ont été probes et intègres, c'est une injustice et une cruauté de leur ravir ce seul mérite, juste denier de leur rançon.

II.

De tous les anciens membres du gouvernement, celui dont la probité pouvait être la plus justement soupçonnée était assurément Barras. Mais Barras, prompt à virer de bord, s'était rallié à temps au parti qu'il voyait prêt à devenir dominant, et avait ainsi obtenu une sorte d'impunité, qui n'était pas une des moindres bizarreries de cette époque. Dans ce déchaînement de récriminations, de griefs qui peut-être n'étaient justes que par rapport à lui, Barras n'avait pas même été nommé! Telle est la justice dans les réactions politiques, et la crise dont il s'agit en était une. Le soulèvement des conseils contre les abus de l'autorité directoriale était l'effet

d'un de ces revirements, flux et reflux inévitable de ces époques orageuses. Pendant plusieurs années, l'omnipotence directoriale avait mutilé, épuré, garrotté les conseils; ceux-ci, relevant enfin la tête, devaient passer de l'humiliation à la rigueur et à l'injustice. Les conseils démocrates de 1799 devenaient les vengeurs des conseils royalistes de 1797. Malheureusement le système nouveau ne valait pas même l'ancien. L'esprit qui prévalait dans les conseils était celui de la démocratie la plus exagérée. En peu de mois, cette tendance anarchique allait réduire la France à un tel état de confusion et de désordre, que bientôt nous la verrons se remettre ou plutôt se précipiter entre les mains habiles et puissantes, seules capables de rétablir l'ordre, et au besoin de l'imposer (1). C'est là le seul éloge que méritent ces derniers démagogues. Ils auront hâté le dénoûment.

Le nouveau Directoire se trouva composé de Sieyès, Moulin, Gohier, Roger-Ducos, et Barras. Le moment n'était pas favorable pour prendre la direction des affaires. Nos armées étaient battues, la nation épuisée et mécontente, l'intérieur troublé, là

(1) Mignet.

par le jacobinisme, ailleurs par de nouvelles insurrections royalistes (1). Il y avait cependant dans ce dernier Directoire un homme d'une haute intelligence, l'un des premiers auteurs de la révolution, qui l'avait épargné par miracle. En voyant agir Sieyès à dix années d'intervalle, en comparant son double rôle à la naissance et à l'agonie de la révolution, on croit voir le génie de l'utopie, ou plutôt de la révolution elle-même, dompté enfin par l'évidence des faits, par la terrible réalité des passions, et réhabilitant de ses propres mains le principe d'autorité. Outre qu'il n'est aucunement démontré que Sieyès, si capable de conceptions profondes dans le cabinet, eût le bras assez ferme pour tenir le gouvernail au milieu des tempêtes, il paraît que dès le premier moment il regarda lui-même le pouvoir directorial comme un instrument usé. Dès cette époque, les utopies révolutionnaires

(1) Nous voulions réserver un chapitre spécial à quelques détails sur l'état de misère et d'anarchie auquel était alors réduite la France. Cet état ne pouvait être équitablement imputé au seul gouvernement directorial, mais bien à la révolution elle-même; et d'ailleurs ce chapitre eût été plus long à lui seul que le reste du volume. Nous en avons donc fait un ouvrage à part, sous ce titre : *l'Agriculture et le commerce de la France pendant la révolution.*

n'exerçaient plus quelque prestige que sur les esprits vulgaires et les ambitions de bas étage. Sieyès se contenta donc de pourvoir aux besoins du jour, en attendant une occasion opportune de remanier jusque dans sa base l'organisation du gouvernement.

Le principal mérite du nouveau Directoire fut de ne pas se laisser abattre par le malheur. L'armée avait vu avec chagrin le conquérant de Naples emprisonné et traduit devant un conseil de guerre. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement fut de remettre en liberté Championnet, et de lui donner le commandement d'une armée qui s'organisait sous le nom d'*armée des Alpes*. Trop pressé d'obtenir une glorieuse revanche de la défaite de Schérer, le Directoire ordonna aux généraux Masséna et Joubert de reprendre l'offensive. Cet ordre était prématuré; nous avons vu l'obéissance trop prompte de Joubert causer le désastre de Novi. Masséna, encouragé par le sentiment de la confiance qui lui était due, ne craignit pas de résister au Directoire pour mieux servir la France; et l'événement lui donna raison.

III.

Nous avons quitté les bords du Rhin au moment où le Directoire, bien inspiré cette fois, refusait la démission de Masséna, et réunissait sous son commandement les armées du Danube et de l'Helvétie.

Le théâtre de la guerre était changé. Dans les campagnes précédentes, les armées de Sambre-et-Meuse, de Rhin-et-Moselle, manœuvraient principalement entre Bâle et Dusseldorf. Par suite de la révolution helvétique et des revers de l'armée du Danube, la guerre avait remonté le cours du Rhin jusqu'à sa source. Il n'était plus question d'envahir l'Allemagne, de menacer Vienne, mais de se maintenir sur le territoire helvétique, et de repousser l'invasion qui nous menaçait à notre tour. Les diverses péripéties de cette lutte, dont nous ne pouvons donner ici qu'une analyse bien incomplète, sont d'un haut intérêt pour l'étude de la guerre de montagnes, l'une des parties les plus importantes et les plus difficiles de l'art militaire.

Les plus grands périls de notre situation venaient de la mauvaise politique du Directoire. La

violation de la neutralité helvétique, en livrant le massif des Alpes aux chances des combats, forçait nos généraux à étendre démesurément leurs lignes de défense. Tandis que Masséna combattait au nord de la Suisse, son aile droite, sous les ordres de Lecourbe, se prolongeait jusque dans la Valteline, aux sources de l'Inn, de l'Adige et de l'Adda. Le but de ce prolongement était d'abord de lier la droite de l'armée d'Helvétie à la gauche de l'armée d'Italie, dans la supposition que toutes deux marcheraient en avant. Aussitôt après la défaite de Jourdan à Stokach, Masséna jugea nécessaire d'ordonner un mouvement rétrograde sur toute sa ligne d'opérations; de sorte que Schérer, un peu plus tard, ne trouva plus à sa gauche l'appui sur lequel il avait compté.

L'aile droite de l'armée d'Helvétie avait cependant ouvert la campagne d'une manière brillante. Tandis que Lecourbe, attaqué à Zernets, s'y défendait avec vigueur, Dessoles s'avançait hardiment à travers le Munsterthal par des sentiers difficiles, passait avec son artillerie sur plusieurs lacs encore gelés, quoiqu'on fût déjà au mois de mai, et venait forcer les retranchements de Taufers, position formidable, mais où la retraite était impos-

sible. Cette affaire coûta aux Autrichiens douze cents hommes tués ou blessés, quatre mille prisonniers, et dix-huit pièces de canon. Les Français vainqueurs ne sortirent de ces vallées que sur l'ordre de Masséna, et sans faire aucune perte dans leur retraite.

L'archiduc Charles n'avait pas mis une grande ardeur à poursuivre ses premiers succès, et, d'ailleurs, la rigueur de la saison ne lui permettait aucune agression contre Masséna. Il s'était borné à faire attaquer Schaffhouse dans le mois d'avril. Le général français chargé de la défense de cette place résista courageusement tant que la résistance fut possible, se replia en combattant sur l'autre rive, et fit sauter le pont.

L'archiduc Charles ne prit sérieusement l'offensive qu'au commencement de mai. Il confia l'attaque du pays des Grisons au général Hotze, né dans le pays même où l'on allait combattre. La division Ménard, attaquée la première de ce côté, se soutint honorablement contre les Autrichiens et contre les paysans insurgés, au nombre de plus de six mille. Ceux-ci avaient d'abord surpris et massacré à Dissentis une compagnie de grenadiers français, mais cette cruauté leur porta malheur : les Français les battirent en plu-

sieurs rencontres, et brûlèrent Dissentis. Des prises d'armes semblables avaient eu lieu dans les cantons de Schwytz et d'Uri; leur répression fut confiée à Soult, déjà l'un des plus brillants officiers de l'armée. Les habitants de Schwytz, affaiblis sans doute par leur guerre désastreuse de l'année précédente, déposèrent les armes presque sans coup férir (1). Soult s'embarque aussitôt sur le lac de Lucerne avec deux bataillons, et vient attaquer à l'embouchure de la Reuss quatre mille insurgés d'Uri, qu'il rejette avec perte dans leurs montagnes. Pendant toute la campagne, nos troupes ne cessèrent de naviguer sur ce lac célèbre, qui a ses tempêtes comme l'Océan (2).

Cependant le général Hotze, qui avait reçu des renforts, et, d'un autre côté, le général Bellegarde, auquel la retraite de Lecourbe avait livré les passages des Engadines, s'avançaient dans les Grisons, secondés et guidés par les habitants. Hotze avait avec

(1) 8 mai.

(2) Du côté de Lucerne l'eau est tranquille; mais dans la partie la plus resserrée du lac vers le canton d'Uri, précisément celle à laquelle se rattachent les plus importants souvenirs historiques, il s'élève souvent un vent du sud, appelé Fahnet, qui rend la navigation très-périlleuse. Aujourd'hui encore, et pendant la belle saison, les accidents n'y sont pas rares.

lui un corps d'émigrés suisses, au milieu desquels marchait Steiger, le vieil et intrépide avoyer de Berne, irréconciliable ennemi de la France républicaine. Certes le courage et le dévouement sont honorables dans tous les partis : avouons pourtant que c'était là un étrange spectacle ! Des Suisses accueillant en libérateurs les soldats de l'Autriche, et les guidant à travers ces montagnes, si longtemps vierges de toute invasion étrangère ! Ce fut ainsi que les Autrichiens prirent le fort de Lucisteig. Conduits par des sentiers inconnus à nos soldats, ils occupèrent des hauteurs en apparence inaccessibles. Ils purent même y transporter quelques pièces de campagne, qui décidèrent du succès, d'abord incertain. Un coup de canon ayant abattu le pont-levis du retranchement, l'ennemi y pénétra en force ; on se battit corps à corps à la baïonnette, et la 14ᵉ demi-brigade, qui défendait ce poste, fut presque entièrement anéantie, avant que personne songeât à se rendre.

Cette journée décida du sort des Grisons. Le général Ménard se retira précipitamment, heureux encore d'échapper sans beaucoup de perte au corps de Bellegarde, qui, arrivé à Coire le 16 mai, s'avançait en toute hâte pour lui couper la retraite.

IV.

Une fois maître des Grisons, l'archiduc Charles pouvait disposer de toutes ses forces contre Masséna. Après quelques engagements partiels où le succès fut balancé, le général français, presque débordé sur ses deux ailes, dut renoncer à défendre la ligne du Rhin et les autres positions intermédiaires qui couvrent Zurich, et se replia dans le camp retranché qu'il s'était préparé devant cette ville.

Mais l'archiduc Charles, impétueux cette fois comme Bonaparte, ne laissa pas de repos à son redoutable adversaire. Le 2 juin, il le fit attaquer sur toute sa ligne. L'action fut meurtrière et indécise. Masséna fit ce jour-là une perte sensible, celle du général Chéron, son chef d'état-major, et l'un des meilleurs qu'on pût trouver à cette époque dans nos armées. Le 7, l'archiduc renouvela son attaque avec plus de vigueur que jamais; cette fois il avait adopté une nouvelle disposition de batteries, pour prendre les Français en écharpe quand ils sortiraient de leurs retranchements. Cette seconde journée fut plus sanglante encore que la première. Quatre généraux autrichiens et deux généraux français furent griève-

ment blessés ; mais l'avantage du combat fut plutôt cette fois du côté de l'archiduc. Dans la nuit suivante, Masséna quitta son camp retranché, et vint prendre position sur la chaîne de l'Albis, appuyant sa gauche au Rhin, sa droite au lac de Zug. L'archiduc transporta son quartier général à Zurich. Cette série d'engagements si vivement disputés de part et d'autre, rappelle les péripéties non moins émouvantes de la guerre de 1809. Masséna se défendait contre l'archiduc, comme l'archiduc lui-même devait, plus tard, se défendre contre Napoléon. Il faisait des progrès, mais il n'avait pas vaincu. Le lendemain, il fit contre le mont Albis une tentative infructueuse. Masséna à son tour l'attaqua le 25, sans résultat décisif ; puis les deux armées restèrent immobiles pendant tout le mois de juillet et la moitié d'août.

On s'est épuisé en vaines conjectures pour expliquer cette inaction singulière de l'archiduc, précisément dans la saison la plus favorable aux opérations militaires en Suisse. Le véritable motif de sa conduite n'est pas difficile à deviner. L'intérêt essentiel de l'Autriche dans cette guerre était de tout faire pour nous chasser de l'Italie septentrionale, qu'elle se proposait de garder. Tranquille désormais pour l'Allemagne dont nous avions été repoussés, elle

s'inquiétait peu de conquérir la Suisse, qu'il lui aurait fallu rendre. Tels n'étaient pas, sans doute, les principes avoués de la coalition : elle était bien autrement chevaleresque et désintéressée dans ses manifestes ; mais que d'illusions se dissipent, quand on envisage avec une froide impartialité les tristes réalités du monde politique ! Quand une guerre se propose un but moral ou de principe, la proclamation d'un tel but est-elle jamais autre chose qu'un prétexte? Les hommes d'imagination ou les hommes simples sont exposés, dans de telles circonstances, à être pris pour dupes, parce qu'ils substituent les passions de l'homme à la politique de cabinet, ce qui n'arrive pas à Vienne. L'Autriche affichait hautement sa sympathie pour les gouvernements renversés, son horreur pour les excès révolutionnaires, parce que ces démonstrations d'horreur ou de sympathie servaient ses intérêts réels; mais elle n'agissait vivement, efficacement, que dans la limite de ces intérêts. Elle ne faisait pas la guerre en Italie pour rappeler en Piémont le roi de Sardaigne, encore bien moins pour rétablir la république de Venise. Elle ne la faisait pas davantage en Suisse pour les avantages du patriciat de Berne, pour le monopole commercial des bourgeois de Zurich, ni pour la

démocratie trop souvent vénale des pâtres d'Underwald. Dans le Piémont et la Lombardie, ses troupes combattaient pour un intérêt solide et positif; c'est là qu'elle songeait à envoyer des renforts, s'inquiétant peu d'affaiblir son armée de Suisse, qui, dans ce moment du moins, n'eût combattu que pour des principes.

Ce fut précisément pendant cette inaction de l'archiduc Charles que la cour de Vienne proposa à Paul I[er] une nouvelle combinaison militaire, à laquelle celui-ci se prêta avec empressement, comme si elle eût été conçue dans l'unique intérêt de son amour-propre et de sa gloire. La loyauté chevaleresque de ce prince le rendait complétement dupe de l'ambition autrichienne. Du moment où la reprise de l'Italie fut assurée, l'Autriche n'eut rien de plus à cœur que d'en écarter Suwarow, qui ne pouvait plus que l'y contrarier. Si la manie du Directoire était de créer des républiques, la manie de Paul I[er] était de rétablir les anciens gouvernements. On lui représenta que pour l'Italie ce but devait être considéré comme atteint. A la vérité, on ne se hâtait pas d'accomplir toutes les restaurations qu'il réclamait, mais on se gardait bien d'opposer à son impatience d'autre motif que l'inopportunité ac-

tuelle (1). Sans rien faire pour le présent, on lui laissait tout espérer pour l'avenir. S'il se plaignait de l'insuffisance des efforts de l'Autriche du côté de la Suisse, on le calmait en lui faisant entendre que c'était l'absence de son concours sur ce point qui tenait encore la fortune indécise. Il ne voyait plus alors dans ce retard qu'une nouvelle occasion de gloire pour ses armées, tandis que la cour de Vienne s'estimait heureuse de lui faire supporter des sacrifices dont elle devait seule recueillir le fruit. Par suite de ces combinaisons et des déplacements de troupes qu'elles occasionnaient, la disproportion n'était plus aussi grande entre les deux armées qui se disputaient l'Helvétie. Ainsi s'explique la longue immobilité du général en chef autrichien.

(1) Suwarow, arrivé à Turin, n'avait rien eu de plus pressé que de rappeler le roi de Sardaigne. Mais M. de Thugut ne voulait rien préjuger sur le sort du Piémont, et s'opposa fortement à ce rappel. Il avait déjà marchandé à Selz quelques provinces piémontaises; et peut-être voulait-il faire, de ce retour du roi, une spéculation pour obtenir de lui le Novarois à la paix, et partager ainsi avec la maison de Savoie le titre et les fonctions de portier des Alpes. Jomini, I, 374.

V.

L'archiduc attendait alors les trente mille soldats de Korsakow, fraction importante de la grande armée russe. Il semble que Masséna aurait dû se hâter de frapper un coup décisif avant cette jonction, d'autant plus que le Directoire lui en avait donné l'ordre plusieurs fois. Il s'y était pourtant refusé, ne se jugeant pas en état de reprendre l'offensive avant l'arrivée de tous les renforts qui lui avaient été promis. Il calculait d'ailleurs que Korsakow ne pouvait arriver à Schaffhouse avant le 18 ou le 19 août. Les Russes y arrivèrent dès le 16, et cette méprise faillit nous coûter cher.

Vers le 12 août enfin, Masséna commença son mouvement offensif. Son but était de reprendre les positions des hautes Alpes, qu'il avait perdues deux mois auparavant.

Tandis que les divisions françaises, disséminées sur une ligne de près de cent lieues, obtenaient quelques succès isolés, l'archiduc avait concentré trente mille hommes au-dessus de Bruck. Il voulait forcer le passage de l'Aar à Dettingen, puis franchir dans la même journée la Limmat et la Reuss. Le

succès de ce plan hardi et bien combiné coupait en deux l'armée de Masséna, compromettait toute son aile droite, forçait le reste à se retirer de la Suisse par le canton de Berne, et livrait à l'invasion autrichienne Bâle et nos départements du Rhin. Le général Ney, chargé de la défense de côté, ne pouvait réunir sur ce point plus de huit à dix mille hommes.

Heureusement pour nous, ce projet si bien combiné fut mal exécuté. Les pontonniers avaient commencé leur travail dans la nuit et par un brouillard épais; mais, soit qu'ils n'eussent pas mis l'activité nécessaire, soit que le sol rocailleux du lit de la rivière fût un obstacle plus sérieux qu'on ne l'avait pensé, le pont ne put être terminé à temps. Ils furent encore retardés par le feu meurtrier des carabiniers de Zurich, qui, dans cette circonstance, nous rendirent de grands services. Plusieurs heures se passèrent ainsi, et Ney eut le temps d'accourir avec la plus grande partie de sa division, avant que l'ennemi fût en mesure de tenter le passage. La surprise était dès lors manquée; et l'archiduc découragé abandonna son projet.

On remarquera que cette tentative, faite assez tard pour que les Russes vinssent au besoin en ap-

puyer les suites, l'était assez tôt pour qu'ils ne pussent, en cas de succès, y réclamer aucune part.

Le lendemain même de cette entreprise manquée, Masséna attaqua le centre des Autrichiens devant Zurich. Cette affaire, engagée d'une manière brillante, n'eut pas de résultat décisif. On y vit les Suisses se combattre sous des drapeaux opposés avec un impitoyable acharnement. Ce n'était pas assez pour ce malheureux pays des maux de l'occupation étrangère, il fallait que la guerre civile vînt y joindre des misères plus navrantes, des meurtres plus odieux. Triste abus du courage, dont l'histoire se détourne en gémissant!

Ce fut dans ce moment que l'archiduc, commençant assez intempestivement l'exécution du nouveau plan d'opérations concerté entre Vienne et Pétersbourg, remit le commandement à Korsakow, en attendant la prochaine arrivée de Suwarow, et marcha avec la majeure partie des forces autrichiennes sur le bas Rhin, où la division Muller assiégeait Philipsbourg. On a vivement critiqué ce brusque départ de l'archiduc, abandonnant un terrain sur lequel il avait déjà vaincu, et cela au moment où l'arrivée d'un renfort considérable le mettait à même d'agir avec un avantage plus grand. Un écrivain mi-

litaire justement estimé, Mathieu Dumas, s'est efforcé de justifier l'archiduc. La meilleure de toutes les justifications, c'est que l'archiduc obéissait à des ordres formels. D'après le nouveau plan concerté entre les puissances coalisées, toutes les troupes russes qui avaient combattu en Italie devaient être concentrées en Suisse, sous le commandement de Suwarow; l'archiduc ne devait laisser de ce côté qu'un corps auxiliaire, et son mouvement sur le Rhin, se liant à celui de Suwarow et à l'expédition de Hollande, dont nous parlerons dans le chapitre suivant, complétait un système d'invasion générale de la France, dont le succès n'eût pas seulement abouti au renversement du pouvoir révolutionnaire (1).

M. Mathieu Dumas allègue encore, en faveur de l'archiduc Charles, que « les Français, s'ils se fus-

(1) Il est bien certain que si l'archiduc dut obéir à des prescriptions formelles, la critique de ses mesures militaires ne s'adresse plus directement à lui. Toutefois, si le passage de l'Aar eût réussi, l'archiduc aurait-il laissé à Suwarow l'honneur de recueillir les fruits de cette opération capitale? Pourquoi donc démembrer ses forces devant un ennemi qu'on pourrait attaquer avec avantage? Par cette singulière manœuvre, l'infériorité passait d'un camp dans l'autre, et Korsakow risquait d'être accablé avant l'arrivée de Suwarow, comme cela eut lieu en effet.

sent affermis sur la rive droite du Rhin, auraient menacé les derrières de l'armée alliée, et ses communications pour les subsistances. Il n'y eut jamais, ajoute-t-il, de motifs plus déterminants de détacher l'aile droite d'une armée, et de mettre sa cavalerie, trop nombreuse pour la nature du pays de la Suisse, à portée d'agir plus efficacement. » Ces raisons nous semblent insuffisantes. Si l'Autriche avait désiré sincèrement, comme Paul Ier, atteindre le but avoué de la guerre, des restaurations en Suisse et en France, il y aurait eu quelque chose de plus pressé que de courir dans le Palatinat, où l'excursion d'un corps français nécessairement assez faible ne pouvait donner de sérieuses inquiétudes : quelque chose de plus pressé que de porter une cavalerie trop nombreuse sur un terrain plus fertile en fourrages, c'eût été de conduire immédiatement au combat toute l'armée alliée ; et dans ce combat, dans la retraite très-probable des Français, cette cavalerie nombreuse eût été mieux employée qu'en Allemagne. M. Mathieu Dumas ne s'est pas aperçu qu'il s'efforçait en vain d'expliquer, par les principes de l'art de la guerre, ce qui n'avait été que le résultat d'un acte politique. C'est par ce motif surtout que nous ne pouvons être d'accord avec lui sur les vé-

ritables motifs du nouveau plan d'opérations. Ce plan lui paraît préférable, en ce qu'il réunissait toutes les troupes russes sur un seul point, en ce qu'il les plaçait dans la direction la plus courte pour recevoir leurs recrues; enfin parce qu'il faisait disparaître l'inconvénient de la différence de nation et de langue dans une même armée. Ces causes sont plausibles, et l'Autriche avait eu soin de les faire valoir aux yeux de Paul Ier; mais, outre ces raisons apparentes, cette cour avait, nous le répétons, des motifs d'un autre ordre. Pour arriver à les connaître, il suffit d'observer les résultats politiques et matériels de la nouvelle répartition des armées alliées.

Pour l'Autriche, le résultat politique est de la laisser seule arbitre du sort des princes d'Italie, et particulièrement du roi de Sardaigne. Déjà depuis quelque temps Suwarow réclamait le rappel de ce prince, et son rétablissement dans tous ses États du continent. Ce triomphe de légitimité, que Paul Ier avait fort à cœur, était loin de plaire à la cour de Vienne, qui, peu jalouse de ce genre de gloire, songeait à se ménager, pour l'époque plus ou moins éloignée de la paix, des moyens éventuels d'arrangement et peut-être de partage. Par ce motif en

réalité, mais sous prétexte des nécessités de la guerre, le cabinet autrichien refusa même de laisser revenir à Turin le second fils du roi, et par conséquent de s'engager en quoi que ce fût sur ce qui concernait le Piémont. La difficulté devait subsister tant que l'armée russe occuperait ce territoire. — En la transportant ailleurs, on se délivrait des instances importunes de Suwarow, et l'Autriche demeurait seule en position de régler ultérieurement, selon ses intérêts et ses convenances, le sort de l'Italie septentrionale, sans être subordonnée aux caprices chevaleresques de son magnanime et impérieux allié.

Si ce résultat politique est d'une haute importance, le résultat matériel n'est pas moindre. Il consiste à placer les Autrichiens aux deux ailes et les Russes au centre. A l'aile gauche, l'Italie est conquise; il ne reste qu'à la garder, en serrant de près les Français acculés à Gênes. A la droite, dans le Palatinat, ceux-ci sont peu redoutables. Le corps de dix-huit mille hommes que commande le général Muller ne saurait donner d'inquiétude sérieuse, et il aurait suffi, pour le contenir, d'envoyer quelques renforts au général autrichien Starray. Le conseil aulique pense autrement; il ne lui faut de ce côté

rien moins que la présence de l'archiduc. Il ne laisse en Suisse que le général Hotze, avec un corps de vingt-cinq mille hommes. C'est pourtant en Suisse, c'est sur ce point central qu'existent les difficultés sérieuses : là s'élèvent ces montagnes, dont nos généraux ont su faire le plus formidable rempart du territoire français. De toutes nos armées, celle qui défend ces positions est la plus forte, la plus intacte ; elle est sous les ordres d'un habile capitaine. Il y a beaucoup d'obstacles à vaincre, par conséquent beaucoup de gloire à acquérir. La modestie autrichienne en fait hommage au tzar ; c'est à lui, c'est à ses troupes que cet honneur est réservé ! Pour ne pas leur en ravir la moindre part, on a tenu d'abord l'archiduc inactif, et on l'éloigne dès qu'arrivent les troupes russes. Si la Suisse est affranchie de la présence des Français, si les anciennes aristocraties se relèvent, au tzar seul en appartiendra le mérite. Si les succès de son armée vont jusqu'à l'envahissement du territoire français, les Autrichiens ne seront pas les derniers à réclamer le lot le plus fort dans le partage des bénéfices.

Cet exposé des faits suffira pour résoudre la question. Ce qu'il faut voir au fond de cette nouvelle conception stratégique, c'est donc surtout l'habileté

économique de l'Autriche, mettant en jeu à son profit la vanité désintéressée du monarque russe. C'est, d'un côté, une politique circonspecte autant qu'avide, soigneuse de hasarder peu, quoiqu'en voulant tout obtenir ; c'est, de l'autre, un don-quichotisme de redresseur de torts, jouet des autres et de lui-même, cherchant, au prix des plus grands sacrifices, une gloire stérile dans la restauration des monarchies et des aristocraties renversées.

Pour en revenir au fait qui a donné lieu à cette digression, la marche soudaine de l'archiduc vers le Palatinat, n'est-il pas évident, si l'on raisonne dans le système du but moral de la coalition, que l'intérêt de débloquer Philipsbourg, qui pouvait l'être plus tard ou même sans le secours de l'archiduc, ne pouvait être mis en balance avec celui de livrer une grande bataille, dont trente mille hommes de plus devaient rendre le succès presque infaillible? Sans vouloir atténuer en rien le mérite et la gloire de Masséna, on est obligé d'avouer que la politique autrichienne fut un de ses plus utiles auxiliaires.

VI.

Prêt à attaquer Zurich, Masséna avait chargé Le-

courbe de prévenir la jonction des Autrichiens avec Suwarow, en les chassant des positions qu'ils occupaient dans les défilés et sur le plateau du Saint-Gothard. Trois ou quatre jours suffirent à Lecourbe pour remplir cette mission importante et difficile. Les détails de ces opérations sont d'un intérêt tel, que nous regrettons de ne pouvoir que les indiquer sommairement. Lecourbe avait à peine treize mille hommes; mais quels hommes que ces soldats de la république! Il partage en trois corps cette petite armée. Le général Loison s'avance par le Gadmen et le Meyenthal; il franchit des passages escarpés, toujours couverts de neige, et se précipite dans la vallée d'Urseren sur Wasen, où il emporte, après cinq assauts consécutifs, un fort défendu par les Autrichiens. Le général Gudin, à la tête du deuxième corps, remonte le cours de l'Aar, et vient assaillir audacieusement l'ennemi posté sur le sommet du Grimsel. Nos premières attaques sont repoussées avec perte; mais la scène change quand les Autrichiens se voient pris à dos par un détachement français amené par des sentiers inconnus à travers les pentes abruptes du Doltihorn. Les Autrichiens effrayés se dispersent dans ces gorges sauvages, et n'échappent aux balles françaises que pour

périr misérablement dans le glacier de l'Aar et dans les précipices. Enfin Lecourbe lui-même s'embarque à Lucerne avec le reste de ses troupes. Il débarque à Brunnen, et met en fuite un corps autrichien soutenu par un nombreux rassemblement d'insurgés. Il continue sa navigation, débarquant çà et là, partout où la fumée des bivouacs, le tocsin ou la fusillade lui signalent des ennemis. Il les chasse ainsi d'Altorf et de tous les postes qu'ils occupent sur les bords du lac. Les obstacles, les périls sont dignes de son audace; il retrouve encore les Autrichiens à Amsteig, au pied même du Saint-Gothard. Nos soldats gravissent ces hauteurs, alors presque inaccessibles, avec l'agilité des chasseurs, et poursuivent l'ennemi jusqu'au passage de la Reuss, jusqu'aux bords de l'abîme effroyable que la rupture du pont du Diable ouvre devant leurs pas.

Les travaux du nouveau pont ont singulièrement modifié l'aspect de ce site fameux. L'ancien, le vrai pont du Diable est maintenant abandonné; l'accès même en est fermé du côté de la Suisse par les remblais de la route actuelle. Il faut recourir à d'anciennes gravures pour se rendre compte exactement du tableau qu'offrait encore le passage de la Reuss à cette époque où la guerre vint jeter dans cet af-

freux désert des scènes d'animation farouche, et joindre ses horreurs à celles de la nature.

Toutes ces opérations de Lecourbe avaient été conduites avec une merveilleuse célérité. Il s'était mis en mouvement le 12 août; le 14, Loison le rejoignait à Wasen; le 16, Gudin paraissait à son tour, au moment où nos premiers rangs s'avançaient sur le pont de la Reuss réparé à la hâte, et les acclamations joyeuses succédaient aux bruits de guerre. En quatre jours, Lecourbe avait rempli sa mission; il s'était rendu maître du Saint-Gothard et de toutes ses communications avec les Grisons et l'Italie.

Malgré la faiblesse de son corps, Lecourbe dut détacher immédiatement une brigade dans la direction de Glaris, sous les ordres de Molitor, dont nous raconterons bientôt les combats glorieux. Ce premier succès n'était que le prélude d'une lutte acharnée contre un ennemi bien autrement redoutable. Du côté de l'Italie, Suwarow s'avançait à son tour vers le Saint-Gothard. S'il parvenait à se faire jour sur Zurich, c'en était fait de la Suisse, c'en était fait peut-être de la France!

VII.

Suwarow, impatient de nouveaux triomphes, était entré le 23 septembre dans la vallée Lévantine, et déjà son avant-garde gravissait les rudes escarpements du Saint-Gothard. Cette route est maintenant une des plus belles de la Suisse; mais à cette époque elle présentait à la fois les plus grandes difficultés et le plus sauvage aspect. A peine indiquée sur des pentes presque à pic, elle suivait les détours capricieux d'une gorge qui porte encore aujourd'hui le nom significatif de *val Tremola*, car sa vue seule inspirait quelque effroi aux plus hardis voyageurs. Aussi, quand les soldats de Suwarow, suspendus aux flancs de l'âpre montagne, entendirent siffler au-dessus de leurs têtes les balles françaises, quand ils virent qu'il fallait combattre encore là où ils pouvaient à peine se soutenir, le découragement prit soudain ces hommes de fer; ils refusèrent d'aller en avant, s'écriant que cette fois on leur demandait l'impossible. Les châtiments demeurent sans effet, le bâton se brise dans la main des officiers, et ne persuade pas; la colère même de Suwarow ne trouve que des cœurs indociles et re-

belles. Mais Suwarow connaît mieux ses sauvages soldats qu'ils ne se connaissent eux-mêmes ; ou plutôt le vrai secret de son immense ascendant, c'est l'emportement naïf et vrai de la passion qui le transporte, c'est l'entraînement irrésistible d'une volonté puissante sur ces natures primitives. Il fait creuser une fosse, et s'y précipite en disant aux rebelles : « Puisque vous refusez de suivre votre père, couvrez-le de terre et laissez-le ici ! » Et ses soldats de le relever, de le prendre dans leurs bras, de le porter au-dessus de leurs têtes avec d'effroyables *hurrahs!* de lui jurer enfin qu'ils sont prêts à escalader à sa voix les rocs les plus escarpés, ou de se jeter dans les plus noirs abîmes. Suwarow met à profit cette ardeur renaissante ; le poste d'Airolo est attaqué et forcé. Gudin, chargé de la défense de ce côté, recule pas à pas devant un ennemi supérieur en nombre, passe la Reuss à Hospital, et, s'élevant jusqu'à la région des neiges éternelles, va s'établir sur les sommets du Grimsel et de la Furca. De ce poste il garde les vallées de l'Aar et du Rhône, tout en guettant l'occasion de reprendre le Saint-Gothard (1).

(1) La neige ne fond jamais, du moins du côté du nord, sur le sommet de la Furca, passage élevé qui domine le glacier du Rhône.

Cependant Suwarow agissait avec sa vigueur accoutumée. Une division de six mille Russes, par une manœuvre imprévue, tournait le Saint-Gothard à travers les rocs, les glaces et les précipices du Crispal (1), arrivait dans la vallée d'Urseren derrière Lecourbe, tandis que celui-ci s'efforçait encore de tenir tête à Suwarow. Mais Lecourbe, conservant tout son sang-froid dans cette situation désespérée, jette dans les précipices de la Reuss son artillerie qui ne peut le suivre, franchit les montagnes de Geschinen à travers les neiges et les abîmes, et redescend de même à Wasen. Il se croit sauvé, et n'a fait que changer de péril. Le chemin du lac est déjà coupé par une colonne autrichienne venue des Grisons, et en même temps Lecourbe apprend que son arrière-garde a été forcée, et que Suwarow est maître du pont du Diable. Résolu à périr plutôt que de se rendre, Lecourbe se jette sans hésiter sur les Autrichiens. Heureusement ceux-ci sont pris à leur tour entre deux feux par la réserve française qui vient d'Altorf, comme Lecourbe lui-même l'est entre eux et Suwarow. Ils livrent donc passage au général

(1) Ce passage, plus haut que le col de Balme, est un des plus difficiles de la Suisse.

français, qui, à force de résolution et d'audace, échappe, pour la seconde fois, aux Fourches Caudines.

De son côté, Suwarow n'avait pu forcer le passage de la Reuss qu'avec des difficultés inouïes. L'arrière-garde de Lecourbe avait fait sauter l'arche unique du pont du Diable, et une batterie formidable foudroyait l'Unerloch (1). Les Russes, tumultueusement engagés sous cette voûte étroite et ténébreuse, arrivaient soudain au bord de l'abîme béant, où les derniers rangs poussaient les premiers sous le feu de notre artillerie. Dans cette situation terrible, il n'y avait qu'un moyen de salut, c'était de tourner la position des Français; et quand on considère encore aujourd'hui l'escarpement des bords de cette fente gigantesque, on a peine à croire qu'une pareille entreprise ait pu même être tentée. Mais que ne peut l'instinct de la conservation, le désir de la vengeance! Les Français, les Autrichiens

(1) L'Unerloch ou *trou d'Uri*, creusé en 1707, était une galerie de soixante-sept mètres de longueur, sombre couloir ouvrant sur l'abîme que traverse le pont à une si effrayante hauteur. Tout cet aspect, nous le répétons, est méconnaissable aujourd'hui; la route du Saint-Gothard est moins pittoresque, mais plus sûre.

avaient déjà surmonté cet obstacle, et bravé l'éternel courroux du torrent qui mugit au fond de l'abîme. A leur tour les Russes se laissent glisser le long des rochers qui plongent sur les cavités profondes du lit de la Reuss. Ils franchissent l'onde écumante et teinte du sang des leurs, gravissent péniblement la rive opposée, hors de la portée du poste peu nombreux qui défend encore le passage, et qui, bientôt, est forcé de se retirer pour n'être pas fait prisonnier. Le pont est alors réparé, et Suwarow poursuit sa marche à travers ces montagnes où l'attendent de nouveaux périls.

Suwarow s'avance vers le lac de Lucerne, suivant la direction la plus courte pour rejoindre l'armée de Zurich. Heureusement Lecourbe est là pour lui fermer le passage. Le général russe, maître de la vallée d'Urseren, était descendu sans combat le long de la Reuss jusqu'au lac; mais il se voit arrêté là par cette vaste nappe d'eau. Toutes les embarcations sont au pouvoir des Français; l'obstacle semble infranchissable cette fois. Sans se déconcerter, Suwarow, jetant ses regards en arrière, tente de forcer le passage de la Reuss au-dessus d'Altorf. Il y réussissait presque à Ertzfeld, malgré la résistance de Loison, quand Lecourbe, franchissant

l'embouchure de la Reuss à Seedorf, se jette sur l'arrière-garde des Russes, et leur donne une telle alerte, que Suwarow abandonne le passage commencé, et accourt avec toutes ses forces, se croyant attaqué par tout un corps d'armée. Cette diversion hardie et heureuse est un des plus beaux faits d'armes de Lecourbe : chaque jour qu'il fait perdre à Suwarow équivaut à une victoire. Mais pourquoi n'en pas convenir? son adversaire est digne de lui. L'énergie de Suwarow s'accroît par les difficultés mêmes qu'il rencontre, et lui fait tenter et presque accomplir l'impossible. Se détournant du lac qu'il ne peut franchir, il escalade résolûment le mur de rochers qui lui ferme le passage au nord. Il gravit ainsi les montagnes de Kesseren, entraîne toute son armée dans le Schœchenthal par des sentiers à peine praticables, et auxquels Lecourbe lui-même n'avait pas pensé. Tournant ainsi la pointe du lac, il traverse le Kinzigkulm, et, après trois jours de marche forcée, il arrive, ou plutôt se laisse tomber dans la vallée de la Muotta. Ses troupes sont abîmées de fatigue et de besoin, mais son but semble atteint. Il a tourné et dépassé ces obstacles infranchissables dont s'irritait son audace : le lac et Lecourbe. Son apparition soudaine a répandu au loin la terreur; et

rien ne peut l'empêcher désormais de rejoindre l'armée de Korsakow, si cette armée est encore intacte. Mais à peine Suwarow a-t-il fait quelques pas dans la vallée, qu'il apprend le désastre que Korsakow vient d'essuyer à Zurich. D'abord il s'emporte et refuse d'y croire, il veut même faire fusiller comme espion le malheureux colporteur, premier messager de la fatale nouvelle; mais bientôt son rapport est confirmé par celui de deux officiers qui pénètrent jusqu'à Schwytz sous un déguisement, et en rapportent tous les détails de la bataille. Dès lors tout est changé pour Suwarow; l'excès même de son audace n'a fait que le jeter dans un péril plus grand.

Tandis que Masséna, instruit des premiers progrès de Suwarow, avançait de vingt-quatre heures son attaque générale sur Zurich, la brigade de Molitor, détachée par Lecourbe pour couvrir l'aile droite de Masséna, repoussait victorieusement les efforts d'ennemis bien supérieurs en nombre. De tout temps l'habileté des chefs a eu l'heureux privilége d'appeler sur une poignée d'hommes l'attention qu'on n'accorde pas à des masses mal dirigées. La destruction d'armées innombrables tient moins de place dans la mémoire des hom-

mes que la retraite des Dix-Mille. Molitor exerce ici, sur un moindre théâtre, ce glorieux ascendant; il prend part à l'honneur d'avoir sauvegardé de l'invasion le territoire français. C'est le plus beau moment d'une belle carrière militaire (1).

Forcé de défendre une vaste étendue de terrain, Molitor ne pouvait faire mouvoir qu'une colonne de douze cents hommes. C'est avec cette faible troupe, avantageusement postée sur le mont Pragel, qu'il repousse successivement Jellachich et Linken, débouchant, l'un de Wallenstadt, l'autre des Grisons par Engi, pour assurer la jonction de Suwarow avec l'armée de Zurich. Le deuxième combat surtout fut opiniâtre et glorieux pour nos armes. Les soldats de

(1) Celui qui écrit ces lignes ne peut se rappeler sans émotion qu'il fut, dans sa première jeunesse, l'objet d'une bienveillance paternelle de la part du maréchal Molitor, le compagnon d'armes et l'ami de son père et de son aïeul. Dans un âge avancé, le maréchal Molitor avait conservé toutes ses facultés; il semblait encore prêt à monter à cheval au premier appel du pays en danger, à recommencer ses glorieuses journées du mont Pragel et des bouches de Cattaro. Il n'est plus! — Hélas! nous les voyons partir ainsi l'un après l'autre, ces hommes de bronze, glorieux témoins d'un âge héroïque. Après tant de triomphes, suivis de tant de douleurs, combien ont succombé, non sous le poids de l'âge, mais sous celui des souvenirs!

Damnosa quid non imminuit dies?

Molitor, craignant de manquer de cartouches, se défendent à la manière des Suisses du quatorzième siècle. Des hauteurs que l'ennemi veut gravir, ils font pleuvoir sur lui des quartiers de rochers, et bientôt le culbutent avec perte sur Glaris. Avec quatre bataillons français et deux bataillons suisses, Molitor repousse douze mille Autrichiens, et empêche leur jonction avec Suwarow.

VIII.

Au moment même où Molitor combattait, où Suwarow descendait dans la vallée de la Muotta, Masséna attaquait et enlevait les positions de Korsakow, et ce succès décidait du sort de la campagne.

La bataille dura deux jours. Le général Soult était chargé de l'attaque du corps de Hotze, qui formait l'aile gauche de l'ennemi, le long du canal de la Linth, à l'autre extrémité du lac de Zurich, qui séparait les deux armées. La lutte s'engagea vivement; le village de Schœnis fut pris et repris trois fois; mais Hotze et son chef d'état-major ayant été tués tous deux presque en même temps, le désordre se mit parmi les Autrichiens, qui furent mis en déroute, et complétement séparés des Russes. Le gé-

néral Hotze, Suisse d'origine, était doublement précieux à l'ennemi par ses connaissances locales et par sa rare intrépidité (1).

Du côté de Zurich, la fortune se déclarait également pour nous. Suwarow, n'ayant pas prévu les obstacles qu'il allait rencontrer sur sa route, et surtout le pénible détour qu'il avait dû prendre pour tourner le lac de Lucerne, avait prévenu Korsakow qu'il serait le 26 à Schwytz, tout prêt à envelopper l'armée française. Toutes les dispositions de Korsakow étaient prises pour seconder ce mouvement, et cette attente d'une diversion impossible servit merveilleusement les projets de Masséna. Tandis que Mortier fait une fausse attaque sur Zurich, Masséna, se portant rapidement à l'extrême gauche où l'ennemi ne prévoit aucun danger, passe la Limmath à Fahr, mouvement qui tourne la position des Russes. Là, nous voyons le chef d'escadron Foy, commandant l'artillerie de la division Lorges, seconder admirablement cette importante opération par l'habile disposition de ses batteries. Nos soldats ont franchi la rivière à quatre heures du matin. Grâce à l'activité du commandant d'artillerie,

(1) Il était du canton de Zurich même.

un pont commencé à cinq heures est prêt à huit; et l'artillerie, promptement transportée sur l'autre bord, assure le succès de cette manœuvre hardie. A une époque bien éloignée, bien différente de celle-là, le général Foy obtiendra des succès d'une autre nature; et ses contemporains honoreront surtout en lui le grand orateur, l'adversaire éloquent, convaincu, infatigable, du pouvoir. Mais la postérité a commencé pour ces grandes renommées parlementaires, qui préparaient le triomphe de l'anarchie en croyant servir la liberté! Si bien qu'après cette douloureuse expérience qui a fait échouer tant de nobles efforts, dissipé tant d'illusions généreuses, on en vient à se demander si les électeurs de 1825 ne s'abusaient pas, et si le chef d'escadron Foy n'a pas mieux mérité de la patrie dans la matinée du 26 septembre 1799, que le redoutable antagoniste de M. de Villèle dans ses luttes de tribune les plus brillantes.

Nous laissons aux historiens militaires le détail des émouvantes péripéties de ces deux grandes journées de Zurich. Korsakow, croyant toujours à l'arrivée de Suwarow, persista pendant tout le premier jour à se maintenir le long du lac, au lieu de se jeter avec le gros de ses forces sur les divisions françaises qui avaient passé la Limmath. Le soir seule

ment, il comprit tout le péril de sa position, en apprenant la défaite et la mort de Hotze, et se voyant investi lui-même dans Zurich, sans nouvelles de Suwarow. Une prompte retraite était désormais son seul moyen de salut; il s'y décida dans la nuit, et le lendemain il parvint en effet à se frayer un passage sur Schaffhouse à travers la division de Lorges. Mais cette retraite fut désastreuse pour les Russes; une partie de leur arrière-garde, vivement poursuivie, fut coupée et faite prisonnière. Presque au même moment, Mortier pénétrait de son côté dans Zurich et complétait la défaite de l'ennemi. Les magasins, les blessés, presque toute l'artillerie, tombèrent en notre pouvoir.

Au milieu du désordre de cette ville prise d'assaut, un malheur imprévu vint jeter son ombre sur les joies de la victoire. L'un des hommes les plus intelligents et les meilleurs de ce siècle, le pasteur Gaspard Lavater, fut blessé mortellement par un soldat français, ou du moins qui servait dans nos rangs; car l'auteur de ce meurtre échappa à toutes les recherches, et Lavater, mourant, implorait encore pour lui la pitié et l'oubli. Admirable privilége du génie et de la vertu! Parmi tant de morts, et de morts illustres, celle de Lavater, simple citoyen

suisse, atteint par hasard dans cette mêlée où la seule humanité le conduisait, produisit parmi les vainqueurs une profonde et douloureuse sensation, comme le remords d'un crime involontaire dont la France elle-même semblait responsable.

Les circonstances du meurtre de Lavater ont été inexactement rapportées par divers auteurs. Voici comment cet événement nous a été raconté par un témoin contemporain, élevé dans la maison même de Lavater.

Il était à sa fenêtre, contemplant tristement cette scène de désolation et de tumulte, quand il aperçut tout à coup des soldats menaçant de leurs sabres des paysans auxquels ils demandaient du vin, et qui ne les comprenaient pas. Il descendit de suite, espérant se rendre utile aux uns et aux autres par sa connaissance parfaite des deux langues. Il se mêla avec une généreuse imprudence à ce groupe, déjà fort échauffé ; quelques huées s'élevèrent à l'aspect de son costume ecclésiastique. Insulté et violemment repoussé, il cherchait encore à se faire entendre, quand il tomba, frappé d'un coup de baïonnette au-dessous du cœur.... Ce fut le crime de quelque soldat ivre, instruit par la révolution dans la sainte horreur des *calotins!!*

Lavater survécut quinze mois à cette blessure, qui ne put être cicatrisée et ne cessa pas de le faire souffrir. Sa fin, belle comme sa vie, fut celle d'un digne martyr de la religion et de l'humanité. Lavater était du nombre de ces patriotes éclairés qui avaient compris de bonne heure l'inévitable nécessité d'une réforme dans l'état social de l'Helvétie. Après avoir vu sans trop de déplaisir ces réformes assurées par l'intervention française, il éleva bientôt une voix courageuse contre les scandaleux abus de la conquête, contre les déprédations infâmes des agents du Directoire. Sa lettre à Rewbell, écrit alors populaire, respirait toute l'indignation du citoyen outragé dans ses plus saintes affections. On y remarque cette imprécation éloquente : *La liberté que vous nous apportez, c'est celle de l'enfer !* Cette patriotique audace fut punie d'un exil qui n'avait cessé qu'après la démission de Rewbell.

Peu de jours avant sa mort, Lavater, voulant remplir jusqu'au bout ses devoirs religieux, se fit porter au temple. Il prit pour texte de son dernier sermon ces paroles de l'Évangile : *Amassez-vous des trésors que la rouille ne puisse consumer, ni les voleurs dérober !* Dernière et courageuse allusion aux souffrances de ses concitoyens, aux pillages des con-

quérants, aux ravages de cette guerre de géants qui avait pris pour champ de carnage l'Helvétie entière. Au milieu du fracas des batailles, recueillons avec une pieuse émotion cette héroïque voix d'un mourant qui prie et qui console (1)!

IX.

Korsakow avait eu plus de quinze mille hommes hors de combat dans cette sanglante bataille, et se trouvait dans l'impossibilité de tenter immédiatement un effort sérieux pour dégager Suwarow. Masséna pouvait dès lors employer la plus grande partie de ses forces, non plus seulement à repousser, mais à détruire ce redoutable ennemi, dont les derniers efforts et la retraite vraiment prodigieuse furent le dénoûment de ce drame terrible.

Nous avons vu Molitor et sa poignée de braves repousser successivement deux généraux autrichiens. En même temps, et toujours pendant la bataille de Zurich, Suwarow descendait dans le

(1) Lavater, malgré sa qualité de ministre, et la considération due à ses vertus et à son savoir, avait encouru, dans les dernières années de sa vie, l'animadversion des protestants rigides, qui lui reprochaient d'incliner au catholicisme.

Muotta-thal; heureusement il était trop tard! Assuré du désastre de Korsakow, le général en chef russe ne pense qu'à sortir au plus tôt de ce pas dangereux. Au lieu de marcher sur Schwytz, occupé déjà par les vainqueurs de Zurich qui viennent au-devant de lui, il se dirige sur Glaris par le Pragel; mais là il retrouve l'infatigable Molitor. Suwarow, croyant cette faible troupe enveloppée par les Autrichiens, somme Molitor de se rendre à discrétion. Molitor, justement fier de ses succès, répond que les Autrichiens vaincus ont manqué au rendez-vous, et somme à son tour Suwarow lui-même de se rendre, en lui annonçant l'approche de Masséna. Peut-être y avait-il quelque forfanterie dans cette réponse; mais quel Français n'eût été heureux de pouvoir humilier ainsi l'orgueil des Russes?

Le combat s'engage aussitôt; et, malgré l'énorme supériorité de l'ennemi, Molitor résiste jusqu'à la nuit, grâce à l'escarpement des sentiers du Pragel, véritables escaliers taillés dans le roc, où de nos jours encore les voyageurs n'avancent qu'avec peine. Il se retire enfin; mais Suwarow le retrouvera bientôt, rempart vivant et inexpugnable, au passage de la Linth.

Engagés dans ce coupe-gorge de montagnes,

les Russes ne combattaient plus pour vaincre, mais pour s'échapper. Leur avant-garde, que commande Suwarow lui-même, descend péniblement la vallée de Klœn vers Glaris.

Regardons cette fois combattre pour nous la nature, qui, treize ans plus tard, nous combattra si impitoyablement pour les Russes.

Au fond de ces gorges sauvages d'où l'on voit à peine le ciel, la nuit descend plus prompte et plus complète; elle dérobe aux Russes les détours de la corniche escarpée qui s'abaisse de l'extrémité du lac de Klœn vers la vallée de Glaris, et des centaines de soldats épargnés par la guerre roulent dans les gouffres de la Löntsch, dont le mugissement couvre les derniers cris des victimes.

Au point du jour, deux combats s'engagent à la fois. L'avant-garde russe attaque Molitor, qui lui dispute le passage de la Linth; l'arrière-garde, encore derrière le mont Pragel, est attaquée sur la Muotta par la division Mortier, qui débouche de Schwytz. Cette lutte fut une des plus terribles de la campagne. On se battait sur des ponts faits d'un seul tronc d'arbre, sur des corniches étroites où toute chute était mortelle. Tous les ponts de la Muotta furent pris et repris; mais l'effort désespéré

des Russes prévalut enfin, et Mortier fut repoussé avec perte sur Schwytz. Il n'en était pas de même du côté de Glaris, malgré la présence de Suwarow. Le poste de Nœfels, si fameux dans les fastes de l'Helvétie, fut pris et repris jusqu'à six fois; mais rien ne put lasser l'inébranlable constance de Molitor. Vers la fin de la journée, il fut secouru par une partie de la division Soult, qui avait franchi les pentes escarpées du Wiggis pour venir prendre part à l'action. Dès lors Suwarow dut perdre tout espoir de se retirer sur Glaris. Sa situation s'empirait d'heure en heure, malgré le succès de son arrière-garde; encore quelques moments, et les armes tombaient des mains de ses soldats, épuisés de froid et de faim.

Il s'échappa cependant, par un suprême effort d'audace et de désespoir, que Masséna lui-même n'avait pu prévoir. Abandonnant le reste de ses chevaux et de son bagage, il escalada la muraille de rochers, inaccessibles peut-être pour tout autre que pour lui, qui le séparait du pays des Grisons. Les sentiers de la vallée d'Engi, et surtout ceux de Panix, sont à peine praticables au fort de l'été, et l'on était au mois d'octobre. Tel fut pourtant le chemin que Suwarow fit prendre aux débris de son armée. Rien

ne put lasser la constance de ces hommes indomptables, dignes adversaires des soldats de la république, et, après quatre jours de marche forcée, de fatigues et de souffrances inouïes, ils atteignirent enfin la vallée du Rhin, laissant un tiers des leurs enseveli dans les neiges et dans les précipices. Cette retraite mémorable fut plus meurtrière que la plus sanglante bataille.

Cependant Korsakow, renforcé par la petite armée de Condé et quelques troupes de Bavière, avait fait une tentative pour dégager son général en chef. Il obtint d'abord quelques succès contre les divisions Lorges et Ménard; mais bientôt il fut obligé de se rejeter sur la rive droite du Rhin. Devant Constance, les Français furent aux prises avec des Français. Déjà les préjugés révolutionnaires s'affaiblissaient, même dans nos armées, et les républicains et les royalistes apprenaient à s'estimer, du moins sur le champ de bataille. On admira la fermeté du duc d'Enghien, dont la résistance opiniâtre favorisa la retraite de son aïeul.

X.

Ces combats que nous venons de nommer et non de décrire, ces batailles partielles où des généraux de division, comme Lecourbe, et même de simples généraux de brigade, comme Molitor, déploient une habileté, un sang-froid, une énergie qui feraient honneur à plus d'un général en chef; — ces marches rapides, ces chocs sur les montagnes et dans les défilés les plus impraticables; — tout cet ensemble de faits prodigieux ne forme au fond qu'une seule bataille, la bataille de Zurich. C'est la plus belle époque de la vie militaire de Masséna. Admirablement secondé par ses lieutenants, il vengeait les désastres de l'Italie et sauvait la France. La perte totale des Français ne s'éleva qu'à six ou huit mille hommes tués, blessés ou prisonniers; celle des Autrichiens et des Russes, à dix mille hommes tués, quinze à dix-huit mille prisonniers, à cent pièces de canon et quinze drapeaux. Les résultats étaient immenses : trois grands corps d'armée avaient été vaincus; les Français occupaient seuls la Suisse et la rive gauche du Rhin. Ces succès ne rendirent aucune consistance au gouvernement révolutionnaire,

déjà irrévocablement condamné par l'opinion publique; mais ils rassurèrent la France contre l'invasion étrangère, toujours odieuse, et lui rendirent un juste sentiment de ses ressources militaires. Grâce à Masséna, on avait désormais le temps d'attendre le retour de Bonaparte. C'était beaucoup surtout que d'avoir contraint à la retraite ce fier vainqueur de l'Italie, ce Suwarow dont l'orgueil s'était flatté d'envahir notre territoire, et de traiter la France comme il avait naguère traité la Pologne.

Pendant que les affaires changeaient ainsi de face en Italie, que faisait en Allemagne l'archiduc Charles, distrait si mal à propos du principal théâtre de la guerre? Il avait débloqué Philipsbourg et repris Mannheim. Au bruit des derniers événements, il se rendit à Donaueschingen pour tenir un conseil de guerre, et invita Suwarow à venir y prendre place. Le fier vieillard n'avait pas cru, en traversant le Saint-Gothard, que ses victoires d'Italie le conduiraient à siéger en Allemagne dans un conseil de guerre autrichien. Il répondit, avec assez peu de courtoisie, qu'il cessait de faire cause commune avec des généraux qui s'étaient laissé battre pour lui donner l'humiliation de fuir devant les Français. Il y avait de la dureté et de l'inexactitude dans l'ex-

pression; mais le reproche, bien compris, ne manquait pas de vérité. Les Autrichiens, assurément, n'avaient pas désiré des défaites dont le poids retombait en partie sur eux; mais ils ne désiraient pas aussi vivement que les Russes de faire en Suisse, et même en France, des progrès qui auraient pu n'aboutir qu'au triomphe gratuit de la contre-révolution.

Suwarow était arrivé en Italie avec quarante mille hommes; il avait reçu ensuite un renfort de dix mille autres. Trente mille hommes avaient marché sous les ordres de Korsakow. De ces quatre-vingt mille hommes, il en restait à peine trente mille. Épuisés par tant de marches et de combats, de fatigues et de privations pires que les combats, exténués, vêtus de haillons, ils conservaient à peine la forme de troupes régulières. Mais la politique est impitoyable; et peut-être la cour de Vienne, en voyant repasser sur son territoire ces spectres décharnés, tristes restes d'armées puissantes qui avaient vaincu pour elle, se consolait-elle de cet affligeant spectacle par la réflexion que du moins Paul Ier s'était mis hors d'état de vaincre par lui-même, et de dicter la loi dans le partage des conquêtes!

XI.

Ces scènes de destruction, troublant le silence solennel des hautes Alpes; ces tonnerres de l'artillerie, semblables aux détonations de l'avalanche; ces larges flaques de sang qui ternirent la blancheur immaculée des neiges éternelles; en un mot, toutes les péripéties de cette épopée militaire, gigantesque comme les montagnes qui en furent le théâtre, ont laissé sur elles des traces ineffaçables. Sur leurs cimes les plus hautes, comme dans les vallées les plus profondes, la tradition, sœur de la poésie et de l'histoire, garde pieusement ces grands souvenirs. Quelques vieillards vous raconteront encore ce qu'ils ont vu; d'autres n'ont plus que la mémoire des souffrances de leurs pères foulés par les deux armées, de leur effroi, de leur admiration à l'aspect de ces luttes héroïques contre les hommes et contre la nature. Partout d'ailleurs, sur le sol helvétique, le démon de la guerre a marqué son passage. Zurich, malgré ses prospérités et ses discordes nouvelles, est pleine encore des récits de la grande bataille. Le village de Schœnis, sur le Linth, garde la tombe de Hotze, l'un de nos plus vaillants adversaires. A Dissentis, dans les Grisons,

jadis le quartier général des paysans insurgés pour l'Autriche, on montre encore les ruines des maisons incendiées, celles de l'antique abbaye de Saint-Benoît, funèbre monument de la victoire et de la vengeance des Français.

Les pâtres des Engadines n'ont pas oublié l'audace de Dessolles, transportant son artillerie sur leurs lacs au moment du dégel, et s'assurant ainsi la victoire. A l'autre extrémité de la Suisse, les habitants des Ormonds, superstitieux encore comme au moyen âge, conservent la mémoire du commandant d'un détachement français, venu pour châtier la rébellion de leurs pères. Cet officier les étonna tellement par son intrépidité, qu'ils le crurent invulnérable, et, suivant la tradition du pays, il ne put être atteint, comme Claverhouse, qu'avec une balle *charmée*.

Mais l'imagination naïve des montagnards fut surtout vivement impressionnée par l'aspect étrange de Suwarow et de ses soldats. Dans les traditions qu'ils en conservent, dans les récits des guides, dans les causeries des veillées, ce passage des hommes du Nord apparaît comme une légende sombre et bizarre. Sur les premières pentes du Saint-Gothard, au-dessus d'Airolo, on lit encore ces mots

gravés dans le roc : SUWAROW VAINQUEUR ; inscription démentie par la fortune, et qui pourtant mérite d'être conservée : car la nature fut bien vaincue ; les Français seuls furent invincibles.

L'hospice du Saint-Gothard, deux fois dévasté, montre encore des vestiges d'incendie. Les portes, les fenêtres de cette maison hospitalière avaient été arrachées pour alimenter le feu des bivouacs. Le bourg, chef-lieu de la vallée d'Urseren, fut aussi saccagé tour à tour par les deux partis. Les vieillards d'Andermatt se rappellent encore avoir vu les Russes affamés dévorer du savon et des morceaux de vieux cuir. Ils brûlèrent en partant la forêt séculaire qui défendait le bourg contre les avalanches. Tels étaient, pour la Suisse, les bienfaits de la guerre et des révolutions.

A Næfels, nous retrouvons la trace des efforts désespérés de Suwarow, et de la glorieuse et heureuse résistance de Molitor. On dirait qu'il est des lieux que la nature même a consacrés à l'héroïsme. A celui-ci se rattache l'un des plus glorieux souvenirs des premières luttes de l'indépendance helvétique. Ce fut là que les Suisses, dix fois repoussés par les Autrichiens, mais revenant à la charge avec une ardeur nouvelle, vainquirent enfin dans une on-

zième attaque. Les onze colonnes érigées en mémoire de cet événement se trouvèrent renversées dans la lutte entre Suwarow et Molitor. Rétablies depuis par des mains patriotiques, elles associeront désormais au souvenir du combat de 1388 celui du fait d'armes non moins glorieux qui avait causé leur destruction temporaire. Quel est le point de l'Europe où les Français n'ont point le droit d'ériger de pareils trophées? ou plutôt quel trophée vaut l'impérissable hommage de l'histoire?

Mais c'est surtout dans la sombre vallée de la Muotta qu'on retrouve le souvenir tout palpitant de ce terrible passage des Russes. On visite à Muotta le couvent de Saint-Joseph, où s'arrêta Suwarow. On croit encore entendre sa voix terrible retentir dans l'antique réfectoire, dont il avait fait sa salle de conseil. Ce fut là qu'on traîna devant lui ce malheureux messager de Zurich qu'il allait faire fusiller, quand, cédant aux instances de la vénérable prieure du couvent, il s'adoucit jusqu'à promettre de l'épargner, s'il n'avait pas menti. Enfin il n'est pas un pâtre de la vallée qui n'ait conservé le souvenir de cette lutte suprême, désespérée, de l'arrière-garde russe contre la division Mortier; de ces troncs d'arbres jetés en travers de l'abîme, et sur lesquels se

heurtaient des guerriers aux pas chancelants, mais à l'âme intrépide ; de ces détonations multipliées, de ces cris de fureur ou d'agonie qui couvrirent pendant plusieurs heures les gémissements de la Muotta. Puis tout ce bruit de guerre s'éloigna, s'éteignit peu à peu; le torrent, encombré de cadavres et tout rouge encore du sang versé, fit entendre de nouveau sa plainte éternelle, comme s'il eût présagé cette scène de carnage, et qu'il voulût ensuite la pleurer toujours ! Cette journée de deuil fut une joyeuse fête pour les *lammergeyers* et les grands aigles de la montagne. Derniers acteurs de ce drame lugubre, ils s'acharnèrent longtemps sur le festin splendide, inaccoutumé que leur avait préparé la bataille. Longtemps on les vit se précipiter dans le gouffre avec des cris farouches, et revoler vers des cimes inaccessibles, emportant dans leurs serres de hideux débris. Tels furent les honneurs suprêmes rendus à tant de braves, dignes d'un meilleur sort ; telles sont les réalités de la guerre !

LIVRE V.

République batave. — Nomenclature des partis. — Mémoire inédit de Beurnonville. — Coups d'État. — Débarquement et progrès des troupes anglo-russes. — Défection de la marine hollandaise. — Batailles de Bergen, d'Alkmaar et de Kastrikum. — Convention pour l'évacuation de la Hollande par les troupes alliées. — Confiscation inique de la flotte hollandaise par l'Angleterre. — Mésintelligence croissante entre l'Angleterre et la Russie.

I.

La Suisse n'était pas le seul pays qui offrît à la France quelque consolation de ses revers en Italie. Brune était victorieux en Hollande, en même temps que Masséna à Zurich; et ce nouveau triomphe était d'autant plus flatteur que l'ennemi vaincu cette fois, c'était l'Angleterre.

Depuis 1794, le gouvernement britannique, toujours ardent à soulever l'Europe contre les Français, payait la guerre sur le continent, mais n'y employait plus ses troupes. Depuis cette époque, le sang anglais n'avait coulé que dans les combats de

mer, tandis que les Autrichiens et les Russes soutenaient seuls l'effort de la guerre continentale. Mais les premiers succès de Mélas et de Suwarow avaient porté au plus haut point la confiance des cabinets de Londres et de Pétersbourg. On crut que le moment était venu d'arracher à la France, en une seule campagne, tout ce qu'elle avait conquis depuis sept ans ; et l'Angleterre se montra disposée, cette fois, à faire un grand sacrifice, à payer en quelque sorte de sa personne pour nous enlever la possession des Pays-Bas.

Le principe d'assimilation avait été appliqué par le gouvernement français à la Hollande, comme à la Suisse et à l'Italie. Quatre mois après le 18 fructidor, un coup d'État absolument pareil, dirigé par le ministre de France Delacroix, et avec l'appui des troupes françaises, alors commandées par Joubert, avait modifié la forme du gouvernement. L'organisation d'un gouvernement directorial à l'instar de Paris avait été la conséquence de cette nouvelle révolution, qui ne devait pas être la dernière.

II.

Ce pays présentait, dans des limites assez resserrées, la plus étrange bigarrure d'opinions. Les uns,

connus sous le nom d'anglomanes, étaient ceux qui avaient, du côté de l'Angleterre, des crédits assurés, des relations commerciales étendues, des fonds placés à la banque de ce pays, et qui désiraient naturellement le retour de la prépondérance anglaise. Cette tendance était dominante dans les grands centres de commerce, et notamment en Zélande et à Rotterdam. Le gouvernement anglais trouvait là des amis sûrs, des renseignements exacts et empressés.

Il y avait ensuite les *orangistes*, ou partisans du stathouder. Ce parti, le plus fort en apparence, était en réalité le plus faible et le plus timide; il regrettait des emplois, des dignités, de la considération, mais n'avait ni l'énergie ni les moyens de conspirer.

Un troisième parti, bien autrement hostile et dangereux pour la France, était celui des fédéralistes. Ce parti, contre lequel fut fait principalement le coup d'État du 3 pluviôse, se composait de familles patriciennes, qui auraient voulu se perpétuer dans l'exercice de la souveraineté et dans les premiers emplois. Les fédéralistes, qui pensaient exploiter l'occupation française dans un intérêt purement oligarchique, étaient devenus d'autant plus hostiles au Directoire, qu'ils n'avaient trouvé que de l'inimitié là où ils cherchaient un appui.

L'antipathie pour la France dominait également dans la partie de la population placée sous l'influence des ministres des différents cultes.

III.

La France avait aussi des amis plus dangereux que ses ennemis. Les démocrates exagérés, devenus maîtres du pouvoir après le coup d'État du 3 pluviôse, étaient là, comme partout, des gens n'ayant rien à perdre, soutenus par une populace infime qui n'attendait que l'heure du pillage. Mais une considération impérieuse et toute locale fit comprendre de bonne heure au Directoire l'inconvénient de semblables auxiliaires.

« Ces prétendus patriotes, disait le général en chef Beurnonville dans un mémoire inédit que nous avons sous les yeux, sont des hommes qui n'ont rien, et qui veulent parvenir aux richesses. Ils sont toujours au plus offrant ; et s'il se manifestait quelque agitation, leurs violences feraient fuir les capitalistes qui ont leur fortune à l'étranger, et qui ne tiennent au territoire batave que par l'habitude. Tous les riches abandonneraient un pays qui bientôt ne serait plus qu'un marais inutile à la France, et on

ne conserverait que des habitants sur lesquels il serait impossible d'asseoir et de recouvrer les impôts nécessaires à la marche du gouvernement, comme à l'entretien des armées.

« Il est toutefois, disait encore Beurnonville, un très-petit nombre de patriotes purs et modérés qui, sans arrière-pensée, sans autres vues que celle du bonheur commun, désirent l'unité politique, veulent l'amalgame de la dette, et une constitution sage, conforme aux intérêts du peuple et des deux républiques alliées. C'est à ceux-là qu'il faut s'attacher, ce sont eux dont il importe d'assurer le triomphe. Le moyen le plus sûr d'atteindre ce but serait d'appeler à Paris un certain nombre de ces citoyens probes et éclairés, connaissant bien les localités, et qui pourraient s'occuper, sous les yeux du gouvernement, de la rédaction de la *charte constitutionnelle* (*sic*). Ce travail terminé, on le ferait adroitement présenter à l'assemblée nationale batave, par un représentant du parti; la discussion en serait habilement négociée par le ministre français à la Haye, et le général français disposerait ses troupes *de manière à assurer l'acceptation*. Cette seule disposition doit inévitablement réussir : sans cela, il est moralement démontré que les législatures se perpétue-

ront dans le chaos des opinions, le système financier se détruira, et la nation batave, épuisée et sans ressources, sera incapable de répondre aux vues du gouvernement français. »

IV.

Les conseils de Beurnonville étaient sages, et parfaitement appropriés à la situation. Les démocrates avaient réorganisé, en effet, le gouvernement batave à leur fantaisie; ils avaient improvisé un pouvoir législatif, un pouvoir exécutif, sans daigner même faire des élections. Cette dictature d'hommes justement méprisés devenait insupportable au pays, et dangereuse au plus haut point pour l'influence française. Le Directoire s'empressa donc de faire ce qu'avait conseillé Beurnonville. Il manda à Paris le général Daendels, l'un des hommes les plus énergiques du parti modéré, et concerta avec lui un nouveau coup d'État, devenu indispensable. Tout se passa exactement comme l'avait prévu et indiqué l'ancien commandant en chef; un simple déploiement de troupes françaises et bataves suffit pour renverser la faction démocratique, qui courba la tête avec la résignation docile, commune chez les

démagogues de tous les pays, en présence de soldats déterminés. C'est ainsi que le Directoire, subissant les conséquences d'une situation anormale, n'avait que le choix des mesures violentes. Les républiques cisalpine, helvétique et batave, associées au sort de la France, recevaient le contre-coup de tous nos revirements politiques. Ces bouleversements sans fin tenaient à la nature même des institutions révolutionnaires; c'était l'état du malade en délire, qui ne se soutient que par la fièvre.

De tous les crimes de la révolution, le plus grand peut-être, c'est d'avoir encouragé, chez des peuples rivaux, des espérances que jamais ils n'auraient osé concevoir, si la France avait conservé un gouvernement régulier. Ce n'est pas assurément à Louis XVI qu'on aurait demandé la restitution des conquêtes de son aïeul. Mais les présomptions de l'esprit révolutionnaire encourageaient celles de la réaction; et il n'était pas plus déraisonnable pour la coalition de rêver, vers la fin de 1799, la reprise de l'Alsace et de la Lorraine, que pour les Français de rêver, au commencement de la campagne, la conquête de l'Autriche, et l'établissement d'un département du Danube inférieur, ayant Vienne pour capitale.

Mais la France, plus épuisée de ses propres excès

que de tous les coups de ses ennemis, gardait pourtant en elle un principe de vitalité et d'énergie qui devait déjouer leurs efforts. Ils approchaient du but sans l'atteindre. La révolution était châtiée, nous avions perdu l'Italie ; mais nos anciennes limites demeuraient intactes, et l'avortement de l'expédition de Hollande allait tromper la plus chère espérance de notre plus implacable ennemi.

V.

Suivant les écrivains anglais, un double intérêt déterminait le cabinet britannique à tenter l'expédition de Hollande, un intérêt général de coalition, et un intérêt direct. L'intérêt direct était évident : il importait à l'Angleterre de détruire ou de s'approprier les restes de la marine hollandaise, pour n'avoir plus à entretenir une flotte dans les mers du Nord ; de chasser les Français de la Hollande ; d'insurger la Belgique, et de ramener ainsi la guerre sur notre frontière septentrionale. Cet espoir, longtemps déçu, ne devait s'accomplir que quinze ans plus tard. Quant au motif d'intérêt général, conforme au but de la coalition, qui faisait agir l'Angleterre, c'était le rétablissement du stathouder.

Mais, à y regarder de plus près, cet intérêt général n'était lui-même encore qu'un intérêt immédiat et privé. Ce n'était pas tant la dignité stathoudérienne qu'on avait à cœur de rétablir, que la puissance anglaise, si bien établie en Hollande à l'ombre de cette dignité, sous le gouvernement de Guillaume V, de ce prince qui s'était fait le vassal de l'Angleterre. Le rétablissement de la maison d'Orange n'était donc pas pour cette puissance le but, mais le moyen.

Une lettre de lord Wellesley à la compagnie des Indes nous offre, sous un autre nom, une explication de la bienveillance anglaise pour les princes de Nassau. Là aussi, il s'agit d'un souverain dépossédé auquel l'Angleterre prête son appui pour rentrer dans ses États ; et voici le langage du ministre anglais : « Le souvenir des indignités qu'a souffertes la famille des rajahs de Mysore durant le règne de l'usurpateur Tipoo-Saïb, de l'état de dégradation et de misère auquel elle a été réduite, devra naturellement exciter en elle un sentiment de reconnaissance pour le pouvoir qui non-seulement l'aura tirée de l'oppression, mais l'aura rétablie dans une situation prospère et brillante. L'héritier de ce prince sentira que la durée de son maintien dans

cette position dépendra de la stabilité du nouvel établissement dans toutes ses parties. L'effet d'un tel arrangement des affaires de Mysore ne devra pas se borner à la destruction du pouvoir hostile qui menaçait notre sûreté. Il faut qu'à ce pouvoir il en soit substitué un autre, dont les intérêts et les ressources soient absolument identifiés avec les nôtres (1). » Cette politique de l'Angleterre, couronnée, sinon justifiée dans l'Inde par de si nombreux succès, depuis la défaite de Tipoo-Saïb jusqu'à la conquête des Birmans, est assurément la même en Europe. Appliquons à la famille d'Orange ce que disait lord Wellesley du rajah de Mysore, et nous saurons dans quel esprit l'Angleterre entendait servir la cause des légitimités.

(1) *Sketchs of the political history of India*, by Malcolm, p. 277.

L'Angleterre poursuit, dans l'Inde, l'exécution de ce système politique, qui, jusqu'à présent, lui a si bien réussi. Les peuples encore insoumis subissent le double fléau de la guerre étrangère et de la guerre civile. Des conspirations de palais, des révolutions intérieures arrivent toujours à point, secondant avec un étrange à-propos l'effort des armées de la compagnie des Indes; et les princes indépendants cèdent la place à des princes vassaux ou plutôt esclaves de l'Angleterre. Un fait de ce genre, et l'un des plus mémorables, s'accomplit en ce moment dans l'empire des Birmans, à l'heure même où nous écrivons ces lignes (mars 1853).

L'empereur Paul Ier était bien éloigné de semblables arrière-pensées ; il dévouait, avec une imprudente magnanimité, toutes les forces de son empire à une guerre dont le succès devait appartenir uniquement à ses alliés. L'expédition de Hollande, si elle avait réussi, ne lui aurait pas plus profité que la conquête de l'Italie ; mais l'âme vraiment chevaleresque de ce prince s'exaltait à la pensée de coopérer à la délivrance d'un pays que lui recommandaient de précieux souvenirs. N'était-ce pas là que Pierre le Grand était venu apprendre l'art de construire les navires, et travailler en quelque sorte de ses mains à l'avenir et à la gloire de la Russie ?

Ainsi va le monde. La générosité de Paul Ier servait les calculs ambitieux de l'Autriche et de l'Angleterre. Trop souvent le dévouement des uns n'est que l'aveugle instrument des passions des autres.

VI.

L'expédition destinée à la Hollande devait se composer de vingt-cinq mille Russes et de trente mille Anglais. La bonne foi de Paul n'admet pas de temporisation. Dans le courant de juillet, ses vingt-cinq mille hommes ont été rassemblés à Revel et

dans d'autres ports de la mer Baltique. Ils sont arrivés au commencement d'août sur les côtes d'Angleterre, où le reste de l'expédition les attend. Nul obstacle n'est à craindre ; la flotte française, revenue de la Méditerranée avec la flotte espagnole, est bloquée dans la rade de Brest par l'amiral Keith.

L'expédition fut divisée en deux convois. Le premier, composé de quinze vaisseaux de ligne, quarante-cinq frégates et cent trente bâtiments de transport, arriva en vue du Helder le 26 août, et opéra son débarquement le lendemain. Ce point du littoral fut défendu par les troupes bataves, qui se comportèrent bien mieux qu'on ne pouvait l'espérer (1). Le général Daendels, chargé de la défense de toute la côte nord, de Catzwick au Helder, ne pouvait dis-

(1) Dans le mémoire précédemment cité, le général Beurnonville émettait une opinion complétement défavorable aux soldats bataves. Il ajoutait, à la vérité, « que cette milice, de création récente, était mal vue des autorités alors en exercice, et que le dégoût qui était résulté de ce mépris n'avait pas peu contribué à ôter aux troupes nationales toute espèce d'émulation. » Depuis cette époque, une révolution avait été opérée avec le concours des troupes bataves, dont l'esprit avait dû changer avec les circonstances. Elles étaient sous les ordres du général Daendels, l'un des principaux auteurs du dernier mouvement.

Beurnonville avait prévu avec une sagacité remarquable, à plus d'une année de distance, le point de débarquement choisi par l'ennemi.

poser que de six à sept mille hommes, disséminés sur un terrain très-étendu. Il soutint néanmoins avec vigueur le premier choc de l'ennemi. L'engagement fut des plus vifs, et coûta aux Hollandais quatorze cents hommes tués ou blessés. Les Anglais, protégés par le feu de l'escadre, perdirent moins de monde. Ce premier succès les mettait en possession des dunes du Helder, et semblait présager à l'expédition un sort heureux.

VII.

L'Angleterre ne comptait pas seulement sur les moyens militaires pour nous arracher la Hollande. La flotte batave était, matériellement et moralement, dans un état déplorable. Le nouveau gouvernement, tout préoccupé de l'organisation d'une armée de terre, avait complétement négligé sa marine, plus intéressante cependant et pour lui et pour nous. La perte énorme faite en matelots dans le dernier combat livré à l'amiral Duncan n'avait pas été réparée; les meilleurs officiers, nobles ou stathoudériens, avaient quitté le service ou avaient été renvoyés au commencement de la révolution (1); et

(1) Beurnonville.

cependant presque tous les officiers restés sur la flotte étaient encore de la nomination du stathouder, et n'attendaient qu'un signal pour trahir leurs nouveaux serments. Sûr d'une défection concertée d'avance, l'amiral anglais Mitchell somma l'amiral batave Story de se rendre, en lui donnant seulement une heure pour délibérer. Story avait remarqué parmi ses officiers et ses soldats des dispositions inquiétantes, presque un comnencement d'insurrection; mais il espérait encore que le signal du combat les ramènerait au devoir. Ce fut précisément à ce signal que le complot éclata, un complot pour ne pas se défendre! La plupart des marins hollandais déclarèrent qu'ils ne combattraient pas un ennemi qui ne voulait que rétablir le prince d'Orange, dont le pavillon remplaça aussitôt celui de la république batave. Huit vaisseaux et trois frégates appartenant à l'État, trois autres vaisseaux de ligne et cinq bâtiments de la compagnie des Indes, se trouvèrent ainsi *à la discrétion des Anglais*; car les vaisseaux de la compagnie ne se rendirent à personne, et ce n'était pas aux Anglais que la flotte de l'État entendait se rendre. Pour tromper un moment la crédulité publique, on permit au prince d'Orange de paraître à bord des vaisseaux pavoisés

de ses couleurs et d'en prendre possession, comme si le prince et les vaisseaux devaient rester dans les mers de la Hollande; comme si le prince et la flotte, désormais inséparables, devaient concourir à la restauration de l'ancien gouvernement. Mais on jugea inutile de prolonger longtemps cette comédie. Peu de jours après, avant même que le sort de l'expédition fût décidé, les vaisseaux hollandais furent conduits dans les ports d'Angleterre, comme capture de la marine britannique. A tout événement, l'Angleterre tenait son indemnité, et n'entendait pas s'en départir. Prisonniers d'un ami perfide qui les traitait avec l'insolence d'un vainqueur, esclaves sans avoir combattu, les officiers et les matelots, la rage et le remords dans l'âme, expiaient dignement leur trahison. Cette qualification n'a rien de trop sévère pour un acte semblable. Ils auraient pu refuser de servir le pouvoir révolutionnaire qui avait remplacé l'ancien gouvernement; ils ne pouvaient, sans forfaire à l'honneur, sans une insigne folie, remettre les forces navales de leur patrie aux mains de ses plus anciens, de ses plus redoutables ennemis. Et c'étaient les successeurs de Ruyter qui se livraient ainsi sans combat!

VIII.

Malgré ce premier succès, le commandant anglais, sir Ralph Abercromby, chercha à gagner du temps, soit qu'il eût l'espoir d'une semblable défection dans l'armée de terre, soit qu'il voulût seulement attendre l'arrivée du second convoi, dont l'appui lui était indispensable, s'il n'était pas secondé par des insurrections locales. Il fit demander au général Daendels des passe-ports, pour envoyer à la Haye un officier général chargé d'entrer en arrangement avec le gouvernement batave. Daendels en référa directement au général Brune, dont la réponse négative ne fut expédiée qu'au bout de deux jours, parce qu'il voulait, de son côté, donner à ses troupes le temps de le rejoindre à Alkmaar, où il s'était rendu dès le 2 septembre.

Presque toutes nos forces militaires étaient alors absorbées par les opérations d'Italie, de Suisse et du Rhin; nous n'avions pas plus de dix mille hommes en Hollande. Les deux divisions hollandaises de Daendels et de Dumonceau formaient un effectif de quinze mille hommes à peu près; mais le général en chef Brune, obligé d'employer de forts déta-

chements pour assurer ses communications, n'avait en réalité que seize ou dix-sept mille hommes à mettre en ligne. Comme l'ennemi n'en avait pas encore beaucoup plus, Brune s'empressa de prendre l'offensive, pour essayer de l'accabler avant l'arrivée de ses renforts. Par la même raison, Abercromby avait tout intérêt à se tenir sur la défensive jusqu'à nouvel ordre; aussi avait-il pris une position très-forte dans le Zyp. Ce terrain, d'une étendue de trois lieues environ, situé à l'entrée de la presqu'île du Helder, est très-bas, et sillonné de coupures profondes. La digue, armée de batteries, formait un retranchement presque insurmontable. Brune tenta pourtant l'attaque (1); mais l'impétuosité française ne put avoir raison de la ténacité d'un ennemi si avantageusement posté. Repoussée sur tous les points après une lutte opiniâtre, l'armée gallo-batave reprit ses positions. Abercromby resta immobile dans la sienne, attendant le second convoi, qui arriva en effet peu de jours après, et lui donna une supériorité numérique de plus du double sur son adversaire.

(1) 9 septembre.

IX.

Les forces anglo-russes, réunies dans le Zyp sous les ordres du duc d'York, présentaient un total de quarante-quatre mille hommes. C'était maintenant au général anglais qu'il importait de profiter de sa supériorité numérique pour prendre vivement l'offensive. Le 19, une attaque générale eut lieu sur les positions de Brune. L'armée anglo-russe était divisée en quatre colonnes. Le général russe Hermann, à la tête de la colonne de droite, composée de neuf mille Russes et de deux mille Anglais, ouvrit la journée en se jetant avec impétuosité sur la division Vandamme, qui formait notre aile gauche. Il la poussa, mais sans pouvoir l'entamer, jusqu'auprès d'Alkmaar, où était le quartier général français; mais alors Vandamme, ayant reçu quelques renforts tirés de la réserve du général Dumonceau, chargea à son tour les Russes à la baïonnette, et parvint à en couper une partie du reste de l'armée ennemie en les acculant dans le village de Bergen, où Hermann lui-même fut fait prisonnier après une défense opiniâtre. La marche trop prompte de ce général, ou celle trop lente du duc d'York, avait facilité ce succès partiel, qui devint décisif pour

l'ensemble de la bataille. La colonne du centre, où le duc d'York se trouvait en personne, ayant attaqué la division hollandaise de Dumonceau, les Français vinrent à leur tour seconder les efforts de cette division, et forcèrent l'ennemi à se retirer en désordre. Enfin la division de Daendels, repoussée d'abord par la troisième colonne de l'armée anglaise, que commandait nominalement le prince d'Orange, mais en réalité le général Pultenay, reprit ensuite l'offensive contre son adversaire, qui, apprenant les revers du centre et de la droite, s'empressa de se retirer à son tour.

Ces divers engagements, dans lesquels il y eut peu d'ensemble de la part de l'armée anglo-russe, forment ce que l'on a nommé la bataille de Bergen. Une faute grave du duc d'York contribua puissamment à l'insuccès de son armée. Il s'était privé d'une partie des avantages de sa supériorité numérique, en détachant sur sa gauche à Horn, sous les ordres d'Abercromby, une colonne de neuf mille hommes qui ne prit aucune part à l'action. Cette division était destinée à couper la retraite de notre aile droite. On s'était cru sûr d'une victoire encore douteuse ; on s'était empressé de prendre des mesures pour en recueillir le fruit, au lieu de l'assurer par

le déploiement de forces plus imposantes, et l'on en était arrivé ainsi à compromettre le sort de la journée, et même le succès de toute l'entreprise. C'était un peu agir comme ces armées présomptueuses qui, trompées dans leur orgueil, finissaient par être chargées des chaînes préparées pour leurs ennemis. Le résultat de cette bataille fut pour l'armée anglo-russe la perte de quatre mille cinq cents hommes, sept drapeaux, et vingt-cinq pièces de canon; mais son résultat moral fut plus important encore. De ce moment, les amis et les ennemis de la France considérèrent l'expédition comme manquée. Aucun soulèvement de l'intérieur n'avait d'ailleurs répondu à l'appel des alliés. Les couleurs du prince d'Orange n'avaient été arborées que dans les localités occupées par les troupes russes et anglaises. Les troupes bataves avaient vaillamment défendu le gouvernement qu'elles avaient contribué à fonder, et ce gouvernement lui-même, bien que composé d'hommes modérés, avait fait preuve d'une grande énergie.

X.

Brune, quoique vainqueur, avait dû se tenir sur la défensive, étant encore bien inférieur en forces

à l'ennemi. Le 2 octobre, il fut attaqué de nouveau par l'armée anglo-russe, qui cette fois prit tout entière part à l'action. Abercromby, qui commandait la colonne de droite, manœuvra surtout avec beaucoup d'habileté. L'avantage fut balancé jusqu'à dix heures du soir; mais Brune, craignant d'être débordé par sa gauche, se retira pendant la nuit pour prendre une ligne moins étendue. Il porta son quartier général à Bewerwick, village à trois lieues de Harlem. Le lendemain, l'ennemi occupa nos anciennes positions, et le duc d'York s'établit à Alkmaar.

Quoique la perte en hommes eût été à peu près égale, et qu'aucun avantage signalé n'eût été obtenu, d'une part ni de l'autre, dans cette seconde journée, les Français avaient perdu sept canons et fait un mouvement rétrograde. Il n'en fallait pas plus pour que le rapport du duc d'York annonçât une victoire éclatante, à laquelle les Anglais ont donné le nom de bataille d'Alkmaar. Quatre jours après, ils en livrèrent une autre, non moins indécise, non moins meurtrière. Le village de Kastrikum, qui a donné son nom à cette journée, fut surtout disputé avec un vif acharnement; et le général russe Essen s'y distingua par une héroïque ré-

sistance. La victoire resta aux Français; car, pour eux, c'était vaincre que d'arrêter l'ennemi, dont les approvisionnements s'épuisaient, et auquel manquaient les renforts insurrectionnels sur lesquels il avait compté.

Pendant cette dernière bataille, la division batave de Daendels occupant une position presque inattaquable, les Anglais recoururent contre elle à un autre genre de guerre. Sous prétexte de parlementer, le général major Don vint répandre parmi les troupes bataves une proclamation qui les excitait à la révolte. Daendels fit arrêter cet officier, qui fut envoyé à la citadelle de Lille. Ce fait d'embauchage, contraire au droit des gens, n'est pas le seul de cette nature qu'on ait à reprocher à l'Angleterre, souvent peu scrupuleuse, comme on sait, dans le choix des moyens qui peuvent servir sa politique.

Le succès de Brune était d'autant plus honorable, que, malgré les renforts qu'il avait reçus enfin, il n'avait pas plus de trente mille hommes, tandis que le duc d'York avait pu en mettre en ligne plus de quarante mille. Découragé par ces luttes sanglantes et inutiles, ce prince quitta Alkmaar le lendemain de la bataille de Kastrikum, et alla reprendre ses anciennes positions dans le Zyp. Ce seul

mouvement annonçait à l'Europe l'avortement complet de l'expédition. Déjà on avait fait partir pour Yarmouth les malades et les blessés; on songeait au rembarquement, et, pour en diminuer les difficultés, on proposa un armistice à Brune. La prudence fait sans doute généralement une loi d'ouvrir le passage à un ennemi supérieur en nombre, qui demande à se retirer; mais puisque les Anglais étaient si évidemment résolus à la retraite, il semble qu'on aurait pu exiger des conditions encore plus avantageuses pour la France. Il fut convenu (1) que le territoire hollandais serait entièrement évacué le 29 novembre. La seule stipulation qui marquât la supériorité de nos armes fut celle qui exigeait la remise de huit mille marins prisonniers, hollandais ou français; mais l'insistance de Brune pour la restitution de la flotte batave faillit faire échouer la négociation. C'était peut-être un motif de plus pour y persister, si les documents contemporains sont exacts, car il semble que la situation de l'ennemi ne pouvait qu'empirer. Sans blâmer Brune, qui montra dans cette campagne beaucoup de sagesse et de courage, on peut penser qu'un général plus

(1) 18 octobre.

entreprenant, que Masséna, par exemple, aurait obtenu la reddition de la flotte hollandaise, ou rejeté la convention. Il est vrai aussi qu'un autre chef que le duc d'York n'eût pas abandonné si vite la partie, ni sollicité de capitulation d'un ennemi inférieur en forces.

XI.

En lisant les relations anglaises de cette campagne (1), on est forcé de convenir que les bulletins français sont, comparativement à ces récits, des modèles de véracité et de modestie. Suivant les Anglais, c'est de victoire en victoire que le duc d'York a marché jusqu'au lieu du rembarquement. On a vaincu partout; — mais on a capitulé. A la vérité, tout n'a pas été malheur pour l'Angleterre. On n'a pas conquis la Hollande, on n'a pas rétabli le stathouder; avec l'armée anglaise la plus nombreuse qui eût touché le continent depuis la révolution française, avec vingt-cinq mille Russes joints aux forces britanniques, on réclame comme un bienfait la permission d'abandonner le terrain, on rétablit les

(1) Graham, l'*Annual Register*, etc.

batteries du Helder que l'on a détruites, on se rembarque enfin, sous le bon plaisir des Français! Il n'y a rien de bien éclatant dans une pareille campagne; mais pour les Anglais, qui s'inquiètent peu des Russes, il y a une indemnité. Si la gloire militaire est un peu compromise, l'intérêt est sauvé en partie, et la Hollande en fait les frais : on a perdu l'honneur, mais on garde la flotte. Prétendra-t-on justifier cette spoliation, en alléguant qu'on en a payé le prix au stathouder? Dans quel code sont donc inscrits les droits en vertu desquels un magistrat, tel que le stathouder, ou même un souverain dans le système de la royauté patrimoniale, pourrait, après son expulsion, vendre comme un domaine privé les forces territoriales ou navales du pays dont il a cessé de diriger le gouvernement?

Nous avons cru devoir exposer avec quelque détail cette courte campagne, honorable pour nos armes, et généralement négligée jusqu'ici par les historiens français de cette époque. Notre juste sévérité pour les institutions révolutionnaires qui ont fait tant de mal à la France, ne diminue en rien notre sympathie pour la gloire de nos armes, même pour le courage déployé dans la défense de ces

dangereuses conquêtes, qui, par un revirement inévitable, devaient nous échapper plus tard. Les opinions peuvent varier encore sur l'appréciation de cette époque si tourmentée et si difficile ; mais, n'en déplaise aux partisans utopistes de la paix universelle, il n'est pas d'âme vraiment française qui ne tressaille d'une joie secrète au souvenir d'un échec de l'Angleterre. Le zèle hypocrite de cette puissance pour la tranquillité des monarchies n'était qu'un prétexte, et sa haine de la révolution couvrait mal sa haine implacable contre la France.

Pendant toute l'expédition, une mésintelligence marquée avait régné entre les généraux des deux nations, et n'avait pas peu contribué au mauvais résultat de l'entreprise. Les Anglais avaient accusé le général Hermann de trop de précipitation à Bergen ; les Russes avaient accusé le duc d'York de trop de lenteur. Ils se plaignaient aussi de ce que la préférence était toujours pour eux quand il s'agissait d'attaques difficiles. La défiance était telle que, dans la bataille d'Alkmaar, le général russe Essen, ayant reçu l'ordre d'attaquer ce même village de Bergen où Hermann avait été fait prisonnier, refusa formellement d'obéir. Cette mésintelligence commencée dans les troupes des deux nations se con-

tinua entre les deux cours, et ce fut là peut-être le résultat de l'expédition le plus utile à la France. Le caractère ombrageux et irascible de Paul ne pouvait manquer de s'émouvoir des plaintes de ses généraux. Mécontent de l'Angleterre comme de l'Autriche, déjà Paul I[er] n'appartenait plus que nominativement à la coalition.

LIVRE VI.

ÉGYPTE. — RETOUR DE BONAPARTE EN FRANCE.

Égypte. — Expédition de Syrie. — Prise du fort El-Arisch. — Prise de Jaffa. — Prisonniers turcs fusillés. — Bonaparte visite les pestiférés. — Siége de Saint-Jean d'Acre. — L'émigré français Phélippeaux. — Bataille du mont Thabor. — Bonaparte lève le siége de Saint-Jean d'Acre. — Accusation de sir Robert Wilson contre Bonaparte. — Examen du fait. — Retour au Caire. — Desaix dans la haute Égypte. — Nombreux combats. — L'ange El-Mohdy. — Débarquement et destruction de l'armée turque à Aboukir. — Bonaparte songe à retourner en France. — Motifs de ce retour. — Sa conduite comme homme d'État et comme administrateur. — Dernières mesures de Bonaparte. — L'Institut d'Égypte. — Kléber, successeur de Bonaparte. — Retour en France. — Impression produite par ce retour sur la France et sur l'Europe.

I.

Nous avons tour à tour suivi les armées françaises en Italie, en Allemagne, en Suisse, en Hollande. L'armée d'Égypte et son chef immortel réclament à leur tour une attention trop longtemps absorbée par le spectacle de nos malheurs. Notre place est désor-

mais à côté de Bonaparte, et nous ne le quitterons plus.

Peu de mois lui avaient suffi pour conquérir l'Égypte, détruire la tyrannie des mameluks, organiser un gouvernement régulier, dompter la formidable révolte du Caire. Au commencement de l'année 1799, nous le trouvons à Suez; c'est là qu'il a manqué de périr dans les flots de la mer Rouge, et qu'il n'a dû la vie qu'au dévouement de son guide (1). Mais ces incidents tout personnels le touchent peu ; sa grande âme est toute à la gloire de son armée, au sort de la conquête, à l'avenir de la France.

En Égypte, le présent était glorieux et paisible encore; mais, aux yeux les moins clairvoyants, l'avenir apparaissait chargé d'orages. Déjà le contrecoup de la nouvelle coalition se faisait sentir en Orient. Depuis la bataille navale d'Aboukir, Bonaparte ne pouvait plus se faire illusion sur les dispositions irrévocablement hostiles de la Porte Ottomane. Les démarches qu'il avait personnellement tentées à Constantinople n'avaient pas réussi : un parlementaire expédié par lui au pacha de Saint-Jean d'Acre avait été renvoyé sans être entendu. La Porte s'était

(1) Voyez notre volume de 1798.

facilement laissée convaincre que l'armée française, livrée à ses seules ressources par la destruction de notre flotte, ne pourrait pas résister à une attaque vigoureuse. On préparait donc contre elle deux expéditions : l'une à Rhodes, pour opérer un débarquement à Aboukir ; l'autre en Syrie, sous les ordres de Djezzar, nommé séraskier de cette province. Celui-ci avait déjà commencé les hostilités en faisant occuper El-Arisch, fort situé tout près des frontières de Syrie, mais pourtant sur le territoire égyptien. C'eût été une faute grave de laisser aux deux expéditions le temps de se concerter pour envelopper l'armée française ; et, d'ailleurs, il était dans le caractère de Bonaparte d'aller chercher l'ennemi plutôt que de l'attendre. L'occupation de la Syrie commençait d'ailleurs l'exécution d'un vaste plan militaire et politique, dont nous parlerons bientôt.

Cette expédition fut donc résolue. Les forces mises en mouvement dans cette direction se composaient de quatre petites divisions, sous les ordres des généraux Kléber, Reynier, Bon et Lannes, et d'une brigade de neuf cents chevaux, commandée par Murat ; en tout, treize mille hommes. C'était peu de monde sans doute pour suffire à des éventualités aussi graves que celles qui se préparaient ; mais les

hostilités commençaient à peine en Europe, et Bonaparte comptait encore sur les renforts qui lui avaient été promis.

Le siége et la prise d'El-Arisch ouvrirent la campagne. Parti du Caire le 10 février, Bonaparte arriva le 17 devant ce fort, que Reynier avait attaqué avec beaucoup de vigueur. Pour éviter des pertes désastreuses, il entra en pourparler avec le commandant turc, et lui accorda des conditions favorables. Il fut stipulé que la garnison se rendrait à Bagdad, et ne servirait pas d'un an contre les Français. Le 19 février, les troupes françaises prirent possession du fort, qui fut bientôt remis en état de défense.

Bonaparte courut encore un grand péril au début de cette campagne. Resté en arrière pour hâter les réparations d'El-Arisch, il en était parti, accompagné seulement de son état-major, pour rejoindre les divisions Kléber, Bon et Lannes, qui marchaient en avant. Le rendez-vous convenu était Kan-Jounes, village de la Palestine. Au lieu des Français, Bonaparte trouva dans ce village une troupe nombreuse de mameluks. Le moment était critique : reculer, c'eût été trahir sa faiblesse et provoquer une poursuite fatale. Bonaparte n'hésita pas, il se porta ré-

solûment en avant, comme s'il eût voulu charger l'ennemi. Les mameluks étonnés prirent d'abord la fuite; mais ils ne tardèrent pas à reparaître, et à remarquer combien cette avant-garde française était faible. Il fallut rétrograder assez lentement pour n'avoir pas l'air de fuir, assez vite toutefois pour éviter un engagement; et fort heureusement l'apparition du premier détachement de Kléber mit fin à cette situation difficile. Les trois divisions françaises avaient été retardées par l'infidélité d'un guide, qui les avait égarées dans le désert. La trahison de cet homme faillit coûter cher à la France.

La petite armée s'avançait en bon ordre, impatiente de combattre, et animant de ses chants guerriers la sauvage uniformité du désert. C'était un beau spectacle, c'est un noble souvenir que celui de cette troupe héroïque, effaçant la honte d'antiques revers, rapportant fièrement le drapeau de la France nouvelle sur le théâtre des croisades, sur l'ancien domaine des rois de Jérusalem. Qu'importe ici la différence des époques? Nul cœur généreux ne méconnaîtra cette solidarité sainte, qui se continue à travers les siècles. Tout s'épure, tout s'agrandit dans une sphère si haute. Baudouin, saint Louis ou Bonaparte, guerriers bardés de fer ou armés de

baïonnettes, chants de religion ou chants de liberté, oriflamme ou drapeau tricolore, qu'importe? C'est toujours la grande nation, ce sont des fils qui vengent leurs pères, c'est l'honneur français réhabilité sous le ciel d'Orient!

II.

La retraite précipitée de l'ennemi trompait la généreuse impatience des soldats de Bonaparte. Le pacha de Damas et les mameluks d'Ibrahim-Bey échappés au désastre des Pyramides, se retirèrent sur Gaza, et bientôt abandonnèrent cette ville, qui n'implora pas en vain la clémence du vainqueur. Un divan, formé des principaux habitants, fut chargé d'administrer la ville au nom de la France.

L'armée française, toujours sur la trace de l'ennemi, parut, le 3 mars, devant Jaffa. Ce nom rappelle de tristes souvenirs, dont l'histoire voudrait se détourner en vain; elle n'a pas le droit de taire les fautes des plus grands hommes.

La ville de Jaffa ayant repoussé la sommation qui lui était adressée, il fallut ouvrir la brèche et emporter la place d'assaut. La plus grande partie de la garnison périt en se défendant; c'est la né-

cessité inexorable, c'est, si l'on veut, le droit de la guerre. Mais si ce droit justifie le meurtre du vaincu qui tente encore de frapper, s'il prête même son excuse à un premier mouvement de fureur, il n'existe plus à l'égard d'un ennemi qui a déposé les armes. Ici nous ne pouvons mieux montrer notre respect pour la vérité, même quand elle nous afflige, qu'en citant textuellement un écrivain prodigue d'invectives contre Bonaparte, et complétement oublié aujourd'hui, malgré sa qualité de contemporain et de témoin oculaire. « Le saccagement de Jaffa, dit M. Martin (1), fut accompagné d'un de ces actes de barbarie qu'on ne trouve que chez les nations sauvages. » On sait de quel acte il s'agit : des prisonniers furent fusillés. « Bonaparte, dit-il encore, craignait qu'ils n'allassent grossir le nombre de ses ennemis, en se joignant aux Naplousains et à l'armée des pachas, et ne fissent connaître la faiblesse numérique et le peu de ressources de son armée. L'épuisement des vivres se faisait sentir de nouveau. » Déjà, en effet, les vivres avaient manqué ; il avait fallu sacrifier des bêtes de somme

(1) Membre de la commission scientifique attachée à l'expédition d'Égypte, et l'un des coopérateurs de la fameuse description. *Histoire de l'expédition d'Égypte*, t. I, p. 288.

dans le trajet des soixante lieues de sables qui séparent Gaza d'El-Arisch. Ces considérations étaient graves : l'armée française ne se composait que d'une poignée d'hommes; on ne pouvait en distraire des détachements pour garder les prisonniers. Pour s'en débarrasser, il aurait fallu les renvoyer sur parole, et tous ceux qu'on relâchait ainsi avaient manqué à leur serment. Il fallait donc ou les sacrifier désarmés, ou s'attendre à les combattre en armes le lendemain. La position était cruelle pour un général en chef : humain, Bonaparte compromet son armée; cruel, non par nature, mais par calcul, il sera condamné par l'histoire... Un militaire dira peut-être : « Nécessité contraint la loi; » il se souviendra que ces mêmes ennemis auxquels nous avions affaire se faisaient gloire d'envoyer à Constantinople les têtes des prisonniers, et même des morts décapités sur le champ de bataille. Les peuples orientaux, façonnés aux allures impitoyables du despotisme, s'inclineront sans maudire; et je ne vois pas, en effet, que l'horreur de ces exécutions ait diminué en rien le respect superstitieux qu'ils ont conservé pour la mémoire du *Sultan du feu*. Mais des esprits plus indépendants, plus civilisés, refuseront d'admettre ces épouvantables nécessités. Et pourtant, si ces mêmes

prisonniers, dont nous déplorons le sort, avaient été la cause d'un grand désastre pour l'armée française, Bonaparte n'aurait-il pas eu à se repentir d'une humanité si funeste dans ses résultats? Les Anglais surtout ont fait entendre les lamentations les plus attendrissantes sur le sort des prisonniers de Jaffa. Les Anglais! Mais ces pontons où une barbarie systématique entassait nos prisonniers, les livrait aux épidémies les plus meurtrières, et les faisait périr dans les angoisses d'une longue agonie; ces pontons dont nous n'osons pas redire tout ce que nos pères nous en ont appris, étaient-ils aussi une nécessité (1)?

(1) Mon aïeul a passé deux ans dans cet horrible lieu, après la prise de la Guadeloupe; et je l'ai entendu souvent raconter ses souffrances et celles de ses compagnons de captivité.

L'histoire des pontons anglais est encore un livre à faire. Malheureusement on a laissé passer un temps précieux : la génération à laquelle ont appartenu les prisonniers est éteinte; bien des renseignements, bien des traditions orales du plus haut intérêt sont perdus sans retour. Cette histoire eût été riche en traits de dévouement, de résignation, en tentatives d'évasions ingénieuses et hardies, mais bien rarement couronnées de succès. L'une des plus miraculeuses, que j'ai souvent entendu raconter dans mon enfance, et que je n'ai retrouvée nulle part, est celle d'un corsaire de Nantes détenu à Plymouth, je crois, nommé *Grassin*. Il parvint à se sauver à la nage pendant la nuit, avec quelques-uns de ses hommes capturés en même temps que lui, aborda une barque anglaise dont il assomma l'équipage, passa hardiment à travers les bâtiments de guerre mouillés dans la

Quoi qu'il en soit, remercions le ciel de n'être pas nés dans des temps où le crime reproché à Bonaparte était dans les mœurs habituelles des princes et des peuples. Souvenons-nous des scènes atroces d'extermination de la guerre de Spartacus, de l'héroïque garnison d'Uxellodunum si barbarement mutilée par César; enfin, sur ce même territoire de la Syrie, des sept mille prisonniers massacrés de sang-froid par l'ordre de Richard Cœur de lion; et pourquoi? Parce que l'ennemi duquel il exigeait les reliques de la vraie croix ne pouvait les lui donner, ne les ayant pas en sa possession!

III.

L'armée française ne tarda pas à expier les violences commises à Jaffa. Dans leur funeste butin, les soldats avaient recueilli la peste, et bientôt la peste, protectrice de la Turquie, sévit cruellement contre les vainqueurs. Si Jaffa nous offre deux souvenirs accusateurs contre la mémoire de Bonaparte, ce nom rappelle aussi l'un des plus beaux traits de sa vie. L'armée était consternée des ravages de la peste, il fallait quelque acte extraordinaire pour ra-

rade, répondant en bon anglais à toutes les interpellations, et parvint heureusement à gagner le Havre.

nimer les esprits. Bonaparte se dévoue. Fataliste comme il avait été cruel, par politique et par calcul, il visite, il touche les pestiférés, prouvant ainsi que la peste n'est contagieuse que pour celui qui la redoute.

La visite des pestiférés de Jaffa a été niée, sous la restauration, par un homme jadis comblé de bienfaits de l'empereur Napoléon, et honoré par lui d'une confiance dont il se montra bien indigne. Après la chute de l'empire, M. de Bourrienne s'est acharné sans honneur et sans pitié sur cette grande mémoire qu'il aurait dû respecter plus que tout autre ; il n'a épargné aucune calomnie pour se venger d'une disgrâce bien méritée. Sa dénégation relativement à l'affaire de Jaffa était d'autant plus scandaleuse pour ses contemporains, qu'il était auprès de Bonaparte dans sa visite aux pestiférés, qu'on l'avait entendu cent fois en raconter les détails, et surtout se plaindre amèrement que sa figure eût été omise dans l'immortel tableau de Gros !

Au surplus, les dénégations tardives de M. de Bourrienne ont été formellement démenties, dès le principe, par d'autres témoins oculaires plus dignes de foi. La tradition historique, désormais inébranlable sur ce point, est demeurée même au-dessous de la vérité. Bonaparte ne se contenta pas en effet de

parcourir l'hôpital, de parler aux malades avec calme et intérêt, de toucher même des bubons pestilentiels. Aidé d'un infirmier turc, il souleva lui-même et transporta sur un lit l'un de ces infortunés, couché, comme une masse inerte, en travers de la porte d'une des salles (1)!

Ce dévouement héroïque, immortalisé par un des chefs-d'œuvre de la peinture de notre siècle, n'est pas moins beau peut-être que celui d'Alexandre, vidant la coupe qu'on lui dénonce comme empoisonnée. Alexandre et Bonaparte ont cru tous deux qu'ils ne pouvaient être trahis, l'un par un homme, l'autre par la fortune. L'épreuve hasardée par le général français convainquit l'armée que le meilleur des préservatifs contre le fléau, c'était de ne pas le craindre; et le moral de nos soldats se raffermit.

L'avant-garde était, le 17 mars, à Kaïfa, au pied du mont Carmel. Le lendemain, l'armée entière était réunie devant Saint-Jean d'Acre. Au temps des croisades, cette place avait soutenu un siége non moins mémorable; mais quelle différence dans les causes et surtout dans les circonstances de ces deux guerres! Le roi d'Angleterre s'unissait à Phi-

(1) Ce fait peu connu a été attesté formellement par M. Daure, alors ordonnateur en chef de l'armée.

lippe-Auguste pour assiéger Saint-Jean d'Acre et combattre les infidèles; en 1799, ce sont les Anglais, mêlés aux infidèles, qui leur apprennent à se défendre contre les Français! Une croisière sous les ordres du commodore Sidney-Smith fournit aux assiégés des vivres, des munitions, des soldats, et, mieux que cela encore, des instructions, des conseils. Cela ne suffira pas néanmoins pour assurer leur salut, pour jeter sur la fortune éclatante de Bonaparte cette première ombre sitôt dissipée. La garnison de Saint-Jean d'Acre devra son salut à une seconde enceinte, construite avec tant d'art et de promptitude, que les Français, croyant avoir surmonté les premiers obstacles, rencontreront un obstacle nouveau, et cette fois invincible, faute d'artillerie de siége pour le renverser. Ce remarquable travail, ce rempart contre lequel échoueront tous nos efforts, et qui trompe les prévisions de Bonaparte lui-même, qui donc l'a exécuté? Quel est cet ange gardien du féroce Djezzar? Ce n'est pas un Musulman, ce n'est pas même un Anglais; c'est un Français renégat, non de sa religion, mais de sa patrie. Phélippeaux est colonel au service de l'Angleterre, et, pour gagner sa paye de colonel, il a oublié que, par sa naissance, par son éducation militaire, il ap-

partient à la France; que, sur les côtes de la Syrie, il ne s'agit plus de savoir qui l'emportera, sur les rives de la Seine, du tiers état ou de la noblesse, mais qui l'emportera, dans l'Inde, du commerce anglais ou du commerce français; que les intérêts disputés autour de Saint-Jean d'Acre ne tiennent pas à des dissidences passagères d'opinion entre les citoyens de la France, mais que ce sont des intérêts d'une nature durable, permanente, contradictoires entre la France et l'Angleterre; et que tout Français, même à la cour de Louis XVIII, même fils d'une mère assassinée pendant la Terreur, devrait faire des vœux pour le triomphe des intérêts nationaux! Quand l'émigration conduit à de tels écarts, quelle destinée affreuse que celle d'un émigré! Et pourtant, si Phélippeaux n'avait pas été tué à Saint-Jean d'Acre, il serait venu peut-être, quinze ans plus tard, réclamer en France le prix de la fidélité malheureuse. Peut-être se serait-il vanté de son succès de Saint-Jean d'Acre, d'avoir contribué à empêcher la France de fonder en Orient un établissement précieux pour sa prospérité; et la France, mise à l'amende, lui aurait payé une indemnité (1).

(1) Un officier d'artillerie français qui avait concouru à la défense de Saint-Jean d'Acre, M. de T....., vint plus tard de-

Certes, le courage et le dévouement sont toujours dignes de respect; et nous regrettons d'être obligé de jeter des paroles de colère sur la mémoire d'un homme mort en combattant. Mais pouvions-nous laisser passer cette occasion de protester contre un si déplorable emportement de l'esprit de parti? En Vendée, et même à l'armée de Condé, c'était le combat des royalistes contre les républicains, c'était la guerre civile, drapeau contre drapeau; mais aller défendre en Orient une place turque contre une armée française, c'était bien vraiment un acte de félonie, de haute trahison envers la patrie. Ni le dévouement à une dynastie proscrite, ni le ressentiment des crimes de la révolution, n'excusent de telles représailles.

IV.

La position de l'armée française sembla un moment critique. Le premier assaut dirigé contre Saint-Jean d'Acre venait d'être repoussé avec perte,

mander du service à Napoléon. Celui-ci jugea sans doute que l'empereur ne devait pas se souvenir des injures faites à Bonaparte. Il nomma M. de T..... colonel, l'exhortant à faire désormais à nos ennemis autant de mal qu'il nous en avait fait en Orient.

et en même temps l'armée turque, rassemblée à Damas, et désignée sous le nom d'*armée des pachas*, marchait au secours de la place. Cette armée était forte de plus de trente mille hommes, dont près de vingt mille de cavalerie. Pour contenir ces nouveaux ennemis, Bonaparte se hâte de diriger vers le Jourdain deux petits corps d'observation, la division Kléber, et un fort détachement de cavalerie sous les ordres de Murat. Montés sur les chevaux pris aux mameluks, nos cavaliers rivalisaient alors d'audace et d'élan avec la cavalerie ennemie.

Chaque pas que font nos troupes réveille des souvenirs fameux. Des postes français occupent Sour et Saïd, villages qui marquent l'emplacement de deux grandes cités, Tyr et Sidon. Bonaparte envoie des proclamations à Jérusalem, qu'il espère visiter, mais dont l'éloignera le cours des événements. Protecteur des Druses qui se dévouent à sa cause, il leur donne pour sheick Daher, fils d'un chef vénéré qu'ils regrettent encore, et rend à celui-ci tout ce que possédait son père dans la Tibériade et la Galilée. Nos soldats se couvrent de gloire à Cana, à Nazareth. On passe le Jourdain, on prend et l'on reprend le pont de Jacob. Les deux mille hommes de Kléber sont attaqués par toute la cavalerie enne-

mie, qui couvre la célèbre plaine d'Esdrelon. Ici se renouvelle la scène des Pyramides : des charges impétueuses comme la mer en fureur viennent se briser contre les carrés inébranlables de notre infanterie. Mais Bonaparte, instruit à temps de ce qui se passe, accourt avec toutes les troupes qu'il a pu retirer du siége sans l'interrompre ; et, le 16 avril au matin, il arrive sur une éminence au pied du mont Thabor, en vue de l'ennemi. Éclairé par un ciel ardent, un panorama immense se développe aux regards de Bonaparte et de ses soldats ; à deux lieues de distance, ils voient la division Kléber immobile dans sa ceinture de flammes, au milieu des masses qui la heurtent et tourbillonnent autour d'elle. Bonaparte termine à la hâte ses préparatifs d'attaque. Il a fait occuper d'avance les points sur lesquels l'ennemi qui attaque Kléber, attaqué à son tour, devra chercher un passage. Enfin l'action commence pour Bonaparte ; une salve d'artillerie l'annonce aux Turcs comme aux Français. A ce signal heureux, une acclamation unanime retentit dans les rangs des soldats de Kléber : *C'est Bonaparte !* Mais quand Kléber voit arriver à son secours les vaillantes demi-brigades de Vial et de Rampon, il cesse de se tenir sur la défensive, et marche fièrement sur le

village de Fouli, occupé par le gros de l'infanterie ennemie. Turcs, Arabes, mameluks, étonnés de mouvements si brusques et si bien combinés, prévenus dans toutes les directions où ils se jettent, reculent, se dispersent et s'enfuient éperdus, abandonnant aux Français cet immense champ de bataille. Les savantes dispositions de Bonaparte complètent ainsi ce qu'avait commencé le sang-froid de Kléber. Pourtant cet envieux, qui, suivant ses détracteurs, ne voulait de célébrité que pour lui, s'oublie lui-même dans son rapport, et reporte sur Kléber toute la gloire de cette journée.

La bataille du mont Thabor nous coûta à peine deux cents hommes. L'armée ennemie en perdit plus de cinq mille, et le reste n'était plus qu'une cohue informe, complétement démoralisée, et de longtemps incapable de rien entreprendre. Sans doute des troupes régulières, habilement dirigées, devaient triompher sans peine de masses indisciplinées; mais de pareils exploits ont suffi pour immortaliser plus d'une mémoire. Presque toutes les grandes batailles d'Alexandre ressemblent à celle du mont Thabor.

V.

Bonaparte vainqueur laissa Kléber sur le Jourdain, et revint continuer le siége de Saint-Jean d'Acre, qu'il conduisit avec une persévérance et une audace dignes d'un meilleur succès. Ce siége avait été commencé avec des pièces de campagne. Un premier convoi de grosse artillerie, expédié par mer de Damiette, avait été intercepté par l'escadre anglaise de Sidney-Smith. Un second, envoyé d'Alexandrie, parvint à sa destination, et son apparition seule répandit l'allégresse dans l'armée. Malheureusement il était déjà bien tard!

Nous n'entrerons pas dans le détail des travaux de tranchée exécutés de part et d'autre, de ces luttes souterraines, de ces assauts réitérés dans lesquels l'habileté d'un Français put seule déjouer les efforts prodigieux de ses compatriotes. Nous fîmes de cruelles pertes sous ces murs fatals; deux généraux distingués, Bon et Cafarelli, y trouvèrent une mort glorieuse (1). Lannes, qui dès cette époque éton-

(1) Cafarelli, qui avait perdu une jambe dans une des campagnes d'Allemagne, avait montré dans toute l'expédition une fermeté à toute épreuve, et contre l'ennemi, et contre les fati-

nait les plus braves par son intrépidité, y fut grièvement blessé. Parmi toutes ces attaques, citons du moins celle qui mit la place à deux doigts de sa perte. Ce jour-là seulement, la deuxième enceinte, celle de Phélippeaux, fut franchie par deux cents grenadiers; mais, au moment où toute la division Lannes s'élançait sur leurs traces malgré le feu terrible de l'ennemi, on entendit retentir le cri fatal de *Sauve qui peut!* poussé, dit-on, par des Anglais revêtus de l'uniforme français. Chefs et soldats s'arrêtèrent, croyant le terrain miné sous leurs pas; et l'héroïque avant-garde, qui déjà avait pénétré jusqu'au sérail de Djezzar, se trouva enfermée dans la place. Résolus à vendre du moins chèrement leur vie, nos braves s'emparent d'une mosquée, s'y barricadent et s'y défendent en désespérés. Tous auraient péri là jusqu'au dernier, sans l'intervention du commodore anglais, qui, assez fort sur ce point pour imposer sa volonté à Djezzar, sauva nos grenadiers en les recevant comme prisonniers au nom de l'Angleterre. Ce jour-là, Sidney-Smith, véritablement philanthrope, fut un guer-

gues et l'ardeur si pénible du soleil. Les soldats disaient de lui en plaisantant : « On voit bien que celui-là risque moins que nous autres; il sait bien qu'il aura beau faire, *il aura toujours un pied en Europe!* »

rier généreux et loyal. Le lendemain, malheureusement, il se couvrit de ridicule en faisant jeter dans nos rangs une proclamation du grand vizir, dont il garantissait l'authenticité. Ce singulier manifeste avait pour but de provoquer des défections dans l'armée française, en promettant aux déserteurs des sauf-conduits, et le retour en Europe sur les vaisseaux anglais. Une si misérable manœuvre ne mériterait pas d'être signalée, si nous n'avions pas vu déjà, dans le livre précédent, un autre commandant anglais user du même expédient pour détacher de nous la flotte hollandaise. Mais Sidney-Smith connaissait bien mal ceux auxquels il s'adressait ainsi.

La persévérance des assiégeants avait peut-être été poussée trop loin. Six assauts consécutifs avaient échoué : l'armée ennemie, dispersée au mont Thabor, se ralliait, et la peste, ennemie plus redoutable, recommençait ses ravages. Les munitions nous manquaient déjà depuis quelque temps ; nos artilleurs ne faisaient plus que renvoyer aux ennemis leurs propres boulets. Enfin, un convoi nombreux venait d'apporter à Djezzar des approvisionnements, des munitions, et un renfort de soldats disciplinés à l'européenne. D'un autre côté, les nouvelles d'Égypte

étaient peu rassurantes; on s'attendait à voir paraître d'un jour à l'autre l'armée turque, rassemblée à Rhodes. La prise de Saint-Jean d'Acre paraissait devenue impossible, ou du moins il eût fallu l'acheter trop cher. Bonaparte pensa donc à se retirer, et rappela du Jourdain la division Kléber. Peu habitué aux rigueurs de la fortune, il profita de ce renfort pour tenter deux derniers assauts, qui furent encore repoussés. Dès lors sa résolution fut irrévocablement prise. Il en instruisit l'armée par un ordre du jour qui, en lui rappelant ce qu'elle avait fait, ne lui dissimulait pas ce qui restait à faire. La retraite commença le 21 mai. Ce fut la première de Bonaparte; et lui-même était bien loin de prévoir alors ce que serait la seconde, celle de Moscou!

Avant de partir, l'armée eut la consolation de repousser avec perte une dernière sortie des Turcs et des Anglais leurs auxiliaires. Elle se retira en bon ordre, enterra dans le sable ou jeta dans la mer la grosse artillerie qu'elle ne pouvait emmener, et arriva le 25 mai à Jaffa, où elle séjourna deux jours. Là vient se placer l'accusation fameuse de sir Robert Wilson. Suivant cet écrivain, Bonaparte fit empoisonner une cinquantaine de soldats atteints de la peste,

et que leur état ne permettait pas de transporter. Ce fait, vrai ou faux, eut du retentissement en Europe; on en parla surtout après la chute de Napoléon. Il est constant, d'après le témoignage du médecin en chef Desgenettes, que Bonaparte en eut au moins la pensée. Il n'y avait certes pas à compter sur la générosité de Djezzar. Les Anglais avaient vu trop souvent égorger sous leurs yeux les prisonniers, les blessés, sans pouvoir ou sans vouloir rien faire pour eux. « Ces soldats, disait Bonaparte, seront massacrés par les troupes de Djezzar; à leur place, si on me donnait de l'opium, je regarderais cela comme un bienfait. » Que cette discussion ait eu lieu, que Desgenettes se soit énergiquement prononcé contre un tel usage de son art, cela est irrécusable. Un pharmacien subalterne fut, dit-on, moins scrupuleux. Le bruit en courut dans l'armée; mais où sont les preuves? M. Martin affirme ce fait comme incontestable. En a-t-il été témoin? Faisait-il seulement partie de l'expédition? Non; membre de la commission scientifique, il était resté au Caire. Pour juger de l'impartialité et de la sûreté de ses jugements, il suffit de rappeler que son ouvrage a été publié en 1815. Est-il étonnant qu'à cette époque-là il ait découvert que Bonaparte n'avait pas

tous les talents d'un général; que Kléber et Desaix lui étaient bien supérieurs; que Saint-Jean d'Acre, qu'il ne put prendre, était « une bicoque qu'un simple capitaine d'artillerie aurait prise ? » Si M. Martin eût différé de quelques années seulement la publication de son livre, aurait-il fait de si belles découvertes ?

Au reste, si le fait d'empoisonnement est vrai, nous devons le réprouver, tout en constatant qu'un sentiment d'humanité mal entendu put seul dicter une mesure qui ne présentait aucun avantage direct à Bonaparte. Mais nous ne saurions reconnaître à un homme le droit d'avancer l'heure fatale pour un autre, dans la supposition qu'on lui épargne ainsi de plus grands maux. On ne peut usurper le rôle de la Providence; on ne peut prévoir si elle ne suscitera pas quelque incident extraordinaire pour sauver cet homme, auquel on souhaite la mort comme un bienfait. Ce scrupule religieux fait partie du domaine inviolable de la conscience humaine, et nous en retrouvons des traces jusque dans les ténèbres des âges héroïques. Les Grecs abandonnèrent Philoctète dans l'île de Lemnos, et ne crurent pas avoir le droit de disposer de sa vie pour le délivrer de ses souffrances.

VI.

Le 28 mai, l'armée se remit en marche ; elle fit son entrée au Caire le 14 juin. Il importait de maintenir le prestige de la toute-puissance et de l'invincibilité françaises. Bonaparte eut donc soin de donner à ce retour toute la solennité d'un triomphe. On promena les prisonniers par la ville ; les drapeaux enlevés à l'ennemi décorèrent l'une des principales mosquées, et une proclamation du divan général exposa en termes pompeux tous les actes et tous les résultats de la campagne de Syrie. Ces exagérations étaient impérieusement commandées par la politique.

L'Europe avait porté trop haut peut-être les probabilités de cette campagne de Bonaparte ; on n'attendait plus de lui que des choses gigantesques. On avait pensé que, maître de Saint-Jean d'Acre, il ne rencontrerait plus d'obstacles jusqu'à Constantinople ou jusque dans l'Inde. Par une réaction naturelle, en le voyant arrêté dans sa course, on critiquait la pensée même de l'expédition ; on en contestait l'utilité. Telle est la justice de l'opinion, dont Bonaparte devait faire, treize ans après, une nouvelle et amère expérience.

Il est certain qu'au début de l'expédition de Syrie, le conquérant de l'Égypte pouvait s'en promettre des résultats prodigieux. Au début de cette expédition, les hostilités commençaient seulement en Europe. Ce ne fut que pendant le siége d'Acre que Bonaparte put avoir connaissance de nos premiers revers en Italie et en Allemagne. Jusqu'à cette époque, et même plus tard, il pouvait compter sur un renfort considérable qui devait lui être envoyé d'Italie. Ce renfort lui aurait été amené par l'amiral Bruix, qui parut en effet dans la Méditerranée, où il rallia l'escadre espagnole, mais qui, par suite d'un concours de circonstances malheureuses, ne put porter aucun secours à l'armée d'Égypte (1).

(1) Le rappel de quelques dates éclaircit singulièrement cette question.

Bonaparte est occupé à l'expédition de Syrie depuis le milieu de février jusqu'au milieu de juin. La défaite de Jourdan à Stockach est du 25 mars ; celle de Schérer à Magnano, du 5 avril ; celle de Moreau à Cassano, du 27. Après cette suite non interrompue de revers, ce n'était pas trop, ce n'était même plus assez de toutes nos forces de ce côté-là pour nous maintenir ; et l'on comprend que Bruix, qui ne sortit de Toulon que le 30 mai, n'ait pas transporté de troupes d'Italie en Égypte. La flotte espagnole qu'il rallia avait d'ailleurs éprouvé de graves avaries par suite d'une tempête, et ne pouvait courir les chances d'une bataille. D'après le jugement des meilleurs écrivains militaires,

Si le malheur persévérant de notre marine n'avait pas trahi la fortune de Bonaparte, il pouvait, par la conquête de la Syrie, contraindre d'un côté la Porte Ottomane à rentrer dans l'alliance française; de l'autre, s'ouvrir un passage à travers les tribus arabes, ou même les entraîner à sa suite; porter à Tipoo-Saïb, l'infatigable adversaire de la puissance anglaise dans l'Inde, le secours promis par Louis XVI, et vainement attendu depuis tant d'années. Étrange caprice de la destinée! Si cette tour de Saint-Jean d'Acre eût résisté quelques jours de moins, il n'en fallait pas plus pour que Bonaparte et Wellington se rencontrassent seize ans plus tôt! Cette première rencontre aurait-elle été heureuse pour le célèbre général anglais? Aurait-il triomphé de Tipoo-Saïb, aidé d'un si formidable auxiliaire? Bonaparte avait formellement promis son secours à ce brave et infortuné souverain; ses lettres, interceptées, ne servirent qu'à hâter la dernière attaque des Anglais; et ce fut au mois de mai,

Bruix ne pouvait, sans témérité, risquer un engagement général contre Nelson, déjà vainqueur. Il fit tout ce qu'il pouvait et devait faire en ravitaillant l'armée de Moreau, vivement pressé par Suwarow, et en ramenant avec lui dans le port de Brest la flotte espagnole. (Voy. l'ouvrage de M. J. de la Gravière, I, 289-293.)

pendant le siége même de Saint-Jean d'Acre, que le fils d'Hyder-Ali fut accablé (1).

Ce fut aussi pendant ce siége que Bonaparte apprit, par les proclamations anglaises et les correspondances de France, les premiers revers de nos armées. Dès lors il dut prévoir qu'il aurait à se défendre seul, et parer à toutes les éventualités. D'ailleurs jusque-là, et abstraction faite de toute idée de conquête ultérieure, l'expédition de Syrie avait été d'une utilité réelle pour la conservation de l'Égypte. N'était-ce donc rien d'avoir appelé l'attention des Turcs sur cette province, et retardé leur tentative directe contre l'Égypte; d'avoir prévenu la jonction de l'armée des pachas et de celle qui s'organisait à Rhodes, de telle sorte qu'après avoir mis la première hors de combat, il se ménageait le temps d'accabler de

(1) Il est impossible de ne pas remarquer ici que la révolution française a exercé une influence irrévocablement funeste sur nos affaires dans l'Inde. Louis XVI, n'étant plus roi que de nom, n'avait pu tenir les promesses faites en son nom à Tipoo-Saïb. Plus tard, celui-ci ne reçut de la France révolutionnaire qu'un appui dérisoire, et ne reprit quelque espoir qu'à la nouvelle de l'arrivée et des premiers succès de Bonaparte. Celui-ci regretta toujours, même à l'apogée de sa fortune, les grandes choses qu'il aurait pu faire en Orient.

même isolément celle qui allait bientôt débarquer à Aboukir? La levée du siége d'Acre était le contre-coup nécessaire de nos désastres d'Occident; mais à partir de ce moment la fortune de Bonaparte reprend son empire, et va se confondre bientôt avec celle de la France.

Avant d'arriver à la dernière victoire de Bonaparte en Orient, quelques mots encore sur les glorieux faits d'armes des troupes et des généraux qui défendaient l'Égypte pendant l'expédition de Syrie.

Dans la haute Égypte, Desaix avait été aussi heureux qu'habile et brave. Du moment où la Porte se déclarait contre nous, Bonaparte avait dû prévoir l'attaque prochaine des fidèles musulmans d'Iambo, de la Mecque et de Médine. Ils pouvaient entrer en Égypte, soit par l'isthme de Suez, soit par l'autre extrémité de la mer Rouge, à Cosséir. Par Suez, ils secondaient le mouvement de l'armée des pachas; par Cosséir, ils se réunissaient à Mourad-Bey et aux débris des mameluks vaincus aux Pyramides. Suez avait été occupé à temps : une flottille française s'était dirigée de ce point sur Cosséir; mais il était trop tard, les Arabes avaient déjà fait leur jonction avec Mourad-Bey. Desaix, chargé de la conquête de cette

partie du pays, eut donc à surmonter de graves difficultés; mais Desaix, on le sait, était alors le premier, le plus digne lieutenant de Bonaparte, et Napoléon l'a regretté souvent, dans plus d'une circonstance glorieuse ou terrible.

A la fin de 1798, Desaix était resté maître de la province de Fayoum. Après l'avoir organisée, il poussa jusqu'à Girgé, mais avec une sorte de lenteur et d'indécision affectées. Mourad-Bey, maître de la haute Égypte jusqu'aux cataractes du Nil, enhardi par l'accroissement de ses forces et l'apparente circonspection de son adversaire, crut pouvoir défier à son tour ses vainqueurs, et marcha vers Girgé. C'était tout ce que voulait Desaix, qui vint au-devant de lui, et le rencontra au village de Sahmud. Desaix n'avait que quatre mille hommes contre cinquante mille; mais pour lui c'était assez. Rien de plus simple en apparence, et rien de plus judicieux que ses dispositions. Au centre de ses deux carrés d'infanterie, commandés par Friant et Belliard, était la cavalerie, flanquée aux deux angles par huit pièces de canon. En vain la cavalerie ennemie se développe pour cerner l'armée française; des détachements habilement dirigés lui ferment le passage. Tandis que les mameluks s'épuisent en

attaques inutiles sur le carré du général Friant, tandis que l'infanterie ennemie, nombreuse et indisciplinée, s'éparpille autour des soldats de Belliard, Desaix attend ce moment décisif qu'un chef habile ne manque pas. Il lance soudain sa cavalerie, intacte jusque-là, contre les mameluks. Ceux-ci, déjà fatigués, reculent en désordre, et entraînent le reste dans leur fuite. Ardent à poursuivre sa victoire, Desaix marche sur Esnèh, d'Esnèh sur Syène, et ne s'arrête qu'après avoir poussé les mameluks tout à fait hors du territoire d'Égypte. Belliard s'avança jusqu'à Philæ, où s'arrêtait jadis la domination romaine.

La guerre semblait terminée, et cependant elle va renaître. Il faudra vaincre encore et Mourad-Bey qui reviendra sur ses pas, et Osman-Bey qui s'était retiré dans le Saïd, et les Arabes de la Mecque réfugiés dans la vallée de Kéné. Davoust, envoyé contre les mameluks du Saïd avec deux régiments d'infanterie, les combattit auprès des ruines de Thèbes. Cette rencontre meurtrière fut glorieuse pour notre cavalerie, engagée cette fois seule à seule avec ces terribles mameluks, qui jusque-là n'avaient cédé qu'au feu soutenu de nos fantassins. Ce fut une lutte confuse, acharnée,

mêlée de combats corps à corps, comme les batailles de l'*Iliade*. Cette fois, notre perte fut égale à celle de l'ennemi; mais le champ de bataille nous resta. Nos cavaliers, bivouaquant au pied de la fameuse aiguille de Luxor, ne se doutaient guère que ce gigantesque témoin de leur courage visiterait un jour Paris (1).

Les Arabes, deux fois ralliés, furent deux fois mis en déroute par le général Friant dans la vallée de Kéné, et au village d'Abou-manah. Un nouveau rassemblement de fellahs insurgés par Mourad fut chassé de la ville de Siout, rejeté dans le Nil, et presque entièrement détruit.

Peu de jours après, un événement inattendu vint ranimer le courage de nos ennemis. La flottille de Desaix, retenue par les vents contraires au village de Bénouth sur le Nil, tomba au pouvoir d'un de nos plus farouches adversaires, le schérif Hassan, toujours vaincu, jamais découragé. Les matelots des équipages, les blessés, les malades, tout fut

(1) Je possède un sabre de mameluk qui provient de ce combat de Luxor. Il a été donné à mon père par le colonel Montélégier, alors aide de camp de Davoust, et cité honorablement pour son courage dans cette action. (*Victoires et Conquêtes*, X, 231.)

impitoyablement massacré. La fatalité semblait s'acharner à poursuivre la marine française jusque dans ses débris. Mais ce désastre fut complétement, glorieusement vengé par Belliard. Nous ne pouvons reproduire ici toutes les péripéties émouvantes de ce combat, l'un des plus mémorables de toute la campagne d'Égypte ; de ce triomphe éclatant de la discipline unie au courage, sur l'ardeur aveugle du fanatisme, exalté par un succès récent. Il fallut repousser la première attaque des Arabes, les charger à notre tour, leur reprendre les canons de la flottille pointés contre nous, puis enlever d'assaut chaque maison du village. Ce fut une des scènes de carnage et d'incendie les plus hideuses de cette guerre, trop féconde en pareils tableaux.

Ces combats ne furent pas encore les derniers. Des mameluks, campés habituellement à la citerne de la Guitta, entre la mer Rouge et le Nil, et protégés par l'âpreté du désert contre les incursions françaises, rallumaient incessamment l'insurrection. Desaix essaya de les cerner dans ce port. Après une première rencontre à Bir-el-Bahr, ils parvinrent à lui échapper ; mais leur fuite laissa les nouveaux rassemblements d'Arabes et de fellahs livrés à leurs seules forces. Malgré une résistance désespérée, des

troupes régulières venaient toujours à bout de ces hordes confuses, où combattaient pêle-mêle des Égyptiens, des Arabes, des nègres de la Nubie, entraînés par Mourad-Bey. Les combats de Girgé, de Gehemi, de Beniadi, d'Abou-Girgé, nous débarrassèrent d'un grand nombre de ces féroces ennemis, qui périrent, comme à Benouth, les armes à la main, au milieu des villages incendiés. Un dernier combat livré à Syène (Aussouan) réduisit aux abois les mameluks qui avaient échappé à Desaix. Domptés enfin par la famine, ils se dispersèrent, et la plupart demandèrent à servir dans l'armée française.

Enfin Desaix se trouva en mesure de consolider la conquête de la haute Égypte par l'occupation du poste important de Cosséir, où s'embarquent les caravanes des musulmans d'Afrique qui se rendent à la Mecque et à Médine. C'était par Cosséir que les Arabes d'Iambo et de la Mecque étaient venus au secours des mameluks.

L'occupation de ce point devenait d'autant plus urgente, que déjà les Anglais s'y étaient présentés. A cette nouvelle, Desaix n'hésita plus; il s'y rendit avec toutes les forces dont il put disposer, et prit possession du port, en présence des bâtiments an-

glais qui croisaient sur la côte. Cette occupation nous soumit toutes les tribus qui habitaient entre le Nil et la mer Rouge. Desaix entra en communication avec le grand shérif de la Mecque, qui réclama la protection des Français pour le commerce de l'Arabie. Cosséir redevint un point d'entrepôt et d'échange entre les cafés de Moka et les blés de l'Égypte. Le général Desaix devait ces grands résultats à ses vertus autant qu'à ses talents militaires. Conquérant humain, administrateur habile et intègre, il savait en même temps se faire aimer et craindre. Déjà sa popularité rivalisait presque avec celle de Bonaparte. L'admiration générale avait surnommé celui-ci le *Sultan du feu;* la reconnaissance donna à Desaix celui de *Sultan juste*, titre le plus beau et le plus glorieux de tous. Desaix est un des noms les plus purs, les plus radieux de cette époque si riche en illustrations militaires; et les adversaires les plus convaincus de la révolution doivent un hommage plus profond encore au guerrier qui sut vaincre non-seulement l'ennemi, mais ses propres passions; chez lequel une élévation inattendue ne développa que de nobles instincts; qui glorifia enfin sa patrie, non-seulement par la victoire, mais par l'humanité et la justice. Dieu ne laisse pas vivre

longtemps de tels hommes; mais leur souvenir est le plus précieux héritage d'un peuple, c'est l'honneur du passé, l'exemple de l'avenir.

VII.

La basse Égypte avait eu aussi ses insurrections et ses combats. Les premiers mouvements avaient été excités par l'émir Hadji, lieutenant de l'ancien pacha, qui avait rallié dans la province de Cherkyeh un parti nombreux de mameluks, de paysans et d'Arabes, avec lesquels il infestait la navigation du Nil. Cette révolte fut vigoureusement réprimée par le général Lanusse.

Ce même général eut bientôt affaire à un ennemi plus redoutable encore. C'était un habile imposteur, qui s'annonçait au peuple comme l'ange El-Mohdy, promis par le Coran pour délivrer les vrais croyants et exterminer les infidèles. Des miracles avaient prouvé sa mission; messager du ciel, il était à peine soumis au vulgaire besoin de la faim et de la soif. Les armes de l'ennemi ne pouvaient l'atteindre, et ceux qui combattraient avec lui devaient être invulnérables comme lui, pourvu que leur foi fût sincère. Grâce à cette explication ingénieuse, les

morts, dans chaque rencontre, étaient toujours des incrédules, et l'honneur du prophète demeurait sauf (1). Cet imposteur, qui paraît avoir été une sorte d'émissaire de la Turquie, et peut-être de quelque puissance auxiliaire, s'adressait à la fois au fanatisme et à la cupidité. Tout en prêchant au nom de Mahomet l'extermination des infidèles, il distribuait de l'or qu'il prétendait avoir apporté du ciel. Il fondit sur le Delta comme un torrent dévastateur, entraînant avec lui les tribus du désert de Barca et un certain nombre de mameluks.

Dans la nuit du 24 au 25 avril, il attaqua le poste de Damanhour, gardé seulement par soixante hommes de la légion nautique. Ces braves se réfugièrent dans une mosquée, et périrent au milieu des flammes, en se défendant héroïquement. Deux jours après, un détachement français envoyé par Marmont fut contraint de se retirer avec perte; un autre détachement, qui parcourait le pays pour lever des contributions, courut de grands périls, et ne dut son salut qu'au sang-froid et à la bravoure

(1) MM. Méry et Barthélemy, dans leur beau poëme de *Napoléon en Égypte*, ont tiré parti de ce personnage étrange, dont l'audace et le fanatisme farouche ne manquent pas d'une sorte de grandeur épique.

indomptable de son commandant, le chef de brigade Lefebvre.

Ce soulèvement prenait déjà des proportions formidables; mais il fut étouffé par une répression prompte et terrible. Le général Lanusse courut à Damanhour, dont El-Mohdy avait fait son quartier général, mais où il n'attendit pas les Français. Cette place, où nos marins avaient péri, et dont les habitants avaient pris parti contre nous, ne fut bientôt plus qu'un monceau de cendres. Le général français poursuivit sans relâche l'imposteur, et l'atteignit enfin dans la partie supérieure du Bahireh. Là un dernier combat fut livré, et l'ange invulnérable, percé d'une balle, tomba mort sur le champ de bataille. Son corps fut, dit-on, enlevé de suite par une femme qui ne le quittait pas; et ses disciples prétendirent qu'il n'avait fait que remonter au ciel, d'où il reviendrait bientôt les secourir. L'insurrection cessa d'être redoutable; mais des bandes de brigands parcouraient encore le Delta lors du retour de Bonaparte.

Peu de jours après ce retour, une nouvelle catastrophe eut lieu sur le Nil. Déjà Bonaparte prenait des mesures de précaution contre le prochain débarquement des Turcs. Prévoyant que ce débarque-

ment aurait lieu entre Rosette et Alexandrie, il avait donné ordre au général d'artillerie Dommartin de se rendre à Rosette, pour mettre le fort en état de défense. Ce général descendait le Nil sur une felouque montée par soixante-cinq hommes, lorsqu'il fut attaqué par plusieurs milliers d'Arabes. Une lutte acharnée s'engagea, et, au bout de quelques heures, cinquante-cinq de nos soldats étaient déjà morts ou hors de combat. Le général, grièvement blessé lui-même, mais résolu à ne pas tomber vivant au pouvoir des Arabes, tenait son pistolet braqué sur le magasin à poudre; mais les dix braves qui lui restaient prolongèrent le combat jusqu'à la chute du jour, ce qui les sauva; car les Arabes, suivant l'antique usage des peuples orientaux, se retirèrent à la nuit. La felouque parvint donc jusqu'à Rosette, mais le brave général Dommartin y mourut de ses blessures.

VIII.

L'expédition turque préparée à Rhodes, et forte d'environ quinze mille hommes, avait enfin mis à la voile. Elle fut aperçue à Alexandrie dans la matinée du 11 juillet. On signala douze vaisseaux

de guerre, et soixante à quatre-vingts bâtiments de transport. Le 14, les Turcs débarquèrent sur la plage de la presqu'île d'Aboukir, sans que le général Marmont, gouverneur d'Alexandrie, eût fait aucun mouvement pour s'y opposer. Il avait craint de compromettre cette place importante, en la dégarnissant au moment où une insurrection pouvait y éclater; mais il sacrifiait ainsi le fort d'Aboukir, et le détachement de trois cents hommes qui le défendait.

Ce fort était situé à l'extrémité de la presqu'île, sur un rocher escarpé. Du côté de la terre, une redoute fermait l'entrée de la presqu'île et protégeait le fort. Le commandant, brave officier, nommé Godard, laissa dans le fort même trente-cinq hommes sous les ordres d'un chef de bataillon du génie, et s'enferma lui-même dans la redoute avec le reste. Il la défendit un jour entier avec une intrépidité admirable; mais une catastrophe inattendue, l'explosion du magasin à poudre, vint seconder l'effort de l'ennemi. Godard et ses braves compagnons périrent en se défendant; tel fut aussi le sort des trente-cinq hommes du fort, qui résistèrent deux jours à toute une armée. L'excessive circonspection de Marmont était la cause de cette perte, vraiment considérable pour

une armée qui ne pouvait recevoir de renforts. Il fut blâmé vivement et avec raison par le général en chef. L'événement prouva qu'on aurait pu être audacieux impunément avec un ennemi qui, venant pour attaquer, semblait ne songer qu'à se défendre. Le commandant de l'armée turque, Mustapha, pacha de Romélie, au lieu de prendre énergiquement l'offensive, mouvement qui aurait pu décider une insurrection générale dans le pays, mit tous ses efforts à se fortifier dans la presqu'île, comme s'il eût été envoyé en Égypte pour y soutenir un siége. Ce fut sans doute son manque absolu de cavalerie qui l'intimida ainsi; peut-être aussi avait-il compté sur une diversion de la part des mameluks, dont il ignorait les défaites récentes. Quoi qu'il en soit, il ferma l'entrée de la presqu'île par une double ligne de troupes et de retranchements, profitant avec assez de prudence des avantages du terrain.

Bonaparte agit dans cette circonstance avec sa célérité et sa vigueur ordinaires. Dès le 20 juillet, il était à Alexandrie; son quartier général y fut établi dans une ruine au bord de la mer, et connue sous le nom de *Château de César;* ce rapprochement plut sans doute à sa pensée. Le 24, toute la

partie de l'armée d'Égypte destinée à cette opération était réunie aux puits, entre Alexandrie et Aboukir, à deux heures de marche de l'ennemi; et le lendemain matin l'action s'engagea.

Les Turcs sortirent d'abord de leurs retranchements avec beaucoup d'élan et de résolution; mais cette témérité leur coûta cher. Un mouvement rapide et vigoureux, exécuté par Lannes et Murat, coupa en un moment et culbuta dans la mer près de deux mille hommes. Devenus plus circonspects, ils se tinrent alors sur la défensive, et repoussèrent plusieurs attaques dirigées sur leurs retranchements. L'action devenait meurtrière pour nous, et le succès était fort indécis, quand tout à coup, au moment où nos troupes reculaient à la suite d'un de ces assauts infructueux, un grand nombre de Turcs sortirent tumultueusement pour décapiter nos morts restés sur le champ de bataille. Dans leur empressement, ils laissaient presque sans défense la redoute qui faisait leur principale force. Cette imprudente barbarie décida du sort de la journée. Murat, par un de ces mouvements impétueux et hardis qu'il savait si bien exécuter, lance ses escadrons entre les lignes ennemies, et au même instant toute notre infanterie revient à la charge avec une ardeur nouvelle. La fa-

meuse redoute est enlevée; les Turcs épouvantés s'enfuient vers leurs embarcations, mais partout nos soldats les devancent et les poussent jusque dans les flots. Cette singulière bataille, commencée sur la plage, s'achève en quelque sorte dans la mer; et l'on dirait que l'armée française veut venger les désastres de notre marine jusque parmi ces vagues, récemment sillonnées par Nelson victorieux.

Peu d'armées ont subi une destruction plus complète que celle-là. Presque tous les Turcs se noyèrent ou périrent, en s'efforçant encore de frapper ceux-là même qui leur offraient la vie. Aussi brave comme soldat qu'inhabile comme capitaine, Mustapha résistait le dernier dans le village d'Aboukir avec deux cents janissaires. Murat court à lui, et le somme de se rendre; il reçoit pour réponse un coup de pistolet qui le blesse au visage, et auquel il riposte par un coup de sabre qui blesse grièvement le pacha à la main droite. Mustapha désarmé est saisi, et conduit au quartier général (1).

De toute son armée il restait à peine deux mille hommes, entassés sans munitions et sans vivres dans

(1) Le souvenir de cette bataille célèbre a été conservé en quelque sorte vivant par le tableau de Gros, l'un des chefs-d'œuvre de l'école française.

le fort d'Aboukir. Après cinq ou six jours de bombardement, ces malheureux, à demi morts de fatigue et de faim, sortirent sans armes, et s'avancèrent vers les Français, comme pour les prier de mettre un terme à leur cruelle agonie. Quelle fut leur surprise, quand ils virent ceux dont ils attendaient la mort s'empresser de les secourir! Cette humanité honore nos soldats autant que la victoire; elle nous console de tant de scènes de destruction et de vengeances impitoyables. Malheureusement le secours venait trop tard; presque tous les prisonniers d'Aboukir succombèrent.

A ce nom fatal d'Aboukir, Bonaparte venait d'associer un souvenir consolant et glorieux. Jamais succès n'avait été plus complet. Au Caire et dans toute l'Égypte, l'inquiétude avait été vive pour les Français et leurs partisans; aussi la joie du triomphe fut sans bornes. La population chrétienne, et même une partie de la population arabe, en rendit grâces au ciel. La haine des fanatiques s'amortit ou se dissimula, notre domination s'affermit, et Bonaparte vainqueur put porter ses regards vers la France.

IX.

A l'époque du siége de Saint-Jean d'Acre, il avait reçu de tristes détails sur l'état de la France à l'intérieur, et sur les premiers revers de nos armées. Peut-être eut-il dès lors comme une révélation non équivoque de sa mission providentielle, dont il n'avait jusque-là qu'un vague pressentiment. Plus tard, au plus fort de nos désastres militaires, le Directoire lui-même sentit quelle faute il avait commise en éloignant Bonaparte de la France, attaquée, menacée d'une invasion par des généraux tels que l'archiduc Charles et que Suwarow ! On s'était décidé à donner satisfaction sur ce point à l'opinion publique. Une lettre du 26 mai donnait au général en chef de l'armée d'Égypte l'autorisation formelle de revenir promptement en France. Le Directoire supposait encore à cette époque que les escadres française et espagnole combinées pourraient se porter du côté de l'Égypte ; il laissait carte blanche à Bonaparte pour ramener son armée, ou la laisser sous le commandement d'un de ses lieutenants, s'il jugeait possible de maintenir dans ce pays la domination française. La destruction de l'armée turque

lui donnait une occasion honorable et peut-être unique d'user de cette autorisation.

L'existence de cette lettre du Directoire a été longtemps ignorée. Aussi, quand à la chute de Napoléon tant de calomnies oubliées aujourd'hui s'élevèrent contre sa vie entière, son retour d'Égypte ne fut pas épargné; on le qualifia de *désertion*. Voici comment s'exprime à ce sujet, dans des notes inédites, celui qui reçut, par le testament de l'Empereur lui-même, le soin de défendre sa mémoire contre d'indignes outrages : « L'accusation de désertion portait à faux ; mais, à part même l'argument décisif d'une autorisation préexistante, la justification de prétendu fugitif n'eût pas été difficile. On eût pu répondre d'abord, comme l'ont fait quelques-uns de ses partisans, par l'argumentation des résultats. L'étrange déserteur que celui qui se sauve dans le temple de la fortune, se réfugie sur un trône, se cache sous la pourpre et sous les lauriers ! Ce mode de défense a aussi sa solidité, mais j'avoue qu'il ne me semble pas nécessaire d'y recourir. La conduite de Bonaparte, même en faisant abstraction du succès et de toute permission antérieure, peut se justifier par la simple puissance du raisonnement.

« Posons les faits. Bonaparte a la conscience de sa force; il se dit : « La France est déchirée au dedans et vaincue au dehors; je puis lui rendre la victoire au dehors et la paix dans l'intérieur. Cette armée que je commande n'a pas de secours à espérer tant que la France sera mal gouvernée. S'il ne m'arrive pas de renfort, tout le fruit de mon habileté sera de conserver six mois, un ans de plus, la possession de l'Égypte. Ce que je ferais, Kléber peut le faire comme moi. En quittant mon armée, je puis la servir mieux qu'en restant auprès d'elle. » Ces réflexions sortaient de la nature même de son caractère et de sa position; il les a nécessairement faites, il a dû partir (1). »

X.

Avant de quitter l'Égypte avec Bonaparte, arrêtons-nous un instant sur cette trace immortelle qu'il laisse en Orient. Nous avons vu le général en chef; étudions les pensées de l'administrateur et de l'homme d'État. Dans les conceptions de ce puissant esprit, tout est digne, sinon d'éloges, du moins d'étude et d'intérêt.

(1) Bignon.

Le but de la conquête était de fonder en Égypte un établissement solide. Il fallait pour cela concilier le maintien du prestige de la force avec de grands ménagements pour l'esprit, les mœurs, les opinions religieuses des classes dominantes. Bonaparte s'est attaché scrupuleusement à remplir ce devoir tout politique : il s'est déclaré l'ami de la loi de Mahomet et de ses institutions. Aux jours consacrés par le Coran, il se rend lui-même chez les scheiks, suivant l'usage du pacha vaincu. L'armée française prend part aux fêtes des étrennes musulmanes (1), et des salves de notre artillerie concourent à leur solennité. Ce jour-là, on arbore sur les minarets les drapeaux conquis par nos armes, démonstration combinée de la bienveillance et de la force. Le késoué, ce voile sacré qu'emportent chaque année les pèlerins de la Mecque, est promené solennellement, suivant l'usage, dans les rues du Caire. Les femmes même, voilées comme elles le sont en tout temps, assistent en grand nombre à cette fête religieuse, tant le langage de Bonaparte et l'attitude de ses soldats inspirent de confiance. Ce respect pour les mœurs et les cérémonies des

(1) Le Beyram.

vaincus est une des qualités que Montesquieu a louées dans Alexandre : « Peu de nations se soumirent à lui, dit-il, sur les autels desquelles il ne fît des sacrifices. » Peut-être même Bonaparte a-t-il cette fois trop imité Alexandre ; peut-être a-t-il personnellement exagéré les démonstrations de ce respect, jusqu'à laisser croire aux chefs religieux de l'Égypte que son enthousiasme pour Mahomet pourrait bien aller jusqu'à une conversion entière à l'islamisme. Ce langage n'a jamais été sincère chez lui ; il sait mieux que personne tout ce qu'aurait d'avilissant une pareille démarche. Promettre ou laisser croire seulement ce qu'on ne veut pas tenir, c'est là une de ces duplicités que la politique peut absoudre, mais que réprouve la conscience.

Quoique les Français règnent en effet, la population, sous beaucoup de rapports, est censée se gouverner elle-même. Après la révolte du Caire, Bonaparte avait cassé le divan, et remis en vigueur le droit de conquête. La prolongation de cet état anormal avait ses dangers. Bonaparte se laissa donc fléchir, et le rétablissement du divan national devint un nouveau lien entre le pays et l'armée française. Aussi, malgré les invasions et les révoltes partielles si énergiquement réprimées par Desaix, malgré les

incertitudes de l'expédition de Syrie et la descente des Turcs à Aboukir, la tranquillité n'avait pas été troublée au Caire.

Les mesures prises par l'homme d'État avaient été merveilleusement secondées par les choix que ce même homme avait faits comme administrateur. Le plus considérable des agents civils, le principal commissaire auprès du divan général, M. Poussielgue, avait inspiré une confiance absolue aux scheiks et aux principaux habitants du Caire. Le choix de l'ordonnateur en chef était aussi d'une haute importance, à cause des fréquents rapports de cet agent avec la population. Un administrateur d'une longue expérience, M. de Sussy, avait accompagné l'armée; mais sa santé l'avait obligé de retourner en France. Le regard pénétrant de Bonaparte a bientôt distingué dans l'administration militaire l'homme le plus digne de ces fonctions difficiles. Cet homme, si bien et sitôt deviné, n'a encore que vingt-deux ans; c'est M. Daure.

Un mot encore sur les encouragements accordés aux militaires. On sait combien le futur empereur fut habile à exciter, par des paroles ou par des actes, l'émulation de la gloire. En Italie, il avait distribué des sabres d'honneur; en Égypte, variant les récom-

penses, il décernait des fusils garnis en or, des grenades en or, jusqu'à des trompettes et des baguettes d'honneur. Dans ces combats, parfois semblables aux mêlées des temps antiques, ne fallait-il pas que tout individu honoré de l'uniforme français fût prêt à toute heure à payer de sa personne? Ainsi tous les militaires, jusqu'aux fifres et aux tambours, étaient assurés que nul trait de courage et de dévouement ne passerait inaperçu. Quant aux généraux et aux autres officiers supérieurs, il se plaisait non-seulement à leur rendre toute justice, mais à leur abandonner presque toute sa part de gloire. Dans les places de guerre, dans les postes d'observation, tous les ouvrages, tous les forts portaient les noms des braves qui s'étaient distingués sur le lieu même, ou dans le cours de la campagne.

Immédiatement après la bataille d'Aboukir, les Français virent, avec une joie bien naturelle, apparaître le commodore Sidney-Smith, condamné à demeurer le témoin impuissant du désastre des Turcs ses alliés. Cette arrivée fut agréable aussi à Bonaparte, par un motif différent. Sous prétexte d'un cartel d'échange, il entretint quelques communications avec le commodore, et il put se renseigner exactement sur la situation du continent. Sidney-Smith

croyait le décourager en lui communiquant si complaisamment les gazettes anglaises; sans s'en douter, il travaillait au salut de la France, il accélérait le retour de Bonaparte.

Résolu à partir sans retard, Bonaparte crut devoir faire une tentative de négociation auprès du grand vizir, qui rassemblait alors à Damas une nouvelle armée. Moustapha, fait prisonnier à Aboukir, lui fut envoyé avec une lettre dans laquelle le général français, tout en exagérant ses forces et se représentant comme invincible, offrait de rendre l'Égypte à la Porte, si elle consentait à rompre avec l'Angleterre et la Russie, pour revenir à la France, sa plus ancienne et sa meilleure alliée. Le succès de cette démarche, quant à son objet direct, était peu probable; mais le ton de confiance et de fierté qu'affectait Bonaparte pouvait intimider le vizir, et retarder le moment d'une nouvelle entreprise sur l'Égypte. Ce but n'était pas sans importance; il fut complétement atteint.

Avant de quitter une armée qui avait tant fait pour la gloire de la France, c'était pour son chef un devoir sacré de ne négliger aucune des mesures qui pouvaient contribuer au bien-être des troupes et à la conservation du pays. De nouveaux témoignages

d'affection et de bonne volonté resserrèrent l'alliance des Français et des chefs de la population. Tous les travaux relatifs à l'habillement et à l'équipement furent mis en pleine activité. Le génie et l'artillerie, comme les autres armes, reçurent des instructions et des ordres. Enfin, après avoir demandé aux sciences et aux arts l'application de leurs secrets aux besoins de l'armée, Bonaparte crut pouvoir détacher de l'Institut d'Égypte une commission chargée de rechercher et d'étudier ces débris gigantesques de civilisation et de cités disparues, dont le fracas de nos armes avait troublé le long sommeil. La haute Égypte surtout offrait un vaste champ, presque vierge encore, à nos investigations. Ce fut sous la protection de la justice et des victoires de Desaix que Bonaparte plaça ces savants explorateurs qui plus d'une fois montrèrent, dans des courses fatigantes et périlleuses, autant de courage et d'audace que les braves qui leur servaient d'escorte. Eux aussi ont recueilli leur part de gloire, plus durable peut-être dans ses résultats. La domination française a passé comme un brillant météore; rien n'en est resté qu'une immense mémoire, qu'un prestige encore ineffacé; mais les travaux de la commission scientifique ne périront pas. S'ils s'abusèrent par-

fois dans leurs conjectures, s'ils s'égarèrent dans les limbes de ces mondes inconnus, ils ont du moins frayé la route à ceux qui ont dû s'aider de leur science et de leurs recherches, même quelquefois pour les réfuter.

Le temps était déjà loin, où les soldats, mal prévenus en faveur de ces savants qui leur paraissaient un cortége inutile, en faisaient l'objet de leurs plaisanteries (1). Les services importants rendus à l'armée par ces hommes d'abord méconnus, les égards que Bonaparte leur témoignait en toute occasion, avaient bientôt mis fin aux quolibets; ils furent respectés comme ils méritaient généralement de l'être. D'ailleurs nos soldats étaient eux-mêmes frappés du spectacle imposant des ruines qui s'offraient à leurs regards; ils honoraient le talent qui en retraçait l'image, et se plaisaient à protéger par leur vaillance les conquêtes de nos artistes sur ce passé grandiose et mystérieux.

(1) On connaît ce commandement burlesque fréquemment répété dans les premiers engagements, et qui avait toujours l'heureux privilége de faire éclater de rire les soldats entourés d'ennemis, et par cinquante degrés de chaleur : *Les ânes et les savants au milieu des carrés!!*

XI.

Bonaparte avait rempli à l'égard de son armée les devoirs de la prévoyance la plus étendue. Il lui laissait un chef digne de soutenir, après lui-même l'honneur de nos armes. Kléber était à la fois un des plus beaux hommes, un des généraux les plus habiles, un des plus nobles caractères de l'armée. Bien qu'il eût partagé, dans le principe, quelques-unes des préventions des généraux de l'armée de Sambre-et-Meuse contre le conquérant de l'Italie, il n'avait pu résister longtemps à l'irrésistible ascendant du génie de Bonaparte, à cette sorte d'attraction magnétique qu'il savait exercer sur ceux qu'il jugeait dignes de son estime et de sa confiance (1). On sait comment il justifia la confiance de Bonaparte. La grande journée d'Héliopolis fit dignement suite à celles des Pyramides, de Sédiman, du mont Thabor, d'Aboukir. Kléber eût peut-être conservé l'Égypte à la France; il eût pris assurément une part glo-

(1) M. de Talleyrand disait à quelqu'un fortement prévenu contre Napoléon : « Laissez-le faire; avant huit jours, il vous aura rendu imbécile, *comme nous.* » L'assimilation était consolante; mais ce mot peint à merveille cette fascination, dont les plus grands ennemis de l'Empereur ont parfois subi l'influence.

rieuse aux grandes batailles de l'empire, si le fer d'un misérable assassin n'eût frappé, dans la force de l'âge, l'un des hommes les plus vaillants et les meilleurs qui furent jamais (1).

Bonaparte sortit du Caire, pour la dernière fois, le 18 août. Singulière coïncidence! En ce moment même, un nouveau revers qu'il ne pouvait connaître, la bataille de Novi, livrée trois jours auparavant, venait de mettre le comble à nos malheurs; et, dès les premiers pas que fait Bonaparte vers la France, la fortune recommence à nous sourire. Il

(1) Kléber était intimement lié avec mon aïeul, et lui avait même proposé d'emmener son fils en Égypte, en qualité d'aide de camp. Je possède un grand nombre de lettres intimes, écrites en entier de sa main; elles sont pleines de bon sens et d'esprit, du véritable esprit français.

Kléber avait pris une part glorieuse à la guerre de la Vendée; mais il demeura étranger à tous les excès qui déshonorèrent le triomphe des républicains, et les désapprouva même assez énergiquement pour risquer sa tête. Il méprisait profondément le Directoire, et cette disposition dut le rattacher encore à l'homme que l'opinion désignait pour terminer la révolution.

C'est Kléber qui disait un jour à Rewbell, à la suite d'une altercation assez violente: « Citoyen Rewbell, tiens-toi pour averti que sitôt que tu auras un pied hors du Directoire, tu auras le mien dans le c... » Le mot n'est pas entaché de parlementarisme, mais il donne la mesure exacte du degré de discrédit dans lequel était tombé le gouvernement directorial, ce qui facilita si fort le triomphe de Bonaparte au 18 brumaire.

fait ses derniers préparatifs de départ, et déjà l'archiduc Charles échoue au passage de l'Aar, opération décisive qui livrait nos frontières à l'invasion (1). Un mois plus tard, Bonaparte vogue vers la France, et Masséna gagne la bataille de Zurich.

Bonaparte était parti du Caire comme pour aller parcourir le Delta; il arriva le 21 à Alexandrie, où l'attendaient deux frégates, *la Muiron* et *la Carrère*, préparées par ses ordres. Le 22 au soir, il venait d'arriver à bord de la première, quand on aperçut un vaisseau de guerre anglais. Ce fut pour les esprits timides un sinistre présage, dont Bonaparte ne s'effraya pas. Le 23, à la pointe du jour, il dit un dernier adieu à l'Égypte, et livra à la fortune, ou plutôt à la Providence, son sort et celui de l'Europe.

Les frégates mouillèrent le 1er octobre dans le port d'Ajaccio, où elles furent retenues jusqu'au 7 par les vents contraires. Pendant cette périlleuse traversée, une puissance ennemie, mais impuissante cette fois, semblait tenter de vains efforts contre les nouvelles destinées promises à la France. Le 7 au soir, on remit à la voile, et le lendemain on

(1) Voy. ci-dessus, livre IV de ce volume.

vit à l'horizon surgir la terre au-dessus des flots bleus de la Méditerranée. *France! France!* s'écrient à l'envi les compagnons de Bonaparte; et au même instant, presque dans la même direction, on signale dix voiles, des bâtiments de guerre anglais, sans doute. Le danger semble imminent; le contre-amiral Gantheaume propose de retourner en Corse: « Non! dit tout à coup Bonaparte, jusque-là pensif et silencieux; non! C'est en France que je veux aller, et vous me mèneriez en Angleterre! » Pour la première fois depuis le départ il exprimait une volonté, et cette volonté le sauva.

Dans la nuit suivante on toucha la côte. Le lendemain, Bonaparte débarqua à Cannes, étape fameuse dans sa destinée. La fortune l'y amenait cette fois pour régner quatorze ans, et élever la France au plus haut degré de puissance qu'elle eût jamais atteint; elle devait l'y ramener quinze ans plus tard, mais pour lui donner seulement un jour de triomphe, et l'accabler le lendemain.

Bonaparte avait été dix-sept mois absent. Sa traversée avait duré quarante-huit jours, et pendant tout ce temps, qui paraît si long aujourd'hui en présence des merveilles récentes de la navigation à vapeur, il avait été à la merci des escadres anglai-

ses. Mais la France avait assez expié, par dix années de souffrances, les fautes de la minorité violente et aveugle qui s'était imposée à elle, et Dieu avait protégé celui qui lui apportait de meilleurs jours.

Quel est donc ce personnage qui vient de toucher le sol de la France? Que signifie cette agitation, cet élan des campagnes et des villes? Que veulent ces groupes qui affluent sur son passage? Est-ce un monarque absent qui rentre dans ses États? Mais trop souvent les rois ne reçoivent que le tribut d'une curiosité froide et banale : il y a là de l'âme, de la vie, de l'enthousiasme, un enthousiasme que la puissance seule n'obtient pas. C'est plus qu'un roi; c'est un grand homme! Le nom de Bonaparte a retenti d'une extrémité de la France à l'autre, et la France est ranimée, la France espère!... Cette population dont les flots se pressent sur la route, cette population qui, dans Paris, ne voit plus que lui seul, c'est bien le peuple, le vrai peuple, dont le nom fut si souvent usurpé par des ambitions détestables ou par de folles passions. Ces acclamations, c'est la grande voix de la nation qui se fait entendre enfin, dominant quelques murmures inquiets et isolés. Tous les citoyens qui ont le sentiment des maux de la patrie lui demandent d'en devenir le libérateur. Disons

plus : tous, pour la sauver, lui demandent d'en devenir le chef, le protecteur, le maître. « L'hommage d'une dictature, dit M. Lacretelle, semblait devant lui sortir de toutes les bouches. »

Le Directoire siége encore au Luxembourg, mais l'autorité nationale n'est plus là ; elle est tout entière dans un petit hôtel de la rue de la Victoire. Admirable puissance du génie qui s'est déjà montré, et se fait deviner plus grand encore ! Ce n'est pas la France seule qu'agite le retour de Bonaparte ; ce nom, qui fait tressaillir de joie l'âme d'un peuple, a porté l'inquiétude dans les cours et dans les palais de ces princes qui haïssent à la fois la France et la révolution. Le Danube s'en émeut, la Tamise s'en irrite ; et, malgré l'orgueil de ses succès, le ministre tout-puissant de l'Angleterre en a tremblé ! A l'empire des mers, Pitt avait joint l'empire du continent. Bonaparte vient réclamer le partage ; mais, avant d'élever la voix, c'est au nom de la France qu'il doit parler : c'est à la France qu'il vient demander son mandat, ou plutôt c'est avec son assentiment qu'il va le prendre.

LIVRE VII.

DIX-HUIT BRUMAIRE.

Le 18 brumaire et le 2 décembre. — État déplorable de la France au retour de Bonaparte. — Nécessité d'un coup d'État. — Bonaparte et Sieyès. — Journée du 18 brumaire. — Journée du 19 brumaire. — Bonaparte aux Cinq-Cents. — Violences et expulsion des démagogues. — Réflexions. — Lettre curieuse de Jourdan. — Conclusion.

I.

Nous touchons enfin au dernier, au plus grand événement de cette mémorable année : à cette journée du 18 brumaire, objet de tant d'appréciations contradictoires, de tant de débats passionnés. Cette querelle, ravivée par des incidents graves et récents de l'histoire contemporaine, ne paraît pas devoir se terminer de sitôt. Sans doute on qualifiera encore d'*attentat* ce qui fut, selon nous, une grande mesure de salut public, ratifiée par les acclamations de la France, et mieux encore par un retour éclatant de confiance et de prospérité.

Nous mettrons toutefois dans nos éloges les réserves que commande la dignité de l'histoire. Le panégyrique du passé ressemblerait trop, cette fois, à celui du présent. Une considération toute particulière suffirait d'ailleurs pour nous imposer une circonspection extrême. Malgré les précédents déplorables de la première révolution et ceux de 1815, l'histoire parlementaire de la France nous offre d'honorables souvenirs. Bien des illusions généreuses ont été permises, presque inévitables, avant la révolution de Février. La génération qui nous précède a vécu sous l'empire de ces illusions, et il en est plus d'un parmi nous qui s'honore de les avoir partagées. Oui, l'on avait dû croire que l'expérience de tant de malheurs ne serait pas perdue. Dans ces assemblées nouvelles, où certes ni les talents ni les lumières n'ont manqué, on pouvait espérer plus de vrai patriotisme, plus de calme et d'impartialité dans le contrôle des actes du pouvoir, moins d'intrigues sous le spécieux prétexte du bien public; plus de discernement et de scrupules dans le choix des moyens d'opposition.....

De toutes ces espérances, on sait trop ce qui est advenu. Le moment n'est pas venu d'apprécier complétement cette longue épreuve du système repré-

sentatif. Loin de nous la pensée d'irriter des plaies récentes ; de troubler, par des reproches même mérités, la retraite et le silence où se confinent de hautes renommées ! Ce n'est pas notre faute, pourtant, si la Providence a voulu, cette fois encore, dérouter toutes les prévisions de la sagesse humaine ; si l'irrésistible logique des événements associe pour toujours dans l'histoire ces deux péripéties, séparées par un intervalle de plus de cinquante ans. L'analogie des deux situations est frappante : qu'il nous soit permis toutefois de signaler une différence capitale, et toute à l'avantage des vaincus du 2 décembre. Les démagogues obscurs et violents qui formaient la majorité de l'assemblée législative des Cinq-Cents ne méritaient guère de sympathies ni de regrets personnels : ce fut avec une profonde indifférence qu'on les vit rentrer dans l'oubli dont ils n'auraient jamais dû sortir. Au contraire, dans l'assemblée frappée le 2 décembre 1851, le pouvoir vainqueur, d'accord avec l'opinion publique, a dû profondément regretter l'erreur persévérante d'hommes honorables, auxquels il avait longtemps et vainement tendu la main. Une inexorable nécessité a pu seule dicter et justifier des mesures de rigueur momentanée, contre des citoyens personnellement estima-

bles. Cette considération suffirait pour nous interdire toute allusion trop vive à propos d'événements si récents.

Nous avions prévu la grande mesure de salut public prise le 2 décembre; nous l'avons défendue hautement au fort de la première émotion, et tant que le succès a semblé douteux (1). Nous aurions honte aujourd'hui de frapper sans nécessité des vaincus, et de poursuivre le vainqueur d'adulations serviles. Le coup d'État du 2 décembre, ratifié par la nation, n'avait plus besoin que d'une seule apologie, la grandeur et la prospérité de la France.

Et maintenant nous allons parler du 18 brumaire, en nous abstenant, autant que possible, de mêler à ce récit nos préoccupations contemporaines.

II.

Nous l'avons déjà dit, l'état déplorable de la France à cette époque ne pouvait être équitablement attribué ni au dernier gouvernement directorial, ni même à l'organisation du pouvoir

(1) Dans des articles *signés*, publiés dans le *Bulletin de Paris* les 3, 4, 5 et 6 décembre, et reproduits par la presse de Paris et des départements.

exécutif, réglée par la constitution de l'an III. C'était la conséquence fatale, inévitable de toutes les fautes, de tous les crimes accumulés depuis dix ans. Nous nous proposions de développer ici quelques-uns des résultats matériels et moraux de la période révolutionnaire; c'eût été, à coup sûr, la meilleure introduction, la meilleure apologie du 18 brumaire; mais ces développements formaient à eux seuls la matière d'un volume aussi long que celui-ci, et que nous publierons à part. Nous croyons faire un acte de vrai patriotisme en exhumant ces tristes vérités, trop longtemps enfouies sans épitaphe, en nous faisant l'écho de ces voix plaintives, étouffées jusqu'ici par les déclamations de la rhétorique révolutionnaire.

Il faut bien le reconnaître, l'histoire de notre pays pendant les dix dernières années du dix-huitième siècle a été singulièrement circonscrite et faussée. Froissart ne voyait dans son époque que les prouesses et les tournois de la chevalerie; sous Louis XIV, l'horizon de certains chroniqueurs ne dépassait pas Versailles. Les historiens de la révolution française n'ont pas compris, à leur tour, que l'histoire de ce temps n'était pas tout entière dans les débats des assemblées, ni dans les récits des batailles des frontières et des émeutes de Paris. Il y avait là une la-

cune considérable, que nous avons tâché de combler.

La conclusion de ce livre, dans lequel nous avons réuni un grand nombre de documents inédits ou peu connus, mais d'une irrécusable authenticité, c'est qu'en dix ans la France avait plus donné à la révolution qu'elle n'avait donné en un siècle à la royauté, et qu'à l'époque du retour de Bonaparte la mesure de nos maux était comble. Ainsi s'explique ce revirement si complet de l'opinion publique, cette aspiration ardente vers les idées d'ordre et de stabilité, ce besoin d'une autorité qui sût enfin se faire respecter, se faire craindre au besoin. Et c'est ainsi que ce grand événement du 18 brumaire se justifie, et s'impose en quelque sorte, comme une réhabilitation providentielle de dix années d'anarchie.

III.

Déplorable héritier de toutes les fautes de ses devanciers, le dernier gouvernement révolutionnaire est arrivé, à la fin de 1799, au dernier degré de l'avilissement. Les finances sont dans la détresse la plus complète, la banqueroute succède à la banqueroute, et l'emprunt forcé aux réquisitions. En Bel-

gique, des bandes armées s'opposent à la rentrée des contributions, quadruplées depuis la conquête. Le midi de la France est en proie à des insurrections partielles, et dix-sept départements de l'ouest à un embrasement général. Un fléau pire encore que la guerre civile, c'est le brigandage organisé sous le nom de chouannerie, qui assassine au lieu de combattre, et pille à la fois les fonds du trésor public et ceux des particuliers. Ainsi se trouve perdu tout le fruit des glorieux travaux de Hoche, le *héros pacificateur*. Ainsi toutes les gloires nouvelles de la France s'absorbent, ses grands hommes meurent à la peine, et les fautes de ce triste gouvernement annulent les services qu'ils rendent à la France. A Paris, la démagogie, déchaînée de nouveau, préconise publiquement les excès de 93 et les utopies socialistes de Babeuf. La loi terrible des otages, en étendant sur une foule de têtes la responsabilité des actes d'un seul, a détruit la sécurité de cent cinquante mille familles. Mais cette violence a provoqué des représailles terribles, et trop souvent les royalistes, réduits au désespoir, recourent sans scrupule à tous les moyens de se venger. L'état moral de la France n'est pas moins désolant que son état politique. Le spectacle de ces boule-

versements successifs qui font de tout un grand peuple le jouet incessant d'une minorité égoïste, sans frein et sans pudeur, a porté dans toutes les classes un germe fatal de corruption. Le luxe insolent des parvenus enrichis insulte à la misère publique, et le scandale ignoble de leur vie privée dépasse de bien loin ceux du règne de Louis XV. Partout, dans l'intérieur, le désordre et la guerre civile, l'arbitraire ou l'anarchie; au dehors, revers multipliés, déconsidération du gouvernement dictatorial, et impossibilité de la paix. Pour tout dire en un mot, une sorte d'impasse sans air, sans lumière, et dont on ne pouvait sortir que par un écroulement quelconque.

Telle était la situation à laquelle mit fin le coup d'État du 18 brumaire. Cet événement peut se réduire aux termes les plus simples.

Une cruelle expérience n'avait que trop bien démontré la nécessité de modifier profondément la constitution de l'an III, et surtout les dispositions relatives à l'organisation du pouvoir exécutif.

Ces changements étaient urgents : c'était pour la France une question de vie ou de mort. Pour les accomplir, il ne fallait pas compter sur l'assentiment libre du corps législatif, nommé par les démago-

gues, qui presque partout s'étaient présentés seuls aux élections, ou avaient violemment expulsé leurs adversaires. Le résultat de ces dernières élections attestait d'ailleurs une décadence profonde de l'esprit public. On chercherait vainement, parmi les représentants frappés le 18 brumaire, les passions fougueuses, l'enthousiasme éloquent des victimes et même de quelques-uns des bourreaux de 93. Aussi nuls que violents, ils se déconsidéraient chaque jour davantage par les disputes scandaleuses qui déshonoraient leurs débats publics. Déjà frappés de déchéance par l'opinion, seuls ils n'en savaient rien encore. Ils se croyaient inviolables, comme les membres du long parlement sous Cromwell, comme le sénat de Stockholm sous Gustave III !

La majorité du conseil des anciens, composée en général d'hommes éclairés, mais prudents jusqu'à la faiblesse, sentait profondément les nécessités de la situation, mais ne pouvait agir qu'avec l'appui de la force militaire. Il en était de même de Sieyès, le seul membre du Directoire dont l'intelligence fût véritablement à la hauteur des dangers de la patrie, et de son collègue Roger-Ducos. Barras lui-même était le premier à reconnaître la nécessité d'un changement dans l'État, pourvu qu'il continuât à y jouer

un rôle (1). C'était une illusion qu'il était prudent de lui laisser jusqu'au dernier moment; mais nul ne devait être plus soigneusement écarté d'un nouveau système jaloux de restaurer à la fois la dignité et la force du gouvernement. Quant aux deux autres directeurs, Gohier et Moulin, qui n'avaient dû leur nomination qu'à l'excès de leur nullité, ils n'étaient comptés que pour mémoire.

La forme du gouvernement ne pouvait donc être instantanément changée que par un coup d'État. Le coup d'État, c'est-à-dire l'infraction des formes légales et constitutionnelles, devait entraîner des violences plus ou moins fâcheuses, mais ne pouvait s'opérer autrement. Enfin le mode d'exécution devait être choisi de manière à restreindre autant que possible ces violences inévitables.

Ainsi se dessinait en quelque sorte d'avance la physionomie de l'entreprise. Mais ce n'était pas tout. A ce grand parti de l'ordre qui commençait à se réorganiser, il fallait un chef qui apportât le prestige d'une gloire militaire intacte et d'un grand caractère. Bonaparte, à son retour d'Égypte, présentait seul alors cette double garantie, nécessaire

(1) Jomini, I, 399.

pour entraîner l'armée et pour terrifier les factions. Bonaparte devenait inévitablement l'homme de la situation, bien que la plupart de ceux qui le secondaient n'eussent pas encore une idée bien nette de l'importance du rôle que lui réservait l'avenir.

IV.

Aussi, à peine Bonaparte est-il de retour, que tous les partis sollicitent son alliance ; le parti jacobin lui-même, contre Sieyès qu'il accuse de royalisme ; Sieyès, contre cette démocratie ignare et turbulente qui voudrait régner encore par les échafauds ; tous, contre la fortune qui a repris les conquêtes et flétri les lauriers de la république. Deux hommes d'une haute intelligence politique, Talleyrand et Rœderer, sont admis les premiers dans l'intimité du jeune général. Macdonald et Moreau lui-même le reconnaissent pour leur chef, et se mettent à sa disposition. Deux des directeurs, Sieyès et Roger-Ducos, sont engagés dans le mouvement qui se prépare ; on peut compter sur l'appui de la majorité du conseil des Anciens, même d'une forte minorité parmi les Cinq-Cents, où Lucien Bonaparte a su se faire un parti. Le concours de la force militaire n'est

pas douteux. Tous les corps faisant partie de la garnison de Paris demandent à être passés en revue par Bonaparte; tous les officiers supérieurs sollicitent l'honneur d'être reçus par lui. Les uns s'offrent par patriotisme, les autres par ambition; mais qu'importe? De tout temps les passions, les vices même des hommes concourent aux fins de la Providence comme leurs vertus.

En présence de ces imposantes manifestations, Bonaparte put espérer un moment que ce changement, souhaité par l'immense majorité des citoyens, serait proclamé par acclamation. Cette pensée explique ses premières démarches, les entrevues ménagées par les soins de ses principaux partisans avec Barras et les autres directeurs (1). On a même prétendu qu'un moment il se serait contenté d'une place dans le Directoire; mais le fait semble au moins douteux. La France attendait autre chose de lui, et il le sentait bien. Quoi qu'il en soit, il ne tarda pas à se convaincre qu'il ne devait compter ni sur Gohier et Moulin, qui n'entendaient tolérer aucune infraction, si légère qu'elle fût, à la constitution de l'an III, ni sur Barras, compromis dans des

(1) On trouve ces détails dans le beau récit de M. Thiers, que nous n'avons pas la prétention de refaire.

intrigues royalistes, et dont la personne et les antécédents le dégoûtaient d'ailleurs profondément. La première rencontre de Bonaparte avec Sieyès n'avait été rien moins qu'amicale; mais la force même des choses et les efforts de leurs amis communs les rapprochèrent bientôt. Dès lors les bases de l'entreprise furent arrêtées; et cette étrange conjuration, dont la France entière était complice, marcha rapidement à son but.

Les dernières dispositions furent arrêtées, et le jour fixé dans une conférence qui eut lieu le 15 brumaire chez Sieyès, à la suite d'un banquet de souscription offert à Bonaparte dans l'église Saint-Sulpice.

Pour l'accomplissement des changements projetés, on jugea utile de transférer hors de Paris les séances du corps législatif. Nulle difficulté sur cette première mesure, qui pouvait être prise légalement par le conseil des Anciens, en vertu de l'article 102 de la constitution. Mais cela ne suffisait pas. Il fallait que Bonaparte, pour faire respecter les décisions du conseil, fût investi du commandement de la ville et de l'armée. On arrêta que les Anciens lui déféreraient ce double commandement. Ici commence l'attaque, l'illégalité si l'on veut, par l'empiètement

du conseil des Anciens sur les attributions du pouvoir exécutif.

V.

Le jour fixé pour agir est le 18 brumaire. A six heures du matin le conseil des Anciens se réunira, et adoptera les dispositions convenues. Bonaparte, de son côté, ne se fera pas attendre. La réception des généraux et des officiers présents à Paris est une occasion toute naturelle de les réunir au moment décisif.

Dès huit heures tous sont déjà réunis rue de la Victoire, quand un messager d'État arrive, notifie à Bonaparte le décret qui vient d'être rendu. Fort de cette résolution de l'un des grands pouvoirs, Bonaparte demande aux militaires qui l'entourent s'ils sont prêts à le seconder pour l'exécution des ordres du conseil. Tous tirent leurs épées, et jurent obéissance. Il part pour les Tuileries, entouré, suivi par presque tous les généraux de la république. Trois personnages justement célèbres manquent pourtant à ce cortége imposant, Jourdan, Bernadotte, Augereau. Plus tard ils seront ramenés vers lui : le premier, par un sentiment de patriotisme mieux entendu, les

deux autres, par l'ascendance irrésistible du succès (1).

(1) Bernadotte, qui n'était pas dans la confidence, avait été amené par son beau-frère Joseph Bonaparte; mais il se retira sitôt qu'il vit de quoi il s'agissait. Si les trois directeurs avaient été d'autres hommes, et que l'opinion se fût montrée plus incertaine, Bonaparte aurait pu se trouver fort embarrassé dans la journée du lendemain. Il aurait fallu pour cela que Barras ne vendît pas sa démission, qui brisa la puissance directoriale, et que, réuni à ses deux autres collègues, il s'entendît avec les patriotes du corps législatif pour prendre des mesures énergiques, et notamment pour déférer le commandement militaire supérieur, comme ils le pouvaient *légalement*, à l'un des trois généraux que nous venons de nommer. Mais si de telles résolutions avaient pu être prises, le gouvernement directorial aurait eu encore quelque séve, quelque avenir, et alors ni Bonaparte ni Sieyès n'auraient entrepris un changement radical dans la forme de ce gouvernement.

Bonaparte pardonna généreusement à Bernadotte son attitude plus qu'équivoque dans ce moment critique; mais la conduite ultérieure de celui-ci, depuis son élection en Suède, semblerait prouver qu'il n'avait jamais pardonné à Bonaparte de s'être emparé d'un rôle que l'orgueil de Bernadotte avait secrètement convoité.

Malgré ses parades démagogiques, Augereau était absous d'avance par les souvenirs de 1796. Quant à Jourdan, qui, malgré les persécutions auxquelles il avait été en butte sous la Terreur, avait longtemps conservé le rêve d'une république honnête, on verra tout à l'heure comment il jugeait le 18 brumaire quelques mois plus tard.

Une des adhésions les plus importantes à la cause de Bonaparte fut celle du brave général Lefebvre, commandant de la gar-

Bonaparte entre aux Tuileries, où le conseil des Anciens est assemblé, au bruit des acclamations enthousiastes du 9e de dragons, l'un des régiments de l'armée d'Italie. Après une courte et énergique allocution, il prête serment de faire exécuter les décrets du conseil. Bonaparte descend immédiatement dans le jardin, pour y passer en revue les troupes de la garnison. Le temps était magnifique, l'affluence immense, l'enthousiasme extrême. Bonaparte avait juré de sauver la république, mais c'était la France même qu'il sauvait; et la véritable signification d'un pareil mouvement n'échappait à personne. On applaudissait à l'attitude martiale de ces braves soldats, tournant enfin leurs armes contre l'anarchie, à cette revanche éclatante commencée sans doute depuis le 9 thermidor, mais accomplie cette fois sans masque, sans vains subterfuges, sans l'alliance des factions.

nison de Paris. Lefebvre, en se rendant le matin rue Chantereine, avait rencontré le 9e dragons, appelé sous les armes sans son ordre, et dont le colonel (Sébastiani) avait eu le tort de lui répondre fort cavalièrement. Lefebvre arrivait donc auprès de Bonaparte assez mécontent; mais quelques mots d'effusion et de bon sens lui firent bientôt comprendre la situation sous son vrai jour. Il jura fidélité à Bonaparte, et lui rendit de grands services dans la crise du lendemain.

Parmi les détails si connus de cette grande journée, il en est un qui caractérise à merveille la situation et la véritable pensée de Bonaparte. Le ministre de la police, Fouché, trahissant sans scrupule une cause qui ne pouvait plus aider à sa fortune, était accouru des premiers se rallier au mouvement. Il lui rendit même un service essentiel en suspendant les municipalités, sage précaution qui eût paralysé tout essai de résistance. Il avait aussi fait fermer les barrières, et arrêté le départ des voitures publiques. Bonaparte improuva cet excès de zèle; il dit qu'il fallait laisser les affaires suivre leur cours ordinaire; qu'il *marchait avec la nation, et comptait sur elle.* Bonaparte ne se trompait pas. Il ne faisait que céder à la tendance irrésistible de l'opinion publique; il n'était que l'instrument providentiel d'un de ces revirements inévitables qui terminent les révolutions.

Jusque-là tous les présages étaient favorables, mais rien n'était fini. Bonaparte agit avec sa célérité accoutumée; il donne à Moreau la garde du Luxembourg, à Macdonald le commandement de Versailles, à Lannes celui des grenadiers du corps législatif, à Murat enfin celui des troupes qui doivent se rendre à Saint-Cloud. M. de Talleyrand se char-

gea d'une mission importante et délicate; il s'agissait de décider Barras à donner sa démission. Un tel homme ne pouvait figurer à aucun titre dans le nouveau gouvernement Cette négociation ne pouvait donc être qu'une affaire d'argent; elle fut conduite et terminée à souhait. Déjà Sieyès et Ducos avaient résigné leurs fonctions. Ainsi, par l'abdication de Barras, le Directoire se trouva dissous. Les deux derniers directeurs, Gohier et Moulin, tentèrent vainement de protester; ils eurent même le courage de venir affronter Bonaparte aux Tuileries. Bonaparte dit à Moulin que le fameux Santerre, son parent ou son ami, s'efforçait d'agiter le faubourg Saint-Antoine; qu'au premier mouvement il serait fusillé. Cette agitation n'eut pas de suite; les faiseurs d'émeutes comprirent bien vite qu'ils n'avaient plus affaire à Louis XVI, et que leur bon temps était passé.

Gohier et Moulin, de retour au palais du Luxembourg, y trouvèrent Moreau, qui les traita en prisonniers, conformément à ses instructions. De toutes les commissions que pouvait donner Bonaparte, celle-là était assurément la moins agréable; aussi Moreau eut-il la mortification d'entendre le directeur Moulin lui en témoigner sa surprise : « Quoi,

général, lui dit-il, c'est vous qui faites ainsi la fonction de gendarme! » Au point de vue de la légalité républicaine, Gohier et Moulin furent les deux héros de cette journée; tristes héros, en vérité! Malheureusement le dernier compromit tout à fait sa dignité en sautant par la fenêtre, non pour essayer de la résistance, mais tout simplement pour aller se cacher, croyant qu'on en voulait à sa tête.

Le décret de translation avait été communiqué au conseil des Cinq-Cents. Celui-ci, tout étourdi de ce coup imprévu, n'avait pu que s'ajourner pour le lendemain à Saint-Cloud.

Toute la partie du projet, combinée pour le 18 brumaire, a donc reçu son parfait accomplissement. Paris n'a pas été troublé. On voit bien que tout n'est pas encore fini, mais le sentiment qui domine n'est pas l'inquiétude, c'est l'espérance.

VI.

Un conseil tenu dans la soirée règle les opérations du lendemain. Les plus timides parmi les Anciens auraient voulu qu'on se bornât à recomposer le Directoire, en y faisant entrer Bonaparte avec dispense d'âge. Sieyès et Bonaparte, plus clairvoyants,

ne se souciaient nullement de persévérer dans un système usé et condamné par l'expérience. Le coup d'État devenait inutile, s'il n'était suivi d'un remaniement complet dans la forme même du gouvernement. On arrêta donc la nomination d'une commission consulaire pour gouvernement provisoire, l'ajournement à trois mois des deux conseils, et la formation d'une commission intermédiaire de chacun pour rédiger une nouvelle constitution. Sieyès ouvrit un avis qui dénotait sa profonde expérience des révolutions : c'était de faire arrêter dans la nuit une quarantaine de membres du corps législatif, ceux dont on pouvait redouter le plus l'énergie et les menées. Bonaparte s'opposa à cette mesure ; il se flattait d'obtenir l'assentiment de ce corps par la persuasion ou par la crainte. Bonaparte se trompait cette fois ; ce scrupule, honorable dans son principe, faillit compromettre son succès, et le força de recourir à un moyen plus violent encore. Cette leçon du moins ne sera pas perdue pour l'avenir....

Le 19 brumaire, tous les personnages qui doivent figurer dans l'action du jour sont rendus à leurs postes. La journée, il faut le dire, commence mal pour les vainqueurs de la veille. Dans ces crises décisives, le moindre incident peut prendre soudain

des proportions immenses. Un retard de deux heures, occasionné par l'arrangement du local destiné aux séances des deux conseils, faillit devenir funeste. Les membres du corps législatif, revenus de leur première stupeur, se concertent et s'exaltent mutuellement pendant cette longue attente. De vives interpellations s'échangent dans le parc entre les députés des deux conseils : on reproche aux Anciens la surprise de la veille ; on les embarrasse beaucoup en leur proposant de former un nouveau Directoire, dans lequel on ferait entrer Bonaparte. Les meneurs qu'on a laissés libres sont à l'œuvre, et la résistance s'organise.

La grande force de cette résistance était dans la légalité de la position des Cinq-Cents, et des hommes moins violents et plus intelligents auraient pu en tirer grand parti. La séance s'ouvre enfin, sous la présidence de Lucien Bonaparte ; mais, aux premiers mots de Gaudin pour préparer l'adoption des mesures concertées la veille, une violente tempête s'élève. Au milieu d'imprécations furieuses contre la dictature, on propose, on décide que chaque député renouvellera le serment de fidélité à la constitution de l'an III. Tandis que cette formalité théâtrale, accompagnée de discours violents, porte

l'exaltation au plus haut point, Bonaparte obtenait un succès facile au conseil des Anciens. Cependant il y rencontra des contradicteurs, tant la situation était délicate, tant le souvenir des violences révolutionnaires paralysait encore les hommes d'ordre! Ce fut là que, sur l'interruption d'un membre qui le rappelait au respect de la constitution, il répondit par ces paroles si connues, si vraies : « La constitution? vous n'en avez plus! Vous sied-il de l'invoquer, et peut-elle être encore une garantie pour le peuple français? Vous l'avez violée au 18 fructidor; vous l'avez violée au 22 floréal; vous l'avez violée au 30 prairial. La constitution! elle est invoquée par toutes les factions, et elle a été méprisée par toutes; elle est méprisée par toutes; elle ne peut être pour nous un moyen de salut, parce qu'elle n'obtient plus le respect de personne! Tous les partis veulent la détruire; tous sont venus me faire confidence de leurs projets, et m'offrir de les seconder! » Ces derniers mots provoquent une vive agitation. Bonaparte reprend la parole, invite énergiquement la majorité du conseil à pourvoir par des mesures efficaces, et s'écrie en finissant, d'une voix menaçante : « Si quelque orateur soldé par l'é-
« tranger ose prononcer les mots *Hors la loi!* que

« la foudre de guerre l'écrase à l'instant même!
« Souvenez-vous que je marche accompagné du
« dieu de la guerre et du dieu de la fortune! » Ces menaces s'adressaient moins aux Anciens qu'aux Cinq-Cents, dont l'attitude hostile ne permettait plus de ménagements.

VII.

Accueilli favorablement par la majorité des Anciens, Bonaparte veut tenter une démarche semblable auprès des Cinq-Cents, tant l'emploi de la violence lui répugne encore, malgré le péril de la situation. Il descend dans l'orangerie, théâtre de ces scènes à jamais fameuses. Un peloton de grenadiers le suit, mais s'arrête à la porte; Bonaparte s'avance seul dans l'hémicycle, annonçant par son geste qu'il veut parler. Son apparition est le signal d'un nouveau tumulte plus effroyable encore, et dans lequel domine le redoutable cri de *Hors la loi!* On s'élance au-devant de lui, on le presse, on l'entoure, avec les plus fougueuses exclamations : *A bas le dictateur, le nouveau Cromwell!* Bonaparte étonné recule, ses grenadiers s'avancent, le saisissent et l'enlèvent hors de la salle.

Est-il vrai que plusieurs de ces énergumènes fussent armés de poignards, et qu'Aréna notamment ait levé le sien sur Bonaparte? Est-il vrai qu'un grenadier, dont les vêtements furent déchirés dans cette cohue, se soit jeté au-devant de l'assassin? C'est un roman, a-t-on dit, inventé après coup pour répandre de l'odieux sur les Cinq-Cents. Nous ne dirons pas, comme n'a pas craint de le faire un historien célèbre, qu'*il y a une grande faiblesse à justifier des républicains* d'une pareille tentative (1), car de tels moyens d'attaque ou de défense déshonorent les causes les plus justes. Serait-il bien étrange, après tout, qu'Aréna ou quelque autre de la même trempe ait menacé Bonaparte d'un poignard, avec ou sans intention de le frapper? Cette parodie de Brutus, déjà jouée plus d'une fois, n'était-elle pas assortie au caractère de quelques-uns de ces députés, héros de la société du Manége? Quoi qu'il en soit de cette circonstance accessoire, il est un fait constant, c'est qu'on a vu le vainqueur d'Arcole et des Pyramides pâlir, se troubler à l'aspect d'une assemblée furieuse qui le repousse sans vouloir l'entendre. On a reproché à Bonaparte ce moment de faiblesse : ne serait-il pas

(1) Thiers, X, 523.

plus juste d'y voir un sujet d'éloge? Il voulait tout terminer pacifiquement, par la persuasion, tout au plus par des menaces non suivies d'effet. Telle était encore son espérance en entrant aux Cinq-Cents; sa démarche même le prouve. L'emploi des moyens extrêmes n'était donc pas entré dans ses prévisions, et peut-être n'est-il pas moins troublé de cette nécessité pénible, que des menaces qui retentissent à ses oreilles, ou des poignards dirigés contre sa poitrine.

Les républicains, maîtres pour un moment du champ de bataille, perdent un temps précieux en vociférations. On s'excite, on s'anime à l'envi, on voue à l'échafaud le grand criminel que l'on a refusé d'écouter, on demande sa mise hors de la loi, et l'on veut forcer Lucien lui-même à prononcer cette sentence qui légitimerait le meurtre de son frère. Lucien avait fait de courageux et inutiles efforts pour calmer ces fureurs. Indigné enfin du rôle de fratricide qu'on prétend lui imposer, il descend précipitamment du fauteuil présidentiel. Dix grenadiers que son frère envoie à son secours entrent dans l'enceinte, s'approchent de lui, et l'emmènent, sans que l'assemblée surprise fasse aucune démonstration pour le retenir.

Les deux frères sont réunis. Tous les moyens de conciliation sont épuisés, la crise est à son apogée; d'un moment à l'autre la guerre civile peut sortir de cette vaste galerie pleine de clameurs furieuses. C'est au nom de la légalité qu'on repousse une dictature réclamée par l'immense majorité de la nation, qu'on veut proscrire comme un vil criminel son plus glorieux citoyen ! Ces énormités disent assez qu'il faut en finir avec cette prétendue légalité, fille de la révolte, avec cette légalité menteuse et criminelle qui a fait monter Louis XVI à l'échafaud, et trôner Robespierre aux Tuileries. Oh ! ne détournons pas nos regards de cette troupe impassible qui traverse au pas de charge l'orangerie de Saint-Cloud, dispersant la dernière assemblée révolutionnaire ! Ces soldats sont les ministres d'un acte de justice providentielle dont ils ne comprennent pas eux-mêmes toute la portée. Cette journée n'est pas un attentat, c'est une réhabilitation ! ! !

Napoléon et Lucien ont harangué les troupes, l'un comme président d'une assemblée dominée par une bande de factieux ; l'autre, comme leur général insulté et presque assassiné, pour prix de tant de services rendus à la France. Les cris de *Vive Bonaparte!* retentissent dans tous les rangs. Depuis le

matin, d'ailleurs, la troupe est électrisée par ses chefs, qui rappellent énergiquement aux soldats toutes les souffrances auxquelles ils ont été en butte depuis l'établissement du régime dictatorial. Vingt grenadiers, guidés par Murat et Leclerc, se présentent à l'entrée de la salle. A leur aspect, les vociférations redoublent; trois députés, dont l'un était le général Jourdan, honorent seuls, par un mouvement courageux, l'agonie de la république (1). Ils se jettent au-devant des soldats, et les somment de rétrograder, au nom de la loi. A l'aspect de Jourdan qu'ils reconnaissent, les grenadiers hésitent un moment; mais soudain la voix de Murat, dominant le tumulte, annonce que *l'assemblée est dissoute*. Immédiatement la charge bat, un bataillon entier de grenadiers pénètre dans la salle; ils la traversent lentement, sans toucher personne, mais forçant à la retraite tout ce qui se présente devant eux. La scène change alors : on voulait mourir sur la chaise curule; on ne meurt pas, on cède au destin. Les démagogues les plus ardents sont les plus prompts à s'esquiver par les nombreuses fenêtres qui donnent

(1) On va voir tout à l'heure pourquoi nous insistons sur cette attitude hostile de Jourdan, attitude conforme à ses convictions politiques, et ennoblie par le courage personnel.

de plain-pied sur le parc. L'orangerie et les allées voisines sont jonchées des toques, des robes rouges abandonnées par les fuyards. Quelques-uns avaient tellement perdu la tête, qu'ils arrivèrent en grand costume jusque dans les rues de Paris, où leur aspect n'excita que des huées.

Tout était fini cette fois. La nation, loin de s'indigner, applaudissait; et le changement qui s'opérait était trop conforme à l'opinion publique, pour qu'il fût nécessaire de le masquer, comme on fit, sous une apparence de formes régulières. Le soir donc les conseils se réunirent, ou plutôt furent censés réunis; car les Cinq-Cents n'étaient pas en nombre légal pour délibérer. Ceux des républicains qui avaient eu le courage de revenir, réunis aux partisans du coup d'État, votèrent docilement toutes les mesures qui leur furent proposées : dissolution du Directoire; radiation de soixante-un membres des Cinq-Cents; nomination d'une commission exécutive composée de Sieyès, Ducos et Bonaparte, sous le nom de consuls; ajournement du corps législatif au 1er ventôse; formation de commissions intermédiaires dans chaque conseil, pour préparer une nouvelle constitution. Telles furent les résolutions par lesquelles fut accomplie l'œuvre de ces

mémorables journées. Les conseils par des adresses, les consuls par des proclamations, annoncèrent ces grands résultats à la France, en lui promettant de meilleurs jours. Cette promesse ne sera pas trompée.

VIII.

Deux choses fort distinctes sont à considérer dans ce grand événement : les détails d'exécution, en quelque sorte la forme matérielle du coup d'État, et la pensée qui guida ses auteurs.

Sous le premier rapport, il est impossible de méconnaître que le 18 brumaire laissa beaucoup à désirer. Deux fautes, déjà signalées dans ce récit, compromirent gravement le succès, déjà presque assuré. Bonaparte eut tort de ne pas mettre les meneurs des Cinq-Cents dans l'impossibilité de soulever un conflit d'où pouvait sortir la guerre civile ; il présuma trop de l'ascendant de son génie, et de la raison des démocrates. Il commit une imprudence plus grave encore, en risquant cette dernière démarche, si outrageusement repoussée par une assemblée surexcitée, sourde aux plaintes et aux vœux de la France. Ces deux fautes lui avaient presque

arraché la victoire : il lui fallut, pour la ressaisir, tout le prestige de sa gloire et des espérances qui s'attachaient à lui. Homme d'ordre par instinct, Bonaparte était novice en stratégie révolutionnaire ; et, sous ce rapport, son hésitation à recourir aux mesures violentes, son trouble en présence de ceux qu'il fallait frapper et qu'il aurait voulu convaincre, dénotent plus de loyauté naturelle que de faiblesse. La différence est grande entre le courage des guerres du forum et celui des grands champs de bataille. En fait d'héroïsme de faction, Pompée était moins brave que Clodius ; le prince de Condé, moins que le cardinal de Retz. César, il est vrai, réunissait l'un et l'autre genre d'intrépidité ; mais César était un agitateur, un factieux de place, avant d'être un héros.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte seul a pu se permettre impunément cette double imprudence, un excès de scrupule ou de dédain à l'égard de ses plus dangereux ennemis, puis un contact immédiat avec eux au plus fort de la crise. Avons-nous besoin de rappeler que depuis, dans des circonstances presque semblables, ces deux fautes ont été soigneusement évitées ?

Quant à la pensée qui guida Bonaparte dans cette

pénible épreuve, nous le répétons : en notre âme et conscience, ce fut une pensée d'honneur, une pensée de salut social. On l'a accusé, on l'accuse encore d'avoir violé le *temple des lois*, en expulsant violemment les représentants de la nation. Le temple des lois! On oublie donc quel sacrilége abus avaient fait les passions révolutionnaires de la puissance législative, et quelles idoles hideuses s'élevaient alors dans ce temple prétendu? Les représentants de la nation! comme si la vérité ne dominait pas d'assez haut cette fois toutes les fictions légales; comme s'il fut jamais une représentation nationale plus factice, plus vicieuse et plus nulle dans son principe, plus ouvertement reniée et conspuée par l'opinion publique! Sa seule attitude dans la journée du 19 brumaire suffirait pour justifier cette réprobation. Y avait-il vraiment beaucoup de dignité, beaucoup de vrai courage, dans cet ébranlement de plusieurs centaines de personnes contre un individu seul qui se présentait avec confiance? Une assemblée digne de ce nom n'eût-elle pas laissé parler Bonaparte, écouté froidement ses explications, sauf à discuter ensuite sa conduite, à prononcer même sa mise en accusation? Mais telles ne pouvaient être les allures d'une assemblée vraiment révolution-

naire, accessible seulement à deux sentiments, la violence et la peur! Entre ces traditions d'une époque néfaste, et les idées d'ordre et de réhabilitation qui se personnifiaient dans Bonaparte, il n'y avait pas de transaction possible. Il fallait que la justice de Dieu eût son cours; la révolution, inaugurée par la violence, devait périr de même.

IX.

Les événements du 18 brumaire, ratifiés par la nation, reçurent bientôt une consécration plus solennelle encore par le retour de la confiance et de la prospérité publiques. Tandis que les démagogues furieux, mais encore plus effrayés, se replongeaient dans l'ombre, les républicains honnêtes, abjurant leurs illusions, reconnaissaient eux-mêmes que cette solution avait été un immense bienfait pour la France.

Le général Jourdan était assurément l'un de ceux qui avaient le plus longtemps conservé ces illusions: aussi brave que loyal, il avait résisté, le 19 brumaire, aussi longtemps que la résistance avait été possible. Cet illustre vétéran des guerres de la république, éclairé par les heureux résultats de cette journée,

ne tarda pas à en juger tout différemment. Voici comme il s'en expliquait peu de mois après, dans une lettre confidentielle adressée à l'un de ses anciens compagnons d'armes, alors éloigné de la France :

« Les changements politiques arrivés en France te surprendront sans doute. Je sais par expérience que les gens d'honneur n'abandonnent pas facilement les opinions qu'ils ont embrassées, et pour lesquelles ils ont combattu pendant dix ans. Mais je suis convaincu qu'en réfléchissant avec attention sur notre situation, tu feras comme j'ai fait, c'est-à-dire que tu te réuniras de bonne foi au nouvel ordre de choses, et que tu confondras dans un même sentiment, et l'amour pour la patrie, et celui de son glorieux chef. Voici les principaux motifs qui m'ont déterminé :

« D'abord l'expérience nous a prouvé que le peuple français n'est pas assez vertueux pour jouir de cette liberté dont nous trouvons les principes dans les grands publicistes. Ce peuple, trop léger, trop insouciant, peut bien renverser la tyrannie lorsqu'elle lui devient insupportable : alors il se meut par un sentiment d'honneur; *mais il n'est pas capable de régénérer ses mœurs*, de sacrifier ses plai-

sirs et ses habitudes aux règles austères qui doivent régir les républiques. *En France, chacun est dans l'usage de rapporter tout à soi-même*; dans les républiques, chaque citoyen doit rapporter tout à l'État. Aussi avons-nous vu, dans le cours de la révolution, que la masse du peuple a toujours été la proie des diverses factions qui se sont succédé.

« Chacun de nous était tellement pénétré de cette vérité, que sous le règne du Directoire nous reconnaissions que le gouvernement était trop faible, et nous avons souvent médité sur les moyens de lui donner plus de force, en même temps que nous désirions placer à la tête des affaires des hommes plus habiles. Aussi la France n'a repris sa splendeur *que depuis le 18 brumaire*, époque à laquelle une nouvelle constitution rendit le gouvernement plus indépendant, et lui permit de s'occuper sans obstacles de la prospérité publique, tandis que chaque citoyen, rendu à ses habitudes et à ses affaires, s'occupait, sous la protection du gouvernement, de sa prospérité particulière.

« Il est démontré que les changements opérés au 18 brumaire ont été avantageux à la France. Il a été reconnu par tous les bons esprits, et par tous les hommes *sans ambition personnelle*, que la nou-

velle forme de gouvernement convient mieux à nos mœurs et à notre situation.

« Telle est, mon bon ami, l'analyse des principes qui m'ont irrévocablement uni au nouveau système. Je suis certain que tu penseras comme moi, et que tu répondras à ceux qui te feraient des objections, ce que j'ai déjà répondu plusieurs fois : Faites que le peuple français soit assez vertueux pour jouir et ne pas abuser d'une plus grande latitude de liberté, et je reprendrai mes anciennes opinions. *Jusque-là, souffrez que j'en fasse le sacrifice à l'opinion publique et à l'intérêt général* (1). »

Nous avions résolu de nous interdire toute allusion à des événements plus récents ; toutefois, nous ne pouvons nous empêcher d'observer que cette lettre de Jourdan semble écrite d'hier. Une pénible expérience nous force d'avouer à notre tour que *liberté oblige*, ainsi que noblesse, et que le peuple le plus spirituel et le plus vaillant n'est pas digne de conserver ce don précieux du ciel, s'il n'unit à ces qualités brillantes la moralité, le dévouement à la chose publique, et le respect de soi-même.

(1) Lettre (inédite) de Jourdan au général ......

X.

Enfin nous engageons les moralistes rigides, systématiques détracteurs des coups d'État, à méditer ces graves paroles d'un écrivain dont le dévouement à la liberté ne saurait être suspect :

« Le principe de l'obligation envers l'État et sa constitution actuelle peut se rattacher sans doute à des principes de morale universelle ; mais il tient aussi à des conventions sociales qui sont de leur nature variables. Aux époques où les événements les exposent à des variations fréquentes, où toutes ces choses-là, constitution, dynastie, sont sujettes au changement ; dans les temps révolutionnaires, en un mot, le devoir politique, moins distinct, est moins stable et moins inflexible. Il faut plus de lumières pour discerner où est le droit, où est le bien public, où est le possible et le juste ; et la conscience n'est engagée que dans la mesure de l'intelligence. Une certaine *indulgence* est donc naturelle à de pareilles époques, et même légitime dans l'appréciation des actions politiques… Ce n'est pas avec le rigorisme aveugle des temps où l'autorité est tenue pour sacrée parce qu'elle semble immuable, qu'il

faut juger de l'Angleterre après 1640, ou même après 1688. De nobles intérêts, de justes causes, la religion, la liberté, la royauté, l'hérédité, la loi, les droits des peuples, ceux des rois, le bonheur public, la grandeur nationale, tout avait été à la fois mis en jeu, tout avait été divisé, et, entre toutes ces choses graves ou sacrées, il avait souvent fallu faire un choix (1). »

Cette page éloquente de M. de Rémusat n'a-t-elle pas été évidemment inspirée par des analogies contemporaines? Ce qu'il dit des révolutions d'Angleterre s'adapte mot pour mot à nos deux péripéties révolutionnaires; et la haute raison de l'écrivain domine ici les rancunes personnelles. Reconnaissons avec lui qu'il est dans la vie des nations des moments de chaos, où les lueurs même de la conscience varient au souffle incessant des tempêtes politiques et sociales; et sachons accorder un peu d'*indulgence*, même un peu de reconnaissance, au besoin, à ces résolutions énergiques qui sauvent les sociétés en péril.

(1) M. de Rémusat, *Bolingbroke*, *Revue des Deux Mondes*, septembre 1853, p. 951.

DOCUMENTS HISTORIQUES.

I.

Nous avons dit, à propos de la retraite de l'armée du Danube après la bataille de Stockach, *que* cette retraite a été mal connue et généralement mal jugée par les historiens modernes. Nous croyons devoir justifier cette assertion par la publication de quelques pièces importantes, qui donnent sur les événements de cette retraite des détails précis et circonstanciés. Elles démontrent jusqu'à l'évidence que le général Ernouf, qui succédait à Jourdan dans le commandement en chef d'une armée battue et démoralisée, se tira honorablement d'une situation difficile.

Notes sur les motifs de la retraite de l'armée du Danube, de la position de Brentz-Ebene, le 15 *germinal an* VII (par le général Ernouf).

Après la bataille de Liebtingen (Stockach) (1),

(1) On a vu combien cette bataille avait été chaudement dis-

l'armée du Danube vint prendre position à Willingen, au débouché des montagnes de la forêt Noire. Cette position se trouvant trop difficile à garder à cause de sa grande étendue, l'armée n'étant plus composée de vingt-deux mille combattants, le général en chef se détermina à l'abandonner pour en prendre une plus resserrée, où il pût se soutenir avec avantage, jusqu'à l'arrivée des renforts que le gouvernement lui assurait être en marche. En conséquence, l'armée décampa de Willingen le 11 germinal. La première division, commandée par le général Férino, vint prendre position à Neufeld pour garder les débouchés des montagnes, particulièrement celui du val d'Enfer. Ses communications avec Horneberg et la vallée de la Kintzig furent établies par Freybourg, Waldkirch et Elzach.

La division dite d'avant-garde, commandée par le général Lefebvre, et alors par le général de brigade Soult, à cause de la blessure de Lefebvre, vint camper sur les hauteurs de Brentz-Ebene : la gauche appuyant à Schramberg, la droite à la route

putée. Les Français, bien que notablement inférieurs en nombre, avaient conservé le champ de bataille ; mais ils avaient dû bivouaquer la nuit sans abri au milieu des cadavres, et la retraite était devenue indispensable.

de Horneberg à Willingen. Ses avant-postes occupèrent Krum-Schiltach.

La 2e division, commandée par le général Souham, appuya sa gauche à celle du général Soult, et prolongea sa droite sur Triberg. Le corps commandé par le chef de brigade Merlin se retira sur Furth-Wangen, et fut chargé de garder soigneusement les routes qui conduisent de Triberg sur Elzach et Horneberg.

La 3e division, commandée par le général Saint-Cyr, se porta sur Freudenstadt, et fut chargée de garder le passage du Kinibis.

Le 14, le général Jourdan fut attaqué d'une colique néphrétique; il remit le commandement de l'armée au général Ernouf, qui ne l'accepta qu'avec répugnance, et parce qu'il n'y avait aucun général de disponible que lui.

Le même jour, vers une heure après midi, un secrétaire de l'adjudant général Becker répandit le bruit que l'ennemi avait forcé le pont de Triberg, et s'en était emparé. Ce bruit parut d'autant plus dénué de fondement, ou au moins exagéré, que le général Ernouf venait de recevoir une lettre du général Decaen (commandant la 2e division en l'absence du général Souham), qui lui mandait, à dix

heures du matin, que l'ennemi n'avait point attaqué, et que tout était parfaitement tranquille. Cependant le général Ernouf crut devoir prendre quelques précautions pour couvrir Horneberg. Il fit porter sur la route qui conduit à Triberg une compagnie de grenadiers qui faisait la garde du quartier général, ainsi qu'une compagnie de sapeurs. Il dépêcha des officiers à Triberg, pour savoir au juste ce qui s'y passait. Cependant, ne recevant aucunes nouvelles du général Decaen, il croyait encore que c'était une fausse alerte. Mais un adjudant-commandant qui, par son ordre, s'était porté sur Triberg, lui rendit compte que l'ennemi s'était réellement emparé de ce poste.

Dans cette situation, le général Ernouf fit demander au général Soult deux compagnies d'infanterie, pour se porter sur Triberg et le reprendre. Cette opération demandait d'autant plus de célérité, qu'il n'était pas douteux que si l'ennemi était en force, il se porterait d'un côté sur Elzach et de ce point sur Harlach, et de l'autre côté sur Waldkirch et Freybourg. Par cette manœuvre, qu'on ne pouvait prévenir à temps, il interceptait la vallée de la Kintzig, et arrivait au débouché du val d'Enfer avant le général Ferino. L'armée se serait trouvée

alors séparée de tous côtés, et exposée à être détruite en détail (1).

Pendant que le général Ernouf attendait l'arrivée des deux compagnies qu'il avait demandées au camp, le général Decaen arriva, suivi de cinq compagnies d'infanterie; il était cinq heures et demie du soir. Le général Ernouf lui demanda ce qu'il y avait de nouveau. « Nous sommes joliment tournés, répondit le général Decaen : les ennemis sont arrivés à Triberg je ne sais comment, et ont fusillé dans mon quartier général. — Mais comment sont-ils arrivés dans votre quartier général sans que vous soyez prévenu? Vous n'étiez donc pas gardé? — Je n'y conçois rien, dit le général Decaen; il faut qu'ils soient venus en ballon! Je me suis rendu au camp de Saint-George pour prendre des troupes et venir les chasser. Mais, lorsque j'ai voulu agir, j'ai trouvé une forte colonne ennemie qui me coupait de Triberg, et m'a obligé de me rejeter sur ma gauche, et j'ai passé par le camp de Brentz-Ebene pour venir ici. » Le général Ernouf lui dit : « Il n'y a pas un

(1) On voit que la situation était grave, et qu'il y avait vraiment de quoi *prendre peur*, comme dit M. Thiers, qui reproche un peu légèrement au général Ernouf d'avoir montré de la pusillanimité dans ce moment critique.

moment à perdre : il faut que vous vous portiez de suite sur Triberg, et que vous le repreniez. Vous suivrez la route d'Horneberg à Triberg ; vous trouverez sur ce chemin une compagnie de grenadiers qui faisait la garde du quartier général, une compagnie dè sapeurs, et les trois compagnies de la 2e demi-brigade près de Triberg. Toutes ces forces, réunies aux cinq compagnies que vous avez, seront suffisantes pour reprendre votre position, qui, d'après les rapports que je viens de recevoir, vous a été enlevée par moins de trois cents hommes. Pour faciliter votre opération, je vais me porter au camp de Brentz-Ebene, où je prendrai une partie des troupes pour attaquer Triberg de l'autre côté. — Je vous assure, répondit le général Decaen, que les ennemis sont en force, et je vous déclare qu'il est trop tard pour tenter une attaque sur Triberg, et que je ne le reprendrai pas. *D'ailleurs, les troupes ne veulent plus se battre.* » Pendant cette discussion un temps précieux s'écoulait. Le général Ernouf reçut une lettre du général Soult, qui le prévenait que les ennemis avaient fait une forte reconnaissance sur son front, et dans la vallée de la Schiltach ; que ses rapports lui annonçaient qu'ils étaient très-nombreux, et qu'indubitablement ils

seraient attaqués le lendemain, de très-bonne heure.

La surprise de Triberg permettait à l'ennemi de s'emparer de la vallée de la Kintzig, en filant par Elzach sur Harlach, seul point de retraite des divisions Soult et Decaen. Il pouvait également faire ensuite filer d'Elzach un corps considérable sur Waldkirch. Ce corps aurait pu arriver à Freybourg avant le général Ferino, et par conséquent lui couper la retraite sur Brisach. Cette situation fâcheuse s'aggravait encore par les nouvelles qu'on venait de recevoir du général Soult.

Le général Ernouf se décida donc à ordonner la retraite de toute l'armée. Il s'y décida d'autant mieux que la position de Brentz-Ebene ne couvrait pas la Suisse, que les grandes forces commandées par l'archiduc pouvaient lui permettre de détacher un corps considérable de ce côté; et certes il fit une grande faute militaire en retardant ce mouvement offensif.

Le parc d'artillerie et les équipages commencèrent à filer à dix heures du soir, et à minuit les troupes quittèrent leurs camps respectifs.

La division Soult commença le mouvement. Elle se dirigea sur Horneberg, et vint prendre position en arrière d'Haslach. Les troupes de la division

Decaen, qui étaient au camp de Brentz-Ebene, suivirent le mouvement de l'avant-garde. Celles qui étaient arrivées avec le général Decaen, et qu'on avait placées dans le défilé de Triberg, se retirèrent également par Horneberg, et firent l'arrière-garde. Le commandement de ces deux divisions fut donné au général Soult (1).

II.

Les faits relatés dans la note précédente sont pleinement confirmés par un rapport très-détaillé du général Soult, dont nous citerons la dernière partie.

« Wilstett, 18 germinal an VII.

.... Par le mouvement rétrograde de la 2e division, la position de l'avant-garde devenait très-critique, puisque l'ennemi pouvait venir lui couper sa retraite sur Horneberg (il n'en était plus qu'à une demi-lieue, et tenait la tête de la gorge qui y conduit), tandis que la division d'avant-garde con-

(1) Le général Decaen avait montré, comme on voit, plus que de la faiblesse dans cette retraite. Il fut traduit devant un conseil de guerre; mais l'amitié de quelques personnages influents le tira de ce mauvais pas.

servait encore sa position de Schromberg et de Brentz-Ebene. La retraite devenait donc inévitable, sans quoi une partie de l'armée était compromise : je reçus ordre de l'exécuter.

Le 15, à trois heures du matin, le mouvement se commença, et la division vint se réunir entre Horneberg et l'embranchement des routes de cette ville à Willingen et à Schromberg. Elle continua ensuite sa marche sur Haslach, où elle prit position en arrière de cette ville.....

Le plus grand ordre régna dans cette marche ; et l'ennemi, qui poursuivait la colonne avec cinq ou six cents chevaux, quelques canons et de l'infanterie, dont partie avait débouché par la gorge de Triberg, ne chercha nullement à l'inquiéter. Il se tint constamment à portée de canon de notre arrière-garde.....

Des raisons seulement militaires, et plus que suffisantes, vous ont déterminé, mon cher général, à ordonner la retraite de la position de Brentz-Ebene et de Schromberg ; mais il en est d'autres non moins essentielles qui, dans peu, devaient nous y forcer. Notre pénurie de subsistances était extrême. Le pays, épuisé et d'ailleurs sans moyens, ne nous présentait plus aucunes ressources. L'a-

voine et le fourrage étaient absolument consommés. La ration était réduite à moitié, et encore pour se la procurer fallait-il fourrager militairement et se battre, surtout en avant de Gzogen. Il était impossible de trouver encore des ressources pour deux jours dans le pays, et vous connaissez combien peu on devait compter sur les transports qu'on demandait des derrières. Du pain, on n'en distribua pendant trois jours à l'avant-garde qu'une demi-ration, et sans eau-de-vie. Quelques pommes de terre qu'on trouva, et que les communes donnèrent, nous furent d'un grand secours.

Je dois dire, à la louange des différents corps qui composaient l'avant-garde, que, malgré la pénurie que nous éprouvions, le temps affreux qu'il faisait, et que tout le monde fût bivouaqué dans la neige, pas un seul murmure n'échappa. La discipline fut constamment observée, et personne ne quitta son rang pour se retirer, ni s'écarter de la route, quand la colonne fut en marche, et pendant toute la retraite.

Le 16, à quatre heures du matin, l'avant-garde quitta son camp de Haslach pour se rendre à Gegembach, et prit position sur le rideau en arrière de cette ville, la droite à la Kinzig, et la gauche en

avant de Pesenbach. Les troupes légères furent placées à la tête du bois en avant de Strobach, gardant tous les débouchés qui aboutissent à Gegembach sur les deux rives de la Kinzig, et la grande route jusqu'au pont de Biberach.

L'ennemi ne poursuivit aucunement dans cette journée.

A dix heures du soir, la division d'avant-garde s'étant réunie, elle se mit en marche sur Willstett, où elle arriva avant le jour, et prit de suite position en arrière de cet endroit, la droite appuyée sur la Kinzig, à la tête du bois, et sa gauche dans la direction de Legelhartz. Deux bataillons, le 1er régiment de chasseurs à cheval et cinq pièces d'artillerie, le tout sous les ordres du chef de brigade Vandermaesen, furent portés entre la Schulter et le Rhin, à la hauteur d'Altenheim, pour défendre cette partie, éclairer la grande route de Freyburg, et communiquer, par Schutterwald, avec un détachement de pareille force, placé sous les ordres du général Mortier, qui avait pris poste en avant d'Offenbourg, pour garder le débouché de la vallée de la Kinzig et la route de Lohr, et pour communiquer en outre avec les troupes de la 3e division, placées à Oberkirch.

L'ennemi n'a fait aucun mouvement pour s'opposer à cette marche, et paraît avoir conservé la position qu'il avait hier.....

SOULT. »

Le général Vandamme au général Ernouf, commandant en chef.

Lohr, 16 germinal an VII.

J'ai reçu cette nuit, mon cher général, vos ordres, et ai donné les miens en conséquence. L'ennemi n'ose nous suivre qu'en tâtonnant, et il a bien raison. Il sait qu'une armée qui manœuvre est toujours prête à se battre, et ne fuit pas. Cette retraite en vaut quatre comme celle de Moreau, quoique quelques méchants et quelques ineptes aient fait tout leur possible pour contrarier les ordres donnés par le brave et trop honnête Jourdan.

D. VANDAMME.

ÉDOUARD MORTIER (1), *général de brigade, au général Ernouf.*

Offembourg, 16 floréal an VII.

J'ai appris avec infiniment de regret, mon cher

(1) Depuis maréchal et duc de Trévise.

général, votre départ de l'armée. Devons-nous donc renoncer à l'espoir de vous y revoir avec le général Jourdan, votre brave ami? Vous pouvez au moins compter que notre attachement et notre estime vous suivront partout, et qu'en mon particulier les regrets que j'éprouve de cette séparation sont aussi sincères que l'amitié que je vous ai pour toujours vouée à l'un et à l'autre.

J'occupe toujours, en avant d'Offembourg, Ortenberg, Elgerswihr, Offewihr, d'où j'étends une ligne jusqu'à Altenheim. L'ennemi a déjà fait plusieurs tentatives pour s'emparer de ces différents points; il n'a pas cessé un seul jour de me harceler. J'ai devant moi les hussards de l'empereur, le 1er régiment de hulans, *les manteaux rouges et les casquettes*, le tout sous les ordres du général Meerfeldt (1). Dernièrement j'ai fait une reconnaissance forcée au delà de Gengenbach; j'en ai ramené quelques hussards et manteaux rouges prisonniers.

ÉD. MORTIER.

(1) C'est ce même général qui, par une destinée singulière, fut tour à tour porteur des propositions de paix de l'Autriche à Léoben et à Austerlitz, et de celles de Napoléon la veille de Leipzig.

J'ai lu, mon camarade, le rapport militaire du général Schérer, que tu m'as fait l'amitié de me communiquer. Je ne connais pas assez les localités pour juger de son mérite; mais il m'a paru qu'en Italie comme sur le Rhin, la principale cause de nos revers est dans la grande disproportion de nos forces avec celles de l'ennemi. Ce général aurait peut-être mieux fait de convenir de cette vérité, et d'ajouter qu'on n'aurait pas dû déclarer la guerre avant d'être en état de la faire, que d'insinuer dans son rapport que, s'il a eu des revers, c'est qu'il n'a pas été secondé par l'armée d'Helvétie. Il doit savoir que cette armée, ainsi que celle du Danube, avaient devant elles des forces supérieures.

JOURDAN.

Le général Lefebvre au général Ernouf.

Limeil, 14 germinal an VII.

Je suis enfin arrivé chez moi, mon cher général, bien souffrant, malgré les soins que j'ai reçus; mais enfin c'était dans l'ordre des choses. Je me suis fait lire tous les journaux depuis le 1er germinal; j'ai été révolté des rêves qu'ils débitent sur notre armée et sur notre brave Jourdan. Je vous envoie copie de

ma lettre au directeur Merlin (1). *Puisque je suis retenu ici par ma blessure, je m'occuperai au moins à combattre l'envie, et à servir de bouclier à mes camarades.*

Ne me laissez pas manquer de nouvelles, mon cher Ernouf. Venant de vous, au moins je lirai la vérité, et c'est bien consolant pour moi.

LEFEBVRE.

III.

Le coup d'État de prairial, accompli par le corps législatif contre le Directoire, avait donné à l'opinion publique une satisfaction momentanée et factice. On avait tant souffert, qu'on accueillait avidement la moindre lueur d'espoir. Les généraux imputaient au Directoire renversé les vexations dont ils avaient été victimes et les revers de nos armées, et l'on a vu que ce dernier grief surtout n'était pas sans fondement. « Les cœurs se dilatent et l'espoir renaît, écrivait Soult le 17 messidor. Des poignées de Français n'iront donc plus attaquer des armées ! La sagesse du nouveau Directoire nous

(1) Nous avons cité cette lettre dans le livre II, ainsi que celle de Masséna au général Ernouf.

préparera sans doute les moyens de vaincre, que les monstres qui avaient été abattus nous avaient ôtés. » — « Ce qui me fait prendre patience, écrivait Championnet de sa prison, c'est que les monstres qui voulaient nous enchaîner ne sont plus ! » — « Que je suis donc aise, s'écriait enfin Lefebvre avec sa brusque franchise, de voir quitter la toge directoriale à ce j...-f. de Merlin ! Les événements qui viennent de se passer sauveront, suivant moi, notre patrie ; et je me joins avec plaisir à tous les bons patriotes, pour rendre hommage à l'énergie de nos législateurs. Je me réserve bien d'embrasser nos amis Jourdan, Talot, Joubert, etc., pour avoir *déniché ces trois pies*, dont le bavardage n'était pas du tout de mon goût (1). »

Ces belles espérances furent encore une fois déçues. Le coup d'État de prairial n'était pas et ne pouvait pas être une solution. Les souffrances continuèrent, les plaintes recommencèrent plus vives et plus menaçantes, et le peuple et l'armée ne trouvèrent de refuge qu'en Bonaparte.

(1) 1er messidor.

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

Pages.

LIVRE II.

ALLEMAGNE ET ITALIE.

LIVRE III.

NAPLES.

Pages.

LIVRE IV.

LIVRE V.

LIVRE VI.

ÉGYPTE. — RETOUR DE BONAPARTE EN FRANCE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.



